And the second s

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - Nº 15971 - 7 F

DIMANCHE 2 - LUNDI 3 JUIN 1996

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

■ M. Nétanyahou et la paix

Elu premier ministre d'Israel, Benyamin Nétanyahou s'est engagé à poursuivre le processus de paix.

■ Tchétchénie : arrêt des négociations

Le cessez-le-feu n'a pas été respecté et les négociations avec la Russie sont

■ Un entretien avec Jacques Lafleur

Le président du RPCR appelle à une solution consensuelle sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

■ Six mois ferme pour Bernard Tapie

L'ancien ministre a été condamné à dix huit mols de prison dont six ferme pour fraude fiscale.

■ L'abbé Pierre persiste

Le fondateur d'Emmaüs s'estime victime de la presse « inspirée par un lobby sioniste international ».

■ Ilie Nastase saisi par la politique



L'ancien champion de tennis est candidat à la mairie de Bucarest.

■ Valeo convoité par les Américains

Les Américains convoitent les industries françaises d'équipement automobile, Valeo et Bertrand Faure. p. 15

■ Mort d'un banquier nazi

François Genoud, ancien banquier nazi et proche du terroriste Carlos, est décédé à l'âge de 80 ans.

■ Le pape du LSD s'est envolé

Thimothy Leary, pape du mouvement psychédélique et du LSD, est mort à 75 ans. Ses cendres seront dispersées dans l'espace.

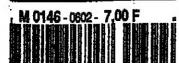
| ardins ouvriers

Carottes et poireaux poussent à l'ombre des HLM, dans les jardins ouvriers centenaires. p. 13

■ L'été des iris

La fleur royale est bonne fille. Elle prospère sans façon, un peu partout. p. 22





France Télévision: six noms pour succéder à M. Elkabbach

Le CSA pourrait choisir le nouveau président dimanche

LE CONSEIL supérieur de l'audiovisuel (CSA) pourrait annoncer dès dimanche soir 2 juin le nom du successeur de Jean-Pierre Elkabbach à la présidence de France Télé-vision. Celui-ci a amoncé sa démission vendredi 31 mai à la suite de l'affaire des animateurs-producteurs. Parmi les personnalités approchées pour ce poste figurent Xa-vier Gouyou Beauchamps, actuel directeur général de France 3, Janine Langlois-Glandier, présidente de Pathé Télévision, et Michèle Cotta, ex-présidente de Radio France, ainsi que Jean-Marie Cavada, pré-sident de La Cinquième, Bernard Esambert, ancien collaborateur de Georges Pompidou, et Georges Vanderschmitt, actuel président de la Sofirad. Toutefois, la désignation d'un outsider n'est pas à exclure. Auparavant, le président de la République devrait nommer un nouveau membre du CSA en remplacement de Georges-François Hirsch, nommé à la direction de l'Orchestre national de Paris. Il pourrait s'agir de François Bonnemain, ancien directeur de Radio Tour Effiel et de



 « j'ai fait des maladresses et des erreurs » Portrait : entre journalisme et pouvoir Scénario pour une chute en cinq actes

 Six candidats potentiels à la succession Editorial : télévision, mission impossible

Paris presse Washington de rénover l'OTAN

Un entretien avec Hervé de Charette

DANS UN ENTRETIEN accordé au Monde, Hervé de Charette, ministre français des affaires étrangères, met implicitement en garde les Américains contre les conséquences qu'aurait, pour la rénovation de l'Alliance atlantique, un refus de reconnaître pleinement l'« identité européenne de défense » au sein de l'OTAN. « Nous avons engagé un mouvement que nous voulons conduire à son terme, déclare le chef de la diplomatie. Si certains veulent que ce mouvement s'arrête aux mesures annoncées par la France le 5 décembre (1995), ils en porteront seuls la responsabilité. Mais je crois que tel n'est pas le cas. » En décembre 1995, la France s'était rapprochée de l'OTAN dont elle avait quitté les institutions mílitaires intégrées en 1966.

Samedi 1º juin, les Américains et les Européens étaient toujours à la recherche d'une formule permettant de manifester clairement l'existence de cette « identité européenne de défense » dans la structure de l'OTAN. Un compromis paraissait se dessiner entre les demandes françaises, soutenues par

les alliés européens, et les réticences américaines. L'establishment militaire américain considère que la présence permanente d'éléments européens identifiés en tant que tels dans la chaîne de commandement fragiliserait l'OTAN. « Si nous obtenons qu'à Berlin les alliés s'entendent sur les principes, souligne M. de Charette, nous aurons remporté ensemble un immense succès. »

Le Conseil atlantique de Berlin doit d'autre part entériner l'accord sur les Groupes de forces interarmées multinationales (GFIM), autrement dit la possibilité pour plusieurs pays de l'OTAN de mener des opérations, en bénéficiant des moyens de l'organisation atlantique, y compris quand les Américains ne participent pas à l'action. Il s'élargira ensuite aux pays d'Europe de l'Est, y compris la Russie, liés à l'OTAN par le « Partenariat pour la paix ». Cependant, aucune décision sur l'élargissement ne sera prise à la réunion de Berlin.

Lire page 5

LAMSSPRSTMSHMMTWH au « Guinness Book of Business Records »

de notre correspondant dans la City Le Guinness Book of Records entend coller à l'air du temps. En témolgne l'édition, pour la première fois, d'un Guinness Book of Business

L'encyclopédie du superlatif joue la carte du monde des affaires. La grève la plus longue de l'histoire ? Celle des garçons-colffeurs de Coie qui s'est terminée en 1961 après avoir duré trente-trois ans. Le plus gros pont d'or accordé à un employé? Les 53,8 millions de dollars (environ 270 millions de francs au-Jourd'hui) payés en 1989 à Ross Johnson lors de son départ de la compagnie RJR Nabisco. Le plus vieux krach de mémoire d'épargnant? Celui de la tulipe hollandaise en 1630. La plus retentissante banqueroute de société? Texaco, placée momentanément sous administration judiciaire en 1987 en raison de son différend avec Pennzoil. Directeur général de Travelers Inc., Sanford Weill est le patron le mieux payé de la planète avec un traitement

total annuel de 45,6 millions de dollars. Plus de 16 000 records recensés et quelque

NICOLAS BAZIRE

JOURNAL

DE MATIGNON

250 000 données chiffrées... Le Guinness offre toutes les facettes de l'industrie, du commerce et de la finance. D'un côté, les valeurs sûres, comme le plus gros opérateur pétrolier off-shore (la Shell), la plus grande usine (le site de Boeing à Everett, dans l'Etat de Washington, soit 27 millions de mètres carrés) ou la marque la plus connue sur les cinq continents (Coca-Cola). De l'autre, les surprises : la publicité tépayé 1,6 million de dollars pour un seul passage sur le petit écran -, la ville la plus chère pour la location de bureaux - Bombay -, le sigle commercial le plus long, dix-sept lettres celui du syndicat américain des terrassiers et ouvriers du marbre, connu sous l'appellation

LAMSSPRSTMSHMMTWH. « Le monde des énormités et celui du business moderne sont inséparables. Il s'agit d'un secteur excitant, dynamique et souvent controversé ». explique l'auteur de l'ouvrage, Tom Cannon. Le directeur de la Manchester Business School se déclare impressionné par le bien-fondé de certaines superstitions financières. A ses yeux, l'incroyable série noire de krachs boursiers

survenus en octobre au cours de l'histoire justifie le fameux dicton « Vendez en septembre ! ». Rien d'étonnant qu'au hit-parade. l'Amérique détienne une très grande part des records mondiaux, suivie par le Japon et l'Espagne, la Grande-Bretagne et la France étant ex æquo. L'Hexagone ne brille que dans un seul classement, celui des plus anciennes entreprises, en obtenant trois mentions : les vignerons Cierget-Buffet et Fils, Raoui Cier et fils, et le moulin à papier Richard de Bas, fondés respectivement en 1270 et en 1326.

Si rien n'échappe au Guinness, ni les scandales de l'argent ni les prouesses de ses seiqueurs, l'avocat américain auteur de la phrase la plus chère de l'histoire - « le crois au'un accord est conclu » -, qui avait coûté à la compagnie qu'il représentait plus de 300 millions de dollars en dommages et intérêts après l'échec des négociations, n'a pu accéder à la célébrité. Superstitieux, les conseillers juridiques de la maison d'édition londonienne ont jugé bon de le faire passer par pertes et profits.

Marc Roche

Cinq pages « placements »

NOS CHRONIQUES hebdo-madaires consacrées aux placements financiérs sont portées cette semaine à cinq pages spéciales. Elles s'ouvrent par une enquête sur le redressement du marche de l'art. Après plusieurs années de marasme, les ventes s'accroissent chez Sotheby's (Londres) et Christie's (New York), mais la France demeure à l'écart de ce mouvement de reprise. Deux pages sont consacrées à l'épargne salariale sous ses trois formes: participation, intéressement et plan d'épargne d'entreprise. Le lecteur retrouvera les chroniques habituelles sur l'évolution, heurtée cette semaine, des marchés boursiers et financiers des grandes

Lire pages 16 à 20

Privatisations : la fin des tabous

Un régal

Bazire a de la lucidité et de l'humour...

Certaines narrations de voyages avec

Balladur, de rencontres avec Chirac...

de crises gouvernementales ou de

déjeuners de la majorité sont un régal.

MCOLAS DOMENACIL L'EVENEMENT DU JEUDI

PLON

LE MOUVEMENT de privatisation, qui a pris son essor et construit sa doctrine en 1979 en Grande-Bretagne, sous le gouvernement de Margaret Thatcher, continue de faire des adeptes. La France vient de mettre successivement en piste les AGF, Renault, Thomson, la Snecma. Le Brésil a

100 milliards de francs d'actifs d'ici à 1998. A peine installé, le nouveau gouvernement espagnol a annoncé un programme ambitieux de cessions. Quant à la Grande-Bretagne, elle boucle son programme avec le lancement de la vente de ses centrales nu-

l'ambition de vendre plus de cléaires, juste après avoir réalisé

celle du rail. Cette recette du « thatchérisme » s'est ainsi répandue sur toute la surface du globe, gagnant la France dès 1986, l'Italie, l'Allemagne, l'Amérique latine, l'Europe de l'Est et l'Asie dans les années 90. Bien qu'elle n'ait plus

les charmes des premiers temps et qu'elle ait connu quelques vicissitudes – les performances boursières des privatisées ne sont pas toujours au rendez-vous -. son succès ne se dément donc pas aujourd'hui.

Ceux qui voudraient voir dans ce recours, quasi universel, aux privatisations une quelconque victoire politique en seraient pour leurs frais. Les contraintes budgétaires qui pèsent sur les États et la réussite de la gestion publique - pour paradoxal que cela puisse paraître - sont en réalité à la source de ce succès.

A ses débuts, le retour au privé des entreprises publiques s'est paré des atours de l'idéologie : il fallait que l'État recule. Moins la puissance publique interviendrait, affirmaient les libéraux, mieux l'économie se porterait. Au moment où la France baignait en plein capitalisme d'État, la droite, alors dans l'opposition, ne tarissait pas d'éloges sur les cessions pratiquées par Margaret Thatcher. Le programme de privatisation, lancé en 1986 par le gouvernement Balladur, fut donc aussi partisan que l'avaient été les nationalisations socialistes en

Claire Blandin

Lire la suite page 14

La terre battue apprivoisée



ROLAND-GARROS. Le public n'a pas pardonné à Mary Pierce, vendredi 31 mai, une défaite en forme de trahison. Des sifflets ont accompagné la finaliste de 1994 vers la sortie. En revanche, Pete Sampras a achevé de conquérir les coeurs parisiens en apprivoisant avec classe et modestie la terre battue d'Auteuil. Vainqueur de son compatriote Todd Martin, l'Américain se place désormais parmi les favoris.

Lire page 21

ernational 2	Aujoard bui2	
FRCE 6	Agenda2	3
àètè	Abonnements2	
rpet11	Météorologie,2	
rizors12	Mots croisés2	
treprises15	Culture2	
scements/marchés 16	Radio-TélévisionZ	







vernement sortant, par 1 501 023 voix (50,4 %) contre 1 471 556 (49,5 %). ■ M. NÉTANYAHOU a quarante-cinq jours devant lui, à partir de la publication des résultats au Journal officiel, pour former

son gouvernement. Les tractations vont néanmoins bon train entre les différents alliés du Likoud, notamment les partis religieux et la formation « russe » de Nathan Sharansky, qui l'aideront à

composer sans difficultés la nouvelle majorité. • LES RÉACTIONS des pays étrangers, notamment américaines, françaises et européennes, sont placées sous le signe de la prudence.

- Vol. (5/2)

1 200

1. ... - 100.

7、44/7

Sec. 1884

Engagement de principe de M. Nétanyahou en faveur du processus de paix

Elu avec 50,4 % des suffrages, le nouveau premier ministre dispose de quarante-cinq jours pour former un cabinet de coalition qui devrait rassembler sans difficultés la droite nationaliste et les partis religieux et « russe »

JÉRUSALEM de notre correspondant

A Paris, comme à Washington et à Londres, on ressort la bonne vieille méthode Coué. « Mais si, le processus de paix israélo-arabe va continuer. Il y aura peut-être un petit ralentissement au début, c'est normal. Mais le nouveau gouvernement n'a pas le choix, il reprendra le dialogue, vous verrez. » N'est-ce pas ce que promet « Bibi » Nétanyahou, le nouvel élu? « Bibi » l'a dit. Pendant la campagne électorale un peu, et depuis sa victoire, deux fois déjà. « je suis pour la continuation du processus de paix avec la securité. le ne reviendrai pas sur les faits accomplis par les accords d'Oslo. »

Les Américains veulent y croire. James Baker, l'ancien secrétaire d'Etat de George Bush, a certes considéré, vendredi 31 mai, que « les résultats des élections constituent un sérieux revers pour le processus de paix », mais lui, qui avait en son temps interdit l'accès du département d'Etat à M. Nétanyahou, parce que celui-ci avait tenu des propos jugés insultants pour l'administration Bush, est un républicain.

Bill Clinton, le démocrate, l'ami fidèle d'Israel, a beaucoup trop investi de sa crédibilité internationale dans ce fameux processus pour ne pas se battre, au moins un peu en coulisses, afin de le maintenir en vie.



palestiniens énoncés par Hanane Achraoui, ancienne porte-parole de l'OLP aux négociations de paix, il ne faut probablement pas trop compter sur la pression américaine pour faire plier « Bibi ».

n'est pas l'opportuniste sans idéologie, ni colonne vertébrale que croissance engrangés par Israel,

Mais, contrairement aux espoirs ses alliés ont habilement tenté de présenter pour rassurer l'électorat, et que les travaillistes ont commis l'insondable bévue de sous-estimer. « Bibi » sait bien que, quoi qu'il en dise, le processus d'Oslo a apporté d'extraordi-Le nouveau premier ministre naires avantages à l'Etat juif. Il sait qu'un bon tiers des 20 % de

ces trois dernières années, furent la conséquence directe de l'ouverture politique engagée par Itzhak Rabin et Shimon Pérès à l'endroit des Arabes. «Bibi » sait que les grands marchés d'Asie ne se seraient jamais ouverts aux produits made in Israel sans l'accord d'Os-

M. Nétanyahou sait que, jamais, dans sa brève histoire, Israël n'a reçu autant d'investissements étrangers que depuis la poignée de main Rabin-Arafat du 13 septembre 1993. Il a sans doute vu qu'en dépit de son programme économique ultralibéral sa victoire a provoqué une balsse immédiate de quatre points à la Bourse de Tel Aviv. Il a lu les commentaires des milieux économiques, alarmés par la perspective d'un repli politique sous sa conduite. Israël n'avait qu'une quarantaine de représentations à l'étranger en 1991, il en a aujourd'hui plus de 140. Et nul doute qu'il tiendra à les conserver.

LA FORMULE DE MADRID

M. Nétanyahou est un faucon intelligent et patriote. Il annoncera la continuation du processus de paix autant de fois que nécessaire à l'intérêt bien compris de son pays, et il le fera de manière convaincante car c'est un excellent professionnel de la communication. Pour la substance des rencontres à venir, c'est

une autre affaire. Il y a deux ans, à l'occasion de son départ en re-traite, Itzhak Shamir, le vieux nationaliste battu par Rabin, en juin 1992, a vendu la mèche. Si, sous la ferme pression de M. Baker, il avait accepté, en octobre 1991, à Madrid, le premier face-à-face d'importance avec les voisins arabes d'Israel, il n'entendait pas pour autant aboutir.

que l'on sait. Aujourd'hul, tout en réitérant sa « volonté de paix », M. Nétanyahou veut en revenir au cadre défini à Madrid. Pour négocier quoi et avec quels partenaires? Mystère. La Syrie a déjà refusé et, selon le numéro trois de l'OLP, Ahmed Korei, alias Abou Alaa, les Palestiniens non seulement « n'accepteront aucune rétractation des accords conclus»,

M. Arafat réclame le respect des accords conclus

Sous la direction de son président, Yasser Arafat, le « gouvernement » palestinien a appelé, vendredi 31 mai, le nouveau premier ministre istaélien, Benyamin Nétanyahou, à « continuer le processus de paix et à appliquer les accords conclus » avec l'OLP par son prédécesseur travailliste, Shimon Pérès. Réuni d'urgence, à Gaza, le « gouvernement » palestinien et le comité exécutif de l'OLP ont aussi réclamé, dans un communiqué, « la continuation des négociations sur le statut final [des territoires], dont l'ordre du jour couvre notamment Jérusalem, les colonies de peuplement, les frontières et les réfugiés, et ce pour parvenir à une paix globale et juste ». L'Autorité palestinienne a invité les Etats-Unis et la Russie, coparrains du processus de paix au Proche-Orient, ainsi que l'Union européenne et les Nations unles, à « intensifier les efforts pour le faire avancer ». - (AFP)

 L'intention, avoua-t-il, était de faire traîner les négociations plusieurs années, dix s'il le fallait, de manière à nous permettre, pendant ce temps, d'amener des dizaines de milliers de juifs supplémentaires dans les colonies de Gaza et de Judée-Samarie (Cisjordanie occupée), pour rendre la situation sur

le terrain irréversible. » Alors vice-ministre des affaires étrangères et porte-parole de M. Shamir « Bibi », qui était l'un de ses préférés, ne pouvait pas ignorer les vraies intentions du : premier ministre. Revenus au pouvoir après onze ans d'opposition, les travaillistes s'aperçurent très vite que la formule de Madrid ne pouvait pas aboutir à une avancée sérieuse de la paix. Convaincu qu'il existait, après la Golfe, une « fenêtre unique d'opportunité » de faire la paix au meilleur prix pour Israël, convaincu aussi que, si rien n'était fait, l'éventualité d'une nouvelle guerre avec la Syrie n'était pas à prendre à la légère, Rabin, incité par M. Pérès, ouvrit le processus d'Oslo qui a donné les résultats

mais trouveut « idiot de la part du Likoud de vouloir revoir les engagements d'Oslo ».

Le processus d'Oslo a délà du plomb dans l'aile. En trois déclarations qui n'ont, compte tenu de l'état des forces parlementaires et du pesant entourage immédiat du nouveau premier ministre, aucune chance d'être abandonnées, «Bibi» l'a sérieusement endommagé. En violation des accords si-gnés, il n'y aura « aucune discussion, ni-négociation » avec l'OLP sur le statut définitif de Jérusalem, dont la partie orientale arabe a été conquise par les armes par Israëi en 1967. Il n'y aura pas non plus, en dépit des engagements solennels, de redéploiement significatif de Tsahal hors de la ville arabe de Hébron. Ancien mauvaise réputation, Rafaël Eytan, a affirmé, jeudi : « Tous les paragraphes et engagements contenus dans les accords d'Oslo et contraires à ce que nous jugeons être l'intérêt national d'Israel, seront revus et corrigés. »

Patrice Claude

HBV: Aller

33.3

L'avocat obstiné de la sécurité-à tout prix

IÉRUSALEM de notre envoyé spécial

Par un beau jour de 1992, un photographe de l'hebdomadaire The Jerusalem Report, qui s'affairait autour du futur premier ministre israélien, se voit demander par un groupe de touristes américains quelle est la personne



jectif. « Bibi Nétanyahou », répond-il. La réplique fuse aussitôt: « Vous voulez dire Bibi Nétanyahou de CNN?» C'est aux Etats-Unis que le chef du Likoud

PORTRAIT né en 1949, en Israël – a passé les années les plus déterminantes de sa vie. Tout d'abord son adolescence, de 1962 à 1967, lorsqu'il suit son père, disciple du dirigeant signiste révisionniste. Ze'ev Jabotinsky. dont les convictions politiques lui ont fermé la porte des universités israéliennes.

Benyamin Nétanyahou revient au pays, en 1967, pour y faire son service militaire dans une unité d'élite, les Sayeret Matcal. En 1968, il fait partie du commando qui détruit treize avions stationnés sur l'aéroport de Beyrouth. Quatre ans plus tard, on le retrouve dans l'équipe qui délivre les passagers d'un avion détourné de la Sabena. Après cinq ans sous les drapeaux, il rejoint les Etats-Unis et obtient un diplôme en administration des affaires au

prestigieux Massachusetts Institute of Technology (MIT). Il décide alors de donner à son nom une tournure plus américaine : Ben

Nitay. Le 4 juillet 1976, son frère aîné, Yonathan, qui sert dans l'unité d'élite israélienne qu'il a fréquentée en son temps, est tué à Entebbe, tage d'un Boeing d'Air France piraté. Pour longtemps, le nom de Nétanyahou jouira d'une place particulière dans l'imagerie d'Epinal de l'héroïsme israélien. Ce drame inspire au futur chef du Likoud un livre, Comment l'Ouest peut gagner face au terrorisme.

Après un premier mariage - et un premier enfant -, M. Nétanyahou retourne une nouvelle fois en Israël, où il travaille dans le commerce. Un vieil ami de la famille le tire de son ennui : Moshe Arens, son futur mentor, lui propose de devenir son bras droit à Washington, où il vient d'être nommé ambassadeur. Les deux hommes auront à plaider la cause d'Israel lors de l'invasion du Liban, en 1982, dans laquelle l'Etat juif écome son image. Ambassadeur pendant quatre ans à l'ONU, M. Nétanyahou prépare alors son entrée en politique. Elu député à la Knesset, en 1988, vice-ministre des affaires étrangères, il est mis dans tous les secrets du cabinet d'Itzhak Shamir. En 1991, il est tout naturellement le porteparole de la délégation israélienne à la conférence de Madrid.

Après la défaite du camp nationaliste, en 1992, il prépare méticuleusement sa prise du pouvoir au sein du Likoud. Sa campagne à l'américaine menace ruine, quand une nouvelle fredaine - il s'est remarié pour la troises adversaires. Acculé, M. Nétanyahou fait front avec, à ses côtés, sa troisième épouse, Sara, dont il a eu un deuxième enfant. Le scandale ne l'empêche pas de l'emporter, en mars 1993, et sa capacité à restaurer les finances défaillantes du parti l'impose définitivement.

La voie vers le pouvoir est libre mais un nouveau cahot de l'Histoire, la grande cette foisci, va l'affaiblir. Accusé d'avoir souffié sur le feu de la haine qui emporte le premier ministre Rabin, assassiné le 4 novembre 1995, il est mis provisoirement au ban de l'opinion. Les attentats-suicides de février et de mars ne tarderont cependant pas à redonner du crédit

« faiseurs de paix » travaillistes. S'il reconnaît la validité des accords d'Oslo au cours de la campagne pour lisser son image internationale, il ne cède pas sur l'essentiel dans ses slogans : la sécurité à tout prix. Prêt à tout pour réussir, il l'emporte sur le fil, à force d'obstination.

Les tractations vont bon train pour la formation du gouvernement

JÉRUSALEM

de notre envoyé spécial La directrice de la commission centrale des élections a mis fin à une longue attente, vendredi 31 mai, dans l'après-midi, avant le début du shabbat, en proclamant les résultats non encore officiels des élections générales de mercredi, des vérifications devant encore être faites dans certains bureaux de vote. Elle a néanmoins libéré le camp nationaliste de ses ultimes craintes en indiquant que Benyamin Nétanyahou était arrivé en tête avec 1501 023 voix (50,4 %), contre 1 471 566 (49,5 %) à son rival travail-

Le premier ministre sortant, battu de moins de 30 000 voix, a aussitôt reconnu sa défaite et félicité publiquement son adversaire en l'assurant que le passage de témoin entre son gouvernement et celui de M. Nétanyahou se fera dans de bonnes conditions. Alors que le vainqueur allait prier, vendredi, au Mur des lamentations, M. Pérès a

que « cela n'a pas d'importance » et Chass, ultra-orthodoxe (10), le Mequ'il se battra pour la paix « partout où il se trouvera ».

M. Pérès avait eu le temps de se préparer à cette dernière obligation. Distancé de 20 000 voix à l'issue du dépouillement général, il savait qu'il ne pouvait placer guère d'espoir dans les 140 000 bulletins déposés dans des umes spéciales par les soldats et les militaires de carrière. En 1992, déjà, et malgré le prestige de l'ancien chef de guerre travailliste Itzhak Rabin, ces suffrages comptés à part avaient assuré au camp de la droite un gain supplémentaire que l'un de ses partis, le Tsomet, avait converti en un siège de député. Cette fois encore, les hommes en uniforme se sont détournés des tra-

RÈGLEMENTS DE COMPTES Les résultats définitifs pour la

Knesset n'apportent pas de bouleversements par rapport aux estimations données dès mercredi. Avec 34 députés, les travaillistes arrivent en tête, devant le Likoud (32), le retz, de gauche (9), le Parti national religieux (9) et le parti « russe » de Nathan Sharanski (7). Les petites formations se partagent les sièges restants: 5 pour les communistes, 4 pour le Judaïsme uni de la Torah-Agoudat Israël, ultra-orthodoxe, 4 pour la Troisième Voie, 4 pour les Arabes unis, et 2 pour le Moledet, de droite. Le poids des religieux, qui avaient déjà - pour le PNR comme pour Agoudat Israël - pris fait et cause pour M. Nétanyahou, ajouté à celui des députés « russes », devrait permettre à M. Nétanyahou de se forger rapidement une majo-

Alors que, pour composer son équipe, M. Nétanyahou dispose, selon la Loi fondamentale, de 45 jours après la publication des résultats au Journal officiel - ce qui sera fait la semaine prochaine -, les tractations continuent d'aller bon train, malgré le shabbat, parmi les alliés du nouveau premier ministre. Compte tenu de la tonalité sécuritaire de la campagne, le poste de ministre de

la défense focalise pour le moment l'attention. Deux noms de membres du Likoud sont avancés, celui d'Itzhak Mordechaï, ancien commandant de la région sud pendant l'Intifada, et celui de Dan Méridor, membre de la précédente Knesset. Comparé à l'ancien général, entré en politique pour « éviter toute concession territoriale susceptible de mettre en danger Israel », M. Méridor pourrait passer, aux yeux de l'opinion internationale, pour un modéré

Dans le camp des perdants, enfin, le temps des règlements de comptes semble être venu, et le ministre des affaires étrangères de l'équipe sortante, Ehud Barak, n'a pas tardé à mettre ouvertement en cause le choix du directeur de campagne de M. Pérès, Haim Ramon, lui reprochant de ne pas avoir utilisé mas-sivement l'assassinat de Rabin, ce qu'avait déploré sa veuve, Léah Rabin, dès l'annonce de la probable victoire de M. Nétanyahou.

Les pays étrangers espèrent

« continuer à travailler » avec la nouvelle équipe

 Le président américain, Bill Clinton, a téléphoné, vendredi 31 mai, à Benyamin Nétanyahou et l'a invité à se rendre à Washington. Le nouveau premier ministre israélien a répondu qu'il se rendrait aux Etats-Unis dès qu'il aurait formé son gouvernement. «Le président a exprime sa volonté de continuer à travailler avec le gouvernement israélien et tous ceux (qui) dans la région soutiennent la paix, pour arriver à une paix totale entre Arabes et israéliens », a indiqué un communiqué de la Maison Blanche. De son côté, le secrétaire d'Etat, Warren Christopher, a indiqué que Washington avait adressé « des télégrammes à toutes les capitales arabes (...) leur demandant de ne pas préjuger du nouveau gouvernement » israélien, auprès duquel les Etats-Unis « insisterons (...) en termes généraux pour qu'ils respectent les engagements » pris entre Israël et les Palestiniens, a ajouté le secrétaire d'Etat.

 Le président français, Jacques Chirac, lors d'une conférence de presse réunie vendredi, à Ouimper, dans le Finistère, a « d'abord » voulu « rendre hommage à Shimon Pérès et à l'action admirable et courageuse qu'il a conduite pour instaurer la paix au Proche-Orient ». Il y a « naturellement » associé « Itzhak Rabin, auprès duquel il a conduit cette action ». « le salue bien entendu amicalement Benyamin Nétanyahou, le nouveau premier ministre, que je connais », a ajouté le chef de l'Etat, qui souhaite que « le nouveau

arriver dans les meilleurs délais à la fois à une solution sur le statut final paix, d'une part avec la Syrie, et d'autre part avec le Liban ». M. Chirac s'est dit « pas du tout paix en Israel 🛰 L'Union européenne (UE) s'est déclarée « convaincue que le nouveau gouvernement [israélien], conscient des attentes de la communauté internationale, voudra continuer à parcourir la voie de la paix courageusement empruntée, pour mettre fin aux tensions qui caractérisent encore le Proche-Orient ». En sa qualité de présidente en exercice de l'UE. l'italie a confirmé, dans un communiqué publié vendredi à Rome, « l'engagement concret et durable [des Quinze] à soutenir le rocessus de paix, unique et irréversible voie pour assurer le développement, prospérité et sécurité pour tous les peuples de la région ». • Le premier ministre libanais. Rafic Hariri, selon notre correspondant à Beyrouth, Lucien George, s'est borné à déclarer que son gouvernement « traitera avec a exprimé l'espoir que M. Nétanyahou « premier ministre sera différent du candidat » Nétanyahou.

premier ministre et le nauveau gouvernement (...) poursuivent le processus de paix pour que l'on puisse des territoires [palestiniens] et pour la inquiet sur la volonté des hommes de M. Nétanyahou (...) en fonction de ses positions et de ses choix ». Le ministre des affaires étrangères, Farès Boueiz,



L'élection présidentielle au Tchad a été essentiellement organisée par la France

Quatorze candidats se présentent contre le chef de l'Etat, Idriss Deby

Pour la première fois, les Tchadiens devaient élire, dimanche 2 juin, leur président au suffrage universel. Arrivé au pouvoir par les armes, il y a cinq ans, lest pas certain d'éviter un second tour. Dans surent pour l'essentiel l'organisation du scrutin.

N'DIAMENA

TONG SOUTH COME

The sent sent

The Back

1 processus de paix

and the server des accords conda

Profite the L

de notre envoyé spécial Les rues poussiéreuses de N'Diamena, la capitale, ont retrouvé le calme après les processions de camions, chargés de partisans vociférant dans les porte-voix. La campagne électorale s'est arrêtée quatre jours avant le scrutin présidentiel du dimanche 2 juin. Tout le monde - les partisans du président sortant, ldriss Deby, comme ceux des quatorze

candidats qui l'affronteront convient que la campagne n'a été marquée par aucun incident grave, ce qui n'allait pas de soi dans un pays où les choix politiques se sont plus souvent décidés sur les champs de bataille que dans les isoloirs. Mais ce scrutin reste chargé de

risques. Il a été organisé plus de cinq ans après l'entrée à N'Djamena, le 1º décembre 1990, du colonel Idriss Deby – aujourd'hui général de corps d'armée -, qui avait chassé Hissène Habré avec l'aval de la France. Depuis lors, le pays est allé de déboires économiques en conflits avec les institutions financières internationales, pendant que la classe politique locale poussait, chaque jour un peu plus loin, les possibilités du multipartisme, semblant faire sien le slogan: « Un homme, un parti politique. » Il a fallu finalement que Paris pèse de tout son poids et assume la quasi-totalité des coûts pour que le président se résolve à mener à bien un processus décidé deputs plus de deux ans, et que l'opposition s'y raille.

Dans un pays grand comme deux fois et demie la France, sans routes, ce sont les avions du dispositif militaire français, « Epervier », mis en place pour contrer la menace libyenne, qui assurent le transport du



des résultats. Paris a en outre pris en charge l'impression des builetins et des affiches, ainsi que l'équipement des bureaux de vote. Dans un pays sans électricité, 5 700 lampes-tempête out été fournies. Le coût total de l'assistance française aux scrutins référendaire et présidentiel est de 8.75 millions de francs.

Quatorze hommes politiques, un par préfecture dans le pays, plaisante-t-on à N'Djamena, même si le compte ne tombe pas tout à fait juste, se sont portés candidats. Tous les hommes politiques qui disposaient d'un peu d'argent et d'une base locale se sont présentés, convaincus que M. Deby ne pourrait l'emporter lors d'une élection trans-

Les résultats du référendum

emporté, mais M. Deby a eu besoin de l'appui de quelques-uns de ses concurrents d'aujourd'hui, dont le maire de N'Diamena, Lol Mahamat Choua, souvent présenté comme l'un de ses adversaires possibles au second tour. D'autre part, les résultats, partiellement contestés par l'opposition, out montré que la cassure entre le Nord musulman, dont est issu M. Deby, et le Sud chrétien

INTERNATIONAL

et animiste demeurait. Les provinces méridionales ont voté « non », alors que certaines avaient été l'objet de toutes les attentions du pouvoir. A la direction du Mouvement patriotique du salut (MPS), on confesse une certaine déception après le mauvais score du « oui » dans le Mayo Rebbi, à la frontière avec le Cameronn. Pour redresser la barre, M. Deby a mené une campagne de « proximité ». Il s'est rendu dans les quatorze préfectures du pays, se portant garant de la stabilité du Tchad, et laissant un peu en retrait le MPS, dont personne n'a oublié les origines militaires.

PROTESTATION DE L'OPPOSITION Le parti s'est fondu dans un Pront républicain, dont l'emblème est une houe, alors que celui du MPS associnit à cet instrument le kalachnikov. Le président disposait de moyens matériels importants. Il a laissé derrière lui force tee-shirts et casquettes, et, selon ses adversaires, a fait preuve d'une grande libéralité financière, utilisant en outre tout l'appareil de l'Etat : véhicules, transmissions et médias.

Diplomates et observateurs internationaux estiment généralement constitutionnel du 31 mars leur que ces efforts ne seront pas suffidonnent quelque espoir. Certes le sants pour garantir une élection dès

la frande. La France a d'ores et déjà retenu de la place, le 11 juin, sur un vol Paris-N'Djamena, pour acheminer les bulletins du second tour, qui aurait lieu le 23. Mais l'opposition est moins confiante. Elle dénonce vieoureusement le mode d'organisation du vote des Tchadiens à l'étranger, notamment des 220 000 qui vivent au Soudan. Autre sujet d'inquiétude : la fiabilité du réseau de communications de l'armée tchadienne, qui doit envoyer les résultats à la commission électorale nationale indépendante, organisme dont l'impartialité est régulièrement remise en question par les adversaires de M. Deby. Reste que les 200 observateurs internationaux et tchadiens ne suffiront pas à surveiller 6 600 bureaux de

M. Deby a affirmé qu'en cas d'échec il s'en irait « avec élégance ». A ses interiocuteurs étrangers, il a expliqué qu'il était encore jeune (42 ans) et qu'une défaite ne mettrait pas fin à sa carrière. Mais, comme le remarque l'un de ces interlocuteurs, « ses proches, eux, n'ont pas la mèте logique, ils ne veulent le pouvoir que pour en profiter matériellement, ce qu'ils ont fait ces dernières années; pour eux, la défaite signifie la pauvreté ». Cette garde rapprochée est composée de fidèles de son clan Zagawa, originaire comme lui de la frontière soudano-tchadienne, qui l'ont accompagné lors de son aventure militaire. Sera-t-elle sensible aux menaces de la communauté internationale, et plus particulièrement de la France, qui pourrait couper l'aide si la fraude venait à altérer les résul-

Thomas Sotinel

Troubles dans le Xinjiang chinois

URUMQL Des combats de rue viennent de se dérouler dans phisieurs villes du Xinjiang (Turkestan chinois) entre indépendantistes ouigours et forces chinolses, qui ont procédé depuis un mois à 5 000 arrestations, selon un responsable ouigour exilé en Asie centrale ex-soviétique. Dépêchés par Pékin depuis la ville de Lanzhou (province du Gansu), plusieurs contingents des forces armées participent à cette répression, a indiqué, vendredi 31 mai, Mouhidin Moukhlissi, porteparole du Front national uni révolutionnaire (FNUR) du Turkestan oriental, exilé au Kazakhstan et contacté au téléphone depuis Tachkent. Ces arrestations font suite au sommet de Shanghaï du 26 avril à l'occasion duquel les présidents de Chine, Russie, Kazakhstan, Kirg-hizstan et Tadjikistan avaient signé un tralté établissant une zone démilitarisée le long de la frontière entre la Chine et l'ex-URSS. - (AFR)

Les sept trappistes français seront inhumés dans leur monastère en Algérie

TIBÉRIHINE. Les sept religieux français assassinés par le GIA seront înhumés, mardi 4 juin, dans leur monastère de Tibérihine, près de Médéa, a annoncé le père Armand Veilleux, procureur général des moines trappistes. Au cours d'une conférence de presse donnée vendredi 31 mai à Quimper (Finistère), Jacques Chirac a exprimé son « horreur » devant un tel assassinat. « Vous avez pu voir l'unanimité de ceux qui croient en Dieu et de ceux qui n'y croient pas pour condamner une telle barbarie », a-t-il déclaré. Enfin, Al Ansar, la feuille du GIA. diffusée en Europe, qui avait promis de faire des « révélations » sur des « traciations » que le groupe islamique aurait menées avec Paris pour la fibération des religieux, s'est excusé, vendredi, de ne pouvoir w honorer sa promesse », faute d'informations précises sur ce sujet.

BIRMANIE: la junte a libéré 83 des 260 membres de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), qui avaient été arrêtés la semaine dernière, a annoncé un responsable de l'opposition, vendredi 31 mai, à Rangoun, - (AFR)

INDE: Deve Gowda a prêté serment devant le président SD. Sharma, samedi ler juin, à New Dehli, en sa qualité de douzième premier ministre de l'Union indienne. Il succède à Atal Behari Vajpayee, dont le gouvernement nationaliste hindou n'a duré que treize jours. -(AFR)

■ ALBANIE: 150 candidats de l'opposition albanaise ont entamé, vendredi 31 mai, une grève de la faim pour obtenir l'annulation des élections législatives du 26 mai. Les Etats-Unis et l'Union européenne se sont déclarés favorables à une « répétition partielle » de ces élections controversées. - (AFP, Reuter).

RUSSIE/ÉTATS-UNIS : le vice-ministre russe des affaires étran-

gères, Gueorgui Mamedov, a confirmé, vendredi 31 mai, qu'il avait conciu la veille un accord avec les Etats-Unis pour mettre fin à une violation russe du traité sur les Forces conventionnelles en Europe (CFE). Cette proposition russo-américaine doit être soumise aux vingt-huit autres États signataires du traité CFE. - (AFP)

■ ESPAGNE : la police a arrêté, jeudi 30 mal, à Bilbao une militante présumée de l'organisation séparatiste basque ETA. Belen Larniechi Lopez est soupconnée d'être la propriétaire du passeport falsisié que portait Maria Nagore Mugica, une activiste de l'ETA appréhendée, jeudi, à Paris. - (AFP.)

■ ITALIE : le gouvernement de centre-ganche de Romano Prodi a obtenu, vendredi 31 mai, la confiance de la Chambre des députés. Il a reçu 322 voix pour et 299 contre, soit 11 voix de plus que la majorité

■ ARABIE SAOUDITE : les autorités ont annoncé, vendredi 31 mai, que quatre sujets saoudiens ont été exécutés pour avoir organisé en novembre 1995 un attentat à la voiture piégée qui avait fait sept morts, dont cinq Américains. - (Reuter.)

■ CENTRAFRIQUE : des détonations ont été entendues à Bangui, vendredi 31 mai. Selon certaines sources, des soldats auraient tiré en l'air pour mettre fin à une bousculade devant une banque. Selon d'autres, des militaires français auraient détruit des munitions abandonnées. Cet incident a provoqué un grand mouvement de panique

dans la ville. – (AFP.) RWANDA: le Tribunal pénal international pour le Rwanda a entendu, jeudi 30 et vendredi 31 mai, à son siège d'Arusha (Tanzanie), les trois premiers accusés, un chef milicien, un maire et un préfet, qui ont tous trois plaidé « non coupables ». Ils sont inculpés de génocide, crimes contre l'humanité, et assassinats. Il s'agissait d'une audience préliminaire. Les procès commenceront en septembre. - (AFP.)

■ PÉROU : le processus de privatisation de Petroperu, la principale entreprise publique du pays, a pris un nouveau départ, vendredi 31 mai, avec la vente aux enchères, réclamée par le FMI, de la Pampilla, la plus importante raffinerie de pétrole, et la cession au secteur privé d'un gisement de pétrole. Lorsque le « Comité civique de défense du pétrole et de la souveraineté » a lancé une campagne afin de convoquer un référendum, les parlementaires de la majorité ont bloqué le mécanisme de consultation populaire qu'ils avaient pourtant introduit dans la Constitution de 1993. - (Corresp.)

Le « parti blanc » sud-africain conforte ses positions au Cap

JOHANNESBURG

7

rik De Klerk a remporté les élections municipales organisées, mercredi 29 mai, dans son bastion de la région du Cap Occidental. Il renforce ainsi sa domination dans cette province, la seule passée sous son contrôle à l'issue du premier scrutin multiracial d'avril 1994. Seion les résultats publiés vendredi, le NP a obtenu la majorité des sièges dans l'agglomération du Cap, la troisième du pays avec 3 millions d'habitants, ainsi que la totalité des conseils ruraux en jeu cette semaine. Le reste de la province avait voté, le le novembre 1995; comme la presque totalité du pays. Le scrutin avait été repoussé au Cap et dans certaines zones rurales en raison de

plusieurs circonscriptions. Le NP a ainsi passé avec succès son premier test électoral en tant que parti d'opposition, après l'annonce de son retrait, il y a trois semaines, du gouvernement d'union nationale dominé par le Congrès national africain (ANC) du président Nelson Mandela.

Sous l'impulsion de M. De Klerk, le principal parti de la minorité blanche avait pris cette décision estimant que sa présence dans le gouvernement lui avait fait perdre une partie de son électorat traditionnel, raisonnement fondé sur les résultats du scrutin de novembre qui avait montré un effritement de

Le départ du gouvernement

Ancien professeur de droit à l'uni-

et inamovible ministre des affaires étrangères au temps de l'apartheid, avait fait connaître son désaccord avant d'annoncer sa retraite politique. Le vote dans les quartiers blancs du Cap semble avoir donné raison à M. De Klerk et devrait conforter sa position dans le parti. Grâce à un discours très offensif à l'égard de l'ANC, le NP a reconquis des voix dans ces quartiers, au détriment de son concurrent dans l'opposition, le Parti démocratique de Tony Leon; cette formation, comme les autres petits partis, a souffert de la bipolarisation du scrutin entre l'ANC et le NR

L'autre clé du succès du Parti national a été le vote des métis, majoritaires au Cap Occidental. Se considérant plus proches de la mi-

désaccords sur la délimitation de avait suscité un vif débat au sein nouté blanche que de la commudu parti. Pik Botha, figure du NP nauté noire, les métis avaient masement porté leurs suffr le NP en 1994. Leur soutien avait permis au NP de conquérir la province et de se déclarer « parti multiracial ... Deux ans plus tard, le renouvellement de ce soutien fournit une indication importante pour l'avenir du NP. La population métisse compte 3.5 millions de personnes. A l'échelle nationale, son vote constitue un apport essentiel pour la crédibilité du NP comme force d'opposition. L'ANC, qui avait remporté, en

novembre, près des deux tiers des votes dans le reste du pays, a amélioré son score dans les zones rurales de la province par rapport au scrutin de 1994. Mais il n'a pas réussi à faire basculer une partie significative de l'électorat métis en sa faveur. M. Mandela avait pourtant payé de sa personne, lors de la campagne électorale, pour convaincre les métis qu'ils étaient eux aussi, les bénéficiaires de la a nouvelle Afrique du Sud ». Mais. apparemment, la majorité de ces demiers se métient toujours de « la domination noire ».

Frédéric Chambon

Coup de froid sur les relations entre Paris et Téhéran?

DENIS BAUCHARD, directeur du département Afrique du Nord-Moyen-Orient au Quai d'Orsay, a ajourné in extremis une visite de travail de deux jours qu'il devait faire, à partir du vendredi 31 mai, en Iran. Officiellement, ce report a été justifié par « des raisons de calendrier », mais il serait davantage lié à l'affaire de l'assassinat d'un opposant iranien, Rezda Mazlouman, découvert mort, mardi, dans son appartement de Créteil, dans le Val-de-Marne. En attendant sinon les résultats, du moins les orientations de l'enquête, Paris, dans le doute, a préféré s'abs-

Considéré comme « un témoin plus qu'important » dans cet assassinat, un commerçant iranien, Harmad Jayhooni, a été interpellé, jeudi, à Bonn, sur la base d'une commission rogatoire internationale, délivrée par le juge d'instruction français, Jean-Louis Bruguière. Manouchehr Ganji, qui dirige l'Organisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour Plean, et qui est un farouche opposant au régime iranien, a d'ores et déjà acrusé les services de renseigrements transens d'avoir commandité le memtre. L'ambassade d'Iran à Paris a pris les devants en démentant - une implication iranienne dans l'assassinat ».

versité de Téhéran, Rezda Maziouman avait occupé le poste de viceministre de l'éducation dans le gouvernement du dernier premier ministre du chah, Chapour Bakhtiar - assassiné, en août 1991, près de Paris -, avant de s'exiler, en 1979, à Paris après la révolution islamique. Selon certaines informations, il s'était récemment rapproché de M. Ganji. Toutefois, selon une bonne source, la principale activité de Mazlouman, était de diriger une publication, La Lettre des libertés, d'un auti-islamisme primaire, dans laquelle les critiques du régime iranien le disputaient aux caricatures provocatrices. Son épouse, qui continuait de vivre en Iran, où elle n'a jamais été inquiétée, venait ré-

gulièrement en France. Le plus troublant, ce sont les circonstances dans lesquelles son meurtre a été commis et qui portent en quelque sorte une signature. Selon les informations dont disposent les enquêteurs français, le prévenu se serait introduit dans l'entourage de la victime de manière à gagner sa - confiance. Or les assassinats de cinq dirigeants de l'opposition au moins ont été perpétrés selon le même scénario. En juillet 1989, Abdol Rahman Ghassemlou, Abdollah Ghaderi du Parti démocratique du Kurdistan et un de leurs amis, Fazel Rassoul, avaient été retrouvés assassinés dans un appartement de Vienne où ils menaient des pourparlers secrets avec des émissaires du régime franien. Chapour Bakhtiar et Sorouche Katibé ont été retrouvés morts dans la maison du premier, pourtant placée sous haute surveillance policière.

La justice française a blanchi l'iran dans le meurtre de Bakhtiar. L'enquête de la police autrichienne sur le meurtre des dirigeants kurdes n'a jamais officiellement abouti. En revanche, la justice allemande a lancé, le 15 mars, un mandat d'arrêt contre Ali Fallahian, ministre iranien des renseignements, soupçonné d'avoir commandité un attentat, en 1992, contre quatre autres dirigeants de l'opposition kurde dans un restaurant de Berlin.

Autre élément troublant dans l'affaire Maziouman: son meurtre a précédé de quarante-huit heures à peine une tentative d'assassinat d'un autre opposant iranien, à Bevrouth, cette fois-ci. Abdel Wahab Zaghi a été blessé par balle par un inconnu, dans la banlieue sud chitte de la capitale libanaise. Il a refusé d'être pris en charge par l'ambas-

Mouna Naim





Les négociations de paix en Tchétchénie ont été ajournées

Les indépendantistes ont décidé de ne pas se rendre à la réunion, prévue samedi 1er juin, à la suite des violations du cessez-le-feu par les forces russes

nacent de remettre en cause l'en-

semble du processus. En annon-

pourparlers, dans la soirée de ven-

dredi, un porte-parole du gouver-

nement russe a démenti que les in-

cidents de Chali soient la cause du

retard. Dans la journée, le porte-

parole des indépendantistes, Mov-

l'ajournement des

La situation demeurait toujours très tendue, menacaient de déclencher une « opération samedi 1" juin en fin de matinée, dans la viile de Chali, au sud de la Tchétchénie. Les trante mille habitants depuis des semaines,

MOSCOU

de notre correspondant

Tchetchenie, qui aurait du contri-bus: à faire réelire Boris Eltsine, est

menacée. Les négociations prévues

pour le samedi le juin entre Russes

et indépendantistes tchétchènes à

Makhatchkala, la capitale du Dag-

hestan, out été « reportées » sine

die vendredi, officiellement pour

de: « raisons techniques » mais plus

vraiseat.blablement en raison des

agissements des forces russes sur le

terrain. Alors que les opérations

militaires ont été officiellement

suspendues, qu'un cessez-le-feu si-

gné iunci au Kremlin devait entrer

en vigueur vendredi à minuit, les

forces de Moscou ont, vendredi

matin, encercle Chali, petite ville du

sud-est de la Tchétchénie où ré-

sident beaucoup de responsables

indépendantistes. Samedi, des ten-

forte russes sont arrivés devant

cette ville de 30 000 habitants où la

situation était » très tendue », selon

un habitant cité par l'AFP. Des né-

godiateurs tchétchènes se sont ren-

dus au camp russe pour tenter de

Le général Vladimir Chamanov,

commandant des forces du minis-

débioquer la situation.

A peine proclamée, la paix en

spéciale » si les combattants indépendantistes ne rendaient pas leurs armes. Vendredi, des affrontements autour de Chali auraient fait plusieurs morts. Mais le

cessez-le-feu, annoncé lundi par le président Eltsine, et qui devait entrer en vigueur ven-dredi soir, n'a visiblement pas été respecté. Par conséquent, les Tchétchenes ont indiqué

tions de paix tant que les combats n'auraient pas cessé autour de Chali. Moscou avait aussi annoncé la publication, samedi, du projet de « statut de souveraineté limitée » pour la Tchétchénie.

les autorités russes se sont décidées à « passer en force ». En violation

de l'accord conclu avec les indé-

pendantistes prévoyant, selon les

négociateurs de l'OSCE, que la question cruciale du statut de la Tchétchénie ne serait pas abordée. Borls Eltsine a annoncé, et publié, un projet qui refuse l'indépendance de la République. « On peut sérieusement douter que ces négociations mênent à la paix », a déclaré, jeudi, Aslan Maskhadov, le chef d'étatmajor des indépendantistes. « Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir. Mais nous avons aujourd'hui l'impression que tout cela est une manœuvre électorale [de Borls Elt-

acteurs de sa campagne », a-t-il ex-Boris Eltsine bat les tréteaux en répétant que « la paix est revenue en Tchétchénie » et en affirmant que la de la Fédération de Russie. Le Kremlin se propose même de simitée » avant le second tour de l'élection présidentielle, avec Dokou Zavgaev, le « chef de la République » tchétchène installé par

sine]. Nous ne voulons pas être des

tchènes n'ont aucunement renoncé à l'indépendance. «Allah a donné une chance à la Russie de sortir de ce jeu sale qu'elle mène contre le peuple tchétchène. Si la sale politique se poursuit, il faudra renoncer à appliquer ses accords », avait déclaré le dirigeant tchétchène, Zelimkhan

Le général Viatcheslav Tikhromirov, commandant des forces russes en Tchétchénie, dépité par le cessez-le-feu, avait mis en garde les indépendantistes: « Ne comptez pas sur nous pour répéter l'erreur de l'an dernier et laisser les rebelles se regrouper et reprendre leur souffle ».

Impopulaire chef du « parti de la guerre », le ministre russe de la défense, Pavel Gratchev, aurait dû être sacrifié sur l'autel de la paix. La presse russe annonçait, une fois de plus, son renvoi. Il est resté à son poste. Tout en se disant « prêt à démissionner dans l'intérêt de notre victoire », Pavel Gratchev a estimé que Boris Eltsine avait compris qu'il « ne gagnerait rien en se débarrassant de [lui] ». Il a même prédit des ments » dans l'armée s'il

Jean-Baptiste Naudet

pendantistes tchétchènes de Chali a été tué lors d'un échange de tirs

« Allah a donné une chance à la Russie

de sortir de ce jeu sale qu'elle mène

contre le peuple tchétchène. »

Chali, les forces de Moscou à la police locale, pourtant théoriquement « pro-russe ». A la fin de cette opéavec les forces russes. L'accord signé lundi au Kremlin prévoyait la fin de ces pratiques et la libération de tous les prisonniers. Jeudi, les Tchétchènes avaient libéré buit soldats russes en échange de la remise en liberté d'un nombre non précisé de combattants indépendantistes.

tchénie, a exigé vendredi que les

combattants indépendantistes pré-

sents à Chali rendent leurs armes

avant samedi matin, menaçant de

lancer une « opération spéciale » de

confiscation, a rapporté la chaîne

indépendante russe NTV. Des inci-

dents armés ont opposé, vendredi à

ladi Oudougov, avait affirmé qu'il n'était « pas question d'aller négocier » tant que la situation à Chali ne serait pas éclaircie et que la direction russe ne serait « pas capable de faire respecter l'accord signe le 27 mai à Moscou qui prévoit que toutes les questions doivent être réglées uniquement par des mé-

Beaucoup de détails indiquent que, dans l'euphorie qui semble s'être emparée du camp elstinien à l'approche du premier tour de l'élection présidentielle le 16 juin,

La reconversion libérale du « cœur d'acier » tchèque

Moscou. Mais les séparatistes tché-

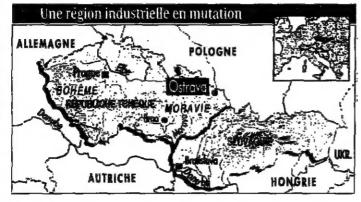
Ostrava a abrité le duel électoral entre le premier ministre, Vaclav Klaus, et le chef de l'opposition, Milos Zeman

de notre envoyé spécial

Si Prague s'est acquis la réputation de la ville aux cent tours avec se: dizaines d'églises, de beffrois et de tours gothiques, Ostrava fut, au siecle dernier, la ville aux cent cheminees d'usines et aux cent tours de puits de mine. Leur nombre a largement diminué à la veille du vingt et unième siècle, mais leur ancienne présence impregne encore les murs et l'atmosphère de ce « Longwy tchèque ».

C'est dans cet ancien bassin industriel, jadis la fierté du régime sociziiste, que se déroulait l'un des duels electoraux les plus attendus 31 mai et le juin : Vaciav Klaus, premier ministre et chantre du libéralisme, briguait sa réélection dans cette circonscription du nord-est du pays contre Milos Zeman, le chef de l'opposition socialdemocrate, qui a le vent en poupe.

Maigré l'intéret porté à la ville par ces deux poids fourds de la politique tchèque, l'héritage socialiste d'Ostrava est encore bien présent. En ce matin de mai, la brume qui enveloppe l'agglomération a le goût acre du charbon brûlé. « C'est la conséquence des émanations des quatre cokeries encore Petr Vanek, porte-parole du maire d'Ostrava. Pour tenter d'endiguer cette pollution, la mairie vient



mine de charbon en exploitation dans la ville a été fermée en 1994 : les quelques tours de puits qui se dressent entre les immeubles et les jardins ne sont plus que l'ombre

« Ostrava connaît actuellement le plus grand bouleversement de son histoire depuis la découverte du charbon au dix-huitième siècle ». affirme Evzen Tosenovsky, le maire libéral d'Ostrava, membre du Parti démocratique civique (ODS) de Vaclav Klaus. L'exploitation des riches gisements souterrains de charbon, dès 1763, a totalement changé la vie de cette région, qui a attiré de toute l'Europe centrale des mineurs puis des ouvriers métallurgistes après l'ouverture des premières fonderies en

des élections législatives des tivement en 2009. La dernière 1828. Son plan d'urbanisme actuel est le reflet de son développement désordonné, au rythme de l'ouverture de mines et de la construction d'aciéries : Ostrava a ainsi absorbé trente-trois villages au cours de son extension. Aujourd'hul, les puits, les usines et les habitations s'enchevêtrent entre routes et che-

> « Mais bien qu'il n'y ait plus une mine en activité et que les acièries alent licencié, Ostrava n'est pas une ville morte », se félicite M. Tosenovsky. Le premier ministre, Vaclav Klaus, député de Moravie du Nord depuis 1992, aime souligner combien le « cœur d'acier de la République », comme l'avaient baptisé les communistes, s'est « embelli». La privatisation du petit commerce et l'initiative privée ont contribué à redonner de la couleur à cette ville habituée au touge de

la brique et au noir du charbon. Et aussi des emplois et de l'espoir à une région à laquelle on prédisait les pires catastrophes en 1990, lors du début de la transformation de l'économie socialiste.

Aujourd'hui, seulement 4,6 % de la population active est au chômage dans cette agglomération de 330 000 habitants. Un miracle? « Plus modestement, une combinatson heureuse de plusieurs facteurs économiques et d'une dynamique locale », affirme Natasa Rehorova, vice-directrice du bureau du tra-

Même si la fermeture des mines et la restructuration de la sidérurgie ont entraîné la suppression de 40 000 emplois, le « boom » des services et des entreprises privées a permis d'absorber l'essentiel des personnes licenciées. Toutefois, la menace du chômage n'a pas pour autant disparu: «Le suremploi existe encore dans la plupart des grandes entreprises, qui devront dégraisser dans les prochaines années », estime M™ Rehorova.

Milos Zeman, le chef du Parti social-démocrate, qui est venu se mesurer à Vaclav Klaus directement sur son terrain, espère tirer parti de cette inquiétude pour le lendemain. Les sociaux-démocrates ne se privent pas de critiquer le gouvernement pour sa politique de subventions aux fermetures de mines et non à la production, pour la baisse dras-

tique de la production de la sidérurgie morave. Les mythes de la révolution industrielle sont tenaces dans cette région à la longue tradition social-démocrate et communiste. Et ce malgré l'héritage du « socialisme réel », qui a causé des dégâts écologiques im-portants à la ville. La Ville et l'Etat devront investir des milliards de couronnes dans des projets d'assainissement.

M. Klaus, qui vilipende habituellement le clientélisme, a fait approuver en avril par le gouvernement une enveloppe de 1 milliard de couronnes pour la décontamination d'une vaste superficie à deux pas du centre-ville. Ce « cadeau », indispensable pour la revitalisation du cœur d'Ostrava, n'a toutefois pas remis l'écologie au premier plan de la campagne électorale. Thème numéro un en 1992, elle est reléguée aux oubliettes en 1996. « Les gens ont compris que les pressions pour un meilleur environnement peuvent menacer leur emploi, explique M. Tosenovsky. C'est facile de dire de fermer l'usine qui pollue derrière chez soi, beaucoup moins celle dans laquelle on travaille. » Et c'est encore le cas de beaucoup d'habitants d'Ostrava. Même si à la mairie on préférerait voir la ville devenir un centre « high tech », on ne se leurre pas : Ostrava est et sera encore pour quelques décennies la cité de l'acier et de la mécanique.

Les nationalistes du Sinn Fein progressent aux élections en Irlande du Nord

BELFAST

de notre envoyé spécial Ouelques instants après l'annonce de l'excellent score remporté par les nationalistes du Sinn Fein (15%) aux élections organisées, jeudi 30 mai, en Irlande du Nord, le gouvernement britannique a réaffirmé sa position selon laquelle la branche politique de l'IRA (Armée républicaine irlandaise) ne serait pas admise aux pourparlers de paix tant que l'organisation terroriste n'aura pas proclamé un nouveau cessez-le-

L'appel à la raison a également été lancé aux hommes de l'ombre par le premier ministre de Dublin et par John Hume, le chef de l'autre parti nationaliste (modéré), le Parti social démocrate d'Ulster (SDLP), qui a exhorté l'IRA «à écouter la voix du peuple » et à mettre bas les armes pour toujours. Il y a quelques jours, Washington avait invité l'IRA à intercompre sa campagne d'attentats.

Il aura fallu près d'une journée pour que soient connus les résultats de ce vote qui s'est déroulé jeudi et qui est destiné à choisir les dix partis habilités à participer aux pourparlers de paix qui s'ouvriront le 10 juin à Belfast. Le dépouillement n'a commencé que vendredi matin et a été rendu plus long par l'extrême complexité du mode de scrutin. Mais, en dehors du résultat inespéré du Sinn Fein, l'ordre politique traditionnel dans la partie Nord de l'île a été respecté.

En nombre de sièges, le Parti unioniste (UUP, 24,2 %) de David Trimble est arrivé en tête avec 30 sièges sur 110, précédant le Parti démocratique (DUP, 18.8 %) du révérend Jan Paisley avec 24 sièges. Le SDLP (21%) a 21 élus, le Sinn Fein 17 et l'Alliance, le seul mouvement qui se veuille au-dessus des divisions culturelles, doit se contenter d'un résultat médiocre

Seront également représentés au Forum le Parti unioniste du Royaume-Uni (3 élus), les représentants des ex-terroristes loyalistes protestants (PUP et UUP), la Coalition des femmes (NIWC) et les travaillistes locaux avec deux

La classe politique peut enfin

respirer, après avoir retenu son souffle pendant la dernière ligne droite: l'apathie apparente d'électeurs confus et l'extrême variété du choix offert laissalent la porte ouverte à toutes les conjectures. En fait, les Irlandais du Nord - qui se sont rendus nombreux aux urnes (64,5 % de participation) ont montré qu'ils restaient largement prisonniers des vieux clivages. Seul le SDLP paie le prix de sa politique courageuse.

C'est grace aux efforts de John Hume que l'IRA avait accepté de proclamer son premier cessez-lefeu en 1994 et que le Sinn Fein avait perdu son statut de pestiféré. Le succès d'un Sinn Fein auréolé de sa nouvelle image pacifique lui a permis de mordre sur l'électorat catholique modéré, privant M. Hume d'un succès électoral espéré. Les républicains obtiennent ainsi 4 sièges sur 5 dans leur fief de Belfast-ouest et 49 % des voix à

Londonderry. Ces résultats mettent John Major, le premier ministre britannique, et les unionistes dans une position délicate. Certes, la posi-tion officielle est que le Sinn Fein ne pourra participer aux négociations du 10 juin en l'absence d'un cessez-le-feu. Mais que vaudraient, dans ce cas, des pourpariers dont serait exclue la quatrième force politique de la province?

RASSURER LES UNIONISTES

Le chef officiel du Sinn Fein. Gerry Adams, n'a pas perdu de temps pour affirmer que « le gouvernement britannique ne peut pas dire que ces résultats lui déplaisent, il doit respecter le verdict des urnes.

électoral, nous avons désormais un mandat pour négocier ».

«Il ne faut pas faire de fixation sur le cessez-le-feu, nous déclarait en sortant de son bureau de vote de Derry l'homme fort du Sinn Fein, Martin McGuinness. J'ai toujours dit que de véritables négociations devraient avoir lieu dans un environnement pacifique ». Mainte-nant que les républicains ont montré qu'ils représentaient un bon tiers de l'électorat nationaliste, il leur faut rassurer les unionistes. qui se refusent toujours à parler avec le « Sinn Fein/IRA » avant qu'un début de solution ait été trouvé à l'épineuse question du désarmement des mouvements terroristes. Car, si la paix ne peut être obtenue sans le Sinn Fein, elle ne peut pas non plus l'être sans la participation des unionistes, qui restent majoritaires en Irlande du Nord avec environ 55 % de la po-

Radovan Karadzic se serait engagé à signer sa démission

LE CHEF des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, s'est engagé à signer sa démission, a annonce, samedi 1ª juin, à Belgrade, l'agence indépendante yougoslave BETA. Le président de la Republika Srpska (RS, entité serbe de Bosnie) « a promis de signer un document sur son retrait de cette fonction », affirme l'agence, qui se réfère à des sources proches de la direction serbe de Bosnie. Ce document devraît être présenté par le président de Serbie, Slobodan Milosevic, lors de la réunion des présidents croate, Franjo Tudjman, et bosniaque, Alija izetbegovic, convoquée, dimanche à Genève, par le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher.

D'après BETA, l'accord sur la démission formelle de M. Karadzic a été obtenu lors d'une série d'entretiens que M. Milosevic a eus cette semaine avec des dirigeants de la RS. Ces derniers out « difficilement accepté » cette solution, mais aucume « autre issue n'a pu être trouvée ». Le président serbe avait reçu, mardi, Biljana Plavsic, chargée depuis le 18 mai par M. Karadzic de « le remplacer dans les contacts avec la communauté internationale », et M. Momcilo Krajisnik, président du « Parlement ». La direction de la RS « n'a exigé aucune protection spéciale pour Karadzic », mais a « exclu qu'il soit livre au Tribunal pénal international (TPI) pour les crimes de guerre », a indiqué BE-

C'est, en outre, devant ce même TPI que Drazen Erdemovic, un Croate qui servait dans les forces serbes de Bosnie, a plaidé coupable, vendredi, des charges retenues contre hri. Il avait été mis en accusation par le tribunal pour avoir participé à l'exécution som-maire de centaines de civils musulmans non armés dans la région de Srebrenica-en tuitlet 1995. « le pialde coupable » de crimes contre l'humanité, a déclaré Erdemovic, vingt-quatre ans, qui est la première des cinquante-huit personnes inculpées par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie à reconnaître sa responsa-

« l'étais obligé» de tuer, a déclaré Drazen Erdemovic, la voix étranglée par l'émotion et les larmes aux yeux. « Si j'avais refusé, j'aurais été tué en même temps que les victimes », a-t-il ajouté, affirmant que les Serbes qui l'encadraient l'avaient sommé d'aller s'aligner avec les Musulmans s'il avait pitié d'eux. Le juge a fixé aux 8 et 9 huillet une nouvelle audience. Drazen Erdemovic encourt une peine qui pourrait aller jusqu'à l'emprisonnement à perpétuité.

DÉMENTI FRANÇAIS

Drazen Erdemovic est le premier inculpé à devoir répondre des massacres de Srebrenica pour lesqueis les leaders politique et militaire de la Republika Srpska, Radovan Karadzic et le général Ratko Mladic, sont eux-mêmes inculpés de génocide et violations des lois et coutumes de la guerre. Au moins 3 000 personnes, « et peut-être jusqu'à 8 000 » personnes ont été massacrées par les Serbes à la suite de la prise de l'enclave musulmane en juillet 1995, selon un rapport de l'ONU.

La polémique concernant les conditions de la chute de Srebrenica a de plus été relancée par la chaîne de télévision britannique Channel 4, et le journal néerlandais NRC Handelsblad, qui ont affirmé cette semaine qu'un accord tacite entre Jacques Chirac et Slobodan Milosevic aurait permis aux troupes serbes de Bosnie de s'emparer de Srebrenica, en échange de la libération des quelque 300 « casques bleus » français alors pris en otage. Un porte-parole du Quai d'Orsay a démenti l'existence d'un tel accord en affirmant que Jacques Chirac avait « très clairement exclu toute idée de marchandage ». Il a précisé : « L'accusation selon laquelle le général Janvier (...) aurait retardé l'emploi de frappes aériennes pour défendre l'enclave de Srebrenica, à l'instigation du président Chirac, est totalement infon-

ر أيعومون أن معادمات Company of the Compan

1 Sec. 14 188 and the second second The second second ் வாகர் ஆட்டி

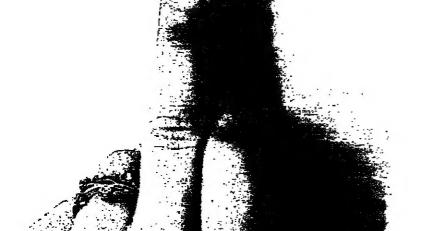
حودر المرابعة الا and the second 11.00 الكور ووود والسائد والمسائد

and the second s $||f(x)-f(x)||_{L^{\infty}(\mathbb{R}^{2})}\leq \frac{1}{2}(1+\frac{1}{2})^{\frac{1}{2}}(1+\frac{1}{2})^{\frac{1}{2}}$ 111 14 - 1300 F

45 44 1 THE PERSON NOT THE The second second second

10 VL. 0 The state of the s · Walker

me to grade in



« Il faut conduire à son terme la réforme de l'OTAN »

Dans un entretien accordé au « Monde » avant le conseil atlantique de Berlin, Hervé de Charette, ministre français des affaires étrangères, presse Washington de reconnaître pleinement « l'identité européenne de défense »

Les seize pays membres de l'Alliance atlantique étaient toujours, le samedi 1º juin, à la recherche d'une formule de compromis

nion des ministres des affaires étrangères, fus de donner à cette identité un caractère élements européens soient en permanence lundi et mardi à Berlin. Dans un entretien au Monde, le chef de la diplomatie française, Hervé de Charette, met implicitement en garde les Etats-Unis contre un re-

stable et permanent. La France, qui, en dé-cembre 1995, s'est rapprochée de l'OTAN, dont elle avait quitté les institutions militaires intégrées en 1966, souhaite que des la direction de l'Union de l'Europe occiden-

visibles dans la structure de commandement de l'OTAN. Ces éléments pourraient être appelés à mener des opérations sous

tale. Les Américains sont au contraire réticents à accorder aux Européens une « visibilité » permanente. La France considère qu'un refus américain provoquerait un arrêt de son rapprochement avec l'OTAN.

permettant de souligner le rôle de « l'iden-tité européenne de défense », avant la réu-

« Qu'attendez-vous de la réunion de Berlio ?

- Le 5 décembre, à l'initiative du président Chirac, nous avons lancé un double message : aux Européens, nous avons dit que l'identité européenne de défense devrait se concrétiser au sein de l'Alliance ; à tous les alliés, nous avons dit qu'ils devaient faire à cette identité la piace qui lui revient. Le message a été reçu. Mais nous voulons que l'identité européenne de défense existe de manière stable, cohérente et visible. Pour cela, il faut identifier des éléments européens qui, au sein de l'Alliance, pourront servir dans des opérations de l'UEO: il s'agit de positions de commandement, de moyens d'état-major et de soutien. Il faut qu'une décision politique des Européens puisse s'appuyer sur ces moyens permanents. Des accords doivent permettre leur mise à la disposition de l'UEO en cas de besoin.

 Si nous obtenons que, à Berlin, les alliés s'entendent sur ces principes, nous aurons remporté ensemble un immense succès. La mise en œuvre de ces orientations demandera évidemment un peu plus de temps.

- Quel est le seull à partir duquel la Prance considérera que l'identité européenne de défense est effectivement prise en

- Nous souhaitons que la réforme des structures permette l'identification d'éléments européens avant un caractère permanent, visible et opérationnel au sein de l'OTAN. Cette identité eu-



ropéenne ne doit pas se concrétiser seulement pour la durée d'une opération militaire. Pour nous, l'identité européenne ne doit pas être une virtualité, mais une réalité. Elle doit donc être présente dès le temps de paix et porter non sur des hypothèses mais sur des données concrètes: moyens de commandement, planification, entraînement, décision politique et contrôle stratégique des opérations par l'UEO, le cas échéant.

 Prenons l'exemple d'opérations de l'UEO utilisant les moyens de l'OTAN. Les Européens peuvent-ils accepter que le Saceur – le commandant en chef américain - ait un droit de regard permanent sur ces opérations? On considérez-vous que l'accord politique initial du Conseil atlantique suffise?

- La mise à disposition de moyens de l'OTAN - que nul ne consteste anjourd'hui, et c'est un signe très positif - reposera sur un tel accord politique. Un accord sur cette question fondamentale ne

constitue-t-il pas la présomption que, lors d'une opération, les Européens rencontreraient le plein appui de leurs alliés et donc que la mise à disposition de moyens ne poserait pas de problème?

» Les arrangements techniques ne sont pas arrêtés. Ils feront partie de tout le travail qu'il nous faudra mener après Berlin pour mettre en œuvre les décisions que nous aurons prises. Mais les orientations doivent être suffisamment précises pour guider convenablement le travail des autorités de

- Et le contrôle du Saceur ? - L'Alliance exercera ses droits dans la mise à la disposition de ses moyens. Il faudra trouver une solution équilibrée garantissant à la fois que les Européens pourront conduire une opération sans condition rédhibitoire et que l'Alliance ne perdra pas tout contrôle. Quant au Saceur, il incarne la permanence et la solidité du lien transatlantique que nous voulons vivifier. Nul ne conteste qu'il doive rester américain et garder un rôle

important dans une Alliance renouvelée.

- La France peut-elle compter sur le soutien sans réserve de ses partenaires européens ou risque-t-elle de se trouver isolée à Berlin?

- Beaucoup de nos alliés partagent nos idées. La volonté de réforme est générale. Nous ne voulons pas affaiblir le lien transatlantique mais au contraire le renforcer en donnant aux Européens de l'Alliance les moyens de prendre davantage de responsabilités dans les affaires qui les concernent. C'est notre message constant : il a été entendu. Il est aujourd'hui partagé et soutenu, car les Européens ont compris l'importance de l'enjeu.

- Par rapport à ses positions traditionnelles, la France a fait preuve au cours des derniers mois de sa bonne volonté vis-àvis de l'Alliance. Que faire si ces efforts ne sont pas payés de re-

- L'initiative du 5 décembre et tout le travail que nous menons

depuis reposent sur la solidité du lien transatlantique et sur le constat que les Etats-Unis sont aussi conscients que nous de la nécessité de réformer l'Alliance.

» Nos propositions sont raisonnables. Quant aux Etats-Unis, ils défendent depuis plus de trente ans l'idée d'un « pilier européen » de l'Alliance. Il faut aujourd'hul que le soutien des Etats-Unis à l'identité européenne de défense se concrétise. Je ne crois pas qu'on puisse échouer. Beaucoup a été fait, mais beaucoup reste à faire. Nous avons engagé un mouvement que nous voulons conduire à son terme. Si certains veulent que ce mouvement s'arrête aux mesures annoncées par la France le 5 décembre, ils en porterout seuls la responsabilité. Mais je crois que

tel n'est pas le cas. La prise en compte de l'identité européenne de défense estelle pour la Prance la condition préalable à l'élargissement de POTAN?

- C'est d'abord une question de calendrier. 1996 doit être placée sous le signe de l'adaptation de l'Alliance. En revanche, 1996 ne sera pas, pour l'élargissement, une année de grandes décisions : c'est une période de travail préparatoire. Les pays candidats se préparent ; l'Alliance étudie les mesures qu'elle prendra pour gérer convenablement ce processus, y compris - j'y insiste - dans ses relations avec la Russie. Ce travail pré-

paratoire doit se poursuivre. » Ensuite, entre alliés, il faut reconnaître que l'adaptation favorisera l'élargissement et non l'inverse. Une OTAN rénovée et revitalisée accueillera d'autant plus aisément de nouveaux membres. Au contraire, si les structures de l'Alliance n'étaient pas adaptées, l'élargissement pourrait les fragiliser. Nous attachons la plus grande importance à ce que, au moins dans ses principes et ses orientations générales, la réforme de l'OTAN soit décidée avant l'élargis-

> Propos recueillis par Daniel Vernet

Vers un maintien de l'embargo sur les bovins britanniques

AVEC l'encéphalopathie spongi-forme bovine (ESB), l'Union euro-cet embargo dans quelques semaines une crise sans précédent. La prochaine échéance officielle - le conseil des ministres de l'agriculture des pays de l'Union se réunit les 3 et 4 juin à Luxembourg - ne devrait pas déboucher sur une solution consensuelle rapidement applicable. Après la volte-face effectuée dans ce dossier par la France à l'occasion du dernier voyage de Jacques Chirac en Grande-Bretagne, la position de Paris constitue une clé essentielle permettant, ou non, de résoudre ce conflit. Or, on indique aujourd'hui, de bonne source, que les propositions qui seront formulées par le gouvernement français, lors du prochain conseil des ministres de l'agriculture, ne seront pas de nature à régier les difficultés. Philippe Vasseur, ministre de

Pagriculture, a rencontré, vendredi 31 mai, les représentants de nombreuses associations de consommateurs. La veille, l'UFC-Que choisir avait annoncé qu'elle était opposée à toute levée, même partielle, de l'embargo sur les produits bovins (gélatine, suif et sperme notamment) d'origine britannique. Cette association annonçait qu'en cas d'assouplissement de cet embargo par les ministres de l'agriculture de l'Union européenne elle appellerait au boycottage de ces produits, qu'ils soient britanniques ou français. « L'Union européenne ne doit pas céder aux pressions des autorités anglaises. Sans le feu vert des scientifiques, il n'est pas question de lever le pied au nom de certaines considérations économiques ou communautaires qui viendraient mettre en péril la santé publique », faisait valoir PUFC-Que choisit. La menace a-t-elle pesé? « M.

Vasseur nous a indiqué qu'il n'avait pas l'intention de voter favorablement une levée partielle de l'embargo, a déclaré au Monde Marie-José Nicoli, présidente de l'UFC. M. Vasseur a demandé l'avis du nouveau comité scientifique que préside le docteur Dominique Dormont et qui devrait rendre ses conclusions dans deux ou trois jours. Selon M. Vasseur, la réunion de Luxembourg ne devrait pas déboucher sur une levée partielle de l'embargo. Il pourrait, par contre, y avoir des gestes de bonne volonté vis-à-vis de Londres et la program-

M™ Nicoli précise par ailleurs que la position de l'UPC-Que choisir est partagée par d'autres associations de consommateurs en Allemagne, aux Pays-Bas et dans les pays scandinaves, qui s'opposent, elles aussi, à toute levée partielle de l'embargo. Dans l'entourage de M. Vasseur, on indique que les décisions politiques ne seront prises qu'au vu des conclusions scientifiques formulées par l'Organisation mondiale de la santé, l'Office international des épizooties, le comité scientifique vétérinaire de l'Union européenne et le nouveau comité présidé par le docteur Dormont. Mais l'on exclut d'ores et déjà toute circulation à court, voire à moyen terme des dérivés bovins au sein de l'Union européenne. « La balle, précise-t-on encore, est dans le camp des Britanniaues. »

Ce durcissement notable de la position française - il y a deux semaines, Jacques Chirac estimait, à Londres, que les conditions nécessaires à la levée de l'embargo étaient remplies - survient alors que la Grande-Bretagne développe une stratégie de paralysie de la construction de l'Union européenne afin d'obtenir au phis vite une levée totale de l'embargo. La Commission de Bruxelles condamne la politique de « noncoopération » menée par la Grande-Bretagne, tout en soulignant que cette attitude aura des conséquences. « La Commission déplore cette prise d'otage, a déclaré le 29 mai le porte-parole de Jacques Santer, président de la Commission. Une telle attitude n'a pas sa place dans une communauté de droit et elle ne manquera pas d'être contre-productive à l'égard de ceux qui la pratiquent. >>

Jean-Yves Nau

■ « Vache folle » en Maine-et-Loire: un cas de « vache folle » a été enregistré en Maine-et-Loire, ce qui porte à sept le nombre de cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) en France depuis le début de l'année et à vingt le nombre de cas depuis 1991, a indiqué vendredi 31 mai le ministère de l'agriculture. - (AFP.)

réservé at emplocement dans Le Monde pour te souhaiter Bonne fête maman

merci à 806 Peugeot

FRANCE

SERVICE PUBLIC Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) de-vait se réunir dès le samedi 1er juin afin de s'entendre sur le nom d'un candidat pour succéder à Jean-Pierre

Elkabbach. Le président de France Télévision a en effet annoncé sa démission vendredi 31 mai. • CETTE DÉCISION est l'aboutissement d'une crise déclenchée par la polémique

sur les contrats des animateurs-pro-ducteurs de France 2. Le président démissionnaire a décidé d'abandonner ses fonctions afin que « l'attaque portée contre [lui] ne handi-

cape pas le groupe France Télévision ». ● PLUSIEURS NOMS sont évoqués pour lui succéder, dont ceux de Xavier Gouyou-Beau-

France 3, Janine Langlois-Glandier, présidente de Pathé Télévision, et Michèle Cotta, ex-présidente de Radio-France (lire aussi notre éditorial

Jean-Pierre Elkabbach : « C'est pourquoi j'ai décidé de m'en aller... »

La démission du président de France Télévision tourne une page de l'histoire de l'audiovisuel public. Le CSA, qui devait accueillir ce week-end un nouveau membre désigné par Jacques Chirac, entend désigner très rapidement son successeur. Six noms sont cités...

AVEC LA DÉMISSION de Jean-Pierre Elkabbach, c'est une nouvelle page de l'histoire tumultueuse de l'audiovisuel français qui se tourne. A l'issue d'un mois de tornade médiatique autour des contrats des animateurs-producteurs, Jean-Pierre Elkabbach a finalement abandonné la partie, vendredi 31 mai, et annoncé son départ de la présidence commune de France Télévision. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), présidé par Hervé Bourges, devait se réunir samedi 1ª pour commencer à auditionner les éventuels successeurs. Il n'y a auta pas d'appel à candidatures, mais négociations discrètes des membres du CSA, avec des « présidentialisables » possibles. Le choix final devrait avoir lieu en séance plénière très rapidement. Le gouvernement semble soucieux hii aussi de refermer vite un dossier polémique.

Bronzé, apparemment détendu, Jean-Pierre Elkabbach a surgi sur la scène du Pavillon Gabriel, à Paris, vendredi 31 mai, pour dévelop-per longuement l'idée que France Télévision était devenue sous son impulsion, une « force par son dynamisme et ses résultats ». Il s'est dit « résolu à empêcher que les attaques dont [ll a] fait l'objet au cours des dernières semaines, détruisent le travail que nous avons pu réaliser en deux ans et demi ». Il a également mis à son actif la réorganisation de la régie publicitaire France Espace, la constitution d'un nouvel ensemble, France Télévision Distribution, chargé de commercialiser les droits des programmes des deux chaînes et même « l'harmonisation des politiques éditoriales de Prance 2 et France 3 ».

Le président a aussi affirmé que France 2 était une « grande chaîne généraliste et populaire porteuse d'une vraie ambition culturelle ». Contrairement à ce que l'affaire des contrats a pu laisser croire, Jean-Pierre Eikabbach a affirmé mener une « politique de patrimoine » en développant les fictions et les documentaires. « Entre 1993 et 1996, les investissements de France 2 dans la fiction ont augmenté de 80 %. En même temps, les efforts de Fance 3 font de notre groupe le premier producteur français de documentaires ». Le président de France Télévision que la rumeur publique a souvent accusé de préparer la privatisation de France 2, affirme aujourd'hui que « la fiction est notre priorité » et que les divertissements restent « un

mayen au service de cette priorité ». L'un des points forts de l'héritage laissé par Jean-Pierre Elkabbach est sans conteste le positionnement du groupe public comme un acteur de poids dans le dossier

rique par satellite. Après quelques tatonnements, France Télévision a fait taire ses griefs contre TF1 et s'est associé au groupe Bouygues et à la Compagnie luxembourgeoise de telédiffusion pour lancer un bouquet de programmes en numérique sur la France. « Et comme pour notre effort en direction de la fiction, nous ne réclamerons pas un sou de redevance supplémentaire pour notre développement dans le numérique. J'affirme que France Télévision a son rôle à jouer sur les nouveaux marchés du satellite et du

numérique ».

Même si toutes les « études d'opinion démontrent que les Français sont satisfaits de leur télévision publique », Jean Pierre Elkabbach a

« des maladresses et des erreurs, en particulier sur les animateurs-producteurs qui incarnent tellement les contradictions et les ambiguités du système ». Le président de France Télévision a affirmé sa volonté de les « rectifier » et sa conviction que « ces erreurs pèsent beaucoup moins lourds que les bons résultats obtenus. Il faut que les possions retombent et que l'on nous juge plus

Aucune des personnes qui composaient l'ancienne garde rapprochée de Jean-Pierre Elkabbach, a savoir Louis Bériot, Patrick Clément et Carlo Freccero, ni le directeur de l'information, Jean-Luc Mano. En revanche, l'encadrement de France 2 s'était déplacé : Jean Reveillon, directeur des sports, Anne Fleischl, directeur général de

Le souvenir de Philippe Guilhaume

Le départ de Jean-Pierre Elkabbach est, à quelques détails près, proche de celui de Philippe Guilhanme, président de France 2 et de France 3, d'août 1989 à décembre 1990. Il avait convoqué une d'après-midi du 19 décembre 1990, pour annoncer sa démission. Lui aussi était soumis aux critiques du gouvernement et du CSA. Mais II avalt contre lui la mauvaise situation des comptes d'Autenne 2 ainsi qu'une grève qui durait depuis me vingtaine de jours à FR3. Enfin, une campagne de presse aux échos sordides avait parachevé cet « hallall » que le président démisonnaire contera dans Un Pré-

sident à abattre (Albin Michel, 1991).

« J'ai fait des maladresses et des erreurs »

JEAN-PIERRE ELKABBACH a les tirer de l'augmentation de la rededéclaré, vendredi 31 mai : «France Télèvision est une force par son dynamisme et ses résultats. Je suis résolu à empêcher que les attaques dont l'ai



fait l'obiet au cours des dernières semaines détruisent le travail aue nous avons pu réaliser en deux ans demi.

Lorsque je suis arrivé à la tête de France Telévision, le CSA m'a demandé de maintenir l'audience des chaînes et de rétablir leurs finances. Nous avons fait beaucoup budgets ont été ces deux dernières années très bénéficiaires. Au point que l'État a pu nous reprendre 288 millions en novembre [1995]. Ceux qui nous reprochent de dilapider l'argent public nous font un procès inéqui-

» Pour mener cette politique [de développement des programmes de patrimoine, fictions et documentaires), la télévision publique a besoin de trouver de nouvelles ressources. Elle ne peut vance, puisqu'au contraire chaque année France Télévision en reçoit une part faible! Or les ressources supplémentaires que la publicité seule peut nous apporter ont été directement liées à l'arrivée sur nos chaînes d'une nouvelle génération d'animateurs. (...)

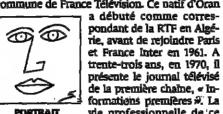
» Certes, j'ai fait des maladresses et des erreurs, en particuller sur les animateurs-producteurs, qui incornent tellement les controdictions et les ambiguités du système. Mais je tes rectifie, et le crois en toute conscience que ces erreurs pèsent beaucoup moins lourd que les bons résultats obtenus. Il faut que les passions retombent et que l'on nous juge plus objectivement. (...)

si l'on vous demandait d'abandonner une entreprise dans laquelle vous vous seriez investis tout entiers, que vous aimez, et où vous seriez en train de réus-

» Je ne voudrais pas que l'attaque portée contre moi handicape le groupe France Télévision, ní que mes collaborateurs paient pour une politique que j'al décidée et que j'assume. C'est pourquoi j'ai décidé de m'en al-

Entre micro et petit écran, entre journalisme et pouvoir

JOURNALISTE AVANT TOUT, Jean-Pierre Elkabbach, âgé de cinquante-huit ans, a expérimenté toute la palette de l'audiovisuel avant d'accéder, en décembre 1993, à la présidence commune de France Télévision. Ce natif d'Oran a débuté comme corres-



formations premières ». La vie professionnelle de ce journaliste, qui éprouve devant l'écriture une appréhension quasi maladive, se passera à partir de cette date entre micro et petit écran : la deuxième chaîne, puis à nouveau France Inter, il est directeur de l'information de 1977 à 1981. Il y gagnera ses galons de star de la télévision, no-

tamment avec l'émission « Cartes sur table », et le titre de « meilleur interviewer » de France. Sa première chute coıncide avec l'élection présidentielle de François Mitterrand. Son nom est conspué par la foule rassemblée le soir du 10 mai 1981 place de la Bastille, à Paris. Elle voît en lui l'un des féaux du giscardisme déchu. Jean-Pierre Elkabbach, alors journaliste le plus brocardé de France, traverse une phase difficile. Discret sur sa vie privée, l'homme gardera de cette période des blessures, contées dans un livre rédigé avec son épouse, l'écrivain Nicole Avril: Taisez-vous, Elkabbach (Flammarion, 1982), titre repris d'une phrase que lui avait lancée Georges Marchais lors d'un débat télévisé en 1978. Mais le journaliste vedette est vite ré-

cupéré par Europe 1. Il y crée, en 1982, l'émission « Découvertes », avant de gravir les échelons blérarchiques de la station d'Hachette et d'être happé à nouveau par la télévision. Ce sera La Cinq de Jean-Luc Lagardère, sur laquelle il crée le magazine « Di-maîiche, 20 ii 10, Elkabbach ». Après l'áriel de la l'unanimité des membres du Conseil supérieur - thodes brutales ». de l'audovisuel (CSA), pour succédet à Hervé Bourges à la présidence commune de France Télévision. Jean-Pierre Elkabbach savoure comme

éternel rival, et Jeanine Langiois-Glandier.

A l'époque, les salariés de France 2 et France 3 saluent en lui « le professionnel averti ». Son prédécesseur, Hervé Bourges, l'assure de son « soutien entier et confraternel », et le pouvoir -Edouard Balladur est alors premier ministre - se félicite du triomphe du candidat qu'il a soutenu. En janvier 1994, le nouveau président de France Télévision fixe au service public son ambition:

deux autres candidats, Jean-Marle Cavada, son

devenir « un groupe audiovisuel fort et concur-rentiel ». Il lui assigne un plan de cinq ans, trois idées-forces - « un service public légitime, exemplaire, tourné vers l'avenir » - et trois règles -« la rigueur, l'éthique, l'audace » -, résumées par le fameux slogan « Osons ! » des « Guignols » de

Mais les méthodes du nouveau président sont rapidement la cible des critiques. En outre, les conseillers dont il s'entoure (Patrick Clément, Louis Bériot, Jean-Luc Mano et Carlo Freccero) font l'objet d'attaques. Certains y voient un clan, tandis que le personifel dénonce leur « inchaîne, il sera choisi au second tour, mais à terventionnisme, leur goût du secret et les mé-

Le journaliste Jean-Pierre Elkabbach, sans s'engager pour autant dans l'action politique, a souvent cherché la proximité des pouvoirs en tats des généraux putschistes en Algérie, paya son attitude durant les événements de mai 1968 d'un exil à Toulouse, fut ensuite taxé de giscardisme, avant d'écrire un livre d'entretiens avec Edouard Balladur, de fréquenter les ministres de ce dernier - notamment Nicolas Sarkozy, chargé du budget et de la communication –, tout en obtenant la confiance de François Mitterrand, dont il recueillit les ultimes - et toujours inédites - confessions télévisuelles.

Scénario pour une chute en cinq actes

DEUX FOIS. Il a chuté deux fois. A quinze années d'écart, et sans comprendre comment. Deux fois il fut conspué, traqué, lâché, Banni, A la fois coupable et victime.



saire ». dit-il. sans se croire toutefois innocent. La douleur n'en est que plus brûlante. Et l'amertume te-

bouc-émis-

« Ce n'est, j'espère, qu'un au-revoir », avait-il déclaré ce soir de juin 1981 en prenant un congé forcé de la rédaction d'Antenne 2 qu'il avait dirigé pendant quatre ans et qui le renvoyait soudain sur un air de Carmagnole. On ne sait si la formule kri revint vendredi 31 mai au soir, lorsqu'il salua les hiérarques de France Télévision venus assister à son ultime conférence de presse de président. L'heure, sans doute, n'était ni aux projets, ni même à la vengeance. Groggy, sonné, stupéfait d'avoir dû annoncer ce qu'il se refusait à imaginer quarantehuit heures plus tôt, Jean-Pierre Elkabbach ne pensait plus qu'à fuir. A voyager et lire. Dévorer la grosse biographie de Charles Quint qu'il avait mis de côté et puis reprendre Balzac. Oui, relire « tout Balzac »... La crise a été si rapide! Cinq semaines de tangage, pas plus, avant le naufrage. Un capitaine autocrate, paniqué, isolé. Avec, acces-

soirement, une mutinerle à bord... Tragédie en cinq actes. Résumons. • Acte 1 (semaine du 28 avril au 5 mai) : « Dérapage ». C'est un

communiqué de la présidence de France Télévision lu par Daniel Bilalian, en fin de journal de 20 heures, un dimanche soir, qui met le feu aux poudres. On y annonce sèchement la rupture d'un des contrats signés avec Jean-Luc Delarue pour l'élaboration de projets, et le souhait de France 2 de voir désigner un expert pour évaluer le coût réel de ses émissions diffusées à l'antenne. Le ton est martial, le discours abscons. Et l'ordre, venu de Patrick Clément, bras droit d'Elkabbach, ressemble à une déclaration de guerre contre

l'animateur vedette de la chaîne. Celui-ci riposte aussitôt, saisit le juge des référés, lequel ordonne la lecture d'un rectificatif dans le même journal de 20 heures et dévoile donc l'existence d'un contentieux grave. Le député Griotterav dont le rapport (et le livre) consacrés notamment aux rémunérations des animateurs-producteurs n'avaient pas encore suscité de scandale, ne pouvait rever meilleure publicité. Mais Delarue, malin, dévoile ses comptes (et des bénéfices flamboyants), et transforme ce qui s'annoncait

comme l'« affaire Delarue » en « l'affaire Elkabbach ». Voilà d'ailleurs que Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture, estime « important de savoir ce qu'on fait de l'argent de la redevance » et « s'il v a eu maiversations ou pas ». La réponse semble subordonnée à une enquête menée par la Cour des comptes ainsi qu'à un audit demandé à l'Inspection des finances. L'atterrissage est violent pour Jean-Pierre Elkabbach

qui rentre dimanche 5 mai d'un court séjour au Maroc.

• Acte 2 (semaine du 6 au 12 mai): « Panique à bord ». Confronté aux rumeurs, aux sarcasmes, aux suspicions des syndicats et même des politiques. Jean-Pierre Elkabbach se tourne vers le personnel des deux chaînes et fait parvenir à chacun une étrange missive sur le thème du complot. « Je sais que vous avez éprouvé la même émotion que moi devant la campagne de déstabilisation dont sont victimes depuis une semaine la téléà l'intérieur de la maison. Son « entourage » est ouvertement mis en

Conscient de sa solitude, Elkabbach téléphone tous azimuts. consulte, active ses réseaux de relations: son vieux complice Alain Duhamel, son ami Jacques Pilhan, conseiller du président Chirac, le fidèle Maurice Ulrich, PDG d'Antenne 2 avant 1981 et aujourd'hui à l'Elysée; et puis quelques amis journalistes de presse écrite, publicitaires, députés. La démission? « En aucun cas », il ne l'a envisagé.

Tout le monde, sauf Elkabbach, semble avoir compris que les dés étaient joués. Alors, en un geste désespéré, puisqu'on lui avait tant reproché son « entourage », il va le sacrifier

vision publique et ses dirigeants... » Le personnel ricane. Tous dans la même galère? Allons donc! Personne ne croit sérieusement à la cabale contre le service public. qu'elle vienne des politiques, de TF 1 ou de Canal Plus. Les révélations sur les contrats passés par le président de France Télévision sont chaque jour plus accablantes et le ton des syndicats et de la société des journalistes monte dangereusement. Les explications d'Elkabbach dans la presse sont jugées insuffisantes. Et ses efforts pour cadre d'une télévision publique sommée de faire de l'audience ne suscitent aucun écho approbateur

• Acte 3 (semaine du 13 au 19 mai): « Contre-attaque ». Elkabbach se rend dans l'arène. Le face-à-face avec le personnel est violent, accabiant. Le président se fait son propre avocat, explique. commente, bute sur les fameux contrats et son culte du secret, tente d'amadouer, de flatter, de séduire. Rien n'y fait. C'est une fronde. La tâche est plus aisée, le lendemain, devant des sénateurs sensibles aux contradictions dans lesquelles sont enfermées les chaînes publiques et convaincus que, pour gagner de l'audience, les animateurs bien payés sont un véritable sésame.

L'accueil est plus réservé au CSA.

inquiet de la situation et désireux. selon l'expression d'un des membres, « de faire revenir la rivière dans son lit ». Deux heures et demie de discussions. l'exigence d'une prochaine rencontre constructive et le sentiment qu'Elkabbach, désemparé, ne contrôle plus la situation. Hervé Bourges est le plus critique. Mais la plupart des membres ont le sentiment que le calendrier joue en faveur d'un maintien du président de France Télévision à son poste jusqu'à l'autonne. La tutelle quant à elle envoie plusieurs signaux pour clamer son attachement au service public et marquer son souci de ne provoquer aucune crise. Mais les syndi-

• Acte 4 (semaine du 20 au 26 mai): « Enlisement ». La semaine commence par un carnouflet pour Jean-Pierre Elkabbach. Le tribunal de commerce refuse de nommer l'expert que réclamait France 2 pour étudier les comptes du producteur Delarue. Et la chaîne est entièrement déboutée. Les syndicats embrayent, accusent la direction de s'être comportée en irresponsable. La société des journalistes y voit confirmation de son « incompétence ». Le député Alain Griotteray cherche à porter l'estocade et suggère la démission. De plus en plus critique, acerbe même, à l'égard d'Elkabbach (son successeur à la présidence de France Télévision), Hervé Bourges se fait rappeler à l'ordre par les membres du CSA. Elkabbach a d'ailleurs ébauché quelques pistes de travall visant à restructurer la direction des chaînes pour plus de transparence.

Ces nouveaux habits de « chevolier blanc du PAF » font bien rire les syndicats. Mais le CSA lui recommande surtout de convoquer rapidement les conseils d'administration des chaînes. La tutelle, cette fois, traine ouvertement. Mieux vant attendre les audits...

Acte 5 (semaine du 27 mai): « Impasse ». Tout le monde, sauf Elkabbach, semble avoir compris que les dés étaient joués. Alors, en un geste désespéré, puisqu'on hi avait tant reproché son « entourage », il va le sacrifier, barrant dans l'organigramme les fonctions de Clément et Bériot, ses deux plus fidèles compagnons. D'autres aménagements sont évoqués, quelques chassés-croisés... Lui-même se cramponne: « Dans la vie, j'ai l'habitude d'aller jusqu'au bout de ce que j'entreprends. » L'ambiance de France 2 est survoltée. Il lâcherait donc les siens? On méprise, on railie ce dernier geste. Une motion de défiance est adoptée. Les communications sont définitivement coupées. Elkabbach rencontre une nouvelle fois Hervé Bourges ainsi que Roland Faure. N'était-ce pas ce dernier qui, en d'autres temps, avait convaincu Philippe Guilhaume de démissionper? Tout est envenimé. Bériot, Clément, se retournent à leur tour courre Elkabbach, désespérément seul. Pilhan lui dit alors ce qu'il craignait d'entendre. Un petit déjeuner, vendredi matin, à l'Elysée avec Dominique de Villepin précise, s'il en était besoin, la position

Annick Cojean

Le CSA devrait nommer le nouveau président de France Télévision « dans les plus brefs délais »

« CONSEIL SUPÉRIEUR de l'an-lité de proposer le (ou les) candidat diovisuel cherche président pour France Télévision » : ainsi aurait pu être libellée une petite annonce émanant du CSA si une procédure d'appel à candidatures avait été ouverte, vendredi 31 mai, en milieu d'après-midi, pour choisir un nouveau président de France 2 et France 3, juste après l'annonce par Jean-Pierre Elkabbach de sa démission de la présidence commune. Mais Hervé Bourges, président du CSA, et les buit « sages » du conseil ont décidé d'une autre pro-

Vendredi 31 mai, après une réunion rapide qui aura duré environ une demi-heure, le CSA a amoncé, en début de soirée, dans un communiqué de quelques lignes, que. « dans les prochains jours », il annoncerait « la nomination du nouveau président de Prance 2 et France 3 pour un mandat de trois ans ». L'instance de régulation précisait en outre qu'elle avait « pris acte de la démission de M. Jean-Pierre Elkabbach » et tenait « à saluer la dignité de ses propos ».

Sur le plan techniqué, la procédure sera la suivante: chaque membre du conseil aura la possibi(s) his paraissant susceptible(s) d'occuper efficacement cette fonction et d'accepter cette responsabi-

M. Bourges et ses « sages » – qui devalent accueillir, samedi 1º 'juin, le remplaçant, nommé par Jacques Chirac, de Georges-François Hirsch, parti diriger l'Orchestre national de France - pourront ensuite procéder aux auditions des candidats qui auront retenu leur attention. Ensemble, ils devront s'entendre sur la personne qu'ils jugeront la plus apte à diriger France Télévision. L'élu devrait être nommé « d'ici à la fin du week-end », laisse-t-on entendre au CSA.

Parmi les noms des successeurs possibles de Jean-Pierre Elkabbach, circulent ceux de Michèle Cotta - très appréciée du président Hervé Bourges, selon des sources différentes -, de Xavier Gouyoupuis 1993 est unanimement reconnu par les «sages», et de Janine Langiois-Glandier, actuel PDG de Pathé Télévision et professionnelle estimée de l'audiovisuel.

cours audiovisuel déjà éprouvé apparaissaient comme les favoris des « sages ». Mais les noms de Bernard Esambert - ancien collaborateur de Georges Pompidou et proche du RPR -, de Georges Vanderschmitt et de Jean-Marie Cavada étalent aussi cités. Ironie de cette « sélection », Janine Langlois-Glandier et Jean-Marie Cavada figurajent déjà en décembre 1993, avec Jean-Pierre Elkabbach, dans le tiercé des candidats parmi lesquels les membres du CSA durent choisir le président de France Télévision. Quant à Xavier Gouyou-Beauchamps, il s'était retiré de la compétition à la demande du gouvernement d'Edouard Balladur:

Décidés à aller vite, les « sages » ont aussi la possibilité de nommer un candidat inattendu, comme cela fut le cas pour la nomination de

Beauchamps, dont le travall à la di-rection générale de France 3 de-

Michel Boyon, à la présidence de Radio-France, en novembre 1995. «En tout cas, on ne me fera pas, cette fois, voter pour quelqu'un qui n'aura pas mon aval », affirme préventivement Hervé Bourges. Véronique Cauhapé

Six candidats potentiels

6 JEAN-MARIE CAVADA En 1993, Jean-Marie Cavada est le rival malheureux de Jean-Pierre Elkabbach au poste de président de France Télévision. Pour le PDG de la Cinquième, nommé en avril 1994, le coup a été rude. Mais, celui que ses pairs décrivent comme « ambitieux », « arrogant », « amical ». « courtois ». ou « pète-sec ». est avant tout un professionnel reconnu de l'audiovisuel. Né le 24 février 1940 à Epinal (Vosges), cet enfant de l'Assistance publique a débuté, à l'âge de vingt ans, au micro d'une radio régionale de Nancy. En 1969, il entre à France-Inter. Trols ans plus tard, Antenne 2 fait appel à lui comme chef du service de politique étrangère et présentateur du journal. A l'arrivée de Jean-Pierre Elkabbach, il quitte la deuxième chaîne pour rejoindre FR3 en 1978, puis TF 1 en 1980. En 1982, il quitte la Une pour la direc-

tion de Parafrance.

MICHELE COTTA Michèle Cotta a deux points communs avec Hervé Bourges, le président du CSA: elle connaît bien le paysage audiovisuel et a présidé la première instance de contrôle, la Hante Autorité de la communication audiovisuelle. Née en 1936, elle commence sa carrière à France-Observateur, avant de re- parole de Valéry Giscard d'Estaing joindre L'Express, puis Le Point, menant une carrière de journaliste politique. En 1980, elle devient directeur du service politique de RTL C'est elle qui animera avec Jean Boissonnat, le débat entre les deux candidats à l'élection présidentielle de 1981. Un mois plus tard, elle est nommée à la tête de Radio-Prance avant de devenir, un an après, la première arbitre du paysage audiovisuel. Elle quitte ses functions en 1986, après la dissolution de l'instance par le gouvernement de Jacques Chirac, et son remplacement par la CNCL. En 1987, elle devient directrice de l'information de TF 1 privatisé, qu'elle Poste, Sofipost, tout en conservant pour mener à bien la privatisation quitte en 1992, après les débuts de des contacts dans l'audiovisuel. du groupe Radio Monte-Carlo la polémique sur les relations entre Après avoir renoncé à la prési-

Patrick Poivre d'Arvor et l'homme dence de France Télévision, sous la d'affaires Pierre Botton.

BERNARD ESAMBERT

Cet ancien élève de l'Ecole polytechnique est né le 7 juillet 1934, à Paris. Diplômé de la faculté de droit et de sciences et de l'Ecole nationale supérieure des mines de Paris, il fréquente le ministère de l'industrie, entre 1961 et 1967, avant d'être nommé chargé de mission au cabinet du premier ministre Georges Pompidou. Il occupera les mêmes fonctions, de 1968 à 1969, auprès du Maurice Couve de Murville. De 1969 à 1974, li est chargé de mission puis conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République avant de rejoindre la direction du Crédit lyonnais. En 1977, il est nommé PDG de la Compagnie financière Edmond de Rothschild. Depuis 1993, Bernard Esambert préside GSI Participations et le comité stratégique du groupe Albatros-Bolloré. Il est aussi vice-président du conseil de surveillance de Lagardère groupe.

 XAVIER GOUYOU-BEAUCHAMPS Enarque, Xavier Gouyou-Beauchamps, né en 1937 à Paris, a commencé sa carrière au service de l'Etat. Après avoir été le porteen 1974, il est nommé, en 1976, préfet de l'Ardèche. L'année suivante, il est PDG de la la Société financière de radiodiffusion (Sofirad) qu'il doit quitter, en 1981, lors de l'accession des socialistes au pouvoir. M. Gouyou-Beauchamps revient sur la scène politique, en 1986, comme conseiller de François Léotard. A peine votée la privatisation de TF 1, il devient président de Télédiffusion de France (TDF). Son Conseiller maître à la Cour des sens des négociations et sa connaissance des dossiers lui vaudront de conserver ce poste cinq de la France. En décembre 1995. ans. En 1992, il devient président Georges Vanderschmitt est nomde la holding des filiales de La mé à la présidence de la Softrad

cepte, en 1994, la direction de du Val-de-Marne, auteur de

JANINE LANGLOIS-GLANDIER

Ancienne élève de l'Ecole nationale de commerce, puis de l'Institut d'études politiques de Paris, Janine Langlois-Glandier, née en 1939 à Paris, est entrée à l'ORTF en 1967. A partir de cette date, elle n'a plus quitté le secteur de l'audiovisuel. En 1975, elle est chargée des affaires générales et des relations avec les organisations syndicales à la Société française de production (SFP) dont elle devient directeur général en 1982. En 1985, elle est appelée par la Haute Autorité pour veiller aux destinées de France 3. Elle a, à l'époque, le soutien du cabinet du président de la République et celui de Michèle Cotta, qui admire ses qualités de gestionnaire. En 1986, elle est nommée vice-présidente de la Sept. De 1987 à 1990, elle sera présidente de l'Institut national de l'audiovisuel (INA). En 1991, Janine Langlois-Glandier est présidente de Pathé-Télévision et de Pathé Interactive.

© GEORGES VANDERSCHMITT Ancien élève de l'ENA, Georges Vanderschmitt, né en 1949 dans les Pyrénées-Atlantiques, a commencé sa vie professionnelle comme auditeur à la Cour des comptes. Ensuite, il a notainment été directeur du réseau européen de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar), directeur général de France 2, de septembre 1992 à janvier 1994, puis pendant un an directeur du cabinet de Michèle Alliot-Marie (RPR), ministre de la jeunesse et des sports. comptes, il est aussi l'auteur d'un rapport sur la politique satellitaire

Audience et publicité en hausse

Les bons résultats de France 3 améliorent le bilan de France Télévision

À L'HEURE DU DÉPART, au moment ou certains parlent de mauvaise gestion, quel est bilan de Jean-Pierre Elkabbach? Faut-il considérer uniquement les résultats de France 2, chaîne dont le président sortant de France Télévision s'est occupé en priorité pendant deux ans et demi? Ou les résultats de France Télévision, c'est-à-dire la somme de France 2 et de France 3?

FRANCE

Officiellement, Jean-Pierre Elkabbach était le président de deux chaînes de télévision. Le bilan global de cet ensemble - qui est loin d'être mauvais - lui revient de droit. France Télévision, qui peinait à égaliser TF 1 voilà trois ans (39,3 % d'andience cumulée contre 41 % pour TF1 en 1993), est aujourd'hui passée largement audessus. Sur la cible des 4 ans et plus. l'ensemble France 2-France 3 est aujourd'hul au-delà de 41 % d'audience cumulée alors que TF1 tourne autour de la barre des 38 %.

Ce résultat extrêmement positif peut toutefois s'analyser de deux manières. La première tient au fait que la régression de TF 1 est intrinsèquement liée à des défauts dans la grille de la première chaîne (faiblesse de la tranche horaire 19 heures-20 heures par exemple) ou une mauvaise image générale. Mais France 2, qui aurait dil bénéficier de cette baisse par un effet balancier mécanique, a stagné, voire légèrement régressé aussi.

Le jeu concurrentiel traditionnel l'un monte quand l'autre baisse n'a donc pas joué. En revanche, Prance 3, profitant des faiblesses

de la Deux et aussi de la Une, a littéralement crevé le plafond, passant de 14,6 % à 17,6 % d'audience en trois ans. En audience toujours, sur la cible des ménagères de moins de 50 ans, Prance Télévision a progressé de presque 1 point (+0,9 %) en deux ans. En avril, l'audience cumulée des deux chaînes atteignait 37,7 % entre 19 heures et 22 heures (33,7 % pour TF 1) sur les ménagères ágées de 15 à 49 ans.

En parts de marché publicitaire, là encore Prance Télévision a progressé, passant de 26,4 % en 1993 à 28,8 % en 1995. Malgré la baisse de la part de la redevance qui, entre 1993 et 1996 est passée de 62 % à 53 % pour France 2 et de 81 % à 71 % pour France 3, les deux chaînes publiques ont réussi à compenser leurs pertes de crédits budgétaires par la publicité. Au point qu'elles ont crevé le plafond de leur budget.

LA TROIS EN AUTARCIE

Les recettes publicitaires brutes ont atteint 3,6 milliards de francs en 1995 pour France 2 et 2,3 milliards pour France 3. Soit une hausse par rapport à 1994 de 239 millions pour France 2 (+ 7,1 %) et de 684 millions pour France 3 (+42,3 %). Bien que les bilans économiques des deux chaînes ne soient pas encore rendus publics, et dans l'attente des missions d'audit de l'inspection des finances et de la Cour des comptes commandées par le gouvernement, leur bilan global apparaît comme positif.

Mais le bilan réel de Jean-Pierre Elkabbach concerne surtout président de France Télévision, Jean-Pierre Elkabbach a porté l'essentiel de ses efforts sur la deuxième chaîne, laissant la Trois vivre en autarcie entre les mains de Xavier Gouyou-Beauchamps, son directeur général.

L'un des échecs de Jean-Pierre Elkabbach est là : à l'heure de son départ, il est obligé d'inclure les bons résutats de Prance 3 dans son bilan pour que ce dernier apparaisse largement positif.

Une manière d'avouer que la politique d'investissement sur les animateurs-producteurs (600 millions chaque année sur six animateurs) n'a pas donné les résultats escomptés. Ces animateurs-producteurs n'ont pas contribué à redresser l'audience globale de France 2, qui a plutôt fléchi de 1,2 % entre 1994 et 1995, ni réussi à la rajeunir. Entre 1994 et 1995, l'audience des ménagères de moins de 50 ans a même tléchi d'un demi point sur France 2 alors qu'elle montait de 1,5 % sur France 3.

La part de marché publicitaire de Prance 2 a fléchi en un an, passant de 18,3 % à 17,5 % en 1995, les gains supplémentaires enregistrés provenant de la croissance mécanique du marché. Plus significatif encore, les tarifs des écrans publicitaires de France 3 ont augmenté de manière drastique en février (+13 %), en mars (+ 32 %) et en avrii (+ 53 %), alors que ceux de Prance 2 étaient en légère régression (entre - 6 % et

Yves Mamou

Réactions

• Philippe Douste-Blazy. ministre de la culture : « Jean-Pierre Elkabbach est un grand journaliste et un grand professionnel de l'audiovisuel aui s'est battu dans un contexte de mutations profondes pour donner à France Télévision une place éminente dans le paysage audiovisuel français. Dans les circonstances actuelles, il a pris une décision courageuse que je salue. » Selon hii, « l'objectif est clair : il s'agit d'assurer le service public dans des conditions de totale transparence, d'affirmer sa spécificité au sein du pavsa audiovisuel français, de faire vivre son exigence, exigence de qualité et d'innovation. C'est, et ce doit être, la mission de France Télévision ». pression de l'hôtel Matignon, il ac- Alain Griotteray, dépuné UDF L'Argent de la télévision sur la gestion de France Télévision, « jélicite » Jean-Pieure Elkabbach d'avoir démissionné. « Il l'a fait. peut-être trop tard, mais il l'a fait »,

a-t-il déclaré à l'AFR « Il faut tirer

les conséquences de ce qui s'est passé, de l'audit de M. Bloch-Laîné. de mon rapport (...). Il faut, à mon sens, nommer un patron en lui donnant une lettre de mission claire définissant ce qu'il doit faire en attendant la réforme qui s'impose à l'évidence », a-t-il indiqué, Selon lui, le profil du nouveau président serait « un administratif aui cannaisse la télévision et non pas un journaliste ni un homme du show-biz ». ● Michel Péricard, président du

groupe RPR à l'Assemblée nationale, administrateur de Prance 2: « Les causes de la crise, son évolution, sa mauvaise gestion, et la brutalité de certaines décisions [le renvoi de certains collaborateurs] conduisait inévitablement à son départ. » La démission était « souhaitable », car « l'avenir de l'entreprise n'était plus assuré dès lors que les relations du président de Prance Télévision avec tous ses partenaires et son personnel étaient ■ Le Parti socialiste : « Lo procédure de nomination du prochain président de France

Télévision » doit être « claire et transparente ». « Le gouvernement doit prendre des engagements fermes sur l'augmentation des financements qu'il est prêt à consacrer pour conforter le service public et lui donner les movens réels de faire une télévision de qualité. » ■ Le RPR : il faut « savoir quelle finalité, quel contenu, et quels moyens nous entendons donner au service public télévisuel ». « Tel est le véritable enjeu. »

● L'intersyndicale (CFDT, CGC, CGT, SNJ) de Prance 2 juge « inéluctable le départ de toute

l'équipe que Jean-Pierre Elkabbach a amenée avec lui ». Pour l'intersyndicale, cet épisode est « le révélateur du vrai débat sur le fond qu'il faut mener » pour obtenir « l'abrogation des décrets Tasca, la révision du cahier des charges, la réappropriation de la création, de la fabrication et de la production en interne à France 2 et par l'intermédiaire de la SFP [Société française de production] ainsi commune par les conseils d'administration des deux sociétés ».

RÉPUBLIQUE DE CÔTE-D'IVOIRE

PRIMATURE

MINISTÈRE DÉLÉGUÉ AUPRÈS DU MINISTRE DES INFRASTRUCTURES ÉCONOMIQUES, CHARGÉ DE L'ÉNERGIE ET DES TRANSPORTS

TROISIÈME CENTRALE THERMIQUE D'ABIDJAN AVIS DE PRÉSÉLECTION

- 1) Dans le cadre de sa politique de relance économique et afin de satisfaire la demande croissante d'électricité, le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire fait appel à la concurrence internationale en vue de la pré-sélection d'entreprises pour participer à l'appel d'offres qui sera lancé prochainement pour la construction d'une centrale thermique de production d'électricité à Abidjan.
- 2) Le projet visé par le présent avis est constitué de deux (2) lots :
- Le lot 1, qui fera l'objet d'un contrat type B.O.O.T., consiste à financer, construire et exploiter une centrale thermique d'une puissance totale de 300 à 450 MW ISO à terme, fonctionnant en cycle simple ou cycle combiné et composée, en première étape, d'une turbine à gaz d'une puissance unitaire comprise entre 100 et 150 MW ISO. Les turbines utiliseront le gaz naturel comme combustible de base et le DDO (Distillate Diesel Oil) en se-
- Le lot 2 consiste à réaliser le réseau d'évacuation d'énergie associé au lot 1 sur financement public (Fonds National de l'Energie Electrique).
- La préqualification est ouverte à toute entreprise ou groupement d'entreprises justifiant d'une compétence et d'une expérience confirmées en matière de financement, de construction et d'exploitation de centrales ther-
- 4) Le dossier de préqualification pourra être retiré à partir du 17 juin 1996 à l'adresse ci-dessous moyennant le paiement d'une somme non remboursable de 100 000 F CFA en espèces :

DIRECTION ET CONTRÔLE DES GRANDS TRAVAUX Département Industrie et Énergie Boulevard de la Corniche, Cocody 04 BP 945 Abidjan 04 Tel.: 44-21-18 Fax: 44-56-66

- 5) Les offres en vue de la présélection devront être déposées en cinq (5) exemplaires dont un original et sous enveloppe cachetée au plus tard le 31 juillet 1996 à 18 heures GMT à l'adresse indiquée.
- 6) Les candidats qui auront été retenus à l'issue de la préqualification seront informés individuellement par lettre on télécopie des conditions dans lesquelles ils pourront se procurer les dossiers d'appel d'offres.

Jacques Lafleur, président du RPCR

« Il n'y a pas d'autre issue en Nouvelle-Calédonie que la recherche d'une solution consensuelle »

Pour la première fois depuis la suspension, le 19 avril, des négociations sur l'avenir de la Nou-velle-Calèdonie, le président du Rassemblement de parvenir à une solution qui ne fasse « ni

vainqueurs ni vaincus » et estime que la pré-sence d'Alain Juppé à l'hôtel Matignon constitue « une chance pour la Nouvelle-Calédonie ».

NOUMÉA

de notre envoyé spécial « Depuis la suspension des négociations sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, le 19 avril, vous êtes resté silencieux. Comment appréciez-vous la situation actuelle?

 Je suis inquiet, un peu exaspéré, mais pas désespéré. Connaissant le monde mélanésien comme je le connais, je ne suis pas étonné qu'il puisse y avoir des crises. Il y a des rivalités permanentes, au sein du FLNKS, entre l'Union calédonienne et le Palika. Ce qui est nouveau, c'est la mise en accusation. au sein de l'Union calédomienne, d'un certain pombre de responsables, élus, qui n'ont jamais trahi. - ii y a eu la publication dans Le Figaro d'un document évoquant le maintien de la Nouvelle-Calédonie dans « un ensemble français » et signé, curieusement, par les présidents

 D'autres dirigeants indépendantistes connaissaient l'existence de ce texte. Les Mélanésiens ont des tas de défauts, comme tout le monde, mais ils ont souvent été trompés. On peut donc comprendre qu'ils soient méfiants. Comme j'essaie de ne jamais leur mentir, je les ai informés, le 17 avril à Paris, de la publication d'un document de travail, le lendemain dans Le Figuro.

du FLNKS et de l'Union calédo-

 Vouliez-vous ieur forcer la main ou prouver au gouvernement que vous êtes toujours le patron de la communauté calédonienne d'origine euro-

- Mon sort importe peu. je voulais montrer qu'on était en train de progresser dans le sens des accords de Matignon, qu'on allait vers la paix. Il se trouve que j'aime beaucoup Alain Juppé. C'est un homme extremement brillant, honnête et qui sait aller vite. Il est heureux qu'il soit aux affaires dans cette période décisive pour la Nouvelle-Calédonie. Je voulais faire comprendre aux Mélanésiens qu'il fallait avancer sur la voie d'un consensus parce que Juppé est une chance pour la Nouvelle-Calédo-

» l'ai fait de mon mieux pour expliquer que le gouvernement et le premier ministre, partenaires maeurs sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, avaient le droit et le devoir de nous donner leur avis. Ce qui m'a totalement échappé, c'est qu'au même moment, du côté des indépendantistes, était en train de se produire un phénomène de confiscation du pouvoir politique par des financiers, par le biais de l'exploitation du nickel.

- Vous visez qui? Certains dirigeants de la SMSP (Société minière du Sud-Pacifique), propriété de la province du Nord, qui est gérée par les indé-



pendantistes. le n'accepte pas qu'on exploite la naîveté et une certaine incompétence financière des dirigeants kanaks.

- Désormais, comment renouer les fils de la négociation? - Que chacun se présente avec

ses convictions, mais que chacun aussi se présente avec la conviction que l'un ne peut rien faire sans l'autre. On doit aller les uns vers les autres pour essaver de bâtir quelque chose d'intelligent. Combien de temps cela prendra, je ne le sais pas, mais il n'y a pas d'autre issue que la recherche d'une solution consensuelle. Quelle sera-t-elle? Je suis incapable de le dire anjourd'hui.

» je souhaite que la Nouvelle-Calédonie s'engage dans le sens d'une plus grande émancipation, mais dans le cadre de la France, parce qu'avec tous les défauts et contradictions du peuple français, la France est un pays humaniste

C'est dans sa nature de s'occuper des autres. Je comprends que la majorité des Mélanésiens soient indépendantistes, mais ils sont aussi extrêmement protégés au sein de l'ensemble français.

- Entre un statut de large autonomie et la création d'un Etatassocié, la marge est étroite. Pourquoi refuser cette dernière hypothèse?

- Parce que je souhaite que la Nouvelle-Calédonie soit étroitement associée à la France. Plus profondément, en mon âme et conscience, je n'aimerais pas que la Nouvelle-Calédonie devienne indépendante pour être dirigée, par exemple, par des gens qui se-raient entre les mains de parasites. Je n'aimerais pas que la Nouvelle-Calédonie ressemble à un autre

territoire du Pacifique. » Je ne suis pas hostile à une évolution institutionnelle, dès lors qu'on prendra le temps nécessaire pour la conduire. L'expérience nous a appris qu'on n'impose tien par la force à des minorités. le veux qu'il n'y ait ni vainqueurs ni vaincus. Ce qui m'intéresse, aujourd'hui, c'est que les différentes communautés puissent vivre en harmonie dans ce pays. l'ajoute que ceux qui sont avantagés doivent faire des sacrifices vis-àvis de ceux qui ne le sont pas. »

> Propos recueillis par Jean-Louis Saux

M. Chirac invite les partenaires sociaux à reprendre confiance

Le chef de l'Etat se rendra à Brest le 14 juin

de notre envoyé spécial La troisième et dernière journée du voyage de Jacques Chirac dans le Finistère a été parfaitement conforme à la tradition de ses déplacements provinciaux. Vendredi 31 mai, il a présidé une table ronde sur l'emploi, accordé des audiences aux remésentants des forces vives du département - en l'espèce les agriculteurs, les marins pêcheurs avec lesquels il a déjeuné, les syndicats-, puis donné une conférence

Ces prises de parole publiques furent, pour le président de la Ré-publique, l'occasion d'intervenir sur quelques points de l'action gouvernementale critiqués ici et là. Ainsi, sa conférence de presse lui a permis de s'exprimer, pour la première fois, sur la situation en Corse. Il le fit en quelques phrases semblant aller dans le même sens que le discours prononcé par Alain Juppé, mardi 28 mai, à l'Assemblée natio-

Convenant que la loi républicaine ne s'appliquait pas de la même manière dans les deux départements de l'île que dans le reste du pays, le chef de l'Etat a ajouté: « Nous devons tendre à ce que cela devienne le cas naturellement. Il n'est pas, sur le territoire de la République, de zones acceptables de non-droit. »

Il a aussi déclaré : « Le gouvernement vient de prendre la décision de créer en Corse une zone franche. Je pense que c'est de nature à répondre au problème du développement économique de l'île et j'espère que cela permettra, en tout cas, d'assurer un meilleur développement économique. A partir de quoi, je souhaite que les problèmes politiques se dé-

La table ronde sur l'emploi lui a permis, à quelques jours du sommet social organisé par le premier ministre, de demander que toutes les mesures créées au fil des ans pour aider à l'emploi des jeunes soient mises « en cohérence ». Ainsi, au cours du débat, il s'est intéressé à l'impact de l'aide accordée aux entreprises qui offrent à ces

jeunes leur premier emploi. Le directeur départemental du travail lui ayant répondu que ce dispositif. institué par Edouard Balladur en avril 1994, et élargi par Alain Juppé en août 1995, n'avait guère d'influence, Jacques Chirac a eu ce simple commentaire valant condamnation : « Cela ne m'étonne pas du tout. »

L'INTERVENTION DU LÉGISLATEUR A un chef d'entreprise qui lui remettait la plaquette de M. Larrouturou sur les effets positifs d'une forte réduction du temps de travail, M. Chirac a répondu qu'elle ne l'avait pas « tout à fait convaincu ». Mais il a ajouté que l'aménagement et la réduction du temps de travail étalent une nécessité, car « très souvent cela permet d'améliorer la compétitivité des entreprises, les conditions de vie des salariés, notamment des femmes » et de créer des emplois, mais qu'ils ne devaient pas être « uniformes et imposés par l'Etat ». Constatant que les négociations entre les partenaires sociaux sur ce sujet « s'essouffient », il a souhalté que ceux-ci « reprennent confiance » et sient « une vraie volonté d'aboutir ». Il a une nouvelle fois prévenu que si ce n'était pas le cas « le législateur devrait intervenir », ce qui serajt « un échec pour les partenaires sociaux », d'autant qu'à ses yeux il n'appartient pas aux pouvoirs publics de décréter en ce domaine ».

En quittant Quimper, M. Chirac sait qu'il n'en a pas fini avec le Finistère. Pour prouver qu'il va suivre personnellement le dossier de l'avenir des arsenaux, particulièrement de celui de Brest, dont le cahier des charges est fortement réduit par le projet de loi de programmation militaire, le président de la République a annoncé qu'il se rendrait dans cette ville le 14 him. Il a en à sa demande, un aparté avec son maire socialiste. Pietre Maille, jeudi 30 mai, lots de la réception offerte à la préfecture à tous les élus du département.

Thierry Brêhier

M. Vasseur rassure les jeunes agriculteurs

de notre envoyé spécial Philippe Vasseur sait s'y prendre avec le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA). Vendredi 31 mai, invité à la clôture du congrès annuel du syndicat, le ministre de l'agriculture a répondu. dans un silence total, à la présidente réélue l'avant-veille, Christiane Lambert, qui le pressait de « démontrer » qu'il « n'est pas homme à accepter l'échec ». Et s'il eut droit, à la fin de son discours, à un bref et ironique chœur - « Paroles, paroles, paroles », la chanson de Dalida - il s'y mèla quelques ap-

C'est que la charte pour l'installation des jeunes, signée entre le gouvernement et la CNIA en novembre 1995 à Saint-Pol-sur-Ternoise (Pas-de-Calais), dont il est le maire, reste porteuse dans l'opinion agricole. M. Vasseur ne s'est pas privé de souligner que « le tableau de marche au niveau national est tenu ». Les installations de jeunes agriculteurs, a-t-il dit, « ont augmenté de 60 % en 1995 et de 11 % sur les deux premiers mois de l'année, par rapport à janvier-février

Malgré le gel de 15 % des crédits d'intervention qui affecte l'ensemble des ministères, M. Vasseur a assuré que les crédits du Fonds pour l'installation et le développement des initiatives locales (Fidil), doté de 150 millions de francs par la charte pour aider sur le terrain les jeunes à se lancer dans l'aventure, seront maintenus.

Dans le secteur bovin secoué par la crise de la « vache folle », le gouvernement a décidé un report de paiement des cotisations sociales, des impôts et des taxes. La France souhaite obtenir de Bruxelles des mesures de soutien plus substantielles. Pour le moment, a indiqué M. Vasseur. « les réponses de la Commission ne sont ni suffisantes ni adaptées à la gravité de la situation . La France a obtenu que la question soit remise à l'ordre du jour du conseil extraordinaire des ministres européens, lundi 3 et mardi 4 juin à Luxembourg. Les congressistes ont jugé le dis-

cours « décevant ». Mais le ministre a dû être plutôt soulagé par le silence de la salle, fût-ce un silence

Les investissements de la Seine-Maritime mis en cause

de notre correspondant La chambre régionale des comptes de Haute-Normandie vient de communiquer ses observations sur les dossiers du département de Seine-Maritime entre 1988 et 1994. A l'exception des deux demières années, c'est Jean Lecanuet, décédé depuis, qui présidait le conseil général pendant cette période. Les magistrats relèvent des « dysfonctionnements dans la gestion », notamment dans les mécanismes d'appeis d'offres et de passation des marchés, l'action sociale et les aides aux entreprises.

Mais ce sont surtout les interventions économiques du département que dénonce la chambre des comptes. Le montage financier de la quasi-totalité des grands chantiers est mis en cause. Le département a participé « à grands frais, souvent comme financeur principal, à des investissements qui n'étalent pas de sa compétence », constatent les magistrats qui citent des voles rapides urbaines, des autoroutes, l'aménagement de voies ferrées et d'aérodromes, des ports de Dieppe, Rouen et Le Havre. Le conseil régional, la ville de Rouen, dont le maire fut Jean Lecanuet de 1968 à 1993, et l'Etat pour lequel le conseil général a joué « le rôle de banquier », sont associés dans la critique.

Le rapport s'en prend au tracé de l'autoroute A 29, inaugurée le 24 mai. Celle-ci débouche sur le pont de Normandie. Or, la réalisation du barreau autoroutier qui traverse la zone industrialo-portuaire du Havre a nécessité de lever de fortes contraintes de sécurité industrielle, et la construction onéreuse de deux ou-

vrages d'art (un pont levant autoroutier et un viaduc à gabarit maritime). La lettre d'observation reprend mot pour mot les objections soulevées notamment par les Le pont de Normandie - conçu à l'origine comme

un pont d'estuaire - est passé « d'une vocation locale à . une vocation nationale et même internationale qui nécessitait le raccordement aux autoroutes sans que l'Etat apporte une contribution financière, constate la chambre. Le choix de l'emplacement initial du pont devient catastrophique. Les inconvénients de la traversée de la zone industrielle auraient pu être évités en la contournant, ce qui aurait été moins onéreux, mais qui fut rejeté par l'Etat. Sous prétexte d'allongement des délais de réalisation, on sacrifia le long terme au court terme ». Les magistrats jugent aussi sévèrement la facon dont le département est devenu prisonnier des exigences successives de la chambre de commerce et d'industrie du Havre, concessionnaire du pont, à laquelle il a apporté sa garantie pour les emprunts.

Le rapport de la chambre va être examiné par le conseil général en séance plénière. « Il faut dissocier la gestion proprement dite de l'opportunité de décision », a, par avance, répliqué Charles Revel (UDF-PR), président du conseil général de Seine-Maritime, et qui soutient que « dans une conjoncture difficile, les collectivités doivent avoir un rôle moteur pour créer de l'activité économique et donc de l'emploi ». Ancien rapporteur du budget du conseil général, Jean-Pierre Deneuve (UDF-FD) présère énumérer « tout ce qui n'existerait pas si le conseil général n'était pas intervenu ».

Etienne Banzet

Le chômage devrait baisser de 0,5 % en avril

LES CHIFFRES DU CHÔMAGE en avril, qui seront officiellement connus lundi 3 juin, devraient être en baisse pour le deuxième mois consécutif, notamment pour les jeunes et les chômeurs de longue durée. En déplacement à Châteaubourg (Ille-et-Vilaine), Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, a déclaré, vendredi 31 mai, que les statistiques du chômage pour avril montreraient « un progrès pour l'emploi des jeunes ».

Selon des informations concordantes, cette balsse serait de l'ordre de 15 000 personnes, soit 0,5 %, ce qui porterait le nombre total de demandeurs d'emploi, en catégorie 1, à 3 012 000, selon la nouvelle méthode de comptabilisation intervenue en août 1995.

DÉPÊCHES

■ SONDAGE : Jacques Chirac et Alain Juppé enregistrent respectivement une hausse de trois et deux points de leur cote de confiance au baromètre mensuel de la Sofres, selon un sondage réalisé du 21 au 23 mai auprès de 1 000 personnes pour le Figuro-Magazine du 1ª juin. Seion cette enquête, 47 % des personnes interrogées font confiance au chef de l'Etat, contre 51 % (55 % le mois précédent) qui ne hui font pas confiance. 38 % font confiance au premier ministre, contre 60 % (62 % le mois précédent) qui ne loi font pas confiance. CORSE: Charles Pasqua, ancien ministre de l'intérieur, a décla-

ré, le 31 mai, à Auch (Gers), à propos de la Corse, qu'« il n'est pas question pour la France d'accepter de soi-disant ultimatum prononcé avec une certaine arrogance par des gens qui, finalement, ne représentent qu'eux-mêmes ». Il a ajouté : « Il faudra bien que chacun sache que, lorsque des délits et des crimes sont commis, la loi doit s'exercer là-bas

■ IMPÔTS: Michel Rocard, ancien premier ministre socialiste, a estimé, le 31 mai sur BFM, qu'« il faudrait parvenir à baisser les impôts des 1997 », en posant comme « condition » la diminution des dépenses

■ SERVICE NATIONAL : le rapporteur de la mission Séguin sur le service national, Olivier Darrason, député UDF-PR des Bouches-du-Rhône, se déclare « surpris » de découvrir dans la presse une publicité du ministère de la défense vantant les mérites du « rendez-vous citoyen », non encore approuvé par la représentation nationale. « C'est une conclusion précipitée, a-t-il déclaré vendredi 31 mai, qui donnerait au Parlement le sentiment qu'il n'est qu'une chambre d'enregistrement. » ■ SUICIDE: un employé municipal, Pierre Nouveau, s'est donné la mort dans son bureau de la mairie d'Orange vendredi 31 mai. « Ils m'ont tuer » – avec la même faute d'orthographe que dans l'affaire Raddad –, accuse le message inscrit sur le tableau noir du bureau, qui s'en prend nommément à l'adjointe aux affaires sociales, au secrétaire général de la mairie et au maire Front national de la ville. M. Nouveau, quarante-huit ans, père de quatre enfants, ancien responsable des personnels du service éducation, avait été transféré à l'automne au service stationnement de la ville. Il était également délégué syndical Force ouvrière. - (Corresp.)

Les caisses et les professions de santé se retrouvent

de l'ordonnance sur la maîtrise des dépenses de médecine de ville, les caisses d'assurance-maladie (salariés, agriculteurs, indépendants) et l'ensemble des professionnels de santé libéraux (médecins, cliniques, infirmières, biologistes...) se sont retrouvés, vendredi 31 mai, pour faire le point sur l'évolution des dépenses de soins et envisager une adaption des conventions, notamment celle qui lie les médecins et les caisses, à la nouvelle donne créée par les réformes gouverne-

C'était la première réunion des signataires de la convention médicale depuis le 14 février, jour où les caisses et les syndicats de médecins s'étaient séparés sur un désaccord au sujet de la maîtrise des dépenses. Cette séance s'est limitée à « un large échange de vues » et à la décision de créer des « groupes de travail » sur les dossiers ouverts par l'ordonnance relative à la maîtrise des dépenses de médecine libérale (démographie médicale, développement des médicaments génériques, informatisation des cabinets...), a commenté Jean-

UN MOIS après la promulgation Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS). Même les opposants aux ordonnances conviennent que ces textes doivent être intégrés dans la convention médicale. « Il s'agit de voir comment gérer et faire vivre le système conventionnel avec la nouvelle donne, a souligné Claude Maffioli, président de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF). On reste opposé au plan Juppé, mais c'est la

(CNPF) de la CNAMTS, souhaitait des décisions rapides pour enrayer la dérive des dépenses constatées ces derniers mois. En dépit des bons résultats d'avril - un recul de 0,5 % des dépenses (bors hospitalisation publique) - la progression sur douze mois reste préoc-cupante: + 7,1 % pour les dépenses d'honoraires, + 6,4 % pour celles de prescriptions. Or le gouvernement a décidé qu'en 1996, les dépenses de médecine de ville ne devraient pas progresser de plus de 2,1 %.

Georges Jollès, vice-président

Au « grand regret » de M. Jollès, les professions de santé n'ont pas mesuré l'urgence de la situation au Georges Chatain Claude Mallet, président (FO) de la moment où le régime général de la

« Sécu » risque d'accuser un déficit supérieur à 40 milliards de francs à la fin de 1996. « Sans réaction forte, nous nous exposons à terminer l'année avec un taux d'évolution des dépenses compris entre 4 % et 5 % », a prévenu le représentant patronal. Le président du syndicat de gé-

néralistes MG-France, Richard

Bouton, a jugé qu'aucune réforme ne serait possible tant que FO présiderait l'assurance-maladie. Les interrogations sur le maintien de FO à la présidence de la CNMATS, qu'elle détient depuis sa création en 1967, étaient dans tous les esprits. Selon des sources patronales la commission exécutive de F0 devrait décider, lundi 3 juin, de renoncer à cette présidence. Elle laisserait ainsi le champ libre à la CFDT, qui a apporté un « soutien critique » au plan Juppé. Marc Blondel, secrétaire général de FO, a accrédité l'idée d'un tel retrait, en précisant, vendredi à Montpellier, devant le congrès de la fédération FO-police, qu'il était « difficile d'être candidat pour faire passer la pilule » de la réforme de la Sécurité

Jean-Michel Bezat

M. Chirac invite partenaires sociame eprendre confiance

SOCIÉTÉ

AFFAIRES Le tribunal correctionnel de Paris a condamné, vendredi 31 mai, Bernard Tapie à dix-huit s'est en outre vu infliger trente mois

tion du Phocéa, son luxueux bateau.

banqueroute et abus de biens so-ciaux. ● L'HOMME D'AFFAIRES et ciaux. • L'HOMME D'AFFAIRES et pourvu en cassation, ce qui suspend déjà sous le coup d'une première l'exécution de la peine. M. Tapie mois d'emprisonnement, dont six d'emprisonnement avec sursis et dix condamnation à huit mois d'emprimois ferme, dans le cadre de sa ges-ans d'interdiction de gérer pour sonnement ferme dans l'affaire du

match Valenciennes-OM mais il s'est risque de se voir privé de ses mandats électifs si la cour de Cassation

PEINE de prison ferme renforce la menace d'une mise en détention qui

Bernard Tapie a été condamné à une deuxième peine de prison ferme

La condamnation à dix-huit mois d'emprisonnement dont six ferme prononcée pour fraude fiscale dans l'affaire du « Phocéa » précise la menace d'incarcération qui pèse sur le député. Celui-ci a fait appel

VENDREDI 31 MAI, Bernard Ta- la sanction encourue, la chambre pie n'a pas assisté à l'audience de jugement de son procès dans l'affaire du Phocéa. Selon ses avocats. ce n'était pas que l'homme d'affaires soit « em-



pêché » par une quelconque obligation politique ou cinématographique. affronter la

presse qui l'a dissuadé, ont-ils expliqué, de se présenter devant la 11 chambre du tribunal correctionnel de Paris. S'il n'a pas voulu apparaître, le condamné Tapie n'a cependant pas résisté longtemps au besoin de se faire entendre. A peine était-il informé du jugement, par l'intermédiaire du téléphone portable de M' Bernard Lagarde, qu'il l'estimait « délirant », dans une déclaration à l'AFP. En même temps, il annonçait son intention de faire ap-

Plus prudents, ses avocats indiquaient vouloir lire d'abord les quarante-quatre pages rédigées par le tribunal sur les deux affaires en cause pour se prononcer sur une telle procédure d'appei. En effet, sur une partie du dossier - les abus de biens sociaux, soit l'utilisation à des fins personnelles du *Phocéa*, – le tribunal s'est montré un peu plus ciément que le ministère public : tout en accédant à la demande du substitut Sylvie d'Arvisenet de requalifier les faits en « banqueroute », une modification permettant d'aggraver

n'a pas prononce de peine entrainant l'inégibilité du député.

Sur l'autre volet de l'affaire - le dossier des impôts, - le tribunal a en revanche estimé que les contorsions fiscales de M. Tapie valaient une peine de prison ferme, compte tenu de sa qualité d'homme public supposé donner le bon exemple. La procédure étant suspensive, M. Tapie et ses avocats peuvent difficilement, sur ce point, se dispenser de faire appel contre ce qui s'inscrit désormais, dans la longue liste de ses démélés judiciaires, comme la deuxième peine de prison ferme prononcée contre l'homme d'af-

TRAIN DE VIE « PHARAONIQUE »

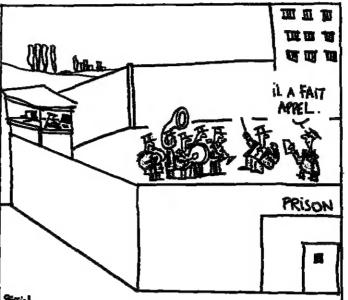
L'affaire principale portait sur l'utilisation du Phocéa, l'ancien Club-Méditerranée, ce fabuleux quatre-mâts racheté par Bernard Tapie à la veuve d'Alain Colas. Un bateau dont l'ancien président de rom était tombé « amoureux », selon l'un de ses avocats, au point de s'en réserver progressivement un usage quasi exclusif alors qu'il devait, à l'origine, servir d'instrument à la promotion du groupe Tapie. Pendant toutes les audiences du procès, en avril, l'homme d'affaires s'était employé à démontrer que le Phocéa, propriété de la société Alain Colas Tahiti (ACT), avait servi en premier lieu à des fins commerciales et non privées, même si le rentabiliser s'était révélé impossible, compte tenu du caractère trop sportif du voilier. Au contraire, pour

l'accusation, la sous-utilisation volontaire d'un équipement aussi luxueux et onéreux avait placé la société ACT dans un état de déficit chronique, permettant à M. Tapie de reporter les pertes sur les autres sociétés du groupe. Plus grave, un emprunt de 80 millions de francs, gagé sur le bateau, avait permis à l'homme d'affaires, devenu ministre, d'alimenter son « fastueux » train de vie. « Pharaonique », devait même dire l'avocat du fisc, M' Urbino-Soulier.

Dans son jugement, la

11 chambre correctionnelle a considéré que Bernard Tapie avait joué le rôle de dirigeant de fait de la société ACT et qu'à ce titre il s'était d'abord rendu coupable d'abus de biens sociaux. Ensuite, après l'obtention du prêt, le 30 juin 1992, la vie de la société ACT, toujours sans recettes, avait été prolongée artificiellement. Ses dirigeants pouvaient donc être poursulvis pour banqueroute par détournement d'actifs. En conséquence, le tribunai a prononcé une peine de trente mois d'emprisonnement avec sursis contre Bernard Taple, avec une interdiction de gérer une entreprise pendant dix ans. Interdiction que l'avocat Bernard Lagarde n'a cependant pas jugée comme un « coup dur », le député européen n'ayant plus aucune envie, selon lui, de reprendre une en-

Contre les coprévenus de M. Tapie, le tribunal a prononcé les peines suivantes pour les mêmes chefs d'abus de biens sociaux, banqueroute ou complicité : dix mois - comptes, Brahim Benaicha, à un an - de maintenir le pavillon français du



avec sursis contre Fabien Domergue, ancien président du conseil d'administration d'ACT; quinze mois contre Elie Fellous, qui a aussi occupé ces mêmes fonctions, ainsi que dix ans d'interdiction de gérer pour faux, usage de faux et présentation de comptes annuels non sincères. L'ancien directeur général de la banque SDBO, filiale du Crédit lyonnais, Pierre Despessailles, qui avait consenti le prêt, a été condamné à huit mois de prison avec sursis et 100 000 francs d'amende. Et le commissaire aux au cours du procès, par son choix

de prison avec sursis pour faux et

Dans le dossier fiscal, où seul M. Tapie était poursuivi, pour avoir causé au fisc un manque à gagner estimé à 12,47 millions par le tribunal en minorant ses revenus déclarés en 1989, 1990 et 1991, le député a été condamné à dix-huit mois d'emprisonnement, dont six ferme. Dans sa déclaration à l'AFP, M. Tapie s'est affirmé victime d'un « authentique scandale ». Et il a de nouveau justifié son attitude, comme il l'avait fait Phocea, au risque de supporter des couts d'exploitation très élevés.

ARGUMENT PATRIOTIQUE

Le tribunal n'a pas été sensible à cet argument patriotique. Comme l'administration fiscale, la chambre a piutôt vu dans le voilier une « résidence secondaire pour milliar doire » et elle a particulièrement relevé l'aménagement à bord d'une prestigieuse « suite de l'armateur » réservée au seul usage des époux

A la sortie de l'audience, les avocats du député ont regretté que le supplément d'information qu'ils avaient réclamé au cours du procès sur les faits de banqueroute, soudainement mis en exergue par le ministère public alors que l'instruction n'avait rien évoqué de tel, ait été rejeté par le tribunal. « Les débats n'ont pas pennis de mettre en lumière l'ensemble des responsabilités », a estimé Mª Thierry Lévy. La défense avait présenté cette requête, espérant que la lumière serait faite sur le role du Crédit lyonnais dans l'étonnant soutien que la banque a maintenu, par l'intermédiaire de sa filiale SDBO, à une société aussi structurellement déficitaire qu'Alain Colas Tahiti. Sur ce point, la défense, selon Mr Lèvy, n'a pas perdu tout espoir de voir enfin mis en cause les dirigeants du Crédit lyonnais, une autre affaire de banqueroute étant actuellement instruite sur les sociétés du groupe

Corine Lesnes

Les liquidateurs

Paris examinera le 27 juin l'assignation formée par les deux liquidateurs du groupe de Berpard Tapie. Me Jean-Claude Pierrel et Yannick Pavec, contre deux filiales du Crédit lyonnais : la Société de banque occidentale (SDBO) et Clinvest. Les coliquidateurs, qui réclament 25 milliards de francs, font état d'un « soutien inconsidéré » allant bien au-delà « des relations normales d'une banque avec son client » et dénoncent « des fautes » dans l'exécution des mandats, notamment celui confié par M. Tapie au Crédit lyonnais pour la vente d'Adidas. M. Tapie espère que cette procédure lui permettra d'établir que le Lyonnais lai doit plusieurs milliards de francs, au titre des phis-values réalisées sur Adidas.

La menace d'une mise en détention se rapproche pour le député UNE NOUVELLE ÉTAPE a été franchie. Plus ancienne, la procédure menée contre le M. Tapie ne s'arrête pas là. Deux procédures La liquidation judiciaire à titre personnel endredi 31 mai, dans la folle course contre député des Bouches-du-Rhône sur l'affaire sont encore en cours d'instruction, qui le étant légalement assortie de « l'incapacité vendredi 31 mai, dans la folle course contre la montre qui oppose Bernard Tapie à la justice. Une nouvelle fois condamné, le toujours-député (République et Liberté) des Bouches-du-Rhône voit se rapprocher encore davantage la menace de l'emprisonnement dont il affirme en privé depuis des voguerait son incarcération.

mois qu'elle lui paraît « inéluctable ». Le 28 novembre, la cour d'appel de Douai (Nord), avait infligé à l'ancien président de l'Olympique de Marseille une peine de prison de deux ans, dont huit mois ferme, dans l'affaire du match Valenciennes-OM (Le Monde du 29 novembre 1995), auxquels viennent désormais s'ajouter les dix-huit mois d'emprisonnement, dont six ferme. prononcés par le tribunal de Paris sur le dossier du Phocéa.

M. Tapie ayant promptement fait savoir qu'il interjeterait appel de cette condamnation, celle-ci ne saurait être exécutée avant de longs mois, dans la mesure où un rejet de son appel le conduirait à l'évidence à former un pourvoi en cassation. Or, en matière pénale, la peine ne devient exécutoire qu'après l'épuisement de toutes les voies de recours.

de corruption de Valenciennes constitue la menace la plus immédiate. Condamné en première instance, puis en appel, M. Taple avait formé un pourvoi en cassation, qui doit être examiné par la Cour de cassation dans les mois à venir. Un rejet de ce pourvoi pro-

Une troisième peine d'emprisonnement ferme pourrait en outre être prononcée à l'encontre de ce dernier dans l'affaire des comptes de la société Testut. La déconfiture de cette filiale nordiste du groupe Tapie, spécialisée dans la fabrication de balances. et les pratiques financières découvertes à cette occasion avaient conduit, au mois de mars, le député-homme d'affaires devant le tribunal correctionnel de Béthune (Pasde-Calais). Au terme du procès, trois d'ans d'emprisonnement, dont un an ferme. avaient été requis par le procureur contre M. Tapie. Le jugement sera rendu le 1= juillet et la peine éventuellement retenue viendra s'ajouter aux précédentes, suspendue toute-

fois par l'appel. Et la litanie des embarras judiciaires de visent à divers titres. Dans la première, confiée au juge marseillais Pierre Philipon, l'ex-président de l'OM est mis en examen. pour « faux, usage de faux, abus de biens sociaux et abus de confiance » : l'enquête sur ces faits, qui aura duré plus de cinq ans, semble sur le point de s'achever. La seconde. en revanche, n'en est qu'à ses débuts. Quverte le 6 juillet 1995 et confiée au juge parisien Eva Joly, une information judiciaire pour « banqueroute » vise nommément deux anciens dirigeants de Bernard Tapie Finance (BTF), Elie Fellous et Noëlle Bellonne, « et tous autres », selon la formule judiciaire consacrée. En toute logique, M. Tapie devrait avoir, dans un avenir proche, à s'expliquer sur ces faits devant le juge Eva Joly. Le passé d'homme d'affaires du député se-

ra en outre bientôt à l'attention de la chambre commerciale de la Cour de cassation. Placé en liquidation judiciaire personnelle par le tribunal de commerce de Paris, le 14 décembre 1994, puis par la cour d'appel, le 31 mars 1995. Bernard Tapie a formé un autre pourvoi contre cette condamnation.

d'exercer une fonction publique élective » pour une durée de cinq ans, ce pourvoi constitue aniourd'hui la dernière protection du député-homme d'affaires, la chancellerie ayant - sous le ministère de M. Méhalgnerie, puis sous celui de M. Toubon - décidé d'attendre la décision de la Cour de cassation avant d'engager, le cas échéant, les procédures de « déchéance » qui s'imposeraient devant l'Assemblée nationale et le Parlement européen, où M. Tapie est également

Du sort de cet ultime recours, qui sera examiné le 25 juin, dépend l'avenir politique de M. Tapie. La Cour de cassation devrait ensuite rendre sa décision avant la fin du mois de juillet. En cas de rejet de son pourvoi, celui-ci ne pourrait se présenter à aucune élection durant cinq ans, et serait privé de ses mandats actuels et des immunités qui y sont attachées, faisant de lui, pour la première fois, un justiciable totalement ordi-

Hervé Gattegno

Les défenseurs d'Alain Carignon plaident l'absence de corruption

de notre envoyé spécial

« J'ai peur, plaida Me Alex Ursulet, c'est moins le procès d'un homme que celui d'une époque. Une époque où la France a mai à ses hommes politiques, tous suspects, tous pourris, tous coupables parce qu'ils sont politiques. (...) J'ai peur parce que c'est également l'époque où les juges prennent la mesure de leur pouvoir, veulent s'émanciper de l'exécutif et briser leurs chaînes. C'est l'époque où, pour sortir de l'ombre, la justice s'aveugle. » Devant la cour d'appel de Lyon, où l'avocat général a requis une peine de quatre à cinq ans de prison (Le Monde du 31 mai), c'est la crainte que soient négligés les éléments à décharge qui effraie les avocats d'Alain Carignon. Car même si le dossier est incontestablement diffitile, la défense n'est pas totalement désarmée. L'audience a montré que l'instruction, en voulant faire feu de tout bois, avait ac-

s'embarrasser de trop de vérifica-

cumulé les charges sans toujours

ment du tribunal présente certaines charges comme acquises en se justifiant par le fait que le prévenu n'apporte pas la preuve de sa bonne foi avant de porter des appréciations morales sur son comportement. « Vous ne jugez pas une ambiance, vous ne jugez pas au feeling. Vous jugez des faits! Vous jugez en droit!», s'est exclamé l'avocat.

Rendue sceptique sur le fonctionnement de la justice par un jugement « bâti sur la rumeur », selon la formule de Me Buffard, la défense a repris espoir en écoutant le réquisitoire. Même s'il fut sévère et rigoureux, l'avocat général Bernard Ratabelle a accepté que le combat se déroule sur un terrain purement juridique, écartant tout rappel à la morale. En outre, les débats devant la cour d'appel, qui ont duré pratiquement aussi longtemps que devant le tribunal, malgré l'absence de témoins, out montre que cette juridiction, traditionnellement expéditive. pouvait être extrêmement attentive. Dès lors, le combat devenait

battre. Elle le fit avec achamement. Si elle est prête à abandonner à l'accusation quelques recels d'abus de biens sociaux, elle a, pied à pied, contesté la corruption.

Le dossier est ainsi fait que l'avocat général avait admis qu'il était impossible de prouver la corruption en examinant chaque élément séparément, et sa démonstration a donc porté sur une vue d'ensemble de l'affaire. En conséquence, la défense s'est attelée à montrer que tout reposait sur une interprétation des faits, sur une construction intellectuelle qui s'écroulait dès que l'on tentait de reconstituer précisément la chronologie.

COMBAT DE TITANS

Le premier reproche fait à l'accusation est de ne pas situer la date du pacte de corruption. En outre, certains avantages ont été recus par M. Carignon bien avant qu'il soit question de privatiser l'eau de Grenoble, alors que d'autres ont été versés par Marc-Michel Merlin bien après que le contrat eut été définitivement signé. Pour le bâloyal et la défense pouvait se tonnier Jean-René Farthouat, dé- aux règles du funambulisme. Ne

fenseur de Jean-Jacques Prompsy, directeur commercial de la Lyonnaise des eaux, M. Merlin donne de l'argent selon un « réflete pavlovien ». Il est vrai qu'il en donne à tout le monde et, s'il admet en termes nuancés avoir corrompu M. Carignon, cette affirmation ennuie le bâtonnier, qui refuse que son client soit assimilé à M. Merlin. auguel il reproche d'avoir tout fait pour viouer dans la cour des grands ».

Me Richard Zelmati, conseil de M. Merlin, n'en veut pas à M. Prompsy, « un soldat entre le marteau et l'enclume », mais il a accusé la toute puissante Lyonnaise des eaux de s'être servie de son client comme « cheval de Troie » pour remporter la concession de l'eau de Grenoble, avant de dénoncer le « Yalta des grands groupes »

qui se partagent les marchés. Il fallait donc que l'on reparie de Jérôme Monod, PDG de la Lyonnaise des eaux, et « Arlésienne de ce dossier », selon le trait d'un avocat. Me Ursulet s'en chargea, utilisant une stratégie qui fait appel

tomber vers l'oubli des déclarations du président de la Lyonnaise. qui a affirmé au tribunal que son entreprise n'avait jamais corrompu personne. A l'inverse, trop parler de M. Monod, trop insister sur son absence, sur ses silences, sur la mansuétude de la justice à son égard, c'était tomber dans l'hypothèse de la corruption. L'avocat oscilla longuement, mais garda son équilibre, parvenant à la conclusion que la cour, qui ne s'est toujours pas prononcée sur ce point, devrait entendre Jérôme Monod.

Restait Jean-Louis Dutaret, bras droit d'Alain Carignon, qui disparaissait dans ce combat de titans. Mº François Gibault se livra à une défense extrêmement technique. dont la précision donnera du travail aux juges. Tout comme celle du bâtonnier Guy Danet, qui a pris la parole en dernier pour Alain Carignon. L'avocat a constaté que plusieurs faits reprochés à son client étaient prescrits et, pour d'autres, il a invoqué sans joie particulière une amnistie que la cour devrait accorder puisque le tribu-

pas parler de M. Monod c'était nal lui-même notait, dans son jugement, qu'il s'agissait dans plusieurs cas de financements politiques. Me Danet demanda à la cour d'avoir « le courage » de requalifier les faits, en ajoutant : « La corruption, c'est bien tentant. Cela permet d'envoyer un ministre en prison. C'est spectaculaire et c'est aussi moral. Mais c'est contraire au

L'arrêt sera rendu le 9 juillet.

Maurice Pevrot

Recommande par "Paris pas Cher" et "Paris Combines" POUR MIEUX ACHETER SOMMIERS - MATELAS CANAPES - SALONS CLIC-CLAC - FUTONS de grandes marques APPELEZ MOBECO 7j/7 de 10 h à 20 h. **2** 42.08.71.00 58, avenue d'Italie Paris 15a M° Pl

du groupe Tapie en procès Le tribunal de commerce de

Un proche de François Mitterrand mis en examen dans l'affaire Elf

LE JUGE D'INSTRUCTION PARISIEN EVA JOLY, chargée de l'enquête sur l'affaire Elf-Bidermann, a ordonné, vendredi 31 mai, la mise en examen du docteur Laurent Raillard, pour « recel d'abus de biens sociaux ». Considéré comme un proche de l'ancien président de la République – dont il était un des partenaires de golf habituels -, M. Raillard avait vendu, en 1991, pour 18 millions de francs, sa propriété de Louveciennes (Yvelines) au groupe Elf-Aquitaine, alors présidé par Loik Le Floch-Prigent - aujourd'hui PDG de la SNCF. Mais il

avait continué à l'occuper à titre gratuit (Le Monde du 1ª juin). Soucieuse de connaître l'intérêt de cette opération pour le groupe Elf, Mime Joly avait demandé et obtenu, jeudi soir, un réquisitoire supplétif du parquet de Paris visant ces faits nouveaux. Le juge d'instruction avait auparavant mis en examen - et placé en détention pro-visoire - l'ancien directeur du patrimoine immobilier d'Elf-Aquitaine, Jean-François Pagès, qui avait notamment ordonné l'achat de la villa de Louveciennes. Selon certains témoins, cette résidence auraît servi à accueillir certains visiteurs de M. Le Floch-Prigent. Sollicité par Le Monde, M. Raillard n'a souhaité faire aucun commentaire.

Un juge américain ordonne l'extradition de Giancarlo Parretti vers la France

UN JUGE FÉDÉRAL DE LOS ANGELES, Stephen Hillman, a ordonné, vendredi 31 mai, l'extradition vers la France de l'homme d'affaires italien Giancario Parretti, ancien partenaire du Crédit lyonnais dans le rachat des studios de la Metro Goldwyn Mayer (MGM). Les avocats de M. Parretti, mis en examen pour « abus de biens sociaux, escroqueries, faux et usage de faux et contrefaçon », out fait savoir qu'ils feront appel. Giancarlo Parretti avait été écarté par la banque française en avril 1991, en échange d'une rallonge de 145 millions de dollars. Fin 1991, la banque publique s'était retournée contre son client et l'avait accusé d'avoir fabriqué des faux pour obtenir des crédits. La MGM était finalement devenue propriété du Crédit lyonnais en mai

M. Parretti avait été arrêté le 18 octobre 1995 à Los Angeles à la demande du juge parisien Patrick Flevet, et remis en liberté sous contrôle judiciaire en novembre. En mars 1996, la gouvernement français avait autorisé la mise en vente de la MGM.

DÉPÊCHES

MDÉLIT DE FUITE : un neveu du président syrien Hafez-el-Assad, a été mis en examen pour délit de fuite, après l'accident de la circulation qui a eu lieu à Paris. Le jeune homme, âgé de dix-sept ans, avait fauché et grièvement biessé deux motards dans la nuit du 24 au 25 mai, avenue de la Grande-Armée, avant de prendre la fuite au volant de sa Cadillac blindée immatriculée au Texas (USA) (Le Monde du 1= juin). L'un des blessés est, depuis, resté paraplégique. Siwad el Assad a été mis en examen, vendredi 31 mai, et laissé libre sous contrôle judiciaire, contre le versement d'une caution de 500 000 francs. Il devra répondre de « non-assistance à personne en danger, délit de fuite, blessures involontaires et déjaut de permis de conduire ».

■ GIGASTORAGE: le Conseil supérieur de la magistrature a entendu, vendredi 31 mai, le procureur general de Besançon, Marc Dreyfus, au sujet de ses déclarations dans l'affaire Gigastorage. Marc Dreyfus avait estimé « scandaleuse » la décision du juge d'instruction belfortain, Christine Schlumberger, de mettre en détention Jeanllot, le directeur de l'Agence de développement éco mique de Belfort, mis en examen pour « escroquerie et complicité de faux en écriture de commerce et usage ». Les poursuites avaient été engagées à la demande de Jacques Toubon, garde des sceaux.

■ ATTENTAT : la caisse d'assurance-maladie de Périgueux (Dordogne), a été la cible d'un attentat à l'explosif, dans la nuit du 31 mai au 1º juin. La Caisse d'assurance-maladie obligatoire des non-salariés (CAMONS) n'a subi que des dégâts matériels. L'attentat n'a pas été revendiqué et aucune inscription n'a été retrouvée sur place. Les locaux, au rez-de-chaussée d'un immeuble de trois étages, ont été

■ ROUBAIX : le quatrième homme tué lors de la fusillade de Roubaix a été identifié. Il s'agit d'un ressortissant turc, domicilié à Wattrelos (Nord), Nuri Altinkaynak, âgé de vingt-cinq ans. Le nom de Lionel Dumont, un Français converti à l'islam dont des effets personnels avaient été trouvés sur les lieux de la fusillade, le 29 mars, avait d'abord été avancé comme pouvant être le quatrième homme. Mais M. Dumont avait fini par prévenir sa famille qu'il était bien vivant et

L'abbé Pierre s'en prend à un « lobby sioniste international »

Le fondateur d'Emmaus condamne aussi l'attitude de la presse et de l'Eglise

par Roger Garaudy dans son livre Les mythes fon-dateurs de la politique israélienne, le fondateur Dans un entretien publié vendredi 31 mai par le quotidien milanais Corriere della Sera, l'abbé fluencé l'Eglise française. Après avoir apporté son Pierre s'en prend à la presse et à « un lobby sio- soutien aux thèses révisionnistes développées

ensuite intervenue pour me faire

taire sous la pression de la presse,

inspirée par un lobby sioniste inter-

d'Emmaus commet un nouveau dérapage.

pu croire que l'abbé Pierre s'était définitivement exprimé sur l'anticommuniqué du 30 avril : « Je

Cette déclaration a été faite après que Roger Garaudy eut pas-sé deux jours avec l'abbé Pierre au monastère italien de Praglia. près de Padoue, où le prêtre s'était retiré depuis le 2 mai avant de revenir ce week-end à Paris pour repartir en vacances en Suisse et regagner ensuite Praglia jusqu'à la fin août (Le Monde des 31 mai et 1ª juin).

Le rapprochement doit être fait entre cette visite du philosophe, qui paraît décidément accroché aux basques du fondateur d'Emmaŭs, et ce nouveau dérapage de ce dernier, qui semble de plus en plus influençable, peu aidé, il est vrai, par la diversité intellectuelle et morale de son entourage et, comme l'a relevé Mª Lustiger, archevêque de Paris, de plus en plus

« guidé par son affectivité ». Cette détestable référence au « lobby sioniste international » constitue un nouveau revirement dans la pensée de l'abbé Pierre. Après la tempête provoquée par

judaisme, en déclarant, dans un condamne avec fermeté tous ceux qui, pour des raisons diverses, veulent, de quelque manière que ce soit, nier, falsifier ou banaliser la Shoah, qui restera à jamais une tache de honte indélébile ».

Le lendemain, le fondateur d'Emmaüs avait, devant le bureau et la commission juridique de la Licra (Ligue contre le racisme et l'antisémitisme), confirmé ce propos et, s'il avait été tout de même exclu du comité d'honneur de cette organisation, c'était « seulement » pour ne pas avoir explicitement retiré sa «confiance» au philosophe révisionniste. Beaucoup, au sein même du mouvement Emmañs, avaient alors pensé que seule l'indéfectibilité de l'abbé Pierre en amitié était la cause de cette dernière attitude.

Certes, le fondateur d'Emmaüs, évoquant ses prochaines vacances en Suisse, dans la vallée de l'Ubaye, en a profité pour rappe-

connais bien cette région. C'est là que je faisais passer des réfugiés de confession israélite, qui fuyaient les nazis à travers les montagnes duront la dernière guerre ». Mais MF Jacques Gaillot déclare, dans un entretien publié vendredi 31 mai par le quotidien autrichien Standard : « On ne peut pas être en même temps le défenseur des pauvres et prendre parti pour ceux qui nient l'existence des chambres

Il reste qu'étant donné la versatilité actuelle de l'abbé Pierre, un démenti de sa part sur la mention d'un « lobby sioniste international » ne serait pas étonnant. Le fondateur d'Emmaus vient ainsi de rectifier son récent entretien au Pélerin Magazine, assurant qu'il n'avait jamais eu l'intention de fiuir ses jours en italie. L'abbé Pierre et Roger Garaudy s'estiment tous deux victimes d'un «lynchage médiatique », mais les deux octogénaires n'en multiplient pas moins les déclarations à la presse, selon une humeur tristement changeante chez l'un et trop persistante chez l'autre.

Un personnage de plus en plus isolé dans l'Eglise

AINSI, l'abbé Pierre aurait été « censuré » par l'épiscopat français. L'accusation est grave. Mais le fondateur d'Emmaüs connaît trop bien l'Eglise, à laquelle il est toujours demeuré d'une absolue fidelité, pour savoir qu'un tel mot n'a pu que dépasser sa pensée. Sans responsabilité hiérarchique – à la différence d'un MF Gaillot –, Il a joui trop longtemps d'une incomparable ilberté de manœuvre, de parole et d'action, pour faire croire à sa persécution. Le communiqué de repiscopat, en date du 29 avril, qui dégageait la responsabilité de l'Eglise du soutien personnel de l'abbé Pierre à Roger Garaudy, est un constat de divergences sur une matière imn'a pas pu être « censuré » par sa hiérarchie, pour la simple raison qu'il ne lui a jamais de-

UNE NOUVELLE « petite

phrase » de l'abbé Pierre risque

de conforter l'idée selon laquelle

le fondateur des communautés

Emmaŭs cède de plus en plus à

l'influence de son ami « de cinquante ans », Roger Garaudy, le

philosophe négationniste mis en examen le 25 avril pour « contes-

tation de crimes contre l'humani-

té», après la publication d'un

livre intitulé Les Mythes fondateurs

de la politique israélienne. Dans un

entretien publié vendredi 31 mai

par le quotidien milanais Corriere

della Sera, l'abbé Pierre parle en

effet d'un « lobby sioniste interna-

la très vive polémique qui a suivi son soutien au philosophe. « Les

journalistes français, dit-il, n'ont

pas lu la lettre » de cinq pages

qu'il avait alors adressée à M. Ga-

randy et que ce dernier s'est em-

pressé de brandir lors d'une

conférence de presse (Le Monde

du 20 avril), déclenchant toute

cette affaire. Ces journalistes,

poursuit l'abbé Plerre, « ont extra-

polé quelques phrases et ont inter-

prété [la lettre], m'accusant de ré-

visionnisme. L'Eglise de France est

Dans cet entretien, il revient sur

mandé le droit de s'exprimer. Certes, les relations de l'abbé Pierre avec l'épiscopat français n'ont pas toujours été sereines. Comme l'ancien évêque d'Evreux, son omniprésence dans les médias a fait ressortir l'incapacité de communiquer de nombreux prélats. De même, son habileté politique le met au centre de réseaux qui échappent au contrôle de l'Eglise et éveillent sa méfiance et sa jalousie. Involontairement, il tire aussi la couverture à hi par des actions de solidarité dont il est loin

quand il invite le pape à démissionner ou qu'il se prononce pour l'ordination des femmes et pour le préservatif contre le sida - a provoqué des irritations. Autrement dit. Il profite des espaces de liberté, en ignorant souvent les contraintes de l'institution.

UN CLICHÉ RESSUSCITÉ

C'est précisément parce que la polémique actuelle disque d'enfamer une partie de la légitimité qu'il tire aussi de son lien avec l'Eglise que renforcent la caution du pape et ses bonnes relations avec le cardinal Lustiger - que point de dénoncer la pression d'une presse « inspirée par le lobby sioniste international ». Le fondateur d'Emmails ressuscite ici un cliché inspiré par l'antisémitisme le plus éculé. On n'est plus seulement dans le registre de l'antijudaïsme chrétien, que certains avaient cru retrouver dans son appul aux thèses révisionnistes de Roger Garaudy. On est face au désarroi d'un homme qui voit s'effilocher ses soutiens les plus traditionnels, y compris au sein d'une institution dont il connaît les faiblesses, mais aussi la force pour se raccrocher. Un tel dérapage est grave de la part d'une

personnalité qui, par ses qualités d'engage-ment, a symbolisé une certaine image de l'Eglise dans des milieux incroyants, très éloienés d'elle et cherchant dans des figures charismatiques et médiatiques des ralsons de vivre, de s'identifier, voire des modèles de sainteté. chrétienne autant que laïque. De l'homme d'action, l'abbé Pierre a toutes les qualités, mais aussi le défaut de se croire investi d'une compétence universelle, donc de se fermer à l'étude et an conseil, sous prétexte qu'u a doctern, sur le terrain, des succès partiels.

Ses récentes interventions sur l'extermination des juifs ou ses commentaires sur le livre ration du veau d'or, « véritable Shoah sur toute vie existant sur la terre promise ») ont témoigné de ses lacunes en matière exégétique et historique. Or, avant de prendre position, il ne consulte jamais ni évêque, ni historien, ni théologien. En pleine polémique sur le révision-nisme, le cardinal Lustiger n'a jamais réussi à le rencontrer. Son actuel isolement vient-il de la hiérarchie catholique, du « lobby sioniste », ou phutôt d'un entourage qui n'a pas su le mettre

Henri Tincq

COSE 3 FEC.

25 1 12

PROPERTY OF STREET

La verve de Roland Plégat, « honnête commerçant » mêlé à un trafic de drogue

SPÉCIAL

Les prix de l'après-crise

> Les transactions ville par ville, quartier par quartier Les prêts bancaires La nouvelle fiscalité

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

« C'EST DINGUE, des conneries 6 seulement étaient déclarés. pareilles ! » Les « I » aux accents aveyronnais roulent et résonnent, vendredi 31 mai, sur les lambris de

tribunal de

Paris. Accusé

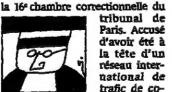
d'avoir été à

la tête d'un

réseau international de

trafic de co-

caine et de



PROCES

cannabis entre 1991 et 1993 (Le Monde du 25 mai), Roland Plégat, cinquantedeux ans, ancien gérant de fait du restaurant Les Muses, à Paris, face à la Comédie-Française, s'étouffe quand Béatrice de Beaupuis, la présidente du tribunal, hi lit les dépositions de ceux qui l'ont dénon-

Comment? Lui, l'Auvergnat qui s'est rangé dans la restauration fine après sa condamnation en 1978 à sept ans de réclusion pour vol qua-lifié, lui, « l'honnète commerçant à la plus belle clientèle de Paris », aurait été mêlé à une affaire de co-caîne importée du Brésil et du Canada? « Tout ça, c'est des conneries. » Sauf, blen sûr, un « petit trafic » de cannabis en provenance du Maroc, où il a investi 120 000 francs: Il lui fallait se refaire après un investissement hasardeux et. éventuellement, envisager de faire face à un contrôle fiscal Aux Muses, affirme-t-il, le

10 millions de francs annuels, mais

Comment se convaincre de la

bonne foi de ce fils de maquignon aux bacchantes tombantes? Il suffit de regarder la douzaine de prévenus qui encombrent les deux box des accusés, avance celui-ci. Il y a là des vendeurs, des convoyeurs, des revendeurs, selon l'accusation, qui ont impliqué le patron des Muses. « Des fadas, des inconscients, des molades mentoux », dit Plégat. Son ami Jean Robin serait «un simple d'esprit ». A propos de son autre ami, Raymond Ayral (qui a largement dénoncé le réseau), il dit que, « quand il était petit, sa mère a dil le bercer trop près du mur ! ». Dans les deux box et sur le banc des prévenus libres, on est écroulé de rire. L'audition du petit homme râblé à la chemisette noire tranche radicalement avec la monotonie des quatre premières audiences de ce

Présidente à poigne, Béatrice de Beaupuis enraye difficilement le débit de Plégat. Les neuf carabines, les trois pistolets automatiques, le pistolet mitrailleur, retrouvés dans sa chambre, avec un peu de poudre blanche? « La passion des armes, madame la présidente. Comme pour d'autres, le jeu, les casinos ou les gonzesses. » Le contact à Montréal avec un mafieux notoirement connu dans les affaires de la cocaine? « Mois il était PDG d'une grande entreprise... » Les trois voyages au Brésil, les deux autres au Canada, début 1992? « Je vouDes pays en pleine expansion, vous

A l'entendre, on comprend qu'avec autant de verve et ce sens inné des formules le patron des Muses ait rallié autant de sympathies, y compris parmi les policiers aujourd'hui épinglés: le commissaire Philippe Féval, ancien numéro deux de la brigade de répression du banditisme, poursuivi pour complicité de trafic, et l'inspecteur Thierry Pentz, poursuivi également pour complicité et usage de stupéfiants.

UN 7,65 EN CADEAU DE NOÊL Mais quelle a été la nature exacte

des liens entre Plégat et Féval? Restaurateur-client, indicateur-policier, amis de longue date... L'audience n'a pas encore permis de faire le jour sur ce point. Physieurs prévenus ont seulement dit à la barre qu'ils avaient accepté de travailler dans le réseau parce qu'ils « se sentaient protégés ». Selon l'accusation, le commissaire aurait révélé en juillet 1992, au cours d'un repas, que les deux Sud-Américains venus, la veille, proposer à Piégat la vente de 20 kilos de cocaine étaient en fait des agents de l'Of-fice central de répression du trafic illicite de stupéfiants (OCRTIS). Puis Il aurait tenu informé Piégat du déroulement de l'enquête en cours sur ses activités et lui aurait donné également le nom du premier dénonciateur, Joseph Paques, un fabricant d'amphétamines

belge.
Alors qu'il a réponse à tout, Plé-

gat bafouille sur ce volet de l'affaire. Raymond Ayral, le principal accusateur, lui non plus, ne se souvient plus très bien. Lors de l'enquête, l'organisateur du trafic de cannabis en provenance du Maroc avait été pourtant affirmatif : « Il apparaissait clairement que tout l'ensemble des renseignements provenaient de la BRB », avait-il dit, affirmant par ailleurs que « Philippe » avait offert un 7,65 à Plégat pour Noël... Et que Plégat avait même prêté 50 000 francs à « Phi-

lippe » pour qu'il paie ses impôts... Pour l'un des prévenus, Yunnice Abbas, quarante-deux ans, qui reconnaît sa participation au trafic de cannabis, les accusations d'Ayral ne sont que « des élucubrations, un tissu de mensonges » élaborés afin qu'il puisse bénéficier des réductions de peine prévues pour les dénonciateurs de trafic de stupéflants. Abbas a même volé au secours du commissaire Féval en indiquant que les informations recueillies par Plégat sur sa dénon-ciation par Joseph Paques n'avaient pas été fournies par les policiers, « mais par Ayral, dont l'ancienne petite amle est la femme de Paques ». D'ailleurs, Ayral, doux comme un agneau dans le box, affirme maintenant sa « peur de commettre une erreur ». Au premier rang, Philippe Féval, lui, bouillonne. L'ancien numéro deux de l'antigang s'expliquera mercredi

Jean-Michel Dumay

Serge, Tra

to the later little

新设施的原理的证明

DISPARITIONS

. François Genoud

Un personnage de l'ombre, sympathisant du nazisme et au service de l'extrémisme arabe

L'ANCIEN BANQUIER nazi et Adolf Hitler et trouve du même en partie ses activités, il s'empro-arabe François Genoud est décédé jeudi 30 mai à Pully, près de Lausanne, à l'âge de quatrevingts ans. Le juge d'instruction du canton de Vaud a indiqué qu'une enquête avait été ouverte pour déterminer les circonstances de cette mort, mais s'est refusé à commenter des rumeurs de suicide avant de connaître les conclusions de ses investigations.

Personnage de l'ombre, Francois Genoud aura placé son existence sous le double signe de son engagement en faveur du nazisme et de l'extrémisme arabe. Avec lui disparaît l'un des derniers thuriféraires de la première heure, jamais repenti, de Hitler. Longtemps il avait cherché à dissimuler ses activités, s'entourant d'un halo de mystère pour mieux tirer les ficelles dans les coulisses. Ce n'est qu'après l'arrestation de son « ami » Carlos, en 1994, qu'il sortira de son mutisme pour se vanter publiquement de ses relations avec le terroriste vénézuélien, ce qu'il avait auparavant toujours farouchement nié.

REVENDICATION TARDIVE

Genoud prend alors en charge la défense de Carlos et obtient l'autorisation de lui rendre visite à la prison de Fresnes (Val-de-Marne). Dans la fouiée, l'aventurier vieillissant et amer se laisse convaincre de se confier à Pierre Péan, un journaliste qu'il comaît depuis 1978, et qui lui consacrera un documentaire et un livre sous le titre L'Extrémiste : François Genoud, de Hitler à Carlos (Fayard). Deux rencontres auront contribué à déterminer l'itinéraire tortueux de ce fils de commerçant en papiers peints né le 26 octobre 1915 à Lausanne: alors que son père l'avait envoyé en Aliemagne pour « apprendre l'ordre et la discipline », Françols Genoud, agé

coup le «héros» qui marquera sa vie. Quatre ans plus tard, de retour d'un voyage en Orient, en 1936, une autre poignée de main impressionnera le jeune homme : celle du grand mufti de Jérusalem. Depuis lors, Genoud ne cessera de se faire le chantre de l'alliance de la croix gammée et du croissent.

Militant depuis l'adolescence dans les rangs du Pront national, le parti pronazi et antisémite suisse, François Genoud fait le coup de poing contre l'extrême gauche et se signale par son acti-visme tant-auprès de ses chefs que de la police fédérale, qui le tient à l'œil. En 1939, un bar qu'il a ouvert à Lausanne, L'Oasis, est désigné comme un repaire de fascistes suisses et d'agents allemands, ainsi que le lieu d'une intense activité antifrançaise.

Recruté par l'Abwehr, il sert d'agent au contre-espionnage allemand tout en prenant soin de garder le contact avec les services secrets suisses. Grâce à ses protections pendant toute la durée du conflit, il voyage comme il l'entend à travers l'Europe occupée et se livre à toutes sortes de trafics, des devises au marché noir en passant par l'or et les dia-mants. En 1943, à Berlin, Genoud retrouvera le musti de Jérusalem, devenu l'allié de Hitler et réfugié en Allemagne pendant la guerre. Il le reverra encore plusieurs fois à Beyrouth, jusqu'à sa mort, en

A la fin des hostilités, Genoud parvient à se recycler et se voit même confier la gestion des œuvres caritatives de la Croix-Rouge à Bruxelles. Toujours en Belgique, il se lance dans l'édition, puis va rendre visite à son ami, le rexiste beige Léon De-grelle, réfugié en Espagne, devient actionnaire d'une banque à Tanger et prête ses services à des nazis en déroute. Afin de financer

presse de retrouver les héritiers des dignitaires du nazisme pour prétendre à des droits d'auteur sur des textes attribués à Hitler. Bormann ou Goebbels. Sous Nasser, il est bien introduit au Caire, où il fait la connaissance des principaux dirigeants du FLN algérien. En 1958, il crée à Genève la Banque commerciale

DEUX PLABITES

Appelé à diriger la Banque populaire arabe d'Alger, au lendemain de l'indépendance, le financier suisse se trouve mêlé aux luttes pour le pouvoir et aux intrigues autour du « trésor du FLN ». Arrêté sous Ben Bella, il est rapidement libéré et se réconciliera plus tard avec lui. En 1969, il réapparaît au côté de Me Jacques Vergès comme « conseiller de la défense » de trois membres du FPLP de George Habache qui avaient attaqué un avion d'El Al à Zurich. Eprouvant le besoin d'agir en sous-main en faveur de ses protégés, Prançois Genoud a également participé à l'organisation ou au financement de la défense d'Eichmann en Israel, de Barbie à Lyon ou de commandos terro-

■ JEAN SCHLOESING, ancien

président du conseil d'administra-

tion de l'agence Havas, ancien pré-

sident de l'Union syndicale des

agences de voyages, est mort le

28 mai, à l'âge de quatre-vingt-

treize ans. Né le 8 août 1902 à

Saint-Jean-du-Gard, diplômé de

l'Ecole des hautes études commer-

ciales, chevalier de la Légion

d'honneur et croix de guerre

(1939-1945), Jean Schloesing était

associé au capital de notre journal depuis sa création, en 1945. Le

Monde retracera les principales

étapes de sa carrière dans son édi-

ristes palestiniens. Ce n'est cependant que récemment qu'il s'était résolu à revendiquer tout haut ce qu'il niait naguère ou avait longtemps prétendu diffamatoire. Ainsi a-t-il reconnu que, depuis le début des années 70, il fréquentait Carlos et qu'il avait également compté parmi ses amis Waddi Haddad et Ali Hassan Salameh, dont les organisations ont revendiqué plusieurs détournements d'avions. D'ailleurs, il s'est vanté d'avoir hrimême prété la main au détournement d'un avion de la Lufthansa qui a permis de toucher une rançon de 5 millions de dollars.

Se croyant couvert par la prescription, François Genoud a continué de tenir ses discours négationnistes et d'apologie du na-

zisme. Ses outrances lui avaient valu d'être convoqué récemment par le ministère public fédéral à Berne et deux plaintes venaient d'être déposées contre lui à Lausanne pour négation de crimes contre l'humanité. François Genoud a sans doute préféré s'en aller plutôt que de devoir rendre des comptes à la justice des

■ GUY MAZELINE, écrivain, est

mort le 25 mai, à Boulogne-Billan-

court (Hauts-de-Seine) à l'âge de

quatre-vingt-seize ans. Il avait ob-

tenu le prix Goncourt en 1932,

avec Les Loups (Gallimard). Ce 10-

man avait eu le très lourd et

même fatal privîlège d'avoir été

préféré à celui de Céline, promis,

lui, à une postérité indubitable :

Voyage au bout de la nuit, couron-

né le même jour par un « prix de consolation », le Renaudot. Guy

Mazeline, né au Havre en 1900,

qui se destinait à la marine mar-

chande à sa sortie de l'Ecole d'hy-

drographie, était entré dans le

Jean-Claude Buhrer

Timothy Leary

Le gourou du LSD

TIMOTHY LEARY, le pape du mouvement psychédélique, est mort, vendredi 31 mai, à Los Angeles, à l'âge de soixante-quinze ans, des suites d'un cancer de la prostate. Né à Springfield (Massachusetts), en 1920, Timothy Leary était le fils d'un deutiste et d'une institutrice, il avait été élève de la célèbre académie militaire West Point et poursuivi ses études à l'université de l'Etat de Washington, avant d'obtenir un doctorat de psychologie à Berkeley (Californie). Il avait alors commencé une carrière de psychologue.

Sa vie bascule quelque temps après le suicide de sa première femme (il s'est marié cinq fois), alors qu'il est professeur à Harvard. Il va alors tenter des « expériences contrôlées » sous l'emprise de différentes drogues, champignons hallucinogènes et surtout LSD (diéthylamide d'acide lysergique). Avec un autre enseignant, Richard Alpert - qui prendra plus tard le nom de Baba Ram Dass -, il va utiliser ses étudiants, persuadé d'avoir découvert de nouveaux moyens thérapeu-

Renvoyé de Harvard, il s'installe avec Alpert dans une énorme maison dans le haut de l'Etat de New York où ils vont recevoir tous

journalisme avant d'écrire un pre-

mier roman en 1927, Piège du dé-

mon. Les Loups étalent le premier

volume d'un cycle romanesque, Le

Roman des Jobourg, qui devait

compter également Le Capitaine

Durban, Les Iles du matin, Valfort,

et enfin, en 1958, Chrétienne

JOURNAL OFFICIEL

31 mai, sont publiés :

compagnie.

ceux qui ont envie d'expérimenter les drogues psychédéliques, des jeunes hippies aux représentants viellissants de la Beat generation, tous réunis dans la « League for Spiritual Discovery . C'est la grande époque de « Sex. Drugs and Rock'n'roll », symbolisée par la sortie d'un des plus beaux albums des Beatles, Sergeant Pepper's Lonely Hearts Club Band (1967) sur la pochette duquel Leary figure d'ailleurs en bonne

Dès 1965, il commence à avoir de grandes difficultés avec la justice et va pendant vingt ans fuir de pays en pays, de façon parfois rocambolesque, et passera plusieurs années en prison. Relaché en 1976, il donne des conférences, écrit des livres, se passionne pour l'informatique et les images virtuelles. Quand il apprend en 1995 qu'il est atteint d'un cancer, il se réjouit ouvertement de ce qui va être « l'expérience la plus passionnante de sa vie » et décide de laisser ses fans suivre sa mort en direct sur Internet. C'est sur son site qu'elle a été annoncée : « Timothy has passed. > Ses cendres devraient être prochainement dispersées dans l'espace.

Martine Silber

d'à peine dix-sept ans, croise AU CARNET DU « MONDE »

<u>Anniversaires de naissance</u> - Pour cette première amée passée

Joyeux anniversaire,

Adam, alias « MAMOURY ».

Pape et Mannen qui t'alment.

Mariages

Danièle CILLIKN Viocent SABATTER

son beureux de faire pert de leur mariage, célébré à Paris le 7 juin 1996. 97, boulevard Arago,

<u>Décès</u>

- M. et M= Locien Aunay. Leurs enfants et petits-enfants, ont la tristesse d'amoncer le (20 mai 1996, à Paris, de

M= Simone, Louise AUNAY, du travail et de l'emploi.

dans sa quare-vingt-deuxième année.

2, chemin du Rondourel,

M= Andrée Blum, Le docteur Jean Blum et M., Le docteur Jean-Jacques Blum et M., Adrien, Charlotte, M= Evelyne Blum-Grussan et M. Lawrence Groman. er, Camille, Sarah et Déborah, Mª Véronique Bium Parents et alliés.

docteur Michel-André BLUM, chevalier de la Légion d'honneur, médaillé de la Résistance, croix de guerre 1939-1945.

survenu dans sa quatre-vingt-sixième

Les obsèques auront lieu au cimetièn de Marmande, le martii 4 juin, à 10 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

, . L. ***

Ce présent avis tient lieu de faire-part.

Pierre BRESJANAC

tera gravée dans nos creurs pour toujours.

Vladimir, Néda, kône et Lydia Pivarski, de Belgrade at Georges, de Paris.

> - Bordeaux, Corse, Marseille, Paris, L'Atlantique et la Méditerranée on

Denise CESARI,

selon aon soubait. dens le golfe du Valinco le 2 join.

Antoinette Cestri. 192, avenue du Maine, 75014 Paris.

- M= Louis Chiarelli, on épouse. M. et Mª Jean Roux et leurs enfants Nicolas et Caroline, M. et M. Prédétic Chiarelli

et leurs enfants Astrid et Alexis. Ses enfants et petits-enfants, out la douleur de faire part de la disput

M. Louis CHIARELLI. officier de la marine march survenue le 16 mai 1996.

- Cécile Grandin. si campagne. M= Jacques Keller, M. Olivier Reller et M- Helen

Ramage,
M. et M= Jean-Jacques Keller,
M. Gabriel Keller,
M= Marvine Cochin-Keller, M. et M Daniel Quensuidon, M. Laurent Keller, M. et M. Rémi Keller, ses frères, sœur, beau

Et leurs enfants, Les familles Keller, Umdenstock et

ont le grand chagrie d'annoucer la mo die de

Pascal KELLER.

le samedi 25 mai 1996.

La cérémonie religiouse sera célébrée le mardi 4 juin, à 15 heures, en l'église ré-formée du Luxembourg, 58, rue Madame, Paris-és, suivie de l'inhumation au cime-

- Mauricesse, Patrick, Charlotte, Jacques, Julie, Pierre, Anigo, Margot, Ses amis,

Michèle LEIBOWITCH, ofesseur de demuziologi médecin des hôpitaux,

tion du 4 iuin.

Nous rendrons hommage à sa mémoir avec vous, ses amis, ses proches, lundi 3 juin, à 15 h 30, su cimetière pacisien de Pantin, porte principale, 164, avenu Jaurès (sortie porte de La Villette).

- Le professeur J.-P. Loton, doyen de la faculté de médecine Cochin Port-Royal,

Les membres du conseil. Les enseignants et le personnel de la ont la douleur de faire part du décès du

professeur Michèle LESSANA-LEIBOWITCH, professeur des université ien hospitalier en decras

1996, à 15 h 30, au cerré juif du cis

à la faculté de médecine

parizien de Pantin (porte principa 164, avenue Jean-Jaurès). - Marion, Jérémin, Jean-Baptiste,

Eline ses sœurs et frères, Jeanne et Micheline,

ses grande nières,
Ainsi que ses parents et amis,
ont la douleur de fuire part du décès,
à l'âge de dix-huit sas, de Julien LHOMÉAU.

Sex obsèques out en lieu mardt 28 mai.

- La direction et le personnel des sociétés Promet ous la doudeur de faire part du décès de

M. Jean-Pierre ROUSSEAU, ancien directeur et fondaten des sociétés Promet SA et Promet international,

Les obsègnes remat célébrées le lundi 3 juin, à 9 heures, en l'église Saint-Encence de Marcil-Marly.

35, me du Belvédère. 78750 Mareil-Marly.

THESES Tarif Etudiants 65 F la ligne H.T.

 Le président de l'université Lumière Le doyen de la faculté des leures, Le directeur de la Maison de l'Orient éditerranéen.

Le directeur de l'Institut Fernand-Le directeur de la Mission archéolo

gique française de Salamine de Chypre, Et l'ensemble des personnels, ont la tristesse de faire part du décès, sur-

> Jean POUILLOUX, membre de l'Institut, professeur émérite à l'université Lumière Lyon-II.

fondateur et ancien directeur de l'institut Fernand-Courby, de la Mission archéologique française de Salamine de Chypre et de la Maison de l'Orient méditerranée des lumanités au Centre pair de la recherche acientifiqu

- L'association des Amis des Sources Et les membres de l'Institut des Sources chrétiennes, fost part du grand chagrin que leur cas la mort, survenue le 23 mai 1996, de

M. Jean POUTLLOUX.

Grand ami du Pêre Claude Mondésen dès leur première rencontre à Athènes, peu après la guerre. Il a'a jamais cessi depuis aou mrivée à Lyon de soutenin l'action de celui qui fut l'un des trois foudateurs des Sources chrétiennes. Membre de l'association depuis l'origine en 1956, administrateur des 1959, il a dirigé, avec le Père Mondésent et le professeur Arnal dez, la collection des Œuvres de Philos d'Alexandrie de 1961 à 1992, Succédan

Ayant conscience de petdre un grand profunde recomnissance ainsi que nos urès affectueuses condoléances.

CARNET DU MONDE

21 bis, rue Chude Berson 75242 Paris Godes, 05 au 29-96 au 38-42 Tiliscopiaur : 42-17-21-36 Tarif de la ligne H.T.

Aboenés et actionneires 95 F

Les lignes en capitales grannes april facturées sur la base de deux lignes.

Las Ignes en blenn sont obligate et factories. Allaksem 10 lignes.

l'organisation de la formation au - L'association des Amis de la Maison

Au Journal officiel du vendredi

• Collèges : un décret relatif à

a le regret de faire part de décès de M. Jean POUILLOUX, fondateur de l'association. puis président bonomins

survena le 23 mai 1996,

· Le délégué régional du Centre national de la recherche scientifique (déléga-tion vallés du Rhône), Et l'ensemble des personnels des laboont la tristesse de faire part du décès, sur-venu le 23 mai 1996, de

Jean POUILLOUX, fonciame et moien director de la Muson de l'Orient méditerranéen (Lyon) et ancien directeur des humanités au Centre motional de la recherche scientifique.

- M. Edouard Brezin.

M. Guy Aubert, directeur général du CNRS, André Kaspi, directeur du département des sciences de l'homme et de la société du CNRS. CNRS, Et l'ensemble de la com

tifique du CNRS, out la grande tristesse de faire part du décès de Jean POUILLOUX,

membre de l'Institut, ancien directeur scientifique des humanités au CNRS,

et s'associent à la douleur de la famille.

- M= Liscue Soppo-Priso, son épouse, Ses enfants, Ses petits-enfants Ses arrière-petits-enfants, Et toute la famille Bonamoukouo, ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul SOPPO-PRISO, ancien président de l'Assemblée territoriale du Cameroun, ancien conseiller de l'Union française, chevalier de la Légion d'honneur

survenu le 25 mai 1996, à Neuilly-sur-Seine, dans sa quatre-vingt-troisième

La cérémonte religieuse aura lieu le mercredi 5 juin, en l'église réformée de l'Etoile, 54, avenus de la Grande-Armée, 75017 Paris. L'inhumation aura lieu à Douala (Cameroun), le samedi 8 juin, dans le giques et que des études dirigées sont organisées en plus de l'horaire hebdomadaire (Le Monde • Sécurité sociale : un décret

collège, ainsi qu'un arrêté relatif

à l'organisation des enseigne-

ments dans les classes de sixième

de collège. Ces textes prévoient

notamment que l'enseignement

est réparti en trois cycles pédago-

pris pour l'application de l'article 6 de l'ordonnance du 24 janvier 1996 relative aux mesures urgentes tendant au rétablissement de l'équilibre financier de la Sécurité sociale.

- Jean et Colette Pouget, Sophie Pouget

et ses enimu Agnès et Patrick Aubonnes Roger Stiers,

Les familles Leonardon, Timsit, Cos, ont la tristosse de faire part du décès de

- LEONAWDON

survenu le 29 mai 1996, dans sa quatrevingt-onzième année.

475, route de plan Bouisson,

06140 Tourette-sur-Loup.

Anniversaires de décès

Antoine ROSSIGNOL oous custrait le 3 juin 1991.

Son fils Claude et sa famille. Labastide-Murat (Lot).

Strasbourg (Bas-Rhin). – Il y a dix ans disparaissait

Rakesa RYSS-EPHRUSSI.

Ceux qui l'ont comme et simée pensent

Service religieux - La Vierge Pélerine N.-D. de Boulogne sera accoeille le rendredi 7 juin, à 19 heures, au pont de Tolbiac, Paris-12°, par la paroisse N.-D. de Berry, pour une veillée et une nuit de prière.

Conférence

- Association François Aupetit pour la Recherche sur la maladie de Crohn et

Conférence-début annuelle publique : Inflammation et maladie de Crohn, Génétique et maladie de Crohn.

Jeudi 6 juin, 4 16 b 30. ASIEM, 6. rue Albert-de-Lapparent, 75007 Paris. S'inscrire par téléphone Association François Aupetit, hopital Rothschild, 33, bd de Picpus, 75571 Paris Cedex 12. Tél.: 40-19-34-25 (répondeur).

Nos abounés et nos actionpaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », pous communiquer leur numéro de référence.

les affiches électorales du candidat Ilie Nastase ont fieuri dans les rues de Bucarest, recouvrant iusqu'aux conteneurs à ordures débordant de détritus. Un passant s'interroge. « S'il est élu, ses éboueurs seront-ils aussi efficaces que ses supporteurs ? » Le slogan - « Il s'est construit un nom, il va reconstruire la ville » - n'a pas l'air de

La candidature de l'ancien tennisman aux élections municipales du 2 iuin a étonné. On savait îlie Nastase las de traîner ses raquettes sur le circuit des vétérans ; qu'il se trouvait « ridicule » en short et que ses tenues de sport ne dissimulaient plus un embonpoint naissant. Mais personne ne s'attendait à ce qu'il quitte la terre battue pour entrer dans l'arène de la politique. « je feterni mes cinquante ans au mois de juillet. je veux changer de vie ». lâche-t-il. Parmi les quarante-sept prétendants à la mairie, ses principaux adversaires étaient l'ancien syndicaliste Victor Ciorbea, qui défend les couleurs de la Convention démocratique, et l'ex-ambassadeur de Roumanie en France, Anton Vatasescu, soutenu par le Parti démocratique de l'ancien premier ministre, Petre Roman.

Ilie Nastase a troqué ses tenues de sport contre des costumes de grandes marques. Une paire de lu-

nière, il affirme que « c'est au parti de s'habituer à lui, et non l'inverse ». Le logo du PDSR est d'ailleurs absent de ses affiches électorales. « Je ne plierai l'échine ni devant litescu ni devant le parti. » Un discours qui lui permet de « ratisser large », alors que quatre années de pouvoir, de scandales et de demi-réformes ont largement érodé l'image du PDSR. « C'est un homme libre au'on ne peut pas contraindre », admet son homonyme Adrian Nastase, le président du PDSR, qui lui a propod'un diner à l'ambassade de Roumanie à Washington, de se présenter aux municipales.

Surfant sur sa vague de popularité. Ille Nastase est resté flott sur son programme. Fils d'un employé chargé de l'entretien du stade de tennis de la capitale, il insiste sur la nécessité d'élaborer une politique sociale et de « réveiller la solidarité entre les gens ». Propriétaire d'appartements à New York, Paris Monte Carlo et Miami ainsi que d'une grande maison achetée dans les années 70 dans un quartier chiq de Bucarest, fi serait resté simple . Il n'oublie pas ses origines modestes », assure l'un de ses amis. Cela ne fait pas un programme, alors que la remise à flot de cette capitale, qui semble avoir été ravagée par la guerre, demandera des ef-

Ces années de transition out en effet parachevé le travail de sape play-boy. Ils sont tous deux très populaires mais ne représentent par les mêmes choses», tempère le sociologue Mircea Rivu.

« Ion me connaît mieux que je ne me connais moi-même », avait coutume de répéter Ilie Nastase à l'époque où les deux hommes étaient inséparables. De sept ans son aîné, Tiriac a guidé les premiers pas de son compatriote à l'étranger. Les deux temnismen ont mené trois fois la Roumanie, qui comptait alors moins de 3 500 licenciés dans ce sport, en challenge-round (finale) de la Coupe Davis (1969, 1971 et 1972), mais ils avaient peu de points communs. Alors que le jeu de Nastase reposait sur ses dons et ses in-tuitions, l'inusable Tiriac misait sur son physique et ses analyses de la tactique et de la psychologie de ses adversaires. « Ion prépare les points et je les firis », expliquait le premier.

Cente distribution des rôles no les

La chute de Ceausescu, le 22 décembre 1989, a donné une autre dimension à ses activités de managernan. Trois jours après le départ du dictateur, Tiriac, qui n'était plus retourné en Roumanie depuis 1980 « par peur des réactions imprévisibles de Ceausescu », envoyait à Timisoara les premiers camions humanitaires. Dès le 3 janvier, il affrétait un avion pour emmener à Bucarest la presse allemande, puis le ministre des affaires étrangères Hans Dietrich Genscher. L'Allemagne accordait un don de 50 millions de deutschemarks et un premier crédit de 350 millions.

ans le désert politique de l'après-Ceausescu, Ion Tiriac ne manqua pas de sollicitations. Sa popularité, ses relations à l'étranger et sa réputation d'homme d'affaires auraient pu le propulser à la tête du nouvel Etat.

l'import-export de biens de consommation. Fort de ses relations avec des grands patrons allemands ou américains, il a préféré signer des accords d'association avec Siemens pour la rénovation du réseau téléphonique, ou avec la Lufthansa pour la prestation de services à l'aéroport de Bucarest. Dans la capitale, il a implanté la plus grosse concession Mercedes de l'Europe de l'Est (250 employés) et à Brasov, sa ville natale, une usine fournissant les boiserles des Classe E(900 employes). Avec Adrian Sarbu, producteur de cinéma, il a investi dans les médias en créant l'agence de presse Mediafax, Radio-Pro-FM et surtout Pro-TV. une chaîne de télévision privée qui emploie plus de 300 personnes et s'octroie plus de 50 % des parts de marché. Young & Rubicam est devenu son partenaire pour la publici-

té. Il a aussi participé à la privatisa-

travail. Ils sont dans la situ homme qui aurait passé cinquante ans en prison. Le jour de sa libération, il est euphorique, mais le lendemain, il attend le type qui va pousser la porte pour lui donner du pain et un verre d'eau, et celui-ci ne vient plus. Il lui faudra du temps pour apprendre la liberté et comprendre que s'il égorge so vache, il mangera un jour mais qu'elle ne lui donnera plus de lait. »

S'il veut croire que la jeune géné ration assurera un développement rapide à la Roumanie, la crise sociale que traverse le pays nécessite des mesures d'urgence. Ion Tiriac a fait construire et finance à Brasov un village-modèle pour 90 orphelins. Pour remédier à la pénurie de pain dans sa ville natale, il a également créé deux boulangeries industrielles qui vendent au prix colitant les vingt-cinq tonnes rabriquées

Nastase et Tiriac, la tentation roumaine

Les deux tennismen ont mené trois fois la Roumanie en finale de la Coupe Davis. Vingt-cinq ans plus tard, Ilie Nastase brigue, dimanche, la mairie de Bucarest et Ion Tiriac est devenu le premier investisseur privé dans son pays

nettes à la fine monture dorée lui constructions pharaoniques débudonne un petit air d'intellectuel. Mais ce provocateur n'a pas vraiment change, même s'il répète qu'il sait « être sérieux quand il le faut ». L'ironie pétille toujours dans le re- les boulevards de Bucarest se sont gard de ce play-boy qui ne se résigne toujours pas à couper ses longues mèches brunes et rebelles de chiens errants. Les terrains en souvenir de sa jeunesse. « Pour lui, la vie est un jeu », confirme l'un de ses proches. Ilie Nastase déboule en politique comme un chien au milieu d'un jeu de quilles. Connu de tous, il pouvait compter sur son Charisme naturel, particulièrement auprès de l'électorat féminin. Il est aussi à l'aise sur les pistes de danse qu'à un diner chez son « ami Jean-Luc » (Jean-Luc Lagardère, PDG de Matra-Hachette) ou panni les paysans sur les marchés délabrés de Bucarest, où il a mené sa cam-

Finalement, et ce n'est pas le moindre paradoxe, c'est aux côtés de ses nouveaux amis politiques du Parti de la démocratie sociale de Roumanie (PDSR), formation de gauche au pouvoir depuis 1992, qu'Ilie Nastase détonne le plus. « C'est le mariage de la carpe et du lapin », remarque un diplomate occidental. Il se définit comme « honnête, moderne, ouvert et dynamique ». C'est une image quelque peu différente de celle renvoyée par le parti du président lon Iliescu, populaire auprès des petits fonctionnaires et des paysans, une formation qui avance lentement sur la voie des réformes et n'hésite pas à jouer la carte nationaliste.

Mais Ilie Nastase a toujours cultivé l'art du contre-pied. Membre du PDSR depuis la fin de l'année der-

tées au temps de la dictature sont toujours à l'état de chantier, par manque de moyens. Sous le mandat du maire libéral, Crin Halaicu, mis à ressembler à des champs de manceuvre sillonnés par des bandes vagues se sont emplis d'ordures. Dans la phipart des quartiers, l'approvisionnement en cau et le chauffage sont aléatoires. « Il faudrait 20 milliards de dollars pour tout refaire », lance Ilie Nastase, alors que le budget annuel de la mairie ne dépasse pas 200 millions de dollars. Tout est prioritaire, constate-

B EAUCOUP mettent en doute ses capacités de gestionnaire. « Quel rapport entre le succès dans le tennis et la réussite à la mairie?», se demande l'un de ses adversaires. Ille Nastase, qui admet ignorer le détail du budget de la municipalité, n'essaie pas de dissimuler ce handicap. « La gestion est une affaire de spécialistes. Moi, j'agis en capitaine d'équipe.» Ses opposants rappellent également insidieusement que le jeune Nastase ne fut guère assidu sur les bancs de l'école, où il n'usa ses fonds de culotte que pendant neuf ans. L'ancien tennisman s'en moque, « Mes trente années passées à l'étranger valent bien leurs six années en politique », rétorque-t-il. A l'instar de son ancien partenaire de double, Ion Tiriac, il entend se servir de son nom pour rameuter les investisseurs étrangers. « L'un est connu comme un homme d'affaires à

empêchait pas de discuter tous les points avec force gestes, comme deux marchands de tapis sur un merché des Balkans.

Après avoir joué les « mères poules » auprès de Nastase, Tiriac a mis ses comaissances des ficelles du métier au service de joueurs comme Guillermo Vilas ou Henri Leconte, mais sa plus belle réussite

« Devenir président aurait été un jeu d'enfant, dit-il, mais j'ai échappé à la tentation politique. Je ne suis pas assez diplomate pour composer avec les autres. Dans le tennis ou dans les affaires, c'est mon orgent que je joue. Là, il s'agissait du sort de vingt-cinq millions de Roumains. » Petre Roman, premier ministre jusqu'en septembre 1991, utilisera néand'entraîneur, puis de manager, reste Boris Becker, qui lui a ouvert les Congrès américain la clause

« Devenir président aurait été un jeu d'enfant, mais j'ai échappé à la tentation politique. Dans le tennis ou dans les affaires, c'est mon argent que je joue. Là, il s'agissait du sort de vingt-cinq millions de Roumains »

portes du marché allemand. Au- commerciale de la nation la plus fajourd'hui, avec sa société Elite management, basée à Monaco, il a encore sous contrat le Croate Goran Ivanisevic, mais il organise surtout l'Open d'Autriche, les tournois à la reconstruction de son pays. d'Essen, de Stuttgart et la finale du championnat du monde ATP à Ha-

vorisée ou pour plaider l'association avec la CEE auprès du chancelier Kohl, mais c'est surtout dans les affaires qu'il participe, à sa manière,

Comme la plupart des nouveaux businessmen, Tiriac auralt pu retion de chaînes de magasins. Directement on indirectement, Il affirme gérer aujourd'hui quelque cinq mille emplois.

SA plus belle réussite financière reste la création, en 1991, de la Banca comerciala Ion Tiriac (BCIT), dont il est l'actionnaire principal (33 % des actions à titre personnel, mais 51 % en réalité grâce à ses participations dans d'autres sociétés partenaires). Rejointe par la BERD (Banque européenne de reconstruction et de développement), qui a investi 8,6 millions de dollars en 1993 pour acheter 20 % des parts, la BCIT est devenue la première banque privée roumaine, avec vingt filiales et 800 employés. Elle « pèse » désormais 100 millions de dollars. « J'hésite entre continuer dans les mêmes conditions ou trouver un partenaire fort qui permettrait à la banque de dominer la place finan-cière roumaine », confie l'ancien

«Le retour sur investissement est plus intéressant en Roumanie que dans tous les pays voisins », estime ion Tiriac maigré l'état de délabrement de l'économie roumaine. « L'infrastructure communiste a tout détruit, dit-il. En trois générations, les Roumains ont perdu la culture du

ces boulaneerles à l'orphelinat pour assurer son financement. Mais il s'insurge surtout contre l'immobilisme, teinté de fatalisme, de la classe politique roumaine qui ne sait pas plaider sa cause à Bruxelles ou à Washington.

Ion Tiriac avoue avoir été « surpris» par la candidature de Nastase. « je hui ai demandé s'il était devenu fou, raconte-t-II. Il m'a dit « non ». S'il était sérieux ? Il m'a dit « oui ». Alors pourquoi ? « Pourquoi pas?, m'a-t-il répondu. Cite-moi quelqu'un qui ait fait quelque chose pour Bucarest depuis six ans. » M. Nastase ne va pas changer la Roumanie, mais c'est vrai qu'il peut utiliser sa notoriété et ses relations pour sensibiliser des gens. Même s'il ne réussit que trois ou quatre bonnes choses pour sa ville, ce sera mieux que ses prédécesseurs, qui n'ont rien fait. » Cette élection ne devrait touterois pas raviver leur complicité de termismen. « Si M. Nastase est étu, ce sera à lui de prendre ses décisions, assure Tiriac. Je ne l'aiderai ponctuellement que si ce qu'il me demande est bon pour mon pays. »

> Gérard Albouy et Christophe Chatelot Dessin: Tudor Banus



Sec. 1904.03 (98)

The state of the s

Au bonheur des jardins ouvriers

Il y a cent ans, le bon abbé Lemire permettait à « toute famille honnête et laborieuse » de cultiver son coin de terre. Aujourd'hui, on installe des tonnelles standards, et les travailleurs immigrés font pousser carottes et poireaux à l'ombre des HLM

NE parcelle de terre, une cabane et... le bonheur est dans le pré. C'était en quelque sorte l'objectif de la Ligue du coin de terre et du foyer, qui lança, voilà cent ans, le mouvement des jardins ouvriers, et qui a été rebaptisée récemment Fédération nationale des jardins familiaux. Ces territoires en marge, autrefois installés à l'ombre des usines et qui campent aujourd'hui à proximité des cités HLM, ont fort à faire pour préserver leurs fouillis de verdure de l'appétit des bâtisseurs. A l'abri des regards, un certain art de vivre populaire s'y perpétue ou s'y réinvente, malgré tout, d'une génération de jardiniers à l'autre.

C'est l'abbé Lemire, prêtre démocrate chrétien et député du Nord, réélu pendant trente-cinq années, qui crée, en 1896, la Ligue du coin de terre et du foyer. Elle administre aujourd'hui encore 120 000 jardins, sur plus de 2 000 hectares. Sous l'impulsion de cet abbé hors du commun, maire d'Hazebrouck à partir de 1914, inventeur du repos hebdomadaire et des allocations familiales, les membres de la Ligue s'appuient sur une doctrine nouvelle, le «terrianisme». Ils sout, pour l'essentiel, des grands bourgeois philanthropes et des catholiques sociaux. Hygiénisme, mythe du retour à la terre, critique de l'urbanisation et du travail industriel forment le terreau d'un mouvement qui trouve de larges échos

Le projet de la Ligue est ambitieux. L'abbé Lemire et ses amis militent pour l'instauration du « bien de famille », préfiguration du rêve pavillonnaire des premiers banlieusards des années 30. Il s'agit, ni plus ni moins, de permettre « la jouissance permanente et, autant que possible, la propriété d'un coin de terre à cultiver et d'une habitation convenable pour toute famille honnête et labod'impôt. Un projet de loi sera déposé dans ce sens, mais les jardins ouvriers seront la seule réalisation concrète du mouvement.



A Pantin, au mois de septembre 1994. Culture obligatoire, pas de friches et pas de « petit élevage » : le règlement est strict.

ses preuves: telle est la mission assignée au « coin de terre ». Dès le milieu du XIXº siècle, les Conférences de Saint-Vincent-de-Paul s'étalent déjà attachées à développer « le prêt de terre » et avaient créé des jardins. La plupart viendront grossir les rangs de la Ligue, mais certaines conserveront leur indépendance, notamment en région parisienne. En 1922, la Société charitable des jardins ouvriers de Saint-Vincent-de-Paul gère en-

Deux traditions se rejoignent dans ces constructions éphé-Eduquer, moraliser la famille mères : la politique patronale en ouvrière et lui permettre de faire usage dans les corons du Nord et

l'œuvre de bienfaisance. La trace de cette histoire singulière est encore visible aujourd'hui, spécialement dans les groupes de jardins anciens. Dans le bastion commu-"niste d'Ivry-sur-Seine, on un jardinier sur deux « au moins » a, ou a eu, sa carte du parti, c'est le doc-teur Petrault, généraliste à la retraite, qui règne sur les jardins depuis le début des années 50. Il n'est pas jardinier, mais catholique fervent et farouchement ancomment il a débusqué puis mis le bolà, il y a quelques années, à une activité clandestine de réunions politiques qui se tenaient dans les communisme dans la famille ! »

cabanes. Etonnant attelage. Le gé-

néraliste a succédé à un pharmacommunisme date en fait de 1925, année où la mairie a viré au rouge. Cette année-là, raconte Florence fine connaisseuse du site d'Ivry. quand l'abbé Lemire - dont la statue orne toujours le jardin - vient assister à la fête annuelle du jarpas. L'abbé, du coup, s'en donne à cœur jole : « Pas de communisme dans les jardins i, clame-t-il, pas de

cien philanthrope, Gustave Marque, fondateur des jardins d'ivry. A l'ombre des hauts murs du fort, l'opposition farouche au Weber, chercheuse & l'INRA et ticommuniste. Il raconte ailleurs din, le nouveau maire ne vient

vriers, répartis en seize groupes, situés surtout dans les départements du Nord, fief de l'abbé Lemire. Ils occupent encore, dans la région, 250 hectares. En 1920, on en dénombre 47 000, et 10 000 de plus en 1926, quand la Ligue célèbre avec faste son trentenaire en rassemblant 6 000 jardiniers et 80 délégations, à Paris, dans les jardins du Luxembourg, en présence du président de la République, Gaston Doumergue. Avec leur population ouvrière nombreuse et misérable, la capi-

Ligue, à l'aube du XX siècle, on

dénombre déjà 655 jardins ou-

tale et l'ancien département de la Seine n'échappent pas à la vague verte déclenchée par l'abbé Lemire. Quand éclate la Grande Guerre, Paris compte 1 515 jardins, qui occupent vingt-trois hectares. Un terrain de 5 000 mètres carrés tives. Bercy a ses jeux d'enfants, la rue Mirabeau, à Paris, ses lapins, Sceaux ses melons et ses ruches. Fêtes et concours se succèdent, organisés par les bienfaiteurs des iardins, et stimulent l'ardeur à l'ouvrage des jardiniers.

Ces derniers sont d'origine modeste et les familles nombreuses sont presque partout prioritaires dans l'attribution des parcelles. Certains groupes développent des œuvres annexes, mutuelles, coopératives d'achat, caisses de secours, voire écoles ménagères ou sociétés de fifres. Les jardins vivent et meurent au gré des bouleversements du siècle. Au lendemain des deux conflits mondiaux, ils suscitent un regain d'intérêt. sont protégés et subventionnés. Au début des « trente glorieuses », ils permettent aux ruraux fraîchement déracinés de

En 1925, la mairie d'Ivry vire au rouge. Le nouvel élu ne se rend pas à la fête annuelle. « Pas de communisme dans les jardins !, clame l'abbé, pas de communisme dans la famille!»

appartenant à la Compagnie de chemin de fer Paris-Orléans est cultivé rue de Tolbiac, dans le 13º arrondissement. Jusqu'en 1910, on cultive la carotte et le poireau en plein Paris, quai de Valmy et

Les jardins s'installent surtout sur la « zone », dans les glacis et les douves des fortifications devenues inutiles. La capitale est alors entourée de 39 kilomètres de fortifications, 94 bastions, 18 forts, Je tout couvrant plus de 2 000 hectares. Manne înespêrée, même si la terre y est souvent de médiocre qualité. En 1917, la VIIIe de Paris et le génie militaire rétrocèdent à la Ligue une partie de ces terrains. 30 000 parcelles sont ainsi mises en culture. Les jardins du fort de l'Est à Saint-Denis, ceux des forts d'Ivry et d'Aubervilliers subsistent encore aujourd'hui.

Au fil des années, les fardins se singularisent. Il y a des vignes à Maisons-Alfort, à lvry un théâtre de verdure qui servira, jusqu'en Trois ans après la création de la 1966, à de grandes fêtes collec-

changer en douceur de mode de vie. Cette fonction survit aujourd'hui à travers l'engouement des travailleurs étrangers pour les jardins ouvriers. Autrefois savoyards, bretons ou berrichons, de 30 % à 40 % des jardiniers sont aujourd'hui des immigrés, Maghrébins, Turcs ou Portugais.

Aujourd'hui, les jardins redémarrent, souvent à l'initiative des collectivités, après l'hécatombe des années 60 et 70, qui en avaient vu disparaître la moitié. Certes, la Ligue du coin de terre se met à parler de « conception paysagère », des petits carrés de pe-louse ont fait leur apparition - sans estentation - et les municipalités imposent désormais aux iandiniers des tonnelles standards. Mais six associations sur dix ont été créées après 1975, ce qui est encourageant. Il faut patienter deux ou trois ans pour avoir sa parcelle. Autant que pour obtenir une HLM.

Christine Garin

L'adjudant du fort de l'Est et ses 3 hectares magiques

IL Y A des vignes et des épouvantalis à moineaux, des allées d'iris et des bidons bleus, des allées carrelées et des sièges alignés par deux pour les visites du dimanche. Celles de la famille et des enfants. Les étrangers? On les tolère. A condition qu'ils soient discrets et qu'ils aient reçu une « autorisation de visite » en bonne et due forme du délégué des jardiniers. « On n'est pas dans un jardin public. » Dissimuler et laisser voir, exhiber et protéger : dans les jardins du fort de l'Est, à Saint-Denis, comme dans d'autres groupes anciens, on n'est jamais sûr de l'avenir, on jardine dans le provisoire. « Si l'armée décide de reprendre le terrain, on a trente jours pour par-

Cette situation précaire qui dure depuis soixante-quinze ans a entretenu la méfiance. La haute muraille d'enceinte du fort protège les cabanes - on dit aussi « tonnelles » -: vétitables pavillons en miniature avec terrasse, barbecue, vitres panoramiques, agrémentés de savants plissés de cretonne, ou simples abris de tôle et de planches bricolés. Certaines sont visibles depuis les allées, d'autres dissimulées derrière des clôtures. A Saint-Denis, comme à lvry, autre lieu historique du jardin ouvrier, on a refusé les cabanes clés en main et les alignements impeccables imposés depuis peu par la Ligue du coin de terre. Comme pour marquer une sorte de supériorité historique sur ces rejetons qui n'ont pas encore fait leurs preuves.

Est-ce un signe du respect qu'inspire ce coin d'éternité ? Ou de l'indifférence courtoise dans des terrains militaires. C'est cela laquelle se tiennent les deux qui les a sauvés. » mondés? Malgré le lycée Suger

tout proche et la proximité de la mental de la Ligue du coin de cité, le jardin n'a jamais subi que terre et du foyer, président de la des dommages mineurs, pieds de tomates arrachés ou chapardages d'outlis. Sa présence irréelle, dans ce paysage de banlieue urbaine, en fait un territoire en marge. Un cercle magique où l'on n'entre pas. Le jardin est presque étranger à la ville, même s'il renferme, conservés dans la mémoire de la poignée de jardiniers qui habitent Saint-Denis (les autres sont de

section de Saint-Denis, commandeur de l'ordre du Mérite agricole, évoque aussi la centaine de lardins laissés à l'abandon à partir des années 60 et squattés par les travailleurs portugais du chantier de l'autoroute du Nord. Ce terrain, « qui appartenait à un notaire de La Courneuve », deviendra rapidement l'un des plus grands et le dernier des bidonvilles de la région parisienne. Il

Pas plus d'un quart de la surface ne doit être consacré à la même espèce. « C'est d'abord le légume courant, et puis la fleur... Faut de la fleur et du fruitier. Sinon, ça devient du maraîchage. »

Paris, Stains, Pantin ou Sarcelles), les échos de son histoire mouvementée.

On l'a baptisé «l'adjudant du fort ... Gilbert Fest, aujourd'hui âgé de soixante-quinze ans, règne depuis 1952 sur ces 3 hectares et leurs cent quatre jardiniers. Quarante-quatre années vouées à la culture potagère, près d'un demi-siècle consacré à la défense de ces parcelles, 200 mètres carrés en moyenne, moins nombreuses au fil des années. « A la place du lycée, il y avait des jardins ; là-haut, où se trouve la maternité, c'était aussi des jardins; là où passe l'autoroute, c'était encore des jardins. Il ne reste que ceux-ci, installés sur

Gilbert Fest, délégué départe- réserve. Autrefois, ce boyau et celle des plantes médicinales. dames qui cultivent leurs par-

abritera jusqu'à quatre mille personnes, sera détruit dix ans plus tard et remplacé par la cité du Franc-Moisin, dont l'énorme chaufferie surplombe au-

jourd'hai les jardins du Fort. M. Fest raconte l'arrivée des travailleurs portugais « qui cherchaient leur usine, un bout de papier à la main », les frictions avec les gamins qui sautaient les barrières des jardins et posaient des collets, les incendies meurtriers, la construction de la cité Sonacotra à la place de l'actuel lycée, celle, enfin, des quinze barres du Franc-Moisin.

Le délégué reçoit dans sa cabane, deux pièces en dur débouchant sur un souterrain de trente mètres - sa fierté - « entièrement Sont interdits « le petit élevage »,



Partie de pétanque à la société Les Vertus, à Aubervilliers.

amenait l'eau au fort. Quand Gil- Enfin, un quart de la surface, pas bert a repris l'affaire en main, en plus, doit être consacré à la 1952, les jardins avaient souffert. « C'était la zone. J'ai remembré et fait appliquer le règlement: culture obligatoire, pas de friche et une bonne tenue des parties communes. •

Le règlement est strict, valable au fort de l'Est comme dans tous les jardins gérés par la Ligue en fle-de-France. Chaque parcelle doit être entièrement entretenue, fumée, ensemencée et cultivée selon les travaux de saison. dégagé à la main » et aménagé en la culture des plantes fourtagères on jardine entre hommes. Les

même espèce. Il y a bien sûr des entorses. Une famille portugaise fabrique son pain, chaque semaine, dans un four que le père a construit de ses mains, au fond

« Le jardin ouvrier, résume M. Fest en rectifiant une rangée de bleuets, c'est d'abord le petit légume courant et puis la fleur. Moi, je pousse pour la fleur. Faut de la fleur et du fruitier. Sinon, ça devient du maraîchage. »

de la cabane.

<u>A decreasion completation of the contraction of th</u>

A Saint-Denis comme ailleurs,

200 associations

 La Pédération nationale des jardins famíliaux (11, rue Desprez, 75014 Paris) regroupe 200 associations ou comités de jardins ouvriers et les représente auprès des pouvoirs publics et des collectivités locales. Un livre, publié par la fédération à l'occasion du centenaire (à paraître en juin 1996), retrace l'histoire des jardins à travers des contributions d'historiens, de sociologues, d'architectes, de photographes et de responsables d'associations (éditions Creaphis, en souscription auprès de la fédération. 120 pages. 160 francs). A lire également : « Jardins ouvriers et banlieues : le bonheur au jardin », de Béatrice Cabedoc€, in Les Premiers Banlieusards, Aux origines des bantieues de Paris. éditions Créaphis (1991) et « Les visiteurs des jardins ouvriers », de Florence Weber, dans la revue Genèse (nº 22, mars 1996).

celles sont, pour la plupart, des veuves de « sociétaires ». Les plus délurées viennent ranger la cabane, le dimanche, ou donner un coup de main pour la récolte.

L'invention de la préretraite a sauvé, selon lui, ce dernier carré de jardins. « Dans les années 70, on nous a repris des centaines de jardins, mais tout le monde s'en foutait, il n'y avait plus de jardiniers. C'est reparti quand les gars se sont retrouvés sur la touche. A cinquante-cinq ans, tu ne te mets pas à jouer au football. Alors tu reviens au jardin. »

C. G.

Le Monde est édité par la SA Le Mo SIÈGE SOCIAL : 21 MS, RUE CLAUDE-BERNARD - 7500, PARIS CEDEX (S TR - 111 00-37-30 MB, WINDOWS : 111 40-17-31-31 Tiles ; 23, 106 F

Privatisations: la fin des tabous

Suite de la première page

Mais en France comme ailleurs, l'aggravation des déficits publics, l'alourdissement de la dette, la nécessité de trouver de nouvelles recettes budgétaires ont vite remplacé les beaux discours. Împécunieuz, les Etats ont d'abord vendu les entreprises publiques les plus présentables pour apporter des capitaux aux nationalisées qui en avaient besoin. Cette orthodozie budgétaire n'a pas duré longtemps: l'Etat a fini par vendre son patrimoine, comme d'autres l'argenterie de famille, pour payer ses dépenses courantes.

Le paradoxe, c'est que ces cessions (ou rétrocessions) au privé n'ont été possibles que parce que l'Etat était passé par là. En nationalisant en 1978 la sidérurgie et en 1982 la chimie, Thomson ou Pechiney, les gouvernements respectifs de MM. Barre et Mauroy les ont à coup sûr sauvées de la faillite à laquelle les condamnait un capitalisme privé impotent.

Parce qu'il était leur actionnaire unique, l'Etat a pris en charge leur restructuration comme il engage aujourd'hui celle de l'industrie de l'armement (dont il est aussi le principal client). Parfois sous l'influence de Bruxelles - comme pour l'acier -, il a assumé les coupes dans les effectifs et leur coût social et financier, injecté des nisation des usines, redistribué la chimie entre différentes firmes ou créé un seul groupe sidérargique à partir de plusieurs entités. Sans cette action volontariste, Pechiney ou Usinor-Sacilor ne seraient plus de ce monde.

Il n'est pas lusqu'à Saint-Gobain, pourtant toujours bénéficiaire, que l'Etat n'alt sorti du guêpier en lui enjoisment de se retirer de l'informatique. La banque est le seul secteur où l'Etat n'a pas profité de sa position d'actionnaire pour faire évoluer le paysage. La crise traversée autourd'hui par les groupes_bancaires, privatisés ou non, est la conséquence de cet im-

Ce n'est qu'après avoir recouvré la santé que les pupilles de l'Etat sont cédées au privé. Les bonnes performances de British Steel et British Airways en Grande-Bretagne, de Lufthansa en Allemagne ou d'Usinor-Sacilor en France (le sidérurgiste, privatisé en 1995, se classe parmi les premières entreprises françaises bénéficiaires avec 4 milliards de francs de profits en 1995) ne doivent rien à la privatisation. En revanche, sans ces performances, la privatisation n'aurait pas été réalisable. Pas plus qu'elle ne serait possible si l'Etat ne forçait, bon gré mal gré, les anciens monopoles (Air France, Prance Télécom, EDF...) à s'adapter à la concurrence. Car la privatisation n'aurait aucun sens s'il ne s'agissait que de remplacer un monopole public par un monopole privé.

Toutefols, alors que la privatisation est devenue une pratique courante, l'efficacité de l'action de l'Etat n'est reconnue ni politiquement ni financièrement. Celui-ci est en effet incapable, au moment de la privatisation, de valoriser l'investissement consenti dans les entreprises publiques. Il ne s'agit pas de dénoncer des « prix amis » ou un quelconque « bradage » même si la sous-estimation de certaines privatisables a été volontaire en période de faible appétit boursier -, mais de constater que le gouvernement ne réclame pas aux futurs acquéreurs le « juste prix » de ses efforts, depuis les dépenses de recherche jusqu'à la remise à niveau des fonds propres

en passant par la modernisation

Jusqu'où peut-on aller dans la banalisation de la privatisation? L'exemple actuel de la Grande-Bretagne, qui met en vente ses centrales nucléaires les plus modemes, montre qu'il n'y a pas de tabous, à défaut de limites. La privarisation de France Télécom, inimaginable il y a trois ans, aujourd'hui envisagée sans traumatisme majeur, prouve à tout le moins que celles-4 fluctuent selon les époques.

Plus personne ne conteste le fait que l'Etat n'a pas à construire des voitures. Même la privatisation de Renault, « laboratoire social » de la France, a perdu sa charge symbolique. Le retour au privé d'entreprises plongées dans la concurrence ne pose plus problème. Mais l'arrivée de cette même concurrence, liée à la mondialisation, et de son corollaire, la privatisation, dans des secteurs jusque-là chasse gardée des monopoles d'Etat, ne se passe pas si facilement: c'est tout le débat actuel sur les services publics. Le Parti socialiste, hostile « à la privatisation de France Télécom en raison des risques que ce changement de statut fait peser sur le service public, sur les usagers et sur l'emploi », estime d'ailleurs qu'il « faudra réintégrer le secteur des télécommunications dans le service public dès que l'alternance le

La puissance publique reste l'indispensable régulateur, le marché ne pouvant bien vivre sans règles

Même dans les régimes les plus libéraux, l'Etat ne se désintéresse jamais du sort des entreprises privées considérés comme stratégiques (dans le secteur de la défense par exemple) ou dont le sinistre pourrait avoir des répercussions sur l'activité économique: l'administration américaine l'a prouvé en venant à la rescousse des caisses d'épargne en faillite dans les années 90. Le gouvernement britannique resterait-il « inerte » en cas de défaillance du futur aconéreur de ses centrales nucléaires?

Sous le couvert des autorités de tutelle (les fameux « régulateurs » ou la Commission des fusions et monopoles), la Grande-Bretagne continue à suivre la marche de ses anciennes protégées dans l'eau l'électricité ou le gaz. Que ce soit pour empêcher une trop forte concentration qui nuirait à la concurrence on pour faire baisser les tarifs et préserver les intérêts des usagers pris en otage par les nouveaux propriétaires. Le gouvernement de M. Major vient même d'utiliser sa golden share (action spéciale) pour barrer la route à un assallant américain désireux de mettre la main sur un des principaux producteurs d'élec-

tricité britanniques. La privatisation ne signifie pas le retrait total de l'Etat du monde des entreprises. La puissance publique reste l'indispensable régulateur, le marché ne pouvant bien vivre sans règles. Sa nouvelle mission est d'attirer ou de retenir les entreprises, lieu de pouvoir et d'emploi, sur le sol national. Elle demeure, en cas de crise, la dernière garantie de survie. Un rôle indispensable pour un Etat « mo-

Claire Blandin

Le Mande

L ne manque pas de candidats pour s'asseoir dans le fanteuil de président de Prance Télévision que vient de quitter Jean-Pierre Elkabbach. Pour occuper cette place, le choix du Conseil supérieur de l'audiovisuel se portera-t-il sur un professionnel de l'audiovisuel – ce qui serait logique, sinon souhaitable – ou sur une personna sue de la baute fonction publique, comme semble le désirer le pouvoir politique ? Ce dernier profil, plus rassurant pour le sérail admi-nistratif, rendra-t-il l'exercice de la fonction moins périlleux? A l'heure de la mondialisation de la communication audiovisuelle, comment satisfaire les goûts des téléspectateurs tout en diffusant des programmes de qualité, comment concilier les intérêts de l'État actionnaire, les attentes du pouvoir politique en place, voire les caprices d'une instance de régn-

lation aspirant à l'indépendance ? Après Philippe Guilbaume (1989), puis Hervé Bourges (1990-1993), Jean-Pierre Elicabbach a relevé le défi en lançant un « Osons » qui se voulait audacleux et qui s'est révélé suicidaire, En prenant part à la course folle à l'audience, en recourant aux recettes des chaînes privées, il s'est efforcé de démontrer que le service pu-blic pouvait rivaliser avec la concurrence. Ainsi

Télévision: mission impossible

animateurs-producteurs. Ce fut peut-être une erreur de moyens. Ce fut surtout une erreur de

Pour atteindre son objectif, pour gagner des ints d'andimat et augmenter les recettes publicitaires de ses chaînes, il a fait fi des règles de la comptabilité publique et pratiqué une politique de contrats opaque au point d'en limiter Paccès au député qui, de droit, avait à les connaître. Ce fut, parmi d'autres, une de ces « maladresses et erreurs » dont Jean-Pierre El-

tabbach s'est reconnu compable. Mais, avant que ne soit lancée la curée contre le président de France Télévision, qui s'est inressé à la restorre et au confrenu des contrats

mirobolants avec les animateurs-producteurs ? Le conseil d'administration, composé de représentants de l'administration et du Par-lement, ne semble pas avoir manifesté une curiosité qui aurait pourtant été légitime. La tutelle publique, elle, n'a que tardivement cher-ché à s'enquérir des implications financières, mais n'a pas oublié de prélever sa dime sur des exercices bénéficiaires. Quant à l'instance suprême, le CSA, son rôle s'est borné à la nomina tion du président.

Bref, dans un dispositif où chaque acteur avance masqué, il ne semble pas y avoir d'autre cheminement que celui du pourrissement, puis du dénouement dans le scandale. Afin que nul ne soit soupçonné d'interventionnisme, chacon s'est efforcé de pousser plus ou moins bru-talement Jean-Pierre Elkabbach vers la sortie.

Entre deux hommages susurrés, l'Elysée et Matignou out maintenant le champ fibre pour conseiller au CSA, dont la composition a été légèrement modifiée par le départ de Georges-François Hirsch, un candidat capable de ramener le calme dans une maison en émoi. Un homme sérieux et économe, qui continuera à développer l'audience. Un homme encore une fois libre de gérer sans contrôle un service public. Jusqu'an prochain dérapage.

AU COURRIER DU «MONDE»

Le Monde a été pris à partie, dans ses propres colonnes, à la suite d'une querelle scientifique qui le dépasse, mais où son rôle est cri-tiqué de deux points de vue opposés. Il a publié, dans ses pages « Horizons-débats » — la précision n'est pas inutile — de son numéro du 22 mai un article de lacques Benveniste, directeur de recherche à l'Institut nationale la santé et de la recherche médicale (Inserm), qui conteste les orientations de la recherche fondamentale en biologie, auxquelles il oppose ses propres conceptions et découvertes dans ce domaine, Dans Le Monde du 29 mai, deux autres scientifiques, Alexandre Ghazi, directeur de recherche au CNRS, et Axel Kahn, di-recteur de recherche à l'Inserm, lui répondaient mais, au moins pour le pre-quelle Le Monde s'est prêté, mais qui ne le laisse pas indifférent.



L'AVIS L'AVIS

mier, pas seulement sur le plan scientifique. M. Ghazi reprochait au Monde d'avoir donné sa caution à un extravagant scénario de science-fiction et, par là, d'avoir jeté le discrédit sur le véritable travail scientifique. Rien de moisi l'De son côté. M. Benvenista avait déploré que le Monde ait participé aveuglément à l'exaltation de progrès en biologie qui, à ses yeux, n'en étaient pas. Dans les deux cas, si l'on comprend bien, Le Monde aurait dû se montrer plus circonnect, en préférer aux autorités compétentes ou se taire. On me conspect, en référer aux autorités compétentes ou se taire. On ne saurait en rester là, ne serait-ce que pour répondre aux interroga-

Le débat public sur la science pār André Laurens

ASSONS sur le fond de la guerelle. non que celle-ci soit mince, mais parce que Le Monde, organe d'information générale, ne saurait s'en faire juge en vertu de ses propres capacité d'expertise. Le différend a été clairement exposé par MM. Benveniste, Ghazi et Kahn. Signalons que le premier nous a réécrit pour répliquer aux deux autres auteurs qui contestent ses théories et l'interpellent sur la validité de ses résultats. Il indique que les publications sur son travall « suivent leur cours normal », essentiellement dans les congrès américains, compte tenu de l'ostracisme du'il amme te

France. En marge d'une polémique issue d'une confrontation purement scientifique, il reste les reproches adressés au Monde. Ce journal couvre-t-il, aux dépens de recherches originales, le conformisme prétendu de la communauté des savants face à des avancées, non encore prouvées, oul la bousculeraient ? Se prête-t-il, an risque d'être, selon M. Ghazi, plus compable que leurs anteurs, à la publicité d'élucubrations ou d'escroquerles intellectuelles ? Dans un cas comme dans l'autre, la notoriété du journal et, au-delà, l'amplification médiatique qu'elle peut déclencher ne portent-elles pas atteinte au crédit de vrai travail scienti-fique, le plus créatif, le plus discret, dont la complexité n'est pas directement accessible à

l'opinion? Un journal comme Le Monde exerce plusieurs fonctions, qu'il convient de distinguer. Organe d'information et de services, il est aussi vecteur du débat public et acteur social. Sa vocation principale est d'informer, le plus complètement possible, contradictoirement, en vérifiant l'authenticité et la crédibilité de ses sources. Les commentaires dont il accompagne l'information - qui le définissent comme acteur social participent, avec un engagement assumé, du même contrat puisqu'ils complètent la lecture de l'actualité et justifient la hiérarchisation qu'en propose le journal.

Si Le Monde s'est acquis un crédit, s'il peut

Loin de moi toute idée de contes-

ter le droit et la volonté de votre

journal d'ouvrir ses pages à des ar-

ticles éventuellement très polé-

miques, qui me paraissent évidem-

ment essentiels dans une

démocratie. Cependant, je crois que

ce cas particulier appelle un com-

mentaire. M. Benveniste, dans un

discours bourré de mauvaise foi,

d'invraisemblances et de délire égo-

centrique, s'emploie à essayer de

salir la biologie et la recherche

scientifique en général, et présente

les scientifiques français et interna-

tionaux, excepté lui-même évidem-

ment, comme des débiles dénués de

tous scrupules. Après l'affaire de la

mémoire de l'eau qui a déjà terni

l'image de la recherche française

dans la communauté scientifique

internationale, ce personnage s'em-

ploie maintenant à la discréditer au-

près de la société française. (...) M. Benveniste se permet de signer

sa diatribe comme directeur de re-

cherche à l'Inserm. Je crois que, ce

faisant, il franchit une étape inad-

ÜN DÉRAPAGE

donner une caution, c'est à ce travail proprement journalistique qu'il le doit. Parallèlement, il est, comme tous les médias, un instrument du débat public. A ce titre, il donne la parole à d'autres, il accuelle des prises de position qui ne disposent pas de tribunes institutionnelles, il confronte des opinions, concurremment à sa production informative et à ses propres jugements. Certes, Le Monde exerce une forme de . pouvoir en sélectionnant les intervenants, en retenant certains thèmes de préférence à d'autres, mais plus avec le souci d'animer le débat et de l'élargir qu'avec la volonté d'imposer des valeurs, qu'il assume par ailleurs.

Les auteurs publiés n'engagent qu'euxmêmes, le rôle du Monde consistant à leur offrir, dès lors qu'ils respectent la législation en vigueur, une tribune, ce qui n'est effectivement pas neutre. Car c'est bien une responsabilité, au demetrant revendiquée, que de se montrer réceptif à une voix parmi d'autres et de la laisser s'exprimer, comme c'en est une autre, au moins aussi grave, de la rejeter purement et simplement. En déduire que cette hospitalité, forcément gratifiante pour l'intéressé, vaut caution du journal revient à confondre le vecteur et le message. Il serait facile d'en démontrer l'absurdité pour bien des intervenants auxquels Le Monde ouvre ses colonnes sans partager leurs discours.

Certes, nous dit-on, le débat doit rester ouvert jusqu'à la polémique, mais pas pour la science l'Cette réserve-là, les journalistes l'ont entendue dans bien d'autres circonstances. quand il ne fallait pas porter atteinte au crédit de l'Etat, à la tenue du franc, au moral de l'armée, à l'ordre public, aux valeurs morales et religienses dominantes... On reconnaîtra à la science, aux sciences exactes, cette supériorité caractéristique qui leur permet d'accompagner leur discours d'un système incontesté d'autovalidation. Et on comprend que cette règle soft opposée à tout chercheur. Faut-il, pour autant, que l'exigence de probation et de vérification

interne au processus de recherche s'institue en

cette signature, ou bien accompa-

iournal.

gner l'article d'un commentaire du

Je tends à penser que, dans cette

affaire. Le Monde fait fi d'une cer-

taine déontologie, et cherche,

comme les autres, à « faire du pa-

pier » en soulevant de nouveau une

polémique affligeante et en portant

secours à un « martyr de la science

officielle ». Néanmoins, il devrait

également considérer les graves

dommages que peut causer auprès

du public, et même des décideurs,

ce type d'élucubrations laissées sans

réponse immédiate, à une époque

de résurgence de l'irrationnel. (...)

J'ai apprécié au cours des dernières

années les efforts effectués par Le

Monde pour améliorer ses pages

scientifiques, en particulier, au tra-

vers de sa collaboration avec Na-

ture. Mais, de grâce, essayez d'éviter

Patrick Charnay,

à l'Inserm

Directeur de recherche

de renouveler un tel dérapage !

magistère du vrai et du juste pour l'ensemble du discours sur la science, dont certaines données - les orientations, l'éthique, le financement - relèvent du débat public ? Pour nous la réponse ne fait pas de doute. Elle est : «non».

Elle n'est pas nouvelle, car toutes les corporations sont, comme tous les pouvoirs, tentées d'étendre aux autres leur code de valeurs et de sanctions, surtout lorsqu'il s'agit de l'information. Les journalistes ont, jusque-là, su résister au projet d'instaurer leur propre tribunal professionnel, sans doute parce qu'ils sont prévenus contre toute velicité d'imposer à la liberté emation d'autres li loi commune. Aussi ne sont-lis guère enclins à rechercher d'autres tutelles.

Le débat en cause, en la circonstance, ne porte pas que sur la validité des résultats des travaux de M. Benveniste, question qui, seion l'intéressé, n'est pas définitivement tranchée et qui, effectivement, relève plus des procédures scientifiques que du tapage médiatique. Il concerne aussi les orientations, les méthodes, les moyens de financement de la science. Au reste, quelques-uns des détracteurs de M. Benveniste ne contestent pas la justesse de certaines de ses critiques. D'autres, ou les mêmes, reconnaissent sa qualité de chercheur, ses titres, l'importance de ses apports, même s'ils ne le suivent pas dans ses dernières expénences

Le Monde ne l'a donc pas tiré de l'anonymat, il n'est pas allé cherché un gourou : il a donné la parole à un scientifique connu, sans juger sur le fond, et pour cause, mais en s'interdisant de le censurer et en sachant que son intervention polémique ne resterait pas sans réplique. Ce qui correspond bien à sa fonction, si tant est que le débat reste autorisé. Le Monde continuera de l'alimenter en toute indépendance, comme il continuera d'informer seion ses critères habituels. Et il récusera les procès faits à la presse, sous prétexte qu'elle intervient en dehors de la bonne règle. Ce serait plutôt quand elle n'intervient pas qu'elle est vraiment cou-

missible en engageant cet orga-LA RECHERCHE nisme (...). Vous auriez dil refuser ET LA CRITIQUE

La réponse à l'article de Benveniste montre bien que nos « savants » ne savent pas être critiqués (« paranola », « véritable escroque» rie intellectuelle », « gourou », « historiens révisionnistes », « Le Monde est plus coupable en acceptant de publier cet article que M. Benveniste en l'écrivant », etc., pour Ghazi; «les gourous», «ce couple infernal que forment certains scientifiques et les médias», «il n'est pas digne d'un discours scientifique...», « le magnétisme... comme traitement de tous les maux », etc., pour Kahn). C'est évident, ils ont besoin de découvrir la critique, ces chercheurs. Cette découverte constitue un savoir fondamental. Et pas sculement la critique de l'un d'eux. La critique de tout citoyen aussi.

Andrés Mediavilla, Paris

Une bouffée d'oxygène Quelle bouffée d'oxygène en li-

sant l'article de Jacques Benveniste (Le Monde du 22 mai) au sujet de «L'ARC, les vaches et la recherche folles » ! Enfin, un chercheur qui se démarque des « experts, spécialistes et autres titrés » surs de leur savoir encyclopédique. Je suis encore surpris de l'énergie développée par Benveniste contre un conserva-tisme terriblement implanté dans les sciences en France, alors que ceux qui dénoncaient hier la « pensée unique » sont actuellement les premiers à suivre cette tendance.

Ah, le pouvoir! Cependant, un fait tragique apparaît dans le texte : la France, autrefois forte dans le monde, spécialement des sciences, est devenue une petite nation... Malheureusement pour la population, pour le progrès et le bonheur des êtres humains. Aussi, certains allergiques, dont je fais partie, ont dû s'organiser euxmêmes pour faire avancer leurs idées, et en dehors de la France...

(Haut-Rhin)

ENTREPRISES

INFORMATIQUE Les déclarations de guerre se multiplient contre Microsoft, numéro un mondial des logiciels, et Intel, premier fournisseur mondial de semiconducteurs, dont

les produits écrasent l'univers des ordinateurs. ● LE DÉVELOPPEMENT du réseau internet sert de catalyseur aux offensives, une petite société comme Netscape ayant réussi, par

exemple, à imposer ses logiciels au nez et à la barbe de Microsoft. • LES FIRMES américaines Oracle et Sun proposent de mettre à profit Internet en développant un terminal plus

simple et moins coûteux que l'ordinateur personnel, qui permettra de télécharger les programmes via le réseau. • LES OFFENSIVES contre Microsoft et intel ne sont pas nouvelles,

les précédentes n'ayant guère été fructueuses, notamment parce que les deux groupes ont toujours su contre-attaquer, ce qu'ils font encore aujourd'hui.

Le succès d'Internet relance la concurrence contre Microsoft et Intel

Les deux groupes, dont les programmes et les composants font la loi dans les ordinateurs personnels, subissent de nouvelles offensives. Les fabricants américains de logiciels Oracle et d'ordinateurs Sun veulent détrôner le PC avec un appareil moins cher branché sur le réseau mondial

« WINTEL ». Difficile d'échapper à cet acronyme dans l'industrie informatique. Il est sur toutes les lèvres. Mais lorsqu'il est prononcé. c'est de plus en plus souvent dans un contexte de quasi-« rébellion ». Car, pour nombre de constructeurs d'ordinateurs et d'éditeurs de logiciels, « Wintel » (raccourci pour Windows et Intel) est synonyme de pouvoir sans partage : celui exercé par le fabricant américain de logiciels Microsoft et par son homologue Intel, spécialiste des semiconducteurs.

or or the section

of are

1111

 $\pi^{\sigma} \otimes_{\mathbb{R}^{n}_{p^{\sigma}}}^{n}$

 $\mathcal{L}_{\mathbf{k}} \, \mathcal{P}_{\mathbf{k}} \, \mathcal{E}_{\mathbf{k}}$

The second

 $-10^{-1} 2 \chi_{\rm p}^{2}$

建一种设备

Les systèmes d'exploitation de l'un et les microprocesseurs de l'autre constituent le cœur de plus de 80 % des ordinateurs personnels (PC) vendus dans le monde. Ces programmes et ces puces accaparent l'essentiel de la valeur ajoutée de ces machines, qui, ellesmêmes, représentent une bonne moitié des ventes totales de matériels informatiques.

Une étude du cabinet de conseil McKinsey, citée par certains constructeurs, montre que, si l'industrie informatique, entre 1989 et 1994, a perdu plus de 20 milliards de francs en termes de marges, seule la moitié de cette somme a été rétrocédée à l'acheteur final. L'autre moitié est allée irriguer les calsses des compagnies de semiconducteurs et de logiciels, principalement celles d'Intel et de Microsoft ; les profits dégagés par la firme de Bill Gates ayant par exemple été multipliés par six sur la période. Ce contexte explique la



Microsoft devruit conforter son emprise sur le marché des logiciels d'ordinateurs personnels grâce notamment à Windows NT, la version de son système d'acploitation destinée à l'informatique d'entreprise.

multiplication des déclarations de NEC, Hitachi ou encore Sun. guerre ces dernières semaines. Celles, tout d'abord, de Larry Ellison, le PDG de l'éditeur américain de logiciels Oracle.

DES TÉMORS SE RALLIENT

Ce dernier voudrait « déplacer le centre de gravité de l'industrie informatique » du PC vers le NC (network computer), un terminal bon marché pouvant accéder aux programmes dont son utilisateur aura besoin au travers du réseau informatique mondial internet. Les spécifications du NC ont été présentées le 20 mai. Quelques ténors se sont ralliés : IBM, Apple, Digital.

Ce dernier, quelques jours plus tard, est lui aussi passé à l'offensive. Jeudi 30 mai, le constructeur californien d'ordinateurs haut de gamme a annoncé de nouveaux logicleis, dont l'un, baptisé JavaOS, vise à s'affranchir des produits de Microsoft en devenant le système d'exploitation de référence dans les terminaux informatiques, les terminaux de rélécommunications ou les autres systèmes électroniques qui pourront être dévelorpés pour se connecter au réseau in-

Sun compte imposer JavaOS en s'appuyant sur le succès de son lo-

ternet.

giciel java. Ce langage de programmation d'applications pour Internet a été adopté par quasiment tous les grands acteurs du secteur. Pour s'assurer une marge de manœuvre suffisante, Sun a décidé de s'affranchir d'Intel en concevant des circuits intégrés - des microcontrôleurs - qui fonctionneront avec JavaOS dans les futurs terminaux. Les iaponais NEC et Mitsubishi, ainsi que les coréens Samsung et LG produiront ces composants.

Le phénomène internet a, par ailleurs, engendré un autre concurrent pour Microsoft: Netscape, dont les logiciels d'aide à la navigation sur le réseau informatique sont devenus « la » référence, plus de 80 % des utilisateurs y ayant recours. A l'image de la micro-informatique, où celui qui contrôle le système d'exploitation peut contrôler les ventes de logiciels applicatifs, celui qui, sur internet, contrôle le logiciel de navigation peut espérer vendre plus facilement d'autres logiciels. Un sérieux défi pour Microsoft, qui a tardé à prendre la mesure du phénomène.

Les offensives visant à battre en brèche le double monopole de Microsoft et d'Intel ne sont certes pas nonvelles. L'entreprise de Bill Gates a délà dû affronter des sociétes comme Borland ou Lotus dans le domaine des logiciels applicatifs pour ordinateurs personnels (trai-

tement de textes, tableur, etc). Il n'y a pas si longtemps, on lui promettait également des jours difficiles après le rachat de la société Unix Laboratories par Novell, le spécialiste des logiciels d'exploitation pour les ordinateurs d'entreprises en réseau. Unix est un système d'exploitation non propriétaire, fonctionnant sur de gros ordinateurs.

intel, de son côté, a vu se multiplier les fabricants de « clones » de ses composants. La firme a également vu fleurir, il y a quelques années, chez différents fabricants d'ordinateurs (Hewlett-Packard, Sun, Digital) des microprocesseurs à l'architecture simplifiée et plus rapides (les circuits Risc), conçus pour les ordinateurs fonctionnant avec le système Unix. Plus récemment, ce sont IBM, Apple et Motorola qui se sont unis pour développer et fabriquer le PowerPC.

Toutes ces tentatives, tant contre Microsoft - qui a également dû affronter les services anti-trust américains - que contre intel, n'ont guère été fructueuses. Novell a, par exemple, revendu Unix Laboratories et se concentre sur son logiciel de réseau. Les cloneurs des circuits intel n'ont pas déstabilisé le numéro un mondial des semiconducteurs. Pas plus que le PowerPC. qu'Apple et IBM sont les seuls acteurs de référence du secteur à uti-

Microsoft et Intel ne sont pas restés inactifs non plus, rendant les coups, souvent sur le terrain de leurs adversaires. Tout en accélérant la sortie des nouvelles générations de microprocesseurs, Intel, avec sa famille PentiumPro, est ainsi entré sur le marché des PC haut de gamme et des ordinateurs plus puissants (serveurs, stations de travail), terrain de jeu favori des puces Risc. Microsoft a effectué la même démarche, de l'informatique personnelle vers l'informatique d'entreprise, en commercialisant le logiciel d'exploitation Windows NT. dont les ventes, qui excéderont 8 millions d'unités en 1996 (trois fois plus qu'en 1995), devraient dépasser rapidement celles d'Unix.

SIMPLIFICATION

Mais, cette fois-ci, le succès d'Internet risque d'ébranler sérieusement la firme de Bill Gates. Pace au concept NC d'Oracle, Microsoft a dû réagir en présentant son projet de « Simply interactive PC », c'està-dire d'ordinateur plus simple d'usage, opérationnel dès l'allumage, intégrant plus de fonctions de communication. Face à Netscape, tout en multipliant les partenariats - les fournisseurs de services en ligne America On Line et Compaserve proposent en priorité le logiciel de navigation internet de Microsoft -, Bill Gates est même alié jusqu'à adopter le langage Java de Sun pour l'inclure dans le logiciel Windows.

Ce qui n'empêche pas, maigré tout, Microsoft d'encourager parallèlement les 4 millions de développeurs de logiciels fonctionnant en environnement Windows à utiliser son propre langage de programmation, Visual Basic. On n'abandonne pas si facilement une culture d'entreprise « dominante »! Microsoft pousse aussi les feux avec ActiveX, une méthode pour créer des applications qui voyagent » via internet, dont l'entreprise assure qu'elle est plus performante pour les ordinateurs fonctionnant avec Windows que Java de Sun. « Cela fera du bien à Microsoft d'avoir de la concurrence », se félicitait Larry Ellison le 20 mai. Il n'avalt sans doute pas

Deux concepts pour des terminaux bon marché

 NC : abréviation de network computer, c'est-à-dire. littéralement, ordinateur de réseau. Il ne s'agit encore que d'un label et d'une liste de spécifications. Dans l'idée de l'édition de logiciels Oracle, il s'agira d'un terminal bon marché (entre 500 et 1 000 dollars. soit 2 500 à 5 000 francs), connecté sur le réseau internet, au travers duquel l'utilisateur pourra télécharger les programmes dont il aura besoin. Ce terminal pourra être un ordinateur de bureau simplifié, un assistant personnel,

un téléphone, un radiomessageur, un décodeur télévision, etc. Compte tenu des faibles débits d'Internet, le NC devrait trouver ses premières applications dans les entreprises comme borne d'accès peu coûteuse aux réseaux Internet internes, les Intranet. ● java/javaOS : il s'agit d'un outil pour écrire des programmes informatiques. Il fonctionne sur n'importe quel ordinateur personnel, indépendamment du système d'exploitation et du microprocesseur. Il est devenu la

référence pour développer les pages d'accuell des services et serveurs présents sur le Web. partie multimédia d'Internet. Le prolongement de Java est JavaOS. rendre plus efficaces l'accès aux programmes écrits avec Java, pourra être installé dans les terminaux informatiques, les terminaux de télécommunications ou tous les autres types d'équipements électroniques qui

Les deux poids lourds et leurs outsiders

Chiffre d'affaires : 16,2 milliards de dollars en 1995 (un dollar vant 5,2 francs). Bénéfice net : 3,6 milliards de dollars. • Microsoft:

Chiffre d'affaires : 5,9 milliards de dollars sur l'année fiscale 1994-1995 : 6,42 milliards de dollars au terme des neuf premiers mois de l'année fiscale 1995-1996.

Bénéfice net : 1,4 milliard de dollars en 1994-1995 ; 1,6 milliard de dollars sur neuf mois en 1995-1996.

● Sun : Chiffie d'affaires : 5,9 milliards de dollars en 1995. Résultat net : 355,8 millions de dollars Oracle:

Chiffre d'affaires : 2,96 miliards de dollars en 1995. Résultat net : 441,5 millions de dollars. Netscape Chiffre d'affaires : 30,7 millions de

Résultat net : perte de 3,4 millions

Philippe Le Cœur

DÉPÊCHES AGF: les investisseurs institutionnels paleront l'action AGF 136 francs (contre 128 francs pour les particuliers), a annoncé, vendredi 31 mai, le ministère des finances, ce qui devrait permettre à l'Etat d'encaisser pour la vente des AGF un montant total compris entre 8,9 et 9,6 milliards de francs. Au prix de 136 francs par action, le placement des quelque 44 millions d'actions réservées aux institutionnels rapportera à l'Etat 6 milliards de

■ THOMSON SA: le groupe français d'électronique a essuyé, en 1995, une perte nette part du groupe de 2,7 milliards de francs, après une perte de 2,1 milliards de francs en 1994 (en normes comptables internationales), selon le Bulletin des annonces légales obligatoires du vendredi 31 mai. Ce nouvel arrêté des comptes fait suite à la cession à l'Etat des 21 % que Thomson déte-

nait dans le Crédit lyonnais. MI HABILLEMENT: la fédération Force ouvoière des cuirs-textiles et habillement a annoncé, vendredi 31 mai, qu'elle était favorable à la signature de trois des quatre accords sur le temps de travail. Ces accords portent sur les départs en préretraite, la réduction à 90 heures du contingent d'heures supplémentaires et la modulation trimestrielle du temps de travail. En revanche, FO refuse l'accord sur l'annualisation du temps de travail.

■ ROUSSEL-UCLAF: le groupe pharmacentique entend rester un « pole stratégique de recherche et de développement » et un « centre de profit » dans l'ensemble Hoechst Marion Roussel (HMR), ont affirmé, vendredi 31 mai, ses dirigeants. HMR a été constitué en 1995 après l'acquisition par le groupe allemand Hoechst du groupe américain Marion Merrel Dow et l'acquisition par Roussel Uclaf des activités de Dow Chemical en Amérique latine.

GEMINA: la holding, contrôlée par le groupe Flat, a anooucé, vendredi, une perte consolidée de 631,6 milliards de lires (2,1 milliards de francs) en 1995 contre une perte de 261,6 milliards de lires en 1994. Cette perte s'explique notamment par le mauvais résultat obtenu par la filiale de Gemina, la maison d'édition italienne RCS-Editori.

■ STEMENS : le groupe allemand a armoncé, vendredi 31 mai, le rachat, au groupe de 19écommunication espagnol Amper, de 80 % d'Amper Elasa (teléphones publics à carte et à pièces) et de 10 % d'Amper Datos (équipements de transmission de données). Siemens créera, par ailleurs, avec Am-

per une société commune. ■ AOM : Air Liberté est « plus que jamais disposée à participer à la recomposition du paysage aérien français », a estimé, vendredi 31 mai, son PDG, Lotti Belhassine. Celui-ci maintient son offre de rapprochement avec

AOM pour constituer une compagnie privée française. ■ ERICSSON : le groupe suédois de télécommunications et le géant ABB, qui possèdent respectivement deux tiens et un tiens de la société suédoise de matériel électrique Svenska Elgrossit AB SELGA, ont aumoncé, vendredi 31 mai, la vente de celle-ci à la CDME, du groupe français Rexel.

SAGEM: le tribunal de commerce de Roubaix-Tourcoing (Nord) a prononcé la reprise par la société SAGEM de la société Velec, spécialisée dans l'électronique professionnelle.

Ce système d'exploitation, qui doit pourront être conçus pour se connecter au réseau internet.

Les Nord-Américains convoitent les équipementiers automobiles français

dollars en 1995.

de dollars.

Bertrand Faure est visé par Magna. Pour Valeo, TRW est favori

L'INDUSTRIE mondiale des équipements automobiles commaît une vague de concentrations. Les soustraitants doivent accompagner la mondialisation des constructeurs en produisant eux aussi sur les différents continents. Cette expansion force à des mariages entre américains et européens et donne naissance à des groupes d'envergure mondiale.

Le groupe britannique Lucas a ainsi annoncé officiellement vendredi 31 mai sa fusion avec l'américain Varity, peu implanté en Europe. Le nouvel ensemble (35 milliards de francs de chiffre d'affaires), déterru à 62 % par Lucas et à 38 % par Varity, sera au deuxième rang mondial des systèmes d'injection pour moteurs diesel et des systèmes de freinage, demière l'allemand Bosch.

A la différence de leurs concurrents européens, les équipementiers français sont sur la défensive et risquent de se faire avaler par les américains. L'action de Bertrand Paure, entreprise spécialisée dans les sièges automobiles, a progressé à la Bourse de Paris de 5,8 % jeudi, puis de 2 % vendredi, et, au total, de 49 % depuis le début de l'année. Cette fièvre est due à la publication par Aul'équipementier canadien Magna (17 milliards de francs de chiffre d'afintention de devenir fabricant de porter l'appei d'offre lancé par Ford sièges de la remplaçante de la Mon- ro. »

deo. Pour cela, il doit disposer rapidement de capacités de production en Europe, faute de quoi le contrat ira à son concurrent Lear. Or, l'Europe n'offre que deux cibles potentielles : le français Bertrand Paure et la société familiale allemande Keiper

Le rachat de Bertrand Faure seralt. mal accepté par le groupe français. « Nous ne sommes au courant de rien », y fait-on savoir. Par le passé. Magna a déjà approché le groupe français, mais il n'était intéressé que par la reprise de ses activités en Europe du Nord, ce qui équivalait à le démanteler. Magna procède actuellement à une augmentation de capital de 1,5 milliard de francs, mais le total des titres de Bertrand Faure vaut en bourse 3,1 milliards de

LEVÉE DE BOUCLIERS

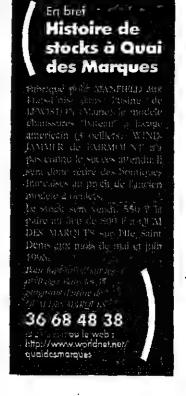
Au-delà de son coût, la reprise de Bertrand Faure par un canadien risque de provoquer une nouvelle levée de boucliers nationaliste des constructeurs français, qui pourraient couper les commandes à Bertrand Faure. Le siège est un élément stratégique pris en compte très tôt dans la conception d'une voiture. tomotive News Europe d'un article où « Jamais Renault et Peugeot ne laisseront Magna, proche de Chrysler, acquérir Bertrand Faure et connaître faires en 1994-1995) fait part de son 🛾 avec quatre ans d'avance tous les éléments des nouveaux modèles, assure sièges en Europe. Magna veut rem- un proche du dossier. Magna ne négocie pas avec Bertrand Faure, il pour fabriquer, à partir de 2001, les cherche plutôt à racheter Keiper Reca-

En revanche, la vente de la participation de Cerus dans Valeo (28 %), si elle a lieu, devrait provoquer le passage du groupe français sous pavilion américain. Les autres candidats semblent avoir perdu la partie. Pierre Fautre, président de Sagem, a beau avoir annoncé dans le Journal des finances du 1º juin qu'il est « en contact » avec des partenaires pour étudier la reprise de Valeo, nul n'y croft vraiment, à commencer par Michel Cicurel, patron de Cerus. L'offre faite par Jean-Claude Leny, patron de Framatome, qui conduirait une sorte de nationalisation de Valeo, paraît impensable. Lucas ne regarde plus le dossier, ni l'allemand Siemens, qui ne veut plus investir dans

Enfin, la reprise par des financiers du groupe dirigé par Noël Goutard est peu probable. « Valeo a deux faiblesses: Noël Goutard « vire » tellement ses collaborateurs qu'il n'y a pas d'équipe de direction solide pour lui succéder. Il est impossible de savoir s'il y a dans le tuyau de nouveaux produits, explique un proche du dossier. De fait, seul un équipementier américain intéressé par une prise de part de marché en Europe peut prendre le risque de racheter la société. » Delphi, filiale de General Motors, ne pourra pas racheter l'entreprise, Peugeot et Renault ne voulant pas s'approvisionner auprès d'un concurrent.

Physieurs acteurs du dossier estiment que ce sera finalement le groupe américain TRW, numéro un mondial des coussins de sécurité gonfiables (airbags), qui emportera le morceau, même si Michel Cicurel affirme que d'autres entreprises étrangères s'y intéressent. Reste à s'entendre sur le prix, Michel Cicurel exigeant 28 milliards de francs d'une société qui vaut en Bourse 19,5 mil-

Arnaud Leparmentier



CULATION de la fin des années 80 laisse encore des traces, notamment

par une taxation trop lourde dans le domaine de la peinture pos-comparée à celle des États-Unis ou de la Grande-Bretagne • LA SPÉ-de l'art contemporain. Les tableaux et objets de cas périodes se négocient actuellement toujours à la

moitié, voire, dans certains cas, au tiers des prix pratiqués avant la crise. • LE MARCHÉ est pourtant aujourd'hui assaini. La qualité des

tiel de leur valorisation.

UN PATRI-MOINE familial équilibré et bien diversifié gagne à intégrer un peu d'art, lequel demeure une valeur re fuge et non soumise à l'ISF.

Le marché de l'art commence à donner des signes de reprise

Les bronzes, les livres et les céramiques offrent de bons potentiels de plus-values. Mais se lancer dans l'investissement en œuvres d'art, où les risques d'erreur sont grands, suppose d'être bien informé

APRÈS PLUSIEURS ANNÉES de marasme, le marché de l'art français connaîtrait-il un nouveau départ? « je pense que nous avons touché le plancher », estime Me Jacques Tajan, célèbre pour ses ventes de renommée internationale. Aujourd'huj, on trouve à nouveau des acheteurs. Au regard des chiffres, la situation reste toujours maussade. Avec 2,93 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1995 (2 milliards pour les seules œuvres d'art), Drouot, qui représente la principale force de vente en France, a accusé une baisse de 7% par rapport à l'année dernière. Sur la même période, ses homologues Sotheby's (Londres) et Christie'...s (New York) affichaient des progressions respectives de 25 % pour le premier (soit 8,3 milliards de francs de chiffres d'affaires sur l'année) et de 17 % pour le second (7,3 milliards de ventes).

« Incontestablement, le marché international de l'art est en train de se redresser », remarque Hildegard Monnot, directrice du département Conseil investissement Art de Paribas. « Mais la France, qui a souvent du retard pour chuter, en a aussi pour remonter. »

La tache s'annonce d'autant plus ardue que, comparé à ces principaux concurrents, le marché français souffre d'un régime fiscal pénalisant. Non seulement tout objet d'art qui franchit les frontières hexagonales est soumis à une taxe à l'importation de 5.5 % (elle est de 2,5 % pour la Grande-Bretagne et nulle aux Etats-Unis). Mais en plus, il existe un droit de suite de 3 % pour l'acquisition en ventes publiques des œuvres d'artistes disparus depuis moins de cinquante ans, ce qui n'est pas le activités à l'étranger. Pourtant, les

cas chez les Angio-Saxons. « Faire venir un tubleau de Picasso des Etats-Unis pour l'adjuger à Drouot coûte ainsi à l'acheteur 8,5 % de

« Nous souffrons aujourd'hui d'un manque d'offres pour tous les objets importants qui sont ailleurs et ne peuvent revenir », constate M' Joël Millon, président de Drouot ainsi que de la compagnie des commissaires-priseurs de Paris. « Le Japon, notamment, est un grenier extraordinaire d'objets d'art français », précise Jacques Tajan, qui, découragé par la politique française dans ce domaine, renforce depuis plusieurs années ses

plus qu'à New York et 6 % de plus

qu'à Londres », souligne Hildegard

Monnot. Résultat, le marché se

déplace outre-Manche et outre-

professionnels ne désespèrent pas de donner une nouvelle leunesse au marché de l'art français. Tandis que les commissaires-priseurs se lancent dans la réforme de leur profession, la question de l'harmonisation fiscale reste ouverte et devrait, du moins au niveau européen, être réglée en 1999. «Le droit de suite, qui existe également dans d'autres pays comme l'Allemagne ou l'Autriche, ne devrait pas excéder 1 % au sein de l'Europe », plaide Joël Millon. Quant à la taze à l'importation, elle tombera vraisemblablement à 2,5 % pour tous les pays de la Communauté.

Le marché de l'art apparaît donc aujourd'hui en pleine période de transition. Il garde des traces de la spéculation de la fin des années 80, notamment dans le domaine de la peinture postim-

porain. Les tableaux de cette période se négocient actuellement toujours à la moitié, voire, dans certains cas, au tiers des prix pratiqués avant la crise. Même chose du côté de l'art africain. Quant à la peinture impressionniste et aux grands maîtres modernes, leur ogue connaît des variations sporadiques. Ils peuvent atteindre des sommets, à la hausse comme à la baisse (un Modigitani acheté en 1990 à Dronot 63 millions de francs a été revendu aux enchères à New York, en novembre 1995, 32 millions). Le marché ressort également

assaini de la crise du printemps 1990. « Nous avons pu tirer quelques leçons de cette période où les aléristes, comme les commissairespriseurs, ne faisaient plus leur travail et acceptaient pratiquement toute la marchandise », reconnaît Joël Millon. Aujourd'hui, tout s'articule autour de la notion de qualité. « Nous vivons vraiment un moment de raréfaction de la belle qualité, qui, de ce fait, ne cesse de se valoriser», affirme Hildegard Monnot. Qu'il s'agisse de tableaux, de dessias ou de sculptures, mieuz vaut toujours acheter les œuvres de l'artiste, éviter les suiveurs et, si possible, trouver les œuvres caractéristiques d'un artiste ou d'une école.

«Le marché reste stable, voire progresse, dans des valeurs de tradition et de cuiture comme le livre par exemple », remarque. Jacques Tajan. Les bronzes et les céramiques constituent également de bons potentiels de plus-values. Se lancer dans l'investissement en art suppose donc d'être bien informé. Certes, n'importe quel particulier peut tenter sa chance aux

enchères. Les ventes publiques demeurent le moyen d'accès le plus simple et le plus ouvert. « Drouot et ses seize salles de vente simultanées constituent un exceptionnel réservoir où, du-bouton de culotte à la peinture ancienne, tout se vend »; rappelle M Millon. Mais les risques d'erreur sont grands. Or, à l'heure actuelle, rares sont les banques qui, comme Paribas, ont mis an point un service de spécialistes du domaine qui, moyennant une commission de 10 % environ. conseillent et assistent l'investis-

Une valeur d'autant plus appréciable pour les investisseurs soumis à l'ISF que les œuvres d'art n'entrent pas dans l'assiette de cet impôt. Certes, au moment de la flambée, certaines banques out cherché à démocratiser le marché en lançant des fonds investis en œuvres d'art. Ce fut le cas de la BNP notamment. Mais l'expérience s'est révélée non seulement fort cofteuse (ces fonds furent constitués pour l'essentiel au moment où le marché était au plus haut), mais aussi fort contraisnante compte tenu de la nature

Les ventes publiques

On dénombre en France quelques 331 offices et études de commissaires-priseurs et les ventes publiques absorbent plus du tiers du marché de l'art. Drouot arrive largement en tête, avec un moutant du produit des ventes de près de 3 milliards de francs en 1995, devant Lyon (370 millions), Lorient (200 millions), et Toulouse (177 mil-

freur d'un objet d'art aux enchères (mais également de bijouz, d'objets de collection, etc.) est soumis à un droit d'achat, TVA comprise, de 10,85 % (9,49 % pour les livres), auquel s'ajoute, le cas échéant, un droit de magasinage s'il laisse son objet en dépôt. Quant au vendeur, il sera redevable, outre les éventuels frais d'expert et de publicité, d'une taxe forfaitaire sur les plus-vaines de 5 % (elle est de 7,5 % si la vente se fait autrement qu'aux enchères publiques). Il peut cependant préférer opter pour le régime d'imposition de droit umm des plus-values, sachant que, s'il prouve qu'il possède l'objet depuis plus de vingt et un ans, le vendeur sera exonéré de l'impôt

seur potentiel, voire le mettent en relation directe avec le vendeur ou organisent eux-mêmes la

Hildegard Monnot, « à purtir d'un certain niveau, un patrimoine familial équilibré et bien diversifié gagne à intégrer un peu d'art, lequei demeure une valeur refuge ».

très particulière de ces fonds qui ne rentrent pas dans la réglementation de la COB et passent par un processus de commercialisation confidentiel. Le marché de l'art demeure plus que jamais ré-

Laurence Delain

Assurances loyers impayés : utiles mais restrictives

Bien que marginale, puisqu'elle ne concerne qu'environ 5 % des locataires, la survenance de loyers impayés est la bête noire des propriétaires-bailieurs. Pour se couvrir contre ce type de risque, des assurances spécifiques



sont accessibles individuellement ou à travers un contrat de groupe regroupant plusieurs propriétaires et permettant de nutualiser les risques. De façon générale, les contrats de groupe offrent des conditions

pius avantageuses. Le

fonctionnement de ces assurances est simple: moyennant une prime dont le montant varie entre 2% et 4% du loyer anquel, le souscripteur recevra un loyer de substitution en cas de défaillance du locataire. Cette indemnité peut être élargie au remboursement d'éventuelles détériorations immobilières et au manque à gagner correspondant à la durée des travaux de remise en état. Ces contrats ont toutefois leurs limites. La première tient à une période d'indemnisation limitée dans le temps, entre un et deux ans dans la plupart des cas. Soit une période généralement trop courte pour compenser le préjudice financier subi par un propriétaire quand on sait qu'une procédure d'expulsion contre un mauvais payeur peut prendre deux à trois ans à compter du début

des impayés. En outre, selon les assureurs, le montant de l'indemnisation pourra être plafonné par sinistre on mensuellement, soit les deux à la fois.

Deuxième restriction commune à la majorité des contrats : un délai de carence trop long entre le premier impayé et le début de l'indemnisation. Cette période d'attente varie couramment entre trois et sept mois, le montant des indemnités étant, par ailleurs, souvent amouté d'une franchise correspondant à un ou deux mois de loyer ou au montant du dépôt de garantie perçu lors de la signature du bail. Dernière limite inhérente à ce type de contrat : les primes d'asurances pour loyers impayés régiées depuis le 30 septembre 1994 sont théoriquement déductibles des revenus fonciers. Mais peu de propriétaires peuvent réellement en bénéficier, car les contrats distinguent rarement l'assurance loyers impayés proprement dite de ses annexes contentieux ou détérioration qui, elles, ne sont pas déductibles. Or, la loi de finances comme l'instruction fiscale du 6 février 1995 précisent que les contrats qui prévoient ces garanties annexes n'ouvrent pas droit à réduction, même pour la partie de prime relative aux seuls impayés. Mieux vant donc vérifier que le contrat que l'on vous propose réponde bien à cette exigence.

Arnaud de Fréminville

Les avantages du démembrement de propriété

Le démembrement de propriété a commu ces dernières années un franç succès. De quoi s'agit-il? Le propriétaire d'un bien



les revenus qu'il génère pour maintenir PISCALITÉ son train de vie. Il ini suffira de transmettre seulement la nue-propriété et de se réserver l'usufruit, ce qui

aura pour effet de diminuer les droits de donation par rapport à une transmission portant sur la pleine propriété. Comment évaluer l'usufruit?

Pour toutes les mutations à titre gratuit – c'est-à-dire les donations et les successions -, c'est le barème donné par l'article 762 du Code général des impôts qui s'applique. Exemple : la valeur de l'usufruit est de 3/10° à 55 ans, 2/10° à 65 ans et 1/10° à 75 ans.

La valeur de la mue-propriété à chacun de ces âges représente e solde

Principal défaut de ce mode *d'évaluation* : il minore l'asufrait qui - en termes économiques - vant beaucour plus. Mais l'application de ce barème n'est obligatoire que pour les seules mutations à titre gratuit. Dans le cadre d'une vente on d'un partage, les parties en présence peuvent en effet retentr me valeur économique de l'usafruit ou de la nue-propriété. Celle-ci dépendra du rendement du bien ainsi que de l'espérance de vie de l'assiruitier ou du

ou-propriétaire. Exemple: quand, dans une donation-partage, le donateur s'est réservé l'usufruit d'un immeuble qu'il souhaite transmettre, il sera possible de recourir à une évaluation économique de la nue propriété pour attribuer chacun des enfants un lot d'égale valeur. Néanmoins, pour le calcul des droits de

mutation à titre gratuit, Padministration fiscale retiendra toujours l'évaluation forfaltaire de l'article 762 du CGl. Conséquence : bien souvent, le nu-propriétaire paiera des droits sur une valeur nettement supérieure à celle qu'il reçoit effectivement.

Certaines stratégies

patrimoniales permetteut

rooterois d'éviter ce travers. An Beu de transmettre par donation simple la nue-propriété d'un bien immobilier. Il est parfois plus intéressant de crées une société civile immobilière à laquelle le donateur fait apport de la nue propriété de l'immeuble en l'évaluant sur une base économique. Il réalise ensuite une donation-partage des parts entre ses différents enfants. Résultat : Pindivision est évitée et les enfants paieront moins de droits que dans le schéma précédent.

Laurent Edelmann

Epargne salariale: objectif motivation

La motivation de vos salariés est l'un de vos objectifs prioritaires pour accroître vos performances et la qualité de vos prestations. Que vous soyez dirigeant d'entreprise, responsable du personnel ou représentant des salariés, nous sommes à votre écoute pour instaurer avec vous une véritable relation de partenariat personnalisée en



Pour optimiser Participation, Actionnariat, Intéressement, Plan d'Epargne d'Entreprise, Plan d'Epargne Retraite, bénéficiez des compétences juridiques, administratives et financières de nos équipes qui gèrent près de 9,5 milliards de francs pour 400.000 salariés. Comme 650 entreprises qui nous ont témoigné leur confiance, rejoignez PLAN GESTION en contactant nos Services au 42.96.29.57.

- gine ulariale desentreprises

L'épargne salariale outil de gestion pour les entreprises

Elle favorise l'actionnariat des employés

AVEC LA CRISE, les augmentations de salaires se sont raréfiées. Les dirigeants d'entreprise sont de moins en moins enclins à s'engager dans un tel processus, irréversible et costeux. Une augmenta-tion de salaires induit, côté entreprise, le versement de charges sociales à hauteur de plus de 45 % du montant versé et, côté salarié, une imposition au taux de sa tranche marginale. Dans ce contexte, les instruments de l'épargne salariale, exonérés de charges salariales et défiscalisés, deviennent aujourd'hui, même si le sujet est un peu tabou, des instruments de rémunération. Même la participation, pourtant

très contraignante, puisqu'elle est obligatoirement attachée au bénéfice de la société, laisse une certaine marge de manœuvre au chef d'entreprise. Obligatoire pour les entreprises de plus de cinquante salariés, elle peut être calculée selon une formule légale ou dérogatoire. Dans ce deuxième cas, les scules contraintes sont d'offrir une rémunération supérieure à la première formule. Les salariés participent davantage aux bénéfices de l'entreprise, qui pourra, en contrepartie, constituer une provision pour investissement (50 % de la différence entre formules dérogatoire et légale), déductible de ses résultats. Les salariés sont, pour leur part, exonérés d'impôt sur le revenu dès lors que le montant de leur participation aux bénéfices est bloqué pendant cinq ans (sauf cas dérogatoires prévus).

Marine Ag

والمراز والمكاه

Agran .

2.14

 $B^{(k)}(X) = g(k)$

Sec. see

L'intéressement, facultatif, offre, pour sa part, une multitude de possibilités à l'entreprise. Il apparait comme une levier capable de promouvoir une politique salariale plus stratégique: également exo-néré de charges sociales, il peut être assis-sur de multiples utières, comme la productivité, les trais généraux ou encore la qualité. Ainsi, l'intéressement d'Air France Burope est-il calculé à partir du résultat courant avant impôt, mais aussi du taux de remplissage des avions ou même de leur ponctualité. Aux chantiers de l'Atlantique, l'intéressement croît avec la diminution des accidents de travail, ou avec le raccourcissement des délais de livraison des navires.

L'intéressement peut également être différencié selon les unités de travail ou les branches d'activité de l'entreprise. L'entreprise doit donc procéder, préalablement à tout accord d'intéressement, à une véritable introspection, en analysant les points faibles de chacune de ses entités et en déterminant l'ordre de ses priorités. Les entreprises out cependant du mal à exploiter l'ensemble des possibilités offertes par l'intéressement, car elles se doivent de négocier ces accords sur trois ans avec les organisations syndicales, lesquelles sont souvent opposées à l'adoption de critères de productivité.

L'entreprise peut, en revanche, ouvir un plan d'épargne d'entreprise (PEE) et abonder les sommes qui y sont versées selon les critères de son choix, sans négociation préalable avec les représentants salariaux. Les PEE sont le plus souvent mis en place pour permettre aux salariés de défiscaliser leur intéressement, normalement soumis à l'impôt sur le revenu, en l'y bloquant pendant cinq ans. Ils peuvent aussi y verser leur participation ou leurs économies, taut que le total des sommes versées ne dépasse pas le quart de leur salaire annuel Investi dans des fonds communs de placement d'entreprise (FCPE) ou dans un compte contant au sein de l'entreprise, le PEE dégage des revenus et des plus-values qui sont exonèrés d'impôt pour peu qu'elles soient bloquées pendant cinq ans.

La possibilité, pour l'entreptise, d'abonder les versements des salanés (sanf celui de sa participation) de sommes nettes de charges sociales (dans la limite de 15 000 francs par an et 22 500, si le PEE est investi en titres de l'entreprise) lui ouvre cependant de nombreuses perspectives. Car l'abondement est révisable chaque année et modulable de façon très

souple, selon des critères d'ancienneté, d'âge ou de fonction exercée. Outil de politique salariale, l'abondement peut aussi constituer un instrument de la politique financière de l'entreprise. Exemple, si elle souhaite renforcer ses fonds propres ou développer l'actionnariat de ses salariés, elle peut inciter ses salariés à choisir un FCPE investi dans ses propres actions plutôt qu'un autre. Il lui suffit pour cela d'abonder les sommes qui y sont consacrées beaucoup plus que les autres. Ainsi, chez Elf, les sommes destinées à être investies en titres du groupe sont abondées pour 100 % de leur montant, dans la limite de 4 200 francs, alors que les autres ne le sont pas du tout.

Enfin, le PEE est le seul instrument dont dispose sujourd'hut une entreprise pour offrir à ses salariés un complément de retraite par capitalisation. A force d'attendre une loi sur les fonds de pension, certaines entreprises ont pris leurs propres dispositions. Pionnière dans ce domaine, Usinor-Sacilor propose à ses salariés d'adhérer à un PEE long terme - de dix ans - depuis 1989. Une durée dérogatoire (le PEE est légalement bloqué cinq ans) qu'il a fallu négocier avec des syndicats, opposés par principe à la notion de retraite par capitalisation, qu'ils considérent inégalitaire par rapport à la retraite par répartition.

L'entreprise doit procéder, avant tout accord d'intéressement, à une véritable introspection, en analysant les points faibles de chacune de ses entités

Mais les avantages fiscaux of-ferts par les PEE, ainsi que les abondements versés par l'entreprise et la prudence de gestion des fonds, ont eu raison de leur réticence. En 1993, Total s'est montré innovateur en mettant en place un PEE, baptisé compte épargne retraite, abondé à hauteur de 300 % (contre 75 % pour les autres PEE) dans la limite de 10 500 francs par an, bloqué pendant dix ans et permettant, contrairement à celui d'Usmor-Sacilor, une sortie sous forme de rente.

Pour cela, le groupe pétrolier a eu l'idée de coupler le compte épargne-retraite à des plans d'épargne populaire ou des contrats d'assurance-vie particuliers permettant à terme de récupérer les liquidités investies sous forme de rente défiscalisée. De plus en plus d'entreprises, comme Hewlett-Packard ou ICI, réfléchissent à des solutions similaires.

Certaines sociétés de gestion d'épargne salatiale proposent dé-sormais de faire évoluer les placements au regard des aspirations des salariés, mais anssi de l'horizon de temps dont ils disposent avant de partir à la retraite

Ainsi, înterépargne, filiale des Banques populaires, a mis au point un système automatique de transfert de fonds en fonction de l'âge du salarié: au fur à mesure que celui ci passe d'une tranche d'âge à une autre, les sommes qu'il a investies sur le PEE sont placées dans des fonds de moins en moins risqués pour finir, cinq ans avant la retraîte, dans un fonds à valeur de rachat garantie.

Le ministre du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot, semblait plutôt favorable à la création d'un « compartiment long terme » dans les PEE, plutôt qu'à Pinstauration immédiate de fonds de pension.

Virginie Malingre sultats, soit aux performances de

Un système qui se décline entre trois modes de fonctionnement

Les avantages en matière de prélèvements fiscaux des différentes formules sont importants

La participation (aux bénéfices) est obligatoire tion est effectué. L'intéressement est une for-lorsqu'une entreprise emploie plus de 50 sala-mule facultative liée soit aux résultats, soit aux ductivité. Le plan d'épargne d'entreprise, collec-tif et facultatif, permet aux salariés de se consti-

cline avant tout entre participation

fices) est obligatoire lorsqu'une en-

treprise emploie plus de 50 salariés

et dès que son troisième exercice

d'exploitation est effectué. Une ré-

serve spéciale de participation

peut être constituée dans une en-

treprise, même si elle ne répond

pas à ces deux critères. La partici-

pation se met en place après un

accord signé par le comité d'entre-

prise ou les organisations syndi-

cales. Il existe un minimum légal

de participation qui se calcule se-

lon une formule compliquée pre-

nant en compte les bénéfices de

l'entreprise, ses capitaux propres,

la masse des salaires versés et la

valeur ajoutée. Les partenaires sociaux pervent déterminer une for-

mule de calcul dérogatoire, à

condition qu'elle respecte la règle

de l'équivalence des avantages. En

cas de défaut d'accord, des dispo-

sitions contraignantes (blocage en compte courant pendant huit ans

avec rémunération fixée par ante-

la répartition de la réserve spéciale

de participation, à condition d'être

au moins depuis six mois dans

l'entreprise. Il existe deux modes

de placement de la participation:

sous forme de compte courant

bloqué investi dans l'entreprise qui sert en contrepartie un intérêt;

dans un fonds commun de place-

ment investi sur les marchés finan-

ciers à l'extérieur de l'entreprise.

Les revenus et plus-values sont

Les droits issus de la participa-

tion ne sont pas soumis aux charges sociales. Lorsque l'accord

prévoit un blocage des fonds pendant cinq ans, la participation, les

plus-values et les revenus réinves-

tis sont exonérés d'impôts. Si l'ac-

cord stipule que le blocage des

fonds est de trois ans, participation

et revenus réinvestis sont soumis à l'impôt à hauteur de 50 %, les plus-

values bénéficiant toujours d'une

S'il existe un plan d'épargne

d'entreprise et si l'accord le pré-

voit, le salarié peut demander le versement de ses droits dans le

plan. Dans ce cas, les sommes sont

bloquées cinq ans. A l'échéance, le

salarié peut maintenir ses avoirs

dans le fonds commun de place-

ment. Les avantages fiscaux liés à

la durée du blocage sont mainte-

nus. A l'échéance d'un compte

courant bloqué, le salatié peut de-

mander le transfert de ses parts

Il existe des cas de déblocage an-

ticipé possibles à l'occasion de dé-

cès, de mariages, de rupture du contrat de travail..., ou de mesures

spécifiques comme celles annoncés

par le gouvernement Juppé pour

obligatoire comme l'est la partici-

pation. Il s'agit d'une formule ra-cultative qui doit faire l'objet d'un

accord entre les partenaires so-

ciaux. Tout ou partie du personnel

peut être concerné par cet accord.

L'intéressement est lié soit aux ré-

• L'intéressement n'est pas

relancer la consommation.

dans un plan d'épargne.

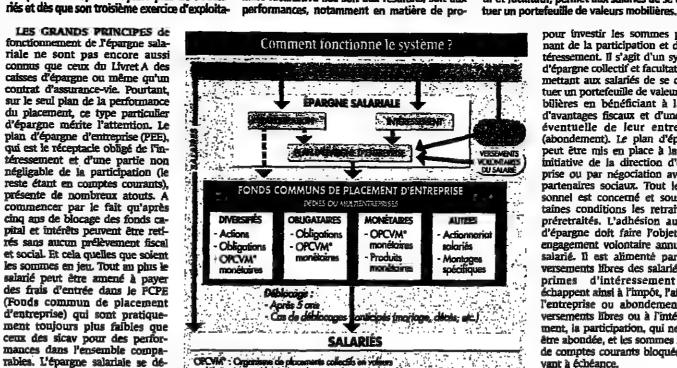
exonération à 100 %.

reinvestis et capitalisés.

Tous les salariés bénéficient de

té) sont appliquées.

La participation (aux béné-



CRCVIA": Organisme de placaments collectifs en vole mobilières factions de SICAV et/ou ports de PCPS

tière de productivité. Le montant giobal de l'intéressement ne doit pas dépasser 20 % de la masse sa-lariale brute et un salarié ne peut recevoir plus de la moitié d'un plafond annuel moyen de la Sécurité sociale. Dans tous les cas, l'intéressement doit conserver un caractère collectif. Les sommes percues au titre de l'intéressement ne sont pas soumises aux charges salariales. Si elles sont versées dans un plan d'épargne d'entreprise, elles ne sont pas soumises à impôt dans la limite de la moitié d'un plafond annuel moyen fixé par la Sécurité

sociale. En contrepartie de ces avantages fiscaux, les sommes sont bioquées cinq ans, mais peuvent bénéficier des cas de déblocage anticipé communs à la participation.

L'intéressement présente aussi des avantages fiscaux importants pour les entreprises. Les sommes attribuées aux salariés sont déductibles du bénéfice impossible. Elles ne sont soumises ni à la taxe sur les salaires ni aux cotisations patronales. Elles n'entrent pas en compte pour les indemnités de rupture du contrat de travail.

● Le pian d'épargne d'entreprise (PEE) est le moyen privilégié pour investir les sommes provenant de la participation et de l'intéressement. Il s'agit d'un système d'épargne collectif et facultatif permettant aux salariés de se constituer un portefeuille de valeurs mobilières en bénéficiant à la fois d'avantages fiscaux et d'une aide éventuelle de leur entreprise (abondement). Le plan d'épargne peut être mis en place à la seule mitiative de la direction d'entreprise ou par négociation avec les partenaires sociaux. Tout le personnel est concerné et sous certaines conditions les retraités et préretraités. L'adhésion au plan d'épargne doit faire l'objet d'un engagement volontaire annuel du salarié. Il est alimenté par : des versements libres des salariés, des primes d'intéressement qui échappent ainsi à l'impôt. l'aide de l'entreprise ou abondement aux versements libres ou à l'intéressement, la participation, qui ne peut être abondée, et les sommes issues de comptes courants bloqués arrivant à échéance.

L'abondement peut atteindre au maximum 15 000 francs par an et par salarié, voire 22 500 francs dans le cas d'investissements en valeurs de l'entreprise (actions ou certificats d'investissements). Il ne peut excéder de plus de trois fois le versement du salarié. L'abondement, qui n'est pas un salaire, n'est pas soumis aux charges salariales et à l'impôt. Les revenus et plusvalues dégagés par le plan géré en fonds commun de placement son éxonérés d'impôt sur le revenu. La contrepartie des avantages fiscaux est un blocage des fonds pendant

Retraite, Prévoyance, Mutualité, Épargne



Participation, intéressement, plans d'épargne d'entreprise, indemnités de fin de carrière, contrats collectifs de retraite à cotisations définies ou à prestations définies, depuis 30 ans le Groupe Medéric répond aux besoins des entreprises,

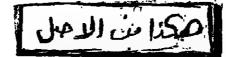


Avec EXPAR, le Groupe Médéric innove encore. Fonds collectif de retraite supplémentaire, EXPAR permet aux entreprises de compléter la couverture retraite d'une partie ou de la totalité de leurs salariés. Régime par capitalisation, EXPAR associe souplesse, performance et sécurité.

GROUPE MÉDÉRIC

L'AVENIR AVEC CONFIANCE

29/31, rue Médéric - 75832 PARIS cedex 17 - Tél.: 40 53 34 56 - Fax: 43 80 86 31



L'épargne salariale constitue un des thèmes majeurs de division des syndicats

Les confédérations craignent qu'elle ne se substitue à une vraie politique des rémunérations

ment n'est jamais un plus pour les salariés.

laires ». Les autres confédérations syndicales

mécanismes d'épargne salariale même sì

qu'un moyen d'éviter pour les entreprises de

Partisane de la politique contrac-tuelle, la CFDT déplore que l'inté-

des accords ont été ratifiés directe-

ment par les salariés, 24 % out été

approuvés par un comité d'entre-

prise et 9 % seulement par les or-

ganisations syndicales. Enfin, la

pioi, et que des entreprises

issent à la fois licencier et verser

Attachée à la place de l'homme

dans la société, la CFTC, d'obé-

dience chrétienne, se déclare « fu-

vorable à la participation des sala-

riés », mais « il ne faut pas qu'elle

se cantonne au seul aspect finan-

cler. Il faut une participation aux

décisions des entreprises. Or, ce

n'est pas le cas. Ce n'est malheureu-

ement qu'un système de distribu-

Même les organisations les plus

favorables à l'épargne salariale et

à la participation des salariés sont

entre leur souhait et la réalité. Aiu-

de la protection sociale à la CFE-

CGC, reconnaît que « l'épargne sa-

lariale fait partie de nos dogmes

mais que, maiheureusement, cela devient surtout une échappatoire

fiscale. C'est ainsi que nous sommes favorables à l'Intéressement basé

sur les résultais financiers. Or, de plus en plus d'entreprises instaurent

des critères qualitatifs qu'elles sont

presque sures d'atteindre. Cette

forme de salaire différé coûte, selon le Commissariat du Pian. 10 mililards par an aux organismes so-

Mais les syndicats savent que

leur hostilité ou leurs réserves

butent sur une réalité: la forte po-

pularité de l'épargne salariale au-

près des salariés qui n'entendent

ni la remettre en question ni

même la soumettre à cotisations

Paradoxalement, il semble que ce soit parmi les chefs d'entreprise

que des réserves se manifestant

désormais. Un certain nombre

d'entre-eux remettent en cause la

pertinence de l'épargne salariale en tant qu'outil de motivation. De

plus, comme l'ont montré plu-

sieurs conflits sociaux, les salariés

acceptent de plus en plus mai la

réversibilité de cette rémunération supplémentaire, qu'ils consi-

dèrent, les années passant, comme un véritable avantage acquis.

ciaux ».

L'INTÉRESSEMENT et la participation sont désormais entrés dans les mœurs. En 1994, dernière année connue, 2513073 salariés étaient couverts par un accord d'intéressement et 5 154 558 par un accord de participation. Pourtant, ce sujet continue de diviser les organisations syndicales. La participation des salariés aux profits de l'entreprise et aux instances de décision constitue même un des thèmes majeurs qui les sé-

Ainsl, la CGT continue d'affirmer que « l'intéressement n'est ja-

mais un plus pour les salariés. Il est de toute façon pris quelque part, dans la poche du salarié. C'est un leurre : la vraie garantie pour le salarié, c'est son contrat de travail ». D'ailleurs, le responsable du secteur protection sociale en charge de ce dossier, qui ne cache pas son « anticapitalisme », u'a « jamais entendu que les salariés se soient enrichis avec ces opérations. Comme d'habitude, ce sont les gros porteurs, en particuller les banques,

Cependant, à l'intérieur même

de la CGT, tout le monde ne tient

Les sommes en jeu

Le montant giobal de l'épargne salariale atteignait en 1993 (dernière année connue) 175 milliards de francs. Sur ce total, 63 milliards étaient sur des comptes courants bloqués et 112 milliards étaient placés dans des fonds communs de placement d'entreprise. Dans cette dernière catégorie, les OPCVM représentaient 26,5 miliards, les obligations ou actions de l'entreprise 40 milliards et les obligations on actions différenciées 46 milliards.

En 1994, les mouvements de fonds sur les fonds communs de placement d'entreprise ont été les suivants : réserve spéciale de participation, 9,5 milliards; versement des salariés, 11,1 milliard; abondement des entreprises, 2,4 milliards.

pas ce discours extrémiste. C'est ainsi qu'à l'Ugict-CGT (Union générale des ingénieurs-cadres et te chniciens), on estime «ne pas avoir de position idéologique sur ces questions. Nous ne sommes pas opposés à ces pratiques, mais il ne faut pas qu'elles obèrent le pouvoir d'achat des salariés, et il serait logique qu'elles soient soumises à cottsations sociales ».

En revanche, à Force ouvrière,

ces questions ne font plus débat. Du moins officiellement. « Au dernier congrès, personne n'est intervenu sur ce sujet », observe René Valadon, responsable du secteur économique, qui rappelle que « l'intéressement et la participation ne constituent pas la tasse de thé de Force ouvrière. Dans les faits, ces mesures sont souvent antagonistes avec les augmentations de salaire. De plus, la participation des salarlés aux décisions des entreprises est une vieille lune. Un secrétaire de comité central d'entreprise qui fait bien son travall peut avoir autant d'informations qu'un élu salarié au conseil

rations syndicales sont plus favorables aux mécanismes d'épargne salariale. « Nous ne sommes pas opposés à l'intéressement, mais nous émettons des réserves », explique la CFDT. Comme les autres syndicats, la centrale de Nicole Notat remarque que « l'intéressement tend à se substituer à une véritable politique salariale ». C'est pourquoi elle souhaiterait qu'un accord d'intéressement ne puisse pas être mis en place si l'entreprise n'a pas été capable, préalablement, de conclure un accord salarial.

Les salariés acceptent de plus en plus mal la réversibilité de ce revenu

Autre grief avancé: l'exonération de cotisations sociales. « Est-Il

Les partenaires sociaux commencent à admettre les fonds de pension

LONGTEMPS VOUES aux gémo nancement de la Sécurité sociale ? » nies par les syndicats, les fonds de pension ne font plus systématiquement l'objet d'une opposition des ressement n'entre pas dans le confédérations pour peu que les cadre de la négociation collective. systèmes par répartition soient au Elle fait valoir que, en 1994, 65 % préalable consolidés. Dans la branche de l'assurance, on a même vu, il y a quelques mois, la CGT rejoindre les signataires de l'accord signé en février 1995 par le patronat et trois syndicats (CFDT, CFTC et CFDT regrette qu'il n'y ait pas de une partie de la CFE-CGC) instituant un fonds de pension au niveau de la profession. Même si la CGT a expliqué qu'elle signait le texte pour mieux le combattre, son geste revêt une portée politique

> meilleure réponse syndicale aux problèmes de retraite reste la consolidation de l'Arrco et de l'Agirc », Roger-Pol Cottereau, en charge de ce dosaler à la CFTC, estime « ne pas être opposé aux fonds de pension », même si sa confédération n'a pas encore arrêté son choix sur la forme que ceux-ci devraient prendre. Même l'Ugict-CGT n'entend « pas diaboliser les fonds de pension » à trois conditions : qu'ils soient utiles à l'emploi, contrôlés par les partenaires sociaux et qu'ils ne se substituent pas à la répartition. Force ouvrière, la CFDT, et la CFE-CGC font remarquer qu'« Il ne faut pas confondre épargne et re-

Si Porce ouvrière estime que « la

Les trois organisations estiment que les fonds de pension, également destinés dans l'esprit de certains à augmenter les fonds propres des entreprises, ne rempiiront cette fonction que pour les grandes en-treprises qui disposent déjà d'une importante capacité d'autofinance ment. Au contraire, la CFE-CGC serail phitthe favorable à la création de fonds spécialisés dans le financement des PME, même si un systeme d'assurance diminuerait le rendement de tels placements.

De son côté, Jean-Marie Spaeth, secrétaire national de la CFDT. estime que « les fonds de pension comise plutot le « développement de l'épargne collective dans les branches et les entreprises ». D'une durée de huit à dix ans, cette épargne pourrait servir à financer la retraite, mais également l'accession à la propriété, le cougé parental et la relogue que Jean Arthuis veut avoir avec les syndicats sur les fonds de pension cet automne risque donc d'être animé, mais il ne sera pas forcément un dialogue de sourds.

Prédéric Lemaître

Epargne salariale

Banquier d'une entreprise sur quatre, le Crédit Agricole est forcément bien placé pour vous conseiller en Epargne salariale.



Avec le Crédit Agricole, votre Epargne Salariale bénéficie de la solidité d'une des dix premières banques du monde et de l'expertise d'un leader européen de la gestion collective. Uniplan et ses équipes de professionnels confirmés vous proposent la maîtrise des outils classiques (Participation, Intéressement, Plan d'Epargne Entreprise) mais aussi un éventail de solutions originales adaptées à vos besoins. Pour bénéficier de l'écoute au quotidien et de l'originalité de solutions qui font du Crédit Agricole le partenaire d'une entreprise sur quatre, prenez contact avec votre conseiller ou auprès d'Uniplan, 91/93, Bd Pasteur, 75015 Paris. Tél. (1) 43 23 30 98.



La gestion de l'Epargne salariale au Crédit Agricole

Les produits d'épargne-retraite pourraient modifier la donne

LE DÉBAT, jeudi 30 mai à l'Assemblée nationale, à propos d'une proposition de loi sur la création de systèmes d'épargne-retraite (fonds de pension) a donné le coup de départ législatif à la création de ces produits financiers. Jean Arthuis, ministre de l'économie, a annoncé que le Parlement seraît saisi à l'automne d'un projet de loi sur l'épargne-retraite (Le Monde du la juin). La création de fonds de pension va bouleverser la donne en matière d'épargne longue. D'une manière ou d'une autre, ils viendront pour partie concurrencer certains types d'épargne salariale.

Si les professionnels de l'épargne salariale sont réticents à l'égard des fonds de pension, c'est qu'ils craignent de voir diminuer sensiblement l'importance des fonds' qu'ils collectent, notamment par le biais de l'intéressement. Si un certain nombre de plans d'épargne d'entreprise consacrés à la retraite sont devenus des « ersatz » de fonds de pensions, ils risquent de souffrir de la concurrence de produits concus dès l'origine pour un borizon de placement très éloigné (trente-quarante ans), et pour permettre la distribution d'une rente.

Le marché potentiel des fonds de pensions est estimé entre 30 et 50 milliards de francs par an en régime de croisière, selon la Caisse nationale de prévoyance (CNP). Ce qui représenterait déjà plus que les mouvements annuels d'épargne salariale vers des fonds communs. Les spécialistes soulignent, en outre, qu'un développement plus important de ce marché pourrait intervenir sl les pouvoirs publics mettaient en place une forte incitation fiscale en faveur des produits à sortie en rente et si, parallèlement, la réduction des avantages fiscaux sur l'assurance-vie amenait un transfert de l'épargne à court et moyen terme vers les fonds de re-

(épargne salariale et assurance-vie) qui couvrent actuellement les besoins supplémentaires de retraite, les fonds de retraite seront les seuls produits dont la « vocation unique » est d'apporter aux salariés un supplément de revenus lors de la cessation de leurs activités. L'épargne salariale et l'assurancevie poursuivent d'autres objectifs que la retraite. Pour l'épargne sala-riale, il s'agit aussi, en sus de la retraite, de développer l'actionnariat des salariés, et l'assurance-vie joue; également un rôle d'épargne de

EST DIVERSIFIE

Angio American #

De Beers 🕏

Saint-Helena #

Western Deep ∉

31-65-%

378,80 /

305,70

+2,43

+1,13

268,50 +0,56

PETROLE

SE France

Clepierre

SECONII OU EX-SICONI

The state of the s

Contract of

or organization

11.00

1.5 ----

275

 $V_{n} \cdot \Omega_{n} \subseteq \mathbb{Z}_{2}$

7.0

1.00

10000

LIBELLÉ

5.7

....

1.21

. 5-

- Ór

MONACTIONS

DIVERSIFIÉES FRANCE

Performance move

10 miles

127737.2

That:

to Buttergare

* ** *** ***

e same y

AND The same

A CONTRACTOR

A CONTRACTOR

State of the same

o – especial in the

تغرف بودا البرنج

saga ika sa

المراجع والمحالة

Francis Charles

أعبقونك أأراه

医镰毛体 电线

18 STR 73 S 500 ---

₹F. _ _ - -

 $|\mathcal{M}| \leq |\mathcal{M}| g_{k}$

grand and the safe agreement

Salar Production

de la Aprille $\alpha_{ij}(q,q) = (q_{ij} - 1)^{-1} \cdot \epsilon_{ij}$

أأدر معروبهمين والمعرو

garage in the

ا در استوسالها ور معيدا أعا أطيعها post of the same of

ಚರ್ಚಿಗಳ ಬ್ಯಾಪ್

\$77 A - 3 to

gara Tepara A

Spart of the second

被 经制制 化

والمراجع والمراجع

4.00

维·曼·阿尔

المناجعة المناجعة

A. 11 ---

الأخرافية القهريشي بجو

ولأراز الصحورات يهيجة

 $(\Delta_{i,j})_{i \in \mathcal{I}_{i}} = (\Delta_{i,j})_{i \in \mathcal{I}_{i}}$

je je sa sa s

المتحروب ويهو

7

part of the second

A STREET

AND AND TO

فتح فللجيشرة أأرراء

. جو وفعالو پيوستدر

Subject (State Co

والمتناب فهيهم بلاتيوس

يها تدامين المرار

 $(p_{0,2\infty}) = \{0,2,30,4,3\}^{1/\alpha}$

The state of the state of ٠٠ - ١٠ والحظيم وطنديهم ، ميس

age contribution in the Con-

٥٠٠ و يافظ - تعبيهيي

And the state of the state of

A THE PARTY OF THE

سنتها يسترسني المهايد

and the second of the second

क्षेत्रकं वृत्या

4 1 AL WEST

Andrew Mary

1000

marine Miles &

31.74 G + F -

AND NOT

STATE STATE

44 萧光的

Floring at

-

REVUE DES ACTIONS

Bongrain 2543
Dunone 759
Bridania Beghin 802
Fromageries Bel 5000
IVMH Moet Vultton 1257
Pernod-Ricard 339,60
Ramy Columbia 153
Saint-Louis 1402

AGF-Ass.Gen.France 140,30

678

SCOR SA UAP

Union Assur Fdai

147,10 (11) 201,20 (11) 108

Rumeurs et démentis en cascade

A L'ISSUE d'une semaine rédulte à quatre jours, la Bourse de Paris a cédé un peu de terrain, Mercredi, Rhône-Poulenc démentait à son tour la semaine précédente – et de 49 % depuis le déà la recherche d'un second souffie après un para perdu 0,36%, à

VALEURS

contexte économique et social morose, le marché doit l'autre. son animation à l'agitation permanente autour des « situations spéciales », pour reprendre le jargon des boursiers : les rumeurs de toutes sortes, les projets supposés d'OPA et les espoirs de grandes opérations financières à venir créent

Performance moyenne sur 1 an : 3,01 %, sur 5 ans : 8,57 %

CONSERVA

INDOSUEZ

INDOSUEZ BRED

CIC PARI

INDOSUEZ INDOSUEZ

EPARGNE PALUEL

BNP SG ZURICH

SG

CONSTRUCTELIZ LIMISC

CNP ASSUR PLERRE DBJECTIF ACTIFS REBLS

PONCIVAL

CONVERTIMINO

CESTION IMMOBILIER INTE (C)

FRANCIC PIERRE INDOSUEZ SICAVIAMO (C) INDOSUEZ SICAVIAMO (D)

CROISSANCE IMMOBILIERE

DINUCH ACTIONS PIERRE

NATIO IMMOBILIER

CAPITAL PIERRE INVESTISSEM

VALCOMEX PLACEM, CONNECTIBLES

CONVEXTIBLES MONDE CO

. PYRAMIDES CONNERTIBLES OC

La cascade de démentis venus de différentes sociétés cette semaine n'y a rien changé. Lundi, le président du Groupe Bruxelles Lambert (GBL), le financier belge Albert Frère, démentait tout projet de fusion entre la Compagnie huxembourgeoise de télévision (CLT), indirectement contrôlée par GBL, et le groupe audiovisuel français Canal Plus. Ce qui n'a pas empêché l'action Canal Plus de gagner 2,6 % sur la semaine, portant sa hausse depuis le début de l'année à 38 %. Mardi, c'était au tour du Groupe André (chaussures, textile) de « formellement démentir »

une ammation quotidienne à la Bourse de Paris.

toute scission entre ses activités chimiques et but de l'année. cours plutôt brillant depuis le début de l'année pharmaceutiques: « Rhône-Poulenc poursuit sa (+12,7 %). D'un vendredi à l'autre, l'indice CAC 40 stratégie visant à développer ses quatre métiers comparable avec celle de Dassault Aviation, qui dans un même ensemble fortement décentralisé », a s'adjuge encore cette semaine 6,9 % et a gagné, 2 110,06 points. Dans un indiqué le groupe. Le titre Rhône-Poulenc s'est depuis le 1º janvier, 114 % en raison des espoirs de tout de même adjugé 4,7 % d'un vendredi à

DASSAULT 114 %

Incontestablement, la vedette de la fin de semaine a été l'équipementier automobile français Bertrand Paure. A partir de mercredi, le volume des transactions a fortement gonfié, mais, pour une fois, l'origine de la rumeur est identifiable : il s'agit d'un article de la revue spécialisée Automotive News Europe indiquant que l'équipementier français pourrait s'associer au canadien Magna pour fournir des sièges à Ford. Implicitement, Automotive News évoquait une possible prise de participation de Magna dans Bertrand Faure, dont environ 60 % du capital sont dispersés dans le public, l'actionnaire principal étant Michel Thienry avec 17 %. Un porte-parole de Bertrand Faure a indiqué, vendredi, qu'aucun accord de partenariat n'était en négociation avec ce groupe canadien (lire page 15).

Maigré ce démenti, l'action Bertrand Faure des rumeurs de changement de contrôle de son s'échangeait, vendredi en fin de journée, à plus de

rapprochement avec l'Aerospatiale. Eurotumnel a anssi effectué un bean percours cette semaine (+13,6%) à la suite de déclarations laissant entendre une solution rapide à la négociation avec les banques. Mais Eurotunnel reste une valeur spéculative par excellence.

Spéculatives, c'est un peu ce que sont devenues depuis quelque temps les valeurs de distribution, qui, après une forte progression due à des rumeurs insistantes d'OPA, ont subi un petit coup d'arrêt. BHV cède 3,2 %, Castorama 1,7 %, Promodès 1,1 % et Casino 0,9 %. Seul Carrefour gagne encore 2 %.

La cotation du titre Casino a été suspendue jeudi. Le groupe, à l'occasion de son assemblée générale qui a vu le président du directoire Antoine Guichard passer la main au vice-président Georges Plassat, a annoncé en fin de journée le lancement d'une émission d'obligations à bons de souscription d'actions (OBSA) et le remboursement par anticipation d'obligations conventibles.

Marine Wendel

Worms & Cie

E.L.

446,50

143,50 - 1,21

188 +10.58 --

Genefim		1
Immobail	115,50	+5
jiiiii kapani		
TRANSPORTS, LOISING	E CENVA	<u> </u>
	31-05-96	DIFE
Accor	750	+125
BIS	665	1220
Canal +	1268	+2,42
Cap Gernini Sogeti	180	+0.55
CEP Communication		+0,66
Club Mediterrance	480,50	-1,71
Eaux (Gle des)	557	+164
Ecco	1247	+1,21
Euro Disney	_	
Filipacchi Medias	13,75 998	-1,78
		-263
Havas	443,40	+0,31
Lyonnaise Eaux	504	~2.13
Publicis	403	-1,70
SLTA	1129	+0,80
Sligos	491	+2.29
Sodexho	2001	+0.30
Technip	469	= 0,84
Scac Delmas(SVD)	850	- 1 A-
Dauphin OTA	275	+1,85
OGF Own Gest_Fir.	710	-21,11
TF1-1	600	+0.16
	-	
VALEURS A REVIEWU F	花 の 仏	
	31-05-96	Diff.
Emp. Etat 6/693-97 4	101,93	-0.00
CNB TMO 82-97 (5)	101,40	0.19
CNB Paris 97TMO(S		FD,28
CNB Suez 97 TMD(S)	+DUB
CNI TMO 1/82-97(5)	101.00	220
CHAILLIMING MAR. N. (S)	101,40	- 138

NATIMENT ET MATELIAUX 31-05-96 Elffage Eurotunnel GTM-Entrepose imetal Jean Lefebyre Lafarge 115,50 Gascogne (B) Michelin 260,20 Plastic-Omn.(Ly) Rhone Poulenc A 452 128,80 Roussel Uctaf 585 Christian Dior Clarins DMC (Dolfus MJ) 245,60 (Essilor Int 1,260

L'Oreal	7582	O.C.
Moufinex	77	121年の
Salomon (Ly)	3682	4.727
SER	895	4406
Skis Rossignol	1930	12.31.0
Sommer-Allibert	1395	100
Zodiac ex.dt divid	1205	1
		C LID W
		T
CRÉDIT ET BANQUE	\$	
	31-05-96	347
Bancaire (Cle)	572	i i Lik
B.N.P.	193,10	Cart 57
C.C.F.	251	+6.5
Cetelern	1138	34.0
Comptoir Entrep.1	12,90	17.5
O'R .	421,20	A-+378
Credifion France	31,40	£1250
Credit Local Fce	424,40	10
Credit Lyonnals Ci	140,20	- F-3-7
Credit National	359	7.005
Societe Gale A	547	- 2/5
UFB Locabali	517	- 413
NIC	78,50	4.476
Via Banque	183	2-7-36
	-	A SECTION AND ADDRESS OF THE PERSON ADDRESS OF THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON ADDRESS OF

HOLLIGHTER			Schneider SA	241	-4.25
	33-45-96	DHE.	Thomson-CSF	136	+3,62
arrefour	2645	17.10.55			
asino Guichard	217,20	412		-	
assirama Di (Li)	964	2.73		_	
Comptoir Moder.	2530	-170			1 2 / mg = 71.
Damart	3970	-8.37	MANOBILIER ET POP	KOER	
Docks France	1142	4151		31-65-56	DUT.
Jaleries Lafayette	1695	-3.42	G.F.C.	421	41,44
dibert	771	** ** 0.75	Rue Imperiale(Ly)	4395	, -D.11
uyenne Gascogne	1205	* 17855°	Sefimeg	344	-8.78
inaut-PrintRed.	1602	- - 0.04	Simo	470	
rimagaz	555	1331	UIF	430	-293
romodes	1352	70AL	Lierbi	54	#577 °
tenel	1272	41 -4.55	SEC	75D	-033
		1995	Sogepart (Fin)	687	-0.72
	-				distribution of
LECTRICITÉ ET ÉLEC	TRONIQUE			_	125219
	31-05-96	Day.	INVESTISSEMENT ET	PORTEFEL	BLE
Acatel Alsthorn	470,30	Secretary.	·	31-05-16	DIE
Icatel Cable	462	1 -3 -3	Soliore Techno.	618	7.75
S Signaut/(CSEE)	282	****	Cerus Europ.Roun	108,50	- 'i=1,36 >
ntertechnique 1	605	25 27 22	OGIP	1212	-0.32
abhal	750	2000	Burafrance	1958	424 +278 (1)
egrand	me	T-10-121	Gas et Baux	2198	15 9857
	3000	7	Lagardere (MMS)	140,30	

Docks France	1142	41.5%			31-65-56	DOT.
Galeries Lafayette	1695	- 342	G.F.	C.	421	41,44
Guilbert	771	0.25	Rue	Imperiale(Ly)	4395	-0.11
Guyenne Gascogne	1205	- 1-15.55°		meg	344	-0.28
Pinault-PrintRed.	1602	-806	Sten		470	
Primagaz	555	1331 4	UIF		430	-293
Promodes	1352	**************************************	Line		54	#577 °
Resel	1272	41 -425	ST4		750	100
	-	Charles .	Soo	epart (Fin)	687	-0.72
		1 Harris 18				65.
ÉLECTRICHÉ ET ÉLEC	TRONIOU	l .				125476
	31-05-96	Dent.	IMA	STEERENT E	T POOTEEN	
Alcatel Aisthorn	470.30	13-1-20-			31-05-96	DIFF
Alcatel Cable	462	PACT GARNE.	- M	ore Techno.	618	23/6
	282	Street Control of				
CS Signaux(CSEE)		7		A Europ.Raum	108,50	" 'i=1,36 .>.
Intertechnique 1	605	22,200	001	-	1212	-032
Labinal	750	3-12	_	efrance	1958	124 - 2078 (1)
Legrand	m	F-15-48-12	_	er Baun	2198	15 98.57
Segern SA	3000	ST. SHEETS	وحا	rdere (MME)	140,30	
CAPITAL-DELINGERIATII ELAN CONCERTO LOTUS SELECTION MONDIALE CAPITAL-VALEURS LAFFITTE LAPON STRATEGRE INTERNATIO BETELCEUSE BACOT-ALLAIN INTERNAT VERCORS ORSAY INVESTSSEMBRIT MAI PHITUMBENE SECUR PROVENCE INTERNATIO MATMEST CROSSANCE (NATWEST CROSSANCE (STRATEGRE ACTIONS	MILE THOMAL VIEC OTED NAL(O) NAL(D)	PALUEL ROTHSCHI ATLAS CCF PALUEL BARCLAYS ATHENA B ABEILLE BACOT PALUEL CDC GEST ORSAY AXA ASSE HOTTINGU HOTTINGU HATWEST NATWEST LEGAL FR	64条分为7.2万分5%77%79%1.2条斜线	是是是100mm,100mm,100mm,100mm,100mm,100mm,100mm,100mm,100mm,100mm,100mm,100mm,100mm,100mm,100mm,100mm,100mm,100mm	24 27 20 12 4 5 4 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2	57: 49908,52
ORSAY ARBITRAGE		ORSAY	36	-14	25	16790,37
IMMOBILIÈRE	S ET F	ONCIÈRES				

		37530
1,72	Fives-Lille	578 /7 - LMG
	Legris indust.	253,501,34
	Метавелтор	55 -4.43 -
	Pechiney CIP	-1,23
ME.	Pechiney Inti	104,50 4 235
A5-	Peugeot	723
36 5. 132 · · · 678 (±	Renault	142,30 -0 -0.48
37	Strafor Facors	Sell 4- 40.35
678	Valeo	281,20 -0,28:
- 7	Valloures	296,70
. =		
1166,13		
9308,52		 Les auriter
9908,52 0668,25		- Les aurilei
9908,52 0668,25 380,93	3	- Les aurijei
9908,52 0668,25 380,93 477,65		- Les amilei
9908,52 0668,25 380,93 477,65 373,99		- Les aurijei
19306,52 0668,25 380,93 477,65 373,99 469,98		Les aurilei
19306,52 0668,25 380,93 477,65 373,99 469,98 112,61 4487,97	6.202	Les aurille
9908,52 0668,25 380,93 477,65 373,99 469,98 112,61 4487,97 1542		Les aurille
19908,52 0668,25 380,93 477,65 373,99 469,98 112,61 4487,97 1542 4056,24		Les auriller
19908,52 0668,25 380,93 477,65 373,99 469,98 112,61 4487,97 1542 4056,24 3273,04		Les aurilles
19908,52 0668,25 380,93 477,65 373,99 469,98 112,61 4487,97 1542 4056,24		Les auniter

1951,60 109,81 103,90 990,07

415.69

671,07

463,42 263,14 360,60 116,37 768,42 609,16 538,01 562,26

1205,82

£35,16 1059,78

14496,23 13377,96

5 ans 5,7

табентор	55 -4.83		
thiney CIP	-1.23	VALEURS A REVI	MI) FIRE OU INDERE
chiney Inti	104,50 2.35		31-05-96 DMT.
ugeot.	723 7 10,69	Emp.Etat 6/693-5	
rault	142,30 -0 -0.48	CNB TMO 82-97	
afor Facons	561 4- 40.35	CNB Parity.97TM	IO(S) = #0,28
86	281,20 0,28	CNB Suez 97 TN	
loures	296,70	CNI TMO 1/82-9	7(S) 101,40 0,19
		EDF-GDF 3%	···· 第三种138 · ·
	les aurile	res en tele	
	The second second		
	1		
			THE STATE OF THE S
477			and the same of the same of the
	the indice of	rea 100.	
20			
30			
25		1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	
	A COLUMN TO THE REAL PROPERTY.	A CONTRACTOR	
A CHARLES	ATT TO SHOULD BE A SECOND	Seed And State of the London	
1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1		A VANA A LANGE	•
D			
T	T VOICE		
· 15			
8			
1	经验证证据	1.2	ie
		MI EN L	
	1005		1004
			THE RESERVE OF THE PARTY.
		. 1	
INB	SPES OR SI MATERIAL PRO-		DIVERSITES BURCHE
N0.00	ISIRÉS RANCE	1445000	DIVERSEES CRUGATIONS
DIVE		4104000	CONVERTIBLES FRANCE
			THE PERSON NAMED IN TAXABLE PARTY.

Source: Fishion La hausse des matières premières et la fermeté des cours de l'or permetipa van, slogs de cette catégorie de faire la course en tête.

cant

Perrormance moyenn	e sur 1 an	: 10,	69 %, sur) #	ns : 54,0	7 70
NORWICH SELECTION	NORWICH	1,				133,04
OBJECTIF PATRIMOINE	LAZARO	2	- A. A.	7	7	860,59
EMERGENCE POSTÉ	SOCEPOST	3	14.5	-	1	109,50
NATIO EPARGHE RETRAITE	BNP	4.		1	- (139,42
OUEST VALEURS (C)	GO	5 .	2	15	2	1586,90 1 387,27
OUEST VALRUIS (C) PEDERAL CROISSANCE (D)	CIO CDT BRET	•		5	200.00	163,06
FEDERAL CROSSANCE (C)	COT BRET	- 1		4	4	175,09
ALLIAGE (D) -	BGP	9	T. Sacrati	_		1050.81
ALLIAGE (C)	BGP	10	(CP-16	_	1120	1090,46
CPR CAPITAL EXPANSION	CPRCESTI	11	12.0	2	4	3283,70
INTERSELECTION FRANCE	SG .	12	E 1236	8	232.70	578,93
WALEURS DE FRANCE	BRED	13	231.80	****	大学学	456,66
CAN EPHRONE LONG TEPHAE (C)	COT MUTTE	14		19	1911	224,92
OM EPARCINE LONG TERME (D)	COT MUTU	15	CHAPTER S	20	1002	215,32
SSD AVENTR	BSD	16	20.00	15	4.20.20	115,20
AMENIR ALIZES (C)	COT MUTU	17	1010	17		2013,28
AVENIR ALIZES (D)	COT MUTU	18		18		1906,85 112,44
TRESOR AVENIR	CDC TRES	19	A 22.20	6		111357,24
PARIBAS TRESORERIE 2 PLUS	Páribas CM assuv	20 21	PA A	3		16624,20
AYENIR EPARICNE	ECOF! FI	22	10.10	9	1	16010,17
INOGESTION REDERAL EPARGNE ACTIONS	COT BRET	28		16	14.70	173,15
	SG	24	1	12	4-4-2	640,07
PERMALOR STATE STREET ALLOCATION FRANC	STATE ST	25	A-5	-	3.75	1115,62
	BBL FRAN	26		10		15629,17
ACT12 (C) ACT12 (O)	BBL FRAN	27	÷325	11	3720	14199,17
CIT FRANCES	GTI FIN	28	5 - E-40	-		12118,09
ASSURINDACE	DEMACHY	29	4.724	21	7	10969,34
STARDER FRANCE	CAPSTARD	30		-		12004,70
SEVEN .	CNCA	31	1	-		105
-					m*	
DIVERSIFIÉES INTERN	ATIONALI	ES .				
Performance moyenne	eur 1 an	: 13.3	34 %. sur	5 a	ns:34,8	8 %
		1		2		1551.05
LE PORTEPEUILLE DIVERSIFIL	COGEFI CYRIL FI	2	22.45	17		1597,64
BIOSPHERE	CF ROTHS	3	-56	3	1	1497,95
SAINT-HOMORE YIE & SANTE			30.44	4	100	8096,19
TECHNO-CAN	GAN	4				
TECHNO-GAN Paramerique	GAN PARIBAS	4 5	70.44 72.45 72.70	4		8096,19
TECHNO-CAN PARAMERIQUE PAREUROPE	GAN PARIBAS PARIBAS	4	73.40 72.90 21.30	4 26 15 10		8096,19 1008,42 1391,94 1079,75
TECHNO-CAN PARAMERIQUE PAREUROPE SAINT-HONORE INVESTESSEMENTS	GAN PARIBAS	4 5 6 7 8	34 72 72 73 73 73	4 26 15		8096,19 1008,42 1391,94 1079,75 167,44
TECHNO-CAN PARAMERIQUE PAREMOPE SAMULTANIE INVESTISSEMENTS EPARCAE UNITE	CAN PARIBAS PARIBAS CF ROTHS CNCA CIPEC	4 5 6 7 2 9	1000 2000 2000 2000 2000 2000 2000 2000	4 26 15 10 14		8096,19 1008,42 1391,94 1079,75 167,44 1216,83
TECHNO-CAN PARAMERQUE PAREJROPE SAINT-HONDITE INVESTISSEMENTS EPARCAE UNITE CLP.EC	GAN PARIBAS PARIBAS CF ROTHS CNCA CIPEC DEMACHY	4 5 6 7 8 9	10年 10年 10年 10年 10年 10月 10月	4 26 15 10 14 		8096,19 1008,42 1391,94 1079,75 167,44 1216,83 -602,34
TECHNO-GAN PARAMEROQUE PAREMOPE SAINT-HONORIE INVESTISSEMENTS EPARGNE UNITE CLP.E.C DEBAACHY CROSSANCE ALLUNCE	GAN PARIBAS PARIBAS CF ROTHS CNCA CIPEC DEMACHY VIA BANQ	4 5 6 7 8 9 10 11	五章 五章 五章 五章 五章	4 26 15 10 14 30 54		8096,19 1008,42 1391,94 1079,75 167,44 1216,83 602,34 12373,84
TECHNO-CAN PARAMEROUSE PAREIROPE SAINT-HONORIE INVESTISSEMENTS EPARCHE UNITE CLP.E.C. DEBANCHY CROSSANCE ALLIANCE PLACEMENT NORD	CAN PARIBAS PARIBAS CF ROTHS CNCA CIPEC DEMACHY VIA BANQ SMC	4 5 6 7 8 9 10 11 12	第4章 22第 23章 23章 34章 34章 34章 34章 34章 34章	4 26 15 10 14 20 54 41		8096,19 1008,42 1391,94 1079,75 167,44 1216,83 602,34 12973,84 1241,24
TECHNO-GAN PAREMORE PAREMORE SAINT-HONDIES INVESTISSEMENTS EPARIGNE UNITE CLP.E.C. DEBAYCHY CROSSANCE ALLIANCE PLACEMENT NORD CARMICHAE PATERMORE	GAN PARIBAS PARIBAS CF ROTHS CNCA CIPEC DEMACHY VIA BANQ SMC CARMIGNA	4 5 6 7 8 9 10 11 12 13	東京 第二 第二 第二 第二 第二 第二 第二 第二 第二 第二	4 26 15 10 14 30 54 44 16		8096,19 1008,42 1391,94 1079,75 167,44 1216,83 602,34 12973,84 1247,24 8767,62
TECHNO-GAN PAREMORE PAREMORE SAINT-HONORE INVESTISSEMENTS ERARGAE UNITE CLP-EC DEMACHY CROSSANCE ALLUNCE PLACEMENT MORD CARMICHAE PATRIMORIE CONSERVATEUR SAINT-HONORE	GAN PARIBAS PARIBAS CF ROTHS CNCA CIPEC DEMACHY VIA BANQ SMC CARMIGNA CF ROTHS	4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14	東京 東京 東京 東京 東京 東京 東京 東京 東京 東京	4 26 15 10 14 20 54 41		8096,19 1008,42 1391,94 1079,75 167,44 1216,83 602,34 12973,84 1241,24
TECHNO-GAN PARAMEROQUE PAREMOPE SAINT-HONORIE INVESTISSEMENTS EPARCNE UNITE CLP.E.C DEMACHY CROSSANCE ALLUNCE PLACEMENT MORD CARLICINE; PATERIADRE OMSERVATEUR SAINT-HONORIE NATIO EPARGNE; WILEUR	GAN PARIBAS PARIBAS CF ROTHS CNCA CIPEC DEMACHY VIA BANQ SMC CARMIGNA CF ROTHS BNP	4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15	東本語 の主要 の主要 の主要 の主要 の主要 の主要 の主要 の主要	4 26 15 10 14 30 54 44 16 20		8096,19 1008,42 1391,94 1079,75 167,44 1216,83 602,34 12373,84 1241,24 8767,62 1286,37
TECHNO-GAN PAREMORE PAREMORE SAINT-HONDIE INVESTISSEMENTS EPARGAE UNITE CLP.EC DEMACHY CROSSANCE ALLANCE PLACEMENT NORD CARMICHE, PATERMORE CONSERVITEUR SAINT-HONDIE NATIO EPARGAE VALEUR STRUM	CAN PARIBAS PARIBAS CF ROTHS CNCA CIPEC DEMACHY VIA BANQ SMC CARMICINA CF ROTHS BNP CL	4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14	社選 以解 。 資产 打選	4 26 15 10 14 30 54 44 16 20 11		8096,19 1008,42 1391,94 1079,75 167,44 1216,83 602,34 12973,84 1241,24 1267,62 1286,37 546,76 472,17
TECHNO-GAN PAREMORE PAREMORE SAINT-HONORE INVESTISSEMENTS EPARCAE LANTE CLP-EC DEMANDY CROSSANCE ALLUNCE PLACEMENT NORD CARLIFORMS PATRIMORIE CONSERVATEUR SAINT-HONORE NATIO EPARGRE VALEUR SERVAN FRONZIAL	GAN PARIBAS PARIBAS CF ROTHS CNCA CIPEC DEMACHY VIA BANQ SMC CARBHERNA CF ROTHS BNP CL COURCOUX	4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16	化源 设置 设置 化加	4 26 15 10 14 20 54 44 16 20 11 36 59 29		8096,19 1008,42 1391,94 1079,75 167,44 1216,63 602,34 12973,84 1241,24 5767,62 472,17 1990,83 222,79
TECHNO-CAN PAREMORE PAREMORE SAINT-HONORE INVESTISSEMENTS EPARCHE UNITE CLP.EC DEMOCHY CROSSANCE ALLIANCE PLACEMENT MORD CARMICHAE PATRIMORIE CONSERVATIER SAINT-HONORE NATIO EPARGNE VALEUR STRUM PRARMAL INSTITUTIONS OPPORTUNITES	GAN PARIBAS PARIBAS CF ROTHS CNCA CIPEC DEMACHY VIA BANQ SMC CARMICINA CF ROTHS BNP CL COURCOUN PARIBAS	4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17	化源 设置 设置 化加	4 26 15 10 14 20 54 46 20 11 36 59 29 51		8096,19 1008,42 1391,94 1079,75 167,44 1216,83 .602,34 1247,24 1241,24 8767,62 1286,37 546,76 472,17 1990,83 222,79 1291,29
TECHNO-CAN PAREMORE PAREMORE SAINT-HONDITE INVESTISSEMENTS EPARICHE UNITE CLP.E.C. DEMACHY CROSSANCE ALLIANCE PLACEMENT NORD CARMICIAIC PATERMORE CONSERVATIONS CONSERVATIONS SIROM PRINTENAL PROTECTIONS OPPORTUNITIES COMMODE:	GAN PARIBAS PARIBAS CF ROTHS CNCA CIPEC DEMACHY VIA BANQ SMC CARBHERNA CF ROTHS BNP CL COURCOUX	4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18	社選 以	4 26 15 10 14 30 54 44 16 20 11 36 59 29 51 13		8096,19 1008,42 1391,94 1079,75 167,44 1216,83 602,34 12373,84 1241,24 8767,62 1286,37 546,76 472,17 1990,83 222,79 1291,29 179,75
TECHNO-GAN PAREMORE PAREMORE SAINT-HONDRE INVESTISSEMENTS EPARGAE UNITE CLP.E.C. DEMACHY CROSSANCE ALLIANCE PLACEMENT NORD CARLIGURE PATREMORE CONSERVATEUR SAINT-HONORE NATIO EPARGNE VALEUR SERVAL HISTITUTIONS OPPORTUNITES COCAGNODE EAGLE INVESTISSEMENT	CAN PARIBAS PARIBAS CF ROTHS CNCA CIPEC DEMACHY VIA BANQ SMC CARBHIGNA CF ROTHS BNP CL COURCOUN PARIBAS CIC PARI	4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21	性類 質別 形成 形成 形成 形成 形成 形成 形成 形成 形成 形成 形成 形成 形成	4 26 15 10 14 30 54 44 16 20 11 36 59 29 51 13 24		8096,19 1008,42 1391,54 1079,75 167,44 1216,83 602,34 1287,34 1281,24 8767,62 1286,76 472,17 1990,83 222,79 1291,29 179,75 290,07
TECHNO-GAN PAREMORE PAREMORE SAINT-HONDRE INVESTISSEMENTS EPARCAE LANTE CLP-EC DEMONT CROSSANCE ALLUNCE PLACEMENT NORD CARLINGER PATRIMORIE CONSERVATEUR SAINT-HONORIE NATIO EPARGNE VALEUR STRAM FROMME INSTITUTIONS OPPORTUNITIES CICIAMORIE EAGLE INNESTISSEMENT CESTION ASSOCIATIONS	CAN PARIBAS PARIBAS CF ROTHS CNCA CIPEC DEMACHY VIA BANQ SMC CARMIGNA CF ROTHS BNP CL COURCOUN PARIBAS CIPEC FARI EAGLE ST	4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22	性類 質別 形成 形成 形成 形成 形成 形成 形成 形成 形成 形成 形成 形成 形成	4 26 15 10 14 30 54 41 16 20 11 36 59 29 51 13 24 47		8096,19 1008,42 1391,94 1079,75 167,44 1216,83 .602,34 1247,34 1241,34 5767,62 1286,37 546,76 472,17 1990,83 222,79 1291,29 179,75 290,07 160,68
TECHNO-GAN PARAMERODE SAINT-HONDIRE INVESTISSEMENTS EPHICAE UNITE CLP.EC. DEMACHY CROSSANCE ALLIANCE PLACEMENT NORD CARMICHAE, PATRIMOINE CONSEINTEUR SAINT-HONOIRE NATIO EPHICAEME SERVAL RINGITUTIONS OPPORTUNITES CICAMORDE EAGLE UNESTISSEMENT CESTION ASSOCIATIONS PAREMS OPPORTUNITES	CAN PARIBAS PARIBAS CF ROTHS CNCA CIPEC DEMACHY VIA BANQ SMC CARBHIGHA CF ROTHS BNP COURCOUN PARIBAS CIC PARI EAGLE ST PARIBAS	4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 22 12 23	地 東京 東京 東京 東京 東京 東京 東京 東京 東京 東京	4 26 15 10 14 30 34 44 16 20 11 36 39 29 51 13 24 7 21		8096,19 1008,42 1391,94 1079,75 167,64 1216,83 .602,34 12373,84 1241,24 8767,62 1286,37 472,17 1990,83 222,79 1291,29 179,75 290,07 160,68 856,37
TECHNO-GAN PAREMORE SAINT-HONDITE INVESTISSEMENTS EPARGAE UNITE CLP.E.C. DEMACHY CROSSANCE ALLIANCE PLACEMENT NORD CARLINGRE, PATREMORE CONSERVATEUR SAINT-HONDITE NATIO EPARGAE VALEUR STRUM FRARMAL MISTRUTIONS OPPORTUNITES COSAGONOE: EAGLE INVESTISSEMENT CESTION ASSOCIATIONS PAREMS OPPORTUNITES LE LERGE PORTEFEIALLE	CAN PARIBAS PARIBAS CF ROTHS CNCA CIPEC DEMACHY VIA BANQ SMC CARMICINA CF ROTHS BNP CL COURCOUX PARIBAS CIC FARI EAGLE ST PARIBAS PARIBAS	4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 22 23 24	地位 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	4 26 15 10 14		8096,19 1008,42 1391,54 1079,75 167,64 1216,83 602,34 12873,84 1247,34 8767,62 1286,37 346,76 472,17 1990,83 222,79 1291,29 1797,75 220,07 140,68 856,57 740,30
TECHNO-GAN PAREMEROUR PAREMEROUR SAINT-HONORE INVESTISSEMENTS EPARGAE UNITE CLP.E.C. DEMACHY CROSSANCE ALLIANCE PLACEMENT NORD CARLINGURE PATREMORE CONSERVATEUR SAINT-HONORE NATIO EPARGAE VALEUR STRUM FINNENAL INSTITUTIONS OPPORTUNITES CACLE INVESTISSEMENT CESTION ASSOCIATIONS PAREMS OPPORTUNITES LE LIBRET PORTEFEIALLE PAREMS CROISSANCE	CAN PARIBAS PARIBAS CF ROTHS CNCA CIPEC DEMACHY VIA BANQ SMC CARMICINA CF ROTHS BNP CL COURCOUN PARIBAS CIC PARI EAGLE ST PARIBAS CDC GEST	4 5 6 7 8 9 10 11 12 14 15 16 17 8 19 20 22 22 22 22 25 25	海里 (4 26 15 10 14 20 24 41 6 20 11 36 59 29 51 32 44 7 21 51 8		8096,19 1008,42 1391,94 1079,75 167,44 1216,83 602,34 1247,24 1247,24 1247,24 1247,24 1247,7 1990,83 222,79 1291,29 179,75 290,07 160,68 856,57 740,30 229,52
TECHNO-GAN PAREMORE SAINT-HONDITE INVESTISSEMENTS EPARGAE UNITE CLP.E.C. DEMACHY CROSSANCE ALLIANCE PLACEMENT NORD CARLINGRE, PATREMORE CONSERVATEUR SAINT-HONDITE NATIO EPARGAE VALEUR STRUM FRARMAL MISTRUTIONS OPPORTUNITES COSAGONOE: EAGLE INVESTISSEMENT CESTION ASSOCIATIONS PAREMS OPPORTUNITES LE LERGE PORTEFEIALLE	CAN PARIBAS PARIBAS CF ROTHS CNCA CIPEC DEMACHY VIA BANQ SMC CARBHIGNA CF ROTHS BNP CL COURCOUN PARIBAS CIC PARI EAGLE ST PARIBAS CDC GEST PARIBAS CDC GEST PARIBAS CDC GEST PARIBAS SG	4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 27 22 23 24 25 26	地位 東京 東京 東京 東京 東京 東京 東京 東京 東京 東京	4 26 15 10 14 20 24 14 16 20 11 36 39 29 15 13 24 47 21 31 8 34		8096,19 1008,42 1391,94 1079,75 167,44 1216,83 .602,34 1241,24 8767,62 1286,37 1286,37 1290,83 222,79 1291,29 179,75 290,67 160,68 856,57 740,30 279,52
TECHNO-GAN PARAMERODE SAINT-HONDIRE INVESTISSEMENTS EPARIGAE UNITE CLP.E.C. DEMACHY CROSSANCE ALLIANCE PLACEMENT NORD CARMICIACE PATRIMONE CONSEGNATIONS SIRVM ENGRUPAL CONTRACT SIRVM ENGRUPAL	CAN PARIBAS PARIBAS CF ROTHS CNCA CIPEC DEMACHY VIA BANQ SMC CARMICINA CF ROTHS BNP CL COURCOUN PARIBAS CIC PARI EAGLE ST PARIBAS CDC GEST PARIBAS VICTOIRE SG CF ROTHS	4 5 6 7 8 9 10 112 13 14 15 16 17 18 19 20 12 22 23 24 25 25 27	建筑,建筑,是是是一种,是是是一种,是是是是是是是是是是是是是是是是是是是是是是是是是是	4 26 15 10 14 20 24 16 20 11 36 39 29 51 33 44 72 31 8 34 72 31 8 34 37		8096,19 1008,42 1391,94 1079,75 167,64 1216,83 602,34 12973,84 1241,24 5767,62 1286,37 472,17 1990,83 222,79 1291,29 179,75 290,07 140,68 856,37 740,30 239,92 1299,88
TECHNO-CAN PAREAGRE PAREAGOPE SAINT-HONDIRE INVESTISSEMENTS EPARGAE UNTE CLP EC. DEMACHY CROSSANCE ALLIANCE PLACEMENT NORD CARMICHAC PATERMOINE CONSERVATEUR SAINT-HONORE NATIO PAPAGRE VALEUR SERVAN FINANAL PRIVATAL PRIVATAL POSTITUTIONS OPPORTUNITES CICAMORDE FACE INVESTISSEMENT CESTION ASSOCIATIONS PAREAS OPPORTUNITES LE LARGE PORTEFEIALL PAREAGENSANCE VALTORIE VALEURS SOGRIKE SAINT-HONORE INDICES CLIQUET WANTEETHER SAINT-HONORE	CAN PARIBAS PARIBAS CF ROTHS CNCA CIPEC DEMACHY VIA BANQ SMC CARMICINA CF ROTHS BNP CL COURCOUN PARIBAS CL COURCOUN PARIBAS PARIBAS PARIBAS PARIBAS VICTORE SG CF ROTHS CF ROTHS CF ROTHS CF ROTHS CF ROTHS	45 67 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 12 22 24 25 25 27 28	是	4 26 15 10 14 20 26 44 16 20 11 26 29 25 13 24 72 13 8 34 37 6		8096,19 1008,40 1391,94 1079,75 167,44 1216,83 602,34 1281,24 1281,24 1281,24 1281,24 1281,25 1282,79 1291,25 222,79 1291,25 230,07 140,68 856,37 740,30 239,92 1299,93 1299,9
TECHNO-CAN PARAMERODE PAREMOPE SAINT-HONDIRE INVESTISSEMENTS EPHICAE UNITE CLP.EC. DEMACHY CROSSANCE ALLIANCE PLACEMENT NORD CARMICIAEC PATRIMONE CONSESSATEUR SAINT-HONORE NATIO EPHICAE WALEUR SERAM PROMINAL RISTITUTIONS OPPORTUNITIES CICHAORDE FACE UNASTISSEMENT CESTION ASSOCIATIONS PAREMS OPPORTUNITES LE LIBRET PORTEFELICLE PAREMS CROSSANCE SAINT-HONORE WALENCES CLIQUET WHITERTHUR SEINT-HONORE RATTO PATEMIONE	CAN PARIBAS PARIBAS CF ROTHS CNCA CIPEC DEMACHY VIA BANQ SMC CARBHIGNA CF ROTHS BNP CL COURCOUN PARIBAS CIC FARI EAGLE ST PARIBAS CDC GEST PAR	45678910112131415161718192017222314525272829	地位的 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 10	426151014 305441620113692915132447215183157627		8096,19 1008,42 1391,94 1079,75 167,44 1216,83 602,34 1241,24 5767,62 1286,37 472,17 1990,83 222,79 1291,29 179,75 290,97 160,68 856,37 740,30 239,52 1299,83 251,28 150,70
TECHNO-GAN PAREMORE SAINT-HONDIE INVESTISSEMENTS EPARGAE UNITE CLP.E.C. DEMACHY CROSSANCE ALLIANCE PLACEMENT NORD CARMENAE PATREMORE CONSERVATEUR SAINT-HONDRE NATIO EPARGAE VALEUR STRUM PRARMAL MISTRUTIONS OPPORTUNITIES COCAMOROE EAGLE INVESTISSEMENT CESTION ASSOCIATIONS PAREMS OPPORTUNITIES LE LURZE PORTEFEIALE PAREMS CROISSANCE VALUERS SAINT-HONDRE MERCES CLIQUET WANTEETHER SAINT-HONDRE RATIO PATEMORIE CESTION PATEMORIE CESTION PATEMORIE CAMORE CAMORITE CA	CAN PARIBAS PARIBAS CF ROTHS CNCA CIPEC DEMACHY VIA BANQ SMC CARMICHA CF ROTHS BNP CL COURCOUX PARIBAS CIC FASI EAGLE ST PARIBAS CIC FASI EAGLE ST PARIBAS CIC GEST PARIBAS CIC FROTHS CF ROTHS CF ROTHS INDOSUEZ	45 67 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 17 22 23 24 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25	地位的 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 10	4 26 15 10 14 20 24 41 6 20 11 36 59 29 51 13 24 47 21 31 8 34 37 6 27 18		8096,19 1008,42 1391,94 1079,75 167,64 1216,83 602,34 12373,84 1241,24 8767,62 1286,37 472,17 1990,83 222,79 1291,29 179,75 240,68 856,37 740,30 279,92 1299,83 1599,83 1599,83 1127,48
TECHNO-GAN PAREMORE PAREMORE SAINT-HONDRE INVESTISSEMENTS EPARGAE UNITE CLP.E.C. DEMACHY CROSSANCE ALLIANCE PLACEMENT NORD CARLIERARE PATREMORE CONSERVATEUR SAINT-HONORE NATIO EPARGNE VALEUR STRUM FINANAL INSTITUTIONS OPPORTUNITES CASTROMA FAREMS OPPORTUNITES LE LIRRET PORTESTISSEMENT CESTION ASSOCIATIONS PAREMS OPPORTUNITES LE LIRRET PORTESTIALE PAREMS CROISSANCE VALUE VALEUR SAINT-HONORE MERICES CLIQUET MANTERINGRE SAINT-HONORE NATIO PATEMONE CESTION INDOSUEZ (D)	CAN PARIBAS PARIBAS CF ROTHS CNCA CIPEC DEMACHY VIA BANQ SMC CARMICHA CF ROTHS BNP CL COURCOUX PARIBAS CIC FARI EAGLE ST PARIBAS VICTOIRE SG CF ROTHS SG CF ROTHS SG CF ROTHS SNP INDOSUEZ INDOSUEZ	4567年9101112日14151617年1920年2月21日25年7月8月	是	4 26 15 10 14		8096,19 1008,40 1079,75 167,44 1216,83 600,34 12873,84 1241,24 8767,62 1286,37 472,17 1990,83 222,79 1291,29 179,75 290,07 160,68 856,87 740,30 299,90 1259,80 251,88 1500,70 1127,48
TECHNO-CAN PARAMERODE SAINT-HONDIRE INVESTISSEMENTS EPRINGHE UNITE CLP.EC. DEMACHY CROSSANCE ALLIANCE PLACEMENT NORD CARMICIAIC PATRIMONE CONSEINTEUR SAINT-HONORE NATIO EPAIGNE WALEUR SLRAM FRANKAL ROSTINITIONS OPPORTUNITES CICAMORDE EAGLE UNESTISSEMENT CESTION ASSOCIATIONS PAREMS OPPORTUNITES LE LIBRET PORTEFELILLE PASSANC PAREMSONCE VALUE VALUES SOCRIER SAINT-HONORE MERICES CLIQUET WANTERTHUR SAINT-HONORE KATIO PATEMAGNE KATIO PATEMAGNE KATIO PATEMAGNE KATIO PATEMAGNE CESTION INDOSUEZ (C) CESTION INDOSUEZ (C) TENDOME PATEMAGNESICAN TENDOME SICKN LE LIBRET CONTESTIONE SAINT-HONORE KATIO PATEMAGNE CESTION INDOSUEZ (C) CESTION INDOSUEZ (C) TENDOME PATEMAGNE SICKN TENDOME SICKN TENOME SICKN TENDOME SICKN	CAN PARIBAS PARIBAS CF ROTHS CNCA CIPEC DEMACHY VIA BANQ SMC CARMIGMA CF ROTHS BNP CL COURCOUX PARIBAS CIC FARI EAGLE ST PARIBAS CIC GEST CEST CEST CEST CEST CEST CEST CEST C	4567年9101112日14151617年920日22万米520日至3月111111111111111111111111111111111111	を表す。 は、 では、 では、 では、 では、 では、 では、 では、	4 26 15 10 14 30 54 44 16 20 11 36 59 25 13 24 47 21 31 8 34 37 6 27 18 19 1		8096,19 1008,40 1391,94 1079,75 167,44 1216,83 602,34 12873,84 1241,24 8767,62 1286,37 472,17 1990,83 272,79 1291,29 179,72 290,07 160,68 856,37 740,30 299,92 1299,98 291,70 1127,48 911 186,99
TECHNO-GAN PAREMORE PAREMORE SAINT-HONDRE INVESTISSEMENTS EPARGAE UNITE CLP.E.C. DEMACHY CROSSANCE ALLIANCE PLACEMENT NORD CARLIERARE PATREMORE CONSERVATEUR SAINT-HONORE NATIO EPARGNE VALEUR STRUM FINANAL INSTITUTIONS OPPORTUNITES CASTROMA FAREMS OPPORTUNITES LE LIRRET PORTESTISSEMENT CESTION ASSOCIATIONS PAREMS OPPORTUNITES LE LIRRET PORTESTIALE PAREMS CROISSANCE VALUE VALEUR SAINT-HONORE MERICES CLIQUET MANTERINGRE SAINT-HONORE NATIO PATEMONE CESTION INDOSUEZ (D)	CAN PARIBAS PARIBAS CF ROTHS CNCA CIPEC DEMACHY VIA BANQ SMC CARMICHA CF ROTHS BNP CL COURCOUX PARIBAS CIC FARI EAGLE ST PARIBAS VICTOIRE SG CF ROTHS SG CF ROTHS SG CF ROTHS SNP INDOSUEZ INDOSUEZ	4567年9101112日14151617年1920年2月21日25年7月8月	是	4 26 15 10 14		8096,19 1008,40 1079,75 167,44 1216,83 600,34 12873,84 1241,24 8767,62 1286,37 472,17 1990,83 222,79 1291,29 179,75 290,07 160,68 856,87 740,30 299,90 1259,80 251,88 1500,70 1127,48
TECHNO-GAN PAREMORE SAMT-HONDRE INVESTISSEMENTS EPARGAE UNITE CLP.E.C. DEMACHY CROSSANCE ALLIANCE PLACEMENT NORD CARMINATE PATERMORE CONSERVATEUR SAINT-HONDRE NATIO EPARGAE VALEUR STRUM PRARMAL INSTITUTIONS OPPORTUNITES COCAMOROE LACIE INVESTISSEMENT CESTION ASSOCIATIONS PAREMS OPPORTUNITES LE LINEET PORTEFEIALLE PAREMS CROISSANCE VALUERE VALEUR SAINT-HONDRE MERICES CLIQUET WANTERTHUR SAINT-HONDRE KATIO PATERMORE CESTION INDOSUEZ (C) GESTION INDOSUEZ (C) GESTION INDOSUEZ (C) JEROOME PATERMONE SICAN LAPRITE EXPANSION	CAN PARIBAS PARIBAS CF ROTHS CNCA CIPEC DEMACHY VIA BANQ SMC CARMICINA CF ROTHS BNP CL COURCOUN PARIBAS CIC PARI EAGLE ST PARIBAS VICTOIRE SG CF ROTHS ENP INDOSUEZ INDOSUEZ CHEUVREU BARCLAYS	4567891011121314151617819202122324252728253111123	是是"我们是一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个	4 26 15 10 14 30 54 44 16 20 11 36 59 25 13 24 47 21 31 8 34 37 6 27 18 19 1		8096,19 1008,40 1391,94 1079,75 167,44 1216,83 602,34 12873,84 1241,24 8767,62 1286,37 472,17 1990,83 272,79 1291,29 179,72 290,07 160,68 856,37 740,30 299,92 1299,98 291,70 1127,48 911 186,99
TECHNO-CAM PARAMERODE PAREMOPE SAINT-HONDIRE INVESTISSEMENTS EPARIGAE UNITE CLP EC. DEMACHY CROSSANCE ALLIANCE PLACEMENT NORD CARMICHAE PATRIMORIE CONSEINATEUR SAINT-HONORIE NATIO EPARGAE VALEUR SERAM PROMINAL MISTITUTIONS OPPORTUNITES CICAMONDE EAGLE INNESTISSEMENT CESTION ASSOCIATIONS PAREMS OPPORTUNITES LE LIRRET PORTESTAILE PAREMS OPPORTUNITES LE LIRRET PORTESTAILE SAINT-HONORIE VALEURS SOCIENE SAINT-HONORIE MEDICES CLIQUET WHITEETHUR SAINT-HONORIE NATIO PATRIMORIE CESTION INDOSLIEZ (C) CESTION INDOSLIEZ (C) CESTION INDOSLIEZ (D) VERDOME PATRIMORIE ATRIBA VALEURS	CAN PARIBAS PARIBAS CF ROTHS CNCA CIPEC DEMACHY VIA BANQ SMC CARMICINA CF ROTHS BNP CL COURCOUX PARIBAS CIC FARI EAGLE ST PARIBAS CIC FARI EAGLE ST PARIBAS VICTOIRE SG CF ROTHS ENIP INDOSUEZ CHEUVREU BARCLAYS ATHENA B	45678910112131415161718192012222222222232331323	を表す。 は、 では、 では、 では、 では、 では、 では、 では、	4 26 15 10 14		8096,19 1008,42 1391,54 167,94 1216,83 602,34 12973,84 12973,84 1247,34 1277,17 1990,83 222,79 1291,27 1291,27 140,68 856,57 740,30 229,90 1297,90 129
TECHNO-GAN PAREMORE PAREMORE SAINT-HONDIRE INVESTISSEMENTS EPRINGHE UNITE CLIP.EC. DEMACHY CROSSANCE ALLIANCE PLACEMENT NORD CARMICINAC PATRIMORE CONSERVATIONS SIRVAM PROBRIMA PROBRAM PROBRIMA PROBRAM PROBRIMA PROBRAM PROBRIMA PROBRIMA PROBRIMA PROBRIMA PROBRIMA PROBRIMA PROBRAM PROBRIMA PROBRAM PROBRIMA PRO	CAN PARIBAS PARIBAS CF ROTHS CNCA CIPEC DEMACHY VIA BANQ SMC CARMIGNA CF ROTHS BNP CL COURCOUX PARIBAS CIC PARI EAGLE ST PARIBAS CIC PARI EAGLE ST PARIBAS CIC GEST PARIBAS CIC GEST PARIBAS CIC FROTHS SG CF ROTHS ENP INDOSUEZ INDOSUEZ INDOSUEZ CHEUYREU BARCLAYS ATHENA B ATLAS	4567891011121314151617181920112222222222231323	是是"我们是一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个	4 26 15 10 14		8096,19 1008,42 1391,94 1079,75 167,44 1216,83 602,34 1241,24 5767,62 1286,37 472,17 1990,83 222,79 1291,29 179,75 290,87 140,68 856,37 740,30 239,52 1299,88 291 281,68 911 186,99 291,68
TECHNO-CAN PAREMORE PAREMORE SAINT-HONDRE INVESTISSEMENTS EPARGAE UNITE CLP.E.C. DEMACHY CROSSANCE ALLIANCE PHACEMENT MORD CARMINER, PATREMORE CONSERVITEUR SAINT-HONDRE NATIO EPARGAE VALEUR STRUM PRARMAL INSTITUTIONS OPPORTUNITIES COCAMOROE: EAGLE INVESTISSEMENT CESTION ASSOCIATIONS PAREMS OPPORTUNITIES LE LIRIET PORTEFEIALLE PAREMA CROSSANCE **ATTHONORE ANDICES CLIQUET WANTEETHER SAINT-HONDRE NATIO PATREMORNE GESTION INDOSUEZ (C) GESTION INDOSUE	CAN PARIBAS PARIBAS CF ROTHS CNCA CIPEC DEMACHY VIA BANQ SMC CARIMIGNA CF ROTHS BNP CL COURCOUX PARIBAS CIC PARI EAGLE ST PARIBAS VICTOIRE SG CF ROTHS SG CF ROTHS ENP INDOSUEZ INDOSUEZ INDOSUEZ CHEUVREU BARCLAYS ATHENA B ATLAS GESTOR	456719101112131415161718192011222325252525331123	是是"我们是一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个	4 26 15 10 14		8096,19 1008,40 1079,75 167,44 1216,83 602,34 12873,84 1241,24 8767,62 1286,76 472,17 1991,29 179,72 1291,29 179,92 1299,92 1299,92 1299,92 1299,92 1299,92 1299,92 1299,92 1299,92 1299,92 1299,93 1299,92 1299,93 12
TECHNO-CAM PARAMERODE SAINT-HONDIRE INVESTISSEMENTS EPARICAE UNITE CLP EC. DEMACHY CROSSANCE ALLIANCE PLACEMENT NORD CARMICHAC PATERMOINE CONSERVATEUR SAINT-HONOIRE NATIO EPARICAE WALEUR SURVAIL HOSTITUTIONS OPPORTUNITES CICAMORDE FACIE INVESTISSEMENT CESTION ASSOCIATIONS PAREMS OPPORTUNITES LE LARGE PORTEFEIALLE PAREMOINE VALUES SAINT-HONOIRE INDICES CLIQUET WANTERTHUR SAINT-HONOIRE NATIO PATERMOINE CESTION INDOSUEZ (C) CESTION HODOSUEZ (C) CASTION HOROSUEZ (C) CASTION HODOSUEZ (C) CASTION HOROSUEZ (C) CAST	CAN PARIBAS PARIBAS CF ROTHS CNCA CIPEC DEMACHY VIA BANQ SMC CARMICHA CF ROTHS BNP CL COURCOUX PARIBAS CIC FARI EAGLE ST PARIBAS VICTOIRE SG CF ROTHS SNP INDOSUEZ CHEUVREU BARCLAYS ATHENA B ATHENA B ATHENA B ATHENA B ATHENA B	45678910112131415161718192012223425257833至331至3	是是"我们是一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个	4 26 15 10 14		8096,19 1008,42 1391,94 1079,75 167,44 1216,83 602,34 12373,84 1241,24 8767,62 1286,37 1291,29 179,75 160,68 856,57 740,30 1297,92 1299,83 291 1217,48 911 186,99 291,68
TECHNO-CAN PARAMERODE PAREMOPE SAINT-HONDIRE INVESTISSEMENTS EPARICAE UNITE CLP.EC. DEMACHY CROSSANCE ALLIANCE PLACEMENT NORD CARMICHAE PATRIMONE CONSENATEUR SAINT-HONORE NATIO PARAME VALEUR SERAM FROMENAL ROSTITUTIONS OPPORTUNITES CCAMONDE EAGLE UNESTISSEMENT CESTION ASSOCIATIONS PAREMS OPPORTUNITES LE LARGE PORTEFEIALE PAREMS ORDISSANCE VALURE VALEURS SOCRIAR SAINT-HONORE MERICES CLIQUET WANTESTHUR SAINT-HONORE RATIO PATEMMONE CASTORI MODOSLEZ CJ CESTION INDOSLEZ CJ CESTION INDOSLEZ CJ VERNOME PATRIMONE ATRICA PATEMACNE ATRICA SAINT-HONORE RATIO PATEMACNE RATIO PATEMACNE CASTORI INDOSLEZ CJ CESTION INDOSLEZ CJ CESTION INDOSLEZ CJ VERNOME PATRIMONE SICMY LAPRITE EXPANSION ATRICAS MARENC VINIX CLAUTE SILEURS PROMENCE FILEUROPE	CAN PARIBAS PARIBAS CF ROTHS CNCA CIPEC DEMACHY VIA BANQ SMC CARMIGNA CF ROTHS BNP CL COURCOUX PARIBAS CIC FARI EAGLE ST PARIBAS CIC FARI EAGLE ST PARIBAS CIC GEST PARIBAS CIC GEST PARIBAS CIC FROTHS ENP INDOSUEZ CHEUVREU BARCLAYS ATHENA B ATLAS GESTOR SFCE HOTTINGUI	456789101121314151617181920122222222233333333333333333333333333	是是"我们是一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个	4 26 15 10 14		8096,19 1008,40 1079,75 167,44 12716,83 600,34 12873,84 13241,24 8767,62 1284,37 546,76 472,17 1991,83 222,79 1291,25 220,07 140,68 856,87 740,30 239,90 150,76 911 186,98 291,68 10955,90 109555,90 10955,90 10955,90 10955,90 10955,90 10955,90 10955,90 1095
TECHNO-CAN MARAGEROUS MARAGEROUS SAINT-HONDITE INVESTISSEMENTS EPRIEGRE WRITE CLP.EC. DEMACHY CROSSANCE ALLIANCE PLACEMENT NORD CARMICIAE PATRIMONE CONSEGNATION SAINT-HONDITE MATIO EPARIGNE VALEUR SIRVM REMERVAL MOSTITUTIONS OPPORTUNITIES CICAMONDE FAGE INNESTISSEMENT CESTION ASSOCIATIONS PARIENS OPPORTUNITES LE LIBRET PORTEFEIGLE PARIENS OPPORTUNITES LE LIBRET PORTEFEIGLE MATIO PARIENS SOCHIR SAINT-HONDIRE MEDICES CLIQUET WHITESTYRIR SAINT-HONDIRE MATIO PATEMIONE CESTION INDOSUEZ (C) CESTION INTOSUEZ (C) CONTROS (C) CONTR	CAN PARIBAS PARIBAS CF ROTHS CNCA CIPEC DEMACHY VIA BANQ SMC CARAHIGNA CF ROTHS BNP CL COURCOUX PARIBAS CIC PARI EAGLE ST PARIBAS CIC PARI EAGLE ST PARIBAS CIC GEST CHEUVELU BARCLAYS ATHENA B ATLAS GESTOR BFCE HOTTINICIJ CDC GEST	4567891011121314151617181920112222122221222311123 90000000	是是"我们是一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个一个	4 2615 10 14 20 14 14 16 20 11 36 39 29 13 24 47 21 31 8 34 37 6 27 18 19 1 25 50 7 7		8096,19 1008,40 1079,75 167,44 1216,83 1602,34 12373,84 1241,24 1264,24 1264,24 1273,19 1291,2
TECHNO-CAN PARAMERODE PAREMOPE SAINT-HONDIRE INVESTISSEMENTS EPARICAE UNITE CLP.EC. DEMACHY CROSSANCE ALLIANCE PLACEMENT NORD CARMICHAE PATRIMONE CONSENATEUR SAINT-HONORE NATIO PARAME VALEUR SERAM FROMENAL ROSTITUTIONS OPPORTUNITES CCAMONDE EAGLE UNESTISSEMENT CESTION ASSOCIATIONS PAREMS OPPORTUNITES LE LARGE PORTEFEIALE PAREMS ORDISSANCE VALURE VALEURS SOCRIAR SAINT-HONORE MERICES CLIQUET WANTESTHUR SAINT-HONORE RATIO PATEMMONE CASTORI MODOSLEZ CJ CESTION INDOSLEZ CJ CESTION INDOSLEZ CJ VERNOME PATRIMONE ATRICA PATEMACNE ATRICA SAINT-HONORE RATIO PATEMACNE RATIO PATEMACNE CASTORI INDOSLEZ CJ CESTION INDOSLEZ CJ CESTION INDOSLEZ CJ VERNOME PATRIMONE SICMY LAPRITE EXPANSION ATRICAS MARENC VINIX CLAUTE SILEURS PROMENCE FILEUROPE	CAN PARIBAS PARIBAS CF ROTHS CNCA CIPEC DEMACHY VIA BANQ SMC CARMIGNA CF ROTHS BNP CL COURCOUX PARIBAS CIC FARI EAGLE ST PARIBAS CIC FARI EAGLE ST PARIBAS CIC GEST PARIBAS CIC GEST PARIBAS CIC FROTHS ENP INDOSUEZ CHEUVREU BARCLAYS ATHENA B ATLAS GESTOR SFCE HOTTINGUI	456789101121314151617181920122222222233333333333333333333333333	是是"我们是一个是一个是一个是一个是一个是一个是一个是一个是一个是一个是一个是一个是一个是	4 26 15 10 14		8096,19 1008,42 1391,94 1079,75 167,44 1216,83 602,34 1241,24 5767,62 1286,37 472,17 1990,83 222,79 1291,29 179,75 290,87 740,88 856,37 740,30 229,98 291 258,88 1900,70 11127,48 911 186,99 291,68 19955,82 994,77 777613,38

LES PERFORMANCES

(Les premières et les dernières de chaque catégorie)...... le 23 mai

Organisme promoteur Rang Rang

nne sur 1 an : 10,69 %, sur 5 ans : 34,89 %

DES SICAV DIVERSIFIÉES

31				105	AGE FO
ES					PLACE
	34 %, SUI	5 a	ns : 34,88	3 %	FILLICTE MEDIA: 1
1	7	2		1557,05	FONCE
2	3	17	****	1597,64	LAFRIT
3	30.44	3		1497,95 8096,19	FUNCIE
4 5	2.4	26		1008,42	ALIZES
6	22.99	15 10	1	1391,54 1079,75	OR I
- 1	7.33	14	14.33	167,44	Peri
9	25,49	-		1216,83	ACTL M
10 11	18,89	30 54	40	.602,34 12373,84	ACTI M
12	18.46	44		3241,24	CROVALO
13	12.00	16 20		8767,62 1786.37	GROUP

HAUSSMANN PERIOE (C) HAUSSMANN PIERUE (D) WORMS WORMS 990,06 913,93 443,47 22 17 5 12 11 18 21 20 6 24 25 28 18 19 20 21 22 23 24 25 26 LIAP AEDIFICANDI PARTNER DIMOBILIER 9875,11 580,11 LA MONDI VERNES FONCIERE LONG TERME (C) 470,20 83,28 106,50 HERE LONG TERME (D) VERNES AGF SMC CCBP MENT IMMOBILIER 30,37 106,70 WS,25 194,99 MDMASSUR 27 CFF 28 CFF 28
BARCLAYS 28
BARCLAYS 30
DEMACHY 81
CDT MUTU 52 er investisse TE INDIADRILERE (C) ERE SELECTION **ET MATIÈRES PREMIÈRES** formance moyenne sur 1 an : 31,17 %, sur 5 ans : 76,85 % 2 05,00 3 06,50 1 52,50 9 52,50 6 75,50 4 10,70 8 75,5 4,73 30,55 30,75 3 3422,58 2039,65 1598,14 88L FRAN 88L FRAN AINE D OR (D) 13069,55 1834,47 208,74 415,62 AMA OR GROUPAMA ENESTILION MINERCIOR CAN: 1817,88 128,78 1653,99 SELECTION GEOLOGA COT NORD 10 CONVERTIBLES 1 11,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 1,46 %, sur 5 ans : 46 %

1 Performance moyenne sur 1 an: 11,46 %, sur 5 ans: 46 % CNCA CDT NORD 2 COURCOUX 3 LAZARD 4 NATWEST 5 OBLIGATIONS CONVERTIBLES 650.65 1356,86 FINELROPE CONVEXTIBLES 21470,01 1100,28 1038,40 NATWEST CONVEXTIBLES (C) MATWEST CIC PARI CYRIL FI BIMP BIMP NATWEST CONVERTIELES (D) 353,12 1201,92 CONVEXTICAL CYBIL CONVEXTBLES PASQUIER CONVEXTIBLES (D) PASQUIER COMMERTIBLES (C) 11623,35 SWIT-HONORE CONVENTIBLES CONVENTIBLES (C) CF ROTHS OFIVALMO 1151,52 19500,57 OFINA CONVEXTIBLES (C) OFTVALMO 10286,17 17530,78 NEC-CONVERTIBLES NOMURA F

BFCE

VERNES VERNES

VERNES

LA PENFORMANCE affichée Unis, liées à un taux de chômage depuis le début de l'année par les très bas (5,4 %) qui favorise les resicav diversifiées est excellente. Selon les calculs établis par l'agence d'informations financières Fininfo, elle s'établissait, fin avril, à + 11,64 %, soit + 34,08 %

en équivalent annuel. Seules les sicav actions font mieux, avec un gain de 15,81 %. Elles distancent en revanche très nettement les sicav monétaires (1,38 %) et obligataires (3,06 %). En dépit de ce bon comportement, les sicav diversifiées ne sont pas parvenues à s'attirer la

faveur des souscripteurs. Les rachats de parts se sont élevés à 287 millions de francs depuis le I= janvier sur cette catégorie, alors que les sicav monétaires, malgré leur performance extrêmement faible, enregistraient une collecte de 16,9 milliards de francs. Même les sicav or et matières

premières ont subi 42 millions de retraits, malgré leurs résultats ex- +12,75 % respectivement fin ceptionnels (+ 28,99 %). La hausse des prix des matières premières, notamment agricoles et énergétiques, ainsi que la fermeté des cours de l'or expliquent cette performance. Malgré l'annonce de 9,19 % depuis le le janvier d'une reprise des exportations de (26,9 % en équivalent annuel), Firak et alors que de nombreux analystes prédisaient sa chute, le rieur à celui qu'elle avait affiché prix du baril de brut est resté très en moyenne au cours des cinq ferme. Le métal jaune est pour sa dernières années. part soutenu par les craintes de tensions inflationnistes aux Etats-

Sicav diversifiées injustement délaissées

venutications salariales. Les vicay diversifiées à forte ossature actions l'emportent sur celles qui ont fait le choix de privilégier, par prudence, les obligations. La trop grande vigueur de l'économie outre-Atlantique a en effet provoqué un très vif recul du marché obligataire américain (plus de 10 % de moins-value en capital pour les titres à dix ans). Ce choc s'est transmis, au moins en partie, jusqu'en Europe.

LES MANAGRICLIÈRES EN HAJESSE Les marchés d'actions, en revanche, restent très bien orientés. Malgré quelques signes de fébrilité, Wall Street a gagné plus de 10% depuis le début de l'année. L'Europe n'a pas été en reste (+12,72 % à Paris, +12,82 % à Francfort), ce qui permet aux sicav diversifiées France et Europe de bien se comporter (+11,5 % et avril).

Longtemps maudite, la catégorie des sicav immobilières et foncières est enfin parvenue à redresser la tête. Elle s'inscrit en hausse soit un rendement dix fois supé-

Les incertitudes économiques accroissent la nervosité des investisseurs

Le conseil de la Bundesbank a choisi, jeudi 30 mai, de ne pas abaisser le taux de ses prises en pension. Le marché obligataire français, qui reste solide, a absorbé sans peine l'émission record de la Cades

Klaus Dieter Kuehbacher, membre

du conseil. Il prévoit toutefois que

M3 aura réintégré ses marges auto-

risées de fluctuation avant le mois

d'octobre. Compte tenu de ce ra-

lentissement attendu, les experts

parient sur une poursuite de la dé-

tente monétaire en Allemagne, afin

de compenser l'impact négatif

qu'aura sur la consommation le

plan d'austérité budgétaire. Ceux

de Merrill Lynch pensent que le

REPO sera ramené à 3,10 % d'ici

En France, l'annonce d'une pro-

gression plus forte que prévu du

PIB au premier trimestre (+1,2%) a

favorablement impressionné les in-

vestisseurs. Elle a permis de renfor-

cer la solidité du marché obliga-

taire français (le rendement de

l'emprunt d'Etat français à dix ans

est redevenu vendredi inférieur à

celui de son homologue allemand:

6,51 % contre 6,52 %). Preuve sup-

plémentaire de sa vigueur actuelle,

Il a absorbé sans difficulté l'em-

prunt record de 25 milliards de

francs de la Cades, lancé mardi. Les

économistes craignent toutefois

que ce parcours vertueux ne soit

prochainement interrompu. Le se-

cond trimestre sera probablement

très médiocre en termes de crois-

sance, ce qui remettra en cause la

capacité de la France à assainir ses

Si la situation économique appa-

raît incertaine en Europe, elle l'est

tout autant aux Etats-Unis. La

croissance du PIB au premier tri-

mestre, initialement annoncée en

hausse de 2,8 % - une pouvelle qui avait provoqué un mini-krach obli-

finances publiques.

CONTRADICTIONS AU JAPON

L'évolution incertaine de l'économie mondiale gêne les investisseurs. Aux Etats-Unis, la croissance du PIB au premier trimestre a été revisée à la baisse (2,3 % contre 2,8 %). L'effet bénéfique pour le marché obligataire américain de

LES INCERTITUDES économiques et monétaires dans le monde ne facilitent pas la tache des investisseurs et contribuent à expliquer les mouvements désordonnés des cours des obligations et des devises. La croissance vigoureuse aux Etats-Unis risque-t-elle de provoquer l'apparition de tensions inflationnistes? Le rebond de l'économie japonaise est-il aussi solide qu'on l'avait cru et suffisant pour forcer la banque centrale à relever son taux d'escompte? En Europe, quel sera l'impact sur l'activides différents plans d'assainissement budgétaires décidés par les gouvernements afin de se mettre en conformité avec les critères imposés par le traité de Maastricht? La forte progession du produit intérieur brut (PIB) en France au premier trimestre n'estelle pas qu'un simple accident ? En Allemagne, enfin, pourquoi la Bundesbank tarde-t-elle à assouplir sa politique monétaire alors que l'économie peine à redémarter? L'absence de réponse claire à toutes ces questions décisives dé-

toute les opérateurs. Le conseil de la Bundesbank a. une fois encore, décu les marchés, Jeudi 30 mai, en laissant inchangés ses taux directeurs. Si personne n'attendait de geste sur l'escompte et sur le Lombard (abaissés respectivement à 2,5 % et 4,5 % le 18 avril dernier), certains analystes espéraient en revanche une réduction du niveau des prises en pension (REPO). Ce taux, très important car il détermine directement les rendements sur le marché monétaire allemand, se situe à 3,30 % et n'a plus été modifié depuis le début du

cette correction a été effacé par les déclara-tions du gouverneur de la Réserve fédérale, gétaires. Le conseil de la Bundesbank a choisi, qui a souligné la solidité de la croissance outre-Atlantique. En Europe, les opérateurs ont du mal à deviner quel sera l'impact sur l'activité

Plongeon de la peseta

La peseta a été pénalisée par

les déclarations du ministre

espagnol de l'économie, qui a réclainé un taux de change

mols de février. L'espoir reposait

sur le ralentissement de la crois-

sance de la masse monétaire obser-

vé au mois d'avril outre-Rhin.

L'agrégat de monnaie M3 a pro-

gressé de 11,2 % (après 12,3 % en

mars). La tendance est favorable.

Mais l'on reste encore très éloigné

de l'objectif (compris entre 4 % et

7%) que s'est fixé la Bundesbank

pour 19%. Cette anomalie gêne la

banque centrale allemande, qui

peut craindre de perdre une partie de sa crédibilité auprès des inves-

tisseurs en agissant trop hâtive-

ment. « Je pense qu'il est préférable de suivre l'évolution de M3 avant de

s'attendre à quelque changement

que ce soit », a confirmé, vendredi,

jeudi 30 mai, de ne pas réduire le taux de ses prises en pension, Ce statu quo a provoqué une hausse du deutschemark. En France, le bon

chiffre de croissance au premier trimestre a renforcé la solidité du marché obligataire, qui a par ailleurs absorbé sans difficulté l'ém record de 25 milliards de francs de la Cades (Caisse d'amortissement de la dette sociale). économique et monétaire se

gataire -, y a été révisée sensible-ment en baisse (2,3 %). Mais l'effet bénéfique pour les marchés de cette correction a été effacé par les déclarations de Susan Philips, gou-verneur de la Réserve fédérale (Fed). Elle a expliqué que les facteurs exceptionnels - fermeture des services administratifs, blizzard, grèves - ont longtemps rendu « très difficile » une évaluation de l'état de santé de l'économie américaine. Elle a ajouté que l'on sortait progressivement « du brouillard » pour constater que la croissance est « solide ». La probabilité d'un resserrement monétaire s'en est trouvée accrue. Lyle Gramley, ancien membre du conseil de la Fed, a prédit, vendredi, une hausse de 0.5 % des taux directeurs américains dès le début du mois de juillet, ce qui a provoqué un regain de tensions sur les rendements à long

terme (7,01 % en clôture pour les échéances à trente ans). Le sommet de l'incertitude

trouve toutefois aujourd'hui au Japon. Aux indicateurs confirmant le rebond de l'activité (hausse de 3,9 % de la production industrielle et de 12,3 % des mises en chantier de logements en avril) s'opposent ceux qui laissent craindre une rechute de l'économie (baisse de 1,1 % des ventes au détail et repli de 15,7 % des exportations automobiles en avril). Ces signaux économiques contradictoires se doublent de perspectives monétaires confuses. L'accélération des prix (+0,7% en avril) et la forte progression de la masse monétaire (15,3 % pour l'agrégat M1 en avril) aldent pour une hausse du taux d'escompte de la Banque du Japon mais le gouvernement, qui craint une rechute du dollar et une aggra-

Pierre-Antoine Delhommais

vation de la situation financière des

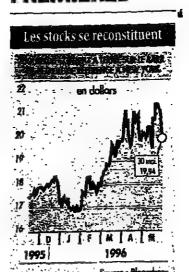
banques, semble fermement résolu

à s'y opposer

Le Yo-Yo du dollar

Le dollar s'est montré très hésitant cette semaine. Il est monté, mardi 28 mai, jusqu'à 1,5465 mark – son cours le plus élevé depuis seize mois face à la monnaie allemande -, 108,85 yens et 5,24 francs. Le lendemain, toutefois, le billet vert s'est brutalement replié. La chute des actions et des obligations américaines a décienché le mouvement, les investisseurs internationaux préférant placer leurs capitanx en dehors des Etats-Unis dans des actifs financiers moins risqués. *Le statu quo* décidé jendi par la Bundesbank, favorable au deutschemark, a entretenu la faiblesse du dollar. Vendredi soir, le billet vert cotait 1,5235 mark, 107,93 yens et 5,1585 francs. L'évolution future de la monnale américaine divise les experts. Pour ceux de Merrill Lynch, il va fortement progresser (1,70 mark, 110 yens et 5,70 francs dans un an). Ceux de la Caisse des dépôts et consignations prédisent au contraire sa chute (1,42 mark, 90 yens et

MATIÈRES PREMIÈRES



A L'APPROCHE de chaque sommet de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole;. les cours du baril deviennent traditionnellement plus volatiles. La perspective d'une rencontre à partir du 5 juin à Vienne des donze ministres du cartel n'a pas fait exception. Les cours ont baissé sur les marchés, le light sweet crude, qualité de référence aux Etats-Unis, passait sous la barre des 20 dollars le 30 mai et le Brent, référence de la mer du Nord, sous les 19 dollars.

Portés par un hiver rigoureux en Amérique du Nord et en Europe et par des stocks très bas aux Etats-Unis, les prix pétrollers oni retrouvé en avril leur niveau de 1991. Les cours continuent d'êtra élevés car les compagnies n'ont pas encore totalement reconstitués leurs réserves de brut. Toutefois, une statistique publiée mercredi 29 mai par l'institui américain du pétrole (API) indiquait que les stocks de brui. contrairement aux attentes, oni progressé à 297,80 millions de bariis la semaine précèdente contre 295,19 millions huit jours plus tot. Cette nouvelle provoquaft un reflux des prix, amplifié par les incertitudes liées à la réunion en Autriche et, surtout, à la perspective d'une reprise des exportations irakiennes. Celles-ci pourraient démarrer plus rapidement que prévu, à en croire Bagdad. Seion le ministre trakten du pétrole, Amer Rachid, elles devraient commencer à la mi-luin à raison de 800 000 barils par jour, ce qui représente un peu plus de 1 % de la production mondiale.

Cette levée partielle de l'embargo sera au centre des déhats sur les quotas de production fixés à chaque producteur membre de l'OPER Devant l'abondance de la demande depuis le début de l'année, le seuil de 24,5 millions de barils/jour a été largement dépassé, d'au moins 1,5 million de bariis quotidiennement, et ce par plusieurs pays membres influents. comme l'Arabie saoudite et le Venezuela. L'une des solutions envisagées pour laisser une place à l'Irak serait que chaque producteur revienne réellement à son niveau de production imparti, Bagdad servant une partie de la demande excédentaire.

Dominique Gallois

Marché international des capitaux : les obligations subordonnées sont recherchées

mée sur le marché international des capi-taux, surtout dans le compartiment des la demande a été seurs professionnels se fient notamment à des particuliers, beaucoup plus sensibles à brusque remontée des rendements du 29 mai, de grandes opérations de type classique ont vu le jour, qui ont été bien accueillies, comme celle du Conseil de l'Eu-Cette organisation

supranationationale, plus précisément son Fonds de développement social, a placé sans pelne, sous la direction de l'établissement américain Merrill Lynch et du suisse SBC Warburg, 500 millions de dollars auprès de souscripteurs institutionnels en Asle et en Europe. Durant la deuxième partie de la semaine, l'attention s'est portée vers les catégories de titres qui rapportent davantage : les obligations subordonnées émises par des emprunteurs de premier plan ont été avidement recherchées.

C'est ainsi que la Société générale a remporté un franc succès jeudi 30 mai sur le marché yankee (celui des transactions étrangères émises sur le marché de New York, qui, contraîrement à l'euromarché, est accessible sans restriction aux investisseurs américains). La banque française

800 millions. Il est précieux pour une banque de pouvoir contracter des opérations subordonnées car leur produit entre dans le calcul des fonds propres. Mais, pour cette raison, leur rang dans l'écheile des dettes est inférieur aux autres de type classique et c'est pourquoi il faut les assortir d'une rémunération plus élevée.

Cette affaire est importante pour l'ensemble des établissements financiers francals, car elle prouve que leur regain de faveur s'étend à l'ensemble du marché international. C'est une confirmation de l'évolution qui se dessine depuis un peu plus d'un mois sur l'euromarché, non seulement en francs français et en dollars, mais également en livres sterlings.

EMPRUNTS LATING-AMÉRICAINS Une autre catégorie d'emprunts internationaux était en évidence ces derniers lours: ceux des pays « émergents », qui présentent des risques très différents selon leur degré de développement et leur situa-

cipales agences de notation, comme Moody's et Standard & Poor's; les particuliers ont souvent des critères plus subjectifs et sont facilement éblouis par des taux d'Intérêt qui dépassent la moyenne et par d'éventueis avantages fiscaux. Tout ce qui est supérieur à 9 % a de bonnes chances d'être absorbé par eux et, dès que le cap des 10 % est atteint, le succès d'une émission est as-

Cela peut conduire un même emprunteur à lever des fonds plus facilement sur un marché que sur un autre. Ainsi, la Colombie, un des pays les mieux notés d'Amérique latine, est très bien acceptée dans le compartiment de l'eurodollar parce que les investisseurs y sont en majorité des professionnels. Le Trésor colombien a obtenu leur assentiment en proposant avant la Pentecôte un coupon annuel de 8 % pour cinq ans. Son emprunt, dont s'occupaient SBC Warburg et Salomon Brothers, a été augmenté de 300 à 400 millions de dollars. Sa dernière opération en deutschemarks avait

LA SEMAINE de la Pentecôte a été ani- | avait confié à Salomon Brothers le soin d'y | tion financière. Ces risques ne sont pas tou- | été beaucoup plus difficile, car le compartiobligations libeliées en dollars. Avant la | forte, et la transaction rapidement portée à | l'évaluation rigoureuse qu'en font les prin- | la réputation du pays en matière de drogue et de criminalité. En sens inverse, l'Argentine est maintenant à même de se procurer des ressources à très long terme en deutschemarks, alors que cela lui est impossible en dollars. Ce pays a émis vendredi 31 mai un nouvel euro-emprunt de 500 millions de deutschemarks, qui viendra à échéance dans quinze ans. La transaction argentine est dirigée par CS First Boston, une banque du groupe du Crédit suisse. Son coupon annuel d'intérêt est de 11,75 % et certains souscripteurs européens peuvent en outre bénéficier d'un crédit

d'impôt. Plusieurs banques cherchent à rouvrir le compartiment français de l'euromarché à ce type d'émetteurs, qui n'y ont plus accès depuis la crise mexicaine de décembre 1994. Elles sont encouragées par l'exemple du marché britannique, qui commence à les admettre et où les investisseurs sont, pour la plupart, des professionnels.

Christophe Vetter

Wall Street rechute et Paris manque de confiance

APRES avoir marqué avec éclat la semaine dernière le centenaire de l'indice Dow Jones en battant deux nouveaux records, Wall Street n'est plus à la fête. Au cours d'une semaine réduite à quatre jours, comme sur la plupart des places financières, le Dow Jones a cédé 119,68 points (2,08%) pour s'inscrire en clôture vendredi à 5 643,18 points. En soi, le repli de la Bourse de New York n'est pas très grave. Une consolidation et des prises de bénéfices apparaissent même comme logiques. Le Dow Jones gagne encore 11 % depuis le début de l'année, et même 4 % depuis un point bas de 5 420 points atteint le 7 mai, alors que la crainte de l'inflation avait fait lourdement chuter le marché obligataire. Ensuite, en l'espace de deux semaines, l'indice avait repris 6,5 % pour atteindre, mercredi 22 mai, un sommet historique à 5 778 points.

Mais la situation s'est à nouveau sérieusement dégradée lors des derniers jours sur le marché obliga- rythme de la croissance au premier

quences pour Wall Street, dont l'évolution se calque étroitement depuis plusieurs semaines sur celle des obligations. Les taux à long terme sont remontés vendredi jusqu'au seuil psychologique de 7 %. en raison de spéculations sur un éventuel resserrement de la politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed) cet été.

ECPANSION AMERICAINE.

Susan Philips, gouverneur de la Fed, a provoqué une première envolée des taux longs mercredi, après avoir déclaré que l'économie américaine « paraissait connaître une expansion solide ». Lyle Gramley, ancien gouverneur de la banque centrale, a pour sa part estimé vendredi que la Fed pourrait relever ses taux directeurs d'un demi-point lors de la réunion de son comité de politique monétaire, en

La révision en baisse, jeudi, du

trimestre aux Etats-Unis (+2,3 % contre +2,8 % annoncé initialement), liée surtout à une contraction plus forte qu'initialement estimé des stocks, n'a pas rassuré les opérateurs car elle recèle paradoxalement un tort potentiel d'expansion pour les prochains mois. « Les entreprises devront produire davantage pour reconstituer leurs stocks et pour faire face à une demande qui reste soutenue », souligne Delos Smith, un économiste du Confe-

rence Board. La crainte de la surchauffe reste d'autant plus vive que le chômage reste historiquement faible (5.4% de la population active), le salaire horaire moyen continue à grimper et les revenus des ménages, caiculés avant inflation, out augmenté plus que prévu en avril.

Il faut ajouter à cet environnement, jugé incertain, les craintes répétées des analystes sur le caractère jugé « de plus en plus spéculatif » de l'envolée des actions américaines,

qui atteint 55 % depuis dix-neuf

+ 0,72%

TOKYO

INDICE NIKKEI

mois. Le stratège de la banque

Morgan Stanley, Byron R. Wien, es-

time qu'avant la fin de l'année

« une correction importante est iné-

vitable » pour un marché qu'il juge

de plus en plus surévalué. Des ob-

servateurs plus optimistes pensent

que le flot de liquidités ininterrom-

bu vers les fonds de placement en

actions, qui dépasse encore les

20 milliards de dollars (plus de

100 milliards de francs) depuis deux

mois, devrait permettre à la Bourse

New York a donné le ton aux autres

places. A l'exception de Tokyo, la

semaine a été ainsi plutôt morose.

Le Kabuto-cho a gagné 0,72 %. 11 a

bénéficié à la fois d'un nouvel affai-

blissement du yen face au dollar,

favorable aux entreprises exporta-

trices nipponnes, et d'un rebond du

marché obligataire, alors que

s'éloignent dans l'immédiat les

craintes d'une hausse de ses taux

directeurs par la Banque du Japon.

Les principales Bourses euro-

Comme souvent, la Bourse de

américaine de se maintenir.





FAIRLESSE EUROVÉE DE

Le contexte économique reste

plutôt défavorable. Le potentiel de

baisse des taux à court terme en

Europe semble limité, même si la

faiblesse de la croissance milite en

ments des conditions de crédit. La

Bundesbank a encore déçu en ne

modifiant pas jeudi ses taux direc-

teurs à l'occasion de la réunion de

son conseil central. Au premier tri-

mestre, l'activité a augmenté de

1,2 % en France, mais le deuxième

trimestre ne sera pas aussi brillant

après un phénomène, au cours des

trois premiers mois de l'année, qui

faveur de nouveaux assouplisse-





péennes ont plutôt fait du surplace, après les grèves de décembre 1995. D'ailleurs, la consommation des à l'image de Francfort (+0,02 %), Londres (-0,11%), Zurich ménages a encore baissé de 1,4 % (-0,30 %) et Paris (-0,36 %). La en avril, après un recul de 1,3 % en mars et, selon l'INSEE, les cheis place française n'est manifestement pas sortie d'une phase de consolid'entreprise sont redevenus en mai dation, après cinq mois de hausse pessimistes sur les perspectives de et un gain de 12,7 % depuis le début production.

Sur un plan plus technique, la Bourse de Paris soutire de la multiplication des appels au marché. Les émissions de plusieurs grands groupes (Sodexho, Casino, Castorama, etc.), la privatisation des AGF et les introductions sur le second marché ou sur le nouveau marché absorbent l'essentiel des liquidités dont disposent les investisseurs.

Londres aussi a manqué de ressort cette semaine. En dépit d'un : bataille boursière pour le contrôle de la compagnie régionale d'eau Southern Water, les valeurs britanniques out légèrement reculé. (24) investisseurs ne parient plus sur une baisse des taux à court terme.

4

一子 好 法人解

THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH

The Holly to assembly as

Free of patential

THE PERSON LAND LAND

1.6 2.74 64

21 1447 Art group, No Sale V

.

... - 2 to to to t

- - - - - -

157-25

. .

. . the second

200 000

A 4 1 1 2 14

.....

1 × 1

3 . .

s,Tools are no

A 500

. . .

Pioline et Sandrine Testud, devaient rencontrer respectivement, samedi, Huber (nº 6), et Guy Forget par l'Es- l'Espagnol Alberto Berasategui et la

tionaux de France, en battant son en revanche, pour les Français. Mary pagnol Francisco Clavet. Les der- Croate Iva Majoli (nº 5). ● SURPRISE, niers représentants français, Cédric en fin de journée, dans le tableau féminin, La Suissesse Martina Hingis (n° 15) a été éliminée par la Slo-

Pete Sampras est devenu le conquérant de la terre battue

Vainqueur vendredi 31 mai de son compatriote Todd Martin, l'Américain, numéro un mondial, a stupéfié Roland-Garros, qui en fait désormais un favori pour le titre, après l'avoir vu battre trois adversaires redoutables

LE PIRE, c'est que le plus dur reste à faire. Après avoir vécu, de son propre aveu, la semaine la plus éprouvante de sa carrière dans un tournoi du Grand Chelem, Pete



clamé au ren-ROLAND-GARROS dez-vous de la finale on Roland-Garros souhaite qu'il rencontre Thomas Muster, tenant du titre, numéro deux mondial et favori de l'épreuve. En une semaine, il a rendu ses espoirs d'apothéose légitimes en s'imposant comme un conquérant d'un tournol du Grand Chelem qu'il n'a jamais

Pour l'heure, le héros est fatigué. Il

vient de s'offrir trois adversaires coriaces, qui sont provisoirement descendus au classement mondial des tennismen. Il a dominé Magnus Larsson, actuellement 33º joueur mondial, mais ancien demi-finaliste du toumoi et géant accrocheur revenu après une blessure ; il a, ensuite, vaincu l'Espagnol Sergi Bruguera, aujourd'hui 23º mondial, ancien double champion des lieux : « La plus belle rencontre sur terre battue de ma carrière », a-t-il affirmé.

Vendredi, il a pris le melleur sur Todd Martin, 18º mondial, aussi puissant serveur que hii. Et persévérant ioueur de terre battue. Ce fut un match sûrement pas aussi beau ou dramatique que l'haletante rencontre Sampras-Bruguera, mais suffisamment tendu pour qu'il devienne passionnant.

Entre le dîner partagé la veille du match dans un restaurant des

Champs-Élysées et la rencontre, la nuit paraît avoir effacé, pour le temps du ieu, la forte amitié que se prétent les deux hommes. Chacun semble déjà avoir les traits tirés de la fatigue à venir. Pete Sampras démarre doucement, Todd Martin s'engouffre derrière ses services vers

« Mon moral joue encore au Yo-Yo »

Il accumulera vingt-neuf aces dans la partie, pas loin d'un record aux internationaux de France. Pete, impuissant, a l'impression de contempler un miroir : ces services qu'il recoit sont les siens,

De l'autre côté du filet, Todd canonne la même frappe méthodique que son compatriote avec le geste du mouvement porté vers l'avant à l'identique. Il y a la tactique, aussi, toute simple. Todd a imaginé de percuter le revers de Pete pour se protéger de son coup droit. Le numéro un mondial dégage alors son corps pour dérouler son coup droit fouetté. Sampras retrouve ses réflexes. S'Il reste souvent sans jambes devant les passing-shots, il répond par les mêmes coups en cravachant son coup droit.

De cette joute d'attaquants, il restera le talent des deux, et puis le hasard, ou la fortime comme l'appelle Sampras, et enfin cette volonté de champion. Todd, si intransigeant dans le quatrième set, cède un pouce de ses forces et de sa concentration : « Il a gagné parce qu'il est très justement numéro un mondial », dira Todd Martin. Dans sa volx qui trahit une lourde fatigue, Pete Sampras ajoute: « Jouer bien, jouer dur, c'est comme cela que je me concentre. » Trois fois quart de finaliste entre 1992 et 1994, disparu dès le premier tour en 1995, il consacre une partie de son tennis à tenter de comprendre cette surface qui n'existe quasiment pas aux Etats-

En 1995, il s'était astreint à quitter sa résidence de Tampa pour deux longs mois d'acclimatation à la brique pilée. La campagne s'était soldée par une cheville foulée à l'Open de Monte-Carlo et par un passage fugace à Paris : « Cette année j'ai fait le strict minimum, dit-il. Je suis venu jouer la Coupe des nations à Dusseldorf et je n'y ai guère brillé à cause de mon dos récalcitrant » (Le Monde du 30 mai).

La fraicheur hil permet d'espérer encore mieux, l'adversité aussi : « je ne suis pas surpris d'être parvenu à ce stade de la compétition après un tableau aussi laborieux, lance-t-il. Il fallait que je me prouve que je pouvais faire bien sur la terre battue et espérer, un jour, y gagner. En falt, le match contre Sergi m'a donné conflance. »

Et puis, il y a l'imprévu. Pete se prend à aimer cette surface qui, phus que les autres, révèle les caractères,

trahit les faiblesses, forge les tempéraments: « Jouer sur terre battue, c'est comme jouer aux êchecs ou bien se dévoiler, dit-il. Sur les surfaces rapides, je peux dominer mes adversaires avec mon seul service. Ici. tout est exigeant. Je dois sans doute plus rétléchir, travoiller très dur pour clore les points et accepter d'en perdre. Plus qu'ailleurs, rien n'est jamais acquis. »

La suite ? « Oublier qu'aujourd'hui j'ai bien joué les points importants et que j'ai eu un peu de chance. Penser au prochain match et rentrer sur le court avec toute cette confiance que l'ai emmagasinée pendant la semalne Exiget de moi-même que je joue mon meilleur tennis. » Pour le prix de cette confiance, Pete Sampras laisse dans son sillage treize sets disputés en plus de huit heures de jeu. L'essentiel est, bien sûr, qu'il ait gagné.

A Roland-Garros, il apparaît comme le seul joueur muni de l'arsenal de talents et de forces pour battre Thomas Muster, « l'épouvantail » autrichten. A son habitude, Il est le seul à clamer patience. Pete Sampras sait qu'il a été meurtri et blessé : « Mon moral joue encore au Yo-Yo », dit-il. Il demande du temps pour apprivolser la terre. Il est bien le seul. Les autres brûlent déjà d'impatience.

Bénédicte Mathieu

Martina Hingis snobe la Fête des mères

D'un air las, Martina Hingis, 17 Joueuse mondiale, frappe ses semelles de sa raquette. La terre battue qui les alourdit rend les déplacements pénibles. A près de 20 h 30, vendredi 31 mai sur le central, la petite Suissesse, benjamine du tournoi à quinze ans et demi, est en passe de perdre son break d'avance dans la dernière manche. Son service poids plume revient trop vite et trop fort de la raquette de Karina Habsudova, 26 joueuse mondiale. Au terme de 1 h45 de jeu, la Siovaque finit par s'imposer, « Korina loue le même jeu que moi, mais juste un peu mieux, déclare alors simplement Martina, sereine maigré la défaite, et je n'ai jamais aussi bien joué

contre elle. » Son entraîneur de maman, Mélanie Zogg, ex-joueuse tchécoslovaque émigrée en Suisse. est moins satisfaite. Elle avait prédit une partie difficile. Au tour précédent, contre l'Aliemande Petra Begerow, Martina, désinvolte, avait fourni le service minimum. Au bord du court. Mi lanie l'encourageait en tchèque tout en consiquant ses erreurs dans un carnet noir. « le ne comprends pas pourauoi Martina est si mal Inspirée sur le plan technique, avait-elle déclaré. A l'entraînement, elle réalise de bons enchaîne-

ments service-volée que je n'ai pas vus ici. » Martina, elle, haussait les épaules, décontractée : « J'ai prouvé à l'Open d'Australie (quart de finale] et à Rome [finale après élimination de Steffi Graf] que je peux battre les meilleures si je joue bien. » Ces temps-ci, l'évocation de ses briliantes performances de la saison suffit à son bonheur. Depuis quelques mois, elle a pris des formes, des rondeurs et une belle assurance. Elle exprime dans un anglais impeccable sa propre vision du tennis.

LÉ TEMPS DE SOUPPLER

Au tournoi de Key Biscayne (Floride), en mars, éliminée au second tour par une modeste Japonaise, elle lächait: « il fait trop chaud, je n'ai pas envie de taper dans la balle. La seule chose qui m'a fait plaisir ici, c'est d'être Invitée à m'entraîner chez Steffi (Graf). » Agacée, Mélanie avait brandi la menace d'une terrible punition: Montana, le cheval adoré de Martina, resterait à l'écurie si l'entraînement tournerait sur les bancs du lycée au lieu de bénéficier de l'enseignement d'un précepteur. La leune fille s'est donc remise au travail. Juste assez pour parvenir en finale du prestigieux

tournol sur terre battue de Rome. Puis, il y a quelques jours, à Berlin, elle s'est inclinée au deuxième tour contre... Karina Habsudova.

Les spécialistes assurent que Mélanie Zogg ne peut plus rien apporter à sa fille. Mais la maman repousse l'échéance de la rupture avec son enfant prodige. Elle hésite à la confier à un autre entraîneur. Pour pailler ses lacunes, elle învite régulièrement à Trubbach (Suisse) la Tchèque Helena Sukova, ancien numéro 4 mondial, qui s'est alignée en double avec Martina au tournoi de Hambourg. Mais combien

de temps cela fonctionnera-t-ii ? Professionnelle depuis octobre 1994, Martina faisait son entrée parmi les vingt meilleures Joueuses mondiales en juin 1995. Ses débuts tonitruants ont suscité les plus vives controverses. On craignait pour elle l'avenir des Américalnes Tracy Austin, Andrea Jaeger ou Jennifer Capriati, brisées par les biessures ou le stress avant leur temps. En chœur avec sa mere, Martina ciamait sa difference. Aun'était pas pris plus au sérieux. Et Martina re- l'jourd'hui, elle prouve qu'elle a suffisamment de volx pour exiger qu'on la laisse souffier un

Patricia Jolly

Le naufrage de Mary Pierce

File est partie sous une méchante mais très méritée bronca, éliminée des le troisième tour des internationaux de France. Contre l'Alemande Barbara Rittner, vendredi 31 mai, la Française a été l'ombre d'elle-même, commettant trois fois plus de fautes directes que son adversaire, mais pas assez de points gagnants pour éponger le gachis. Rien à faire. Mary Pierce ne parvient toujours pas à sortir la tête de l'eau, deux aus après sa finale à Paris et dix-buit mois après son titre aux internationaux d'Australie.

Après sa déconvenue australienne, en 1996, où elle ne put défendre son titre, battue dès le deuxième tour, elle s'était séparée de son entraîneur, Nick Bollettieri. Pendant quelques semaines, elle a ioué les services d'un entraîneur sud-africain. Mike Robertson avant d'opter pour Joe Giuliano, l'un des lieutenants de Brad Gilbert. Pentraîneur d'André Agassi. Mary n'a pas retrouvé son tennis. Elle part de Roland-Garros battue par elle-même. « Trop de pression», a-t-elle tenté d'expliquer. Pendant quelques mois, en 1995, Mary Pierce fut troisième joueuse mondiale.

RESULTATS

HANDBALL CHAMPIONINAT D'EUROPE Demi-finales Espagne-Yougotiavie Russie-Suède 24-21 Matches de classement : 27-25 14 place : Slovense-Dani

CHAMPIONINAT D'EURICPE ESPORS

(Single Contraction

TENNIS MTERNATIONALLY DE FRANCE Simple messieurs (3° tour) Prenier guant du tableau 7-54-6, 6-2; S. Draper (E-U) b. 1 Tarango (E-U), 3-6, 6-4, 7-5, 4-6, 6-2; S. Draper (E-U) b. 1 Tarango (E-U), 6-1, 6-2, 6-3; W. Ferneira (Af.s.) b. R. Furian (Ita.).

K. Kuxera (Sivq.), 6-7 (2-7), 7-5, 6-4, 5-4, ab. Deuoème quart du tableau J. Björlonan (Sue.) b. C. Woodruff (E-U) 7-6 (7-5), 2-6, 4-6, 7-5, 6-4; R. Krajicek (P-8, m*13) b. T. Woodbridge (Aus.1, 7-5, 6-2, 6-2; F. Clavet (Esp.) b. G. Forget (Fra.), 6-3, 7-5, 6-3; I. Kafelnikov (Ros., n*5) b. F. Marmilla (Esp.), 8-4, 8-2, 6-2.

6-7 (5-7), 7-5 6-1, 7-5 ; J. Courier (E-U, nº 7) b.

kov (Rus., n° 5) b. F. Marmille (Esp.), 8-4, 8-2, 6-2. Simple dances (8° rour) in Roiseine quarr du tableau A. Huber (ABL, n° 6) b. S. Pricowski (Fra.), 6-2, 6-2; K. Halbsurdova (Siva.) b. M. Hings (Sui., n° 15), 4-6, 7-5, 6-4; B. Rittner (All.) b. M. Pierre (Fra., n° 12), 6-4, 6-2; A. Sanchez-Micario (Esp., n° 4) b. E. Likhosteva (Rus.), 6-0, 6-0. Custobene quarr du tableau I Spitea (Rou.) b. B. Schultz-McCarthy (P-B, n° 8), 6-3, 3-6, 6-2; J. Novotna (Tch.) b. E. Makarova (Rus.), 6-1, 7-5; M. Maleeva (Bul., n° 13) b. M. Cremans (P-B), 6-2, 6-1; M. Seles (F-U, n° 2) b. S. Appelmans (Bel.), 6-2, 7-5

LES PUBLICATIONS DU Monde

Un ancien numéro vous manque?

(Commande et envoi à domicile)

3615 LEMONDE

La Corée du Sud et le Japon organiseront conjointement la Coupe du monde de football en 2002

Un groupe d'experts devra aplanir les difficultés de cette cohabitation inattendue

une volte-face. L'annonce par la désignation du pays hôte. Joao Havelange, président de la Rédération internationale de football (FIFA), vendredi 31 mai à Zurich, que le Japon et la Corée du Sud organiseralent conjointement la Coupe du monde de football de 2002 a pris tous les observateurs à

Les fédérations japonaise et sud-coréenne y étaient opposées. La FIFA aussi. Son président l'avait répété chaque fois que la suggestion en avait été faite, opposant simplement le règlement de la FIFA qui ne prévoit pas qu'on puisse partager cet événement entre deux pays. Cette position de principe avait encore été rappelée fermement, après que le premier ministre sud-coréen Lee Soo-Sung eut réanimé l'hypothèse d'une candidature commune le 3 mai. Une proposition similaire, faite le même jour par les huit représentants de l'Union européenne de football (UEFA) au Comité exécutif de la FIFA, avait été également ignorée.

Pourquoi ce changement d'attitude de dernière minute? Une lettre de la fédération japonaise de football, acceptant dans la précipitation une co-organisation qu'elle avait toujours refusé jusque là, aurait incité Joao Havelange à proposer une solution de compromis au Comité exécutif dans l'intérêt de « l'unité du football. » Revirement judicieux, puisqu'approuvé à l'unanimité des 21 membres et annoncé dans

procédure inhabituelle, est évi-

s'agissait-il. à la lumière des passions exacerbées par les deux can-

PLUS qu'un rebondissement, la date prévue initialement pour 1998. Un vote aurait pu aussi être à hauts risques pour la candida-Ce choix inédit, au terme d'une ture japonaise, largement favorite jusqu'à ces dernières semaines, demment politique. Peut-être mais que des pointages officieux indiquaient en perte de vitesse. L'annonce faite par Joao Have-

La Bolivie pourra jouer à La Paz

Le comité exécutif de la Fédération internationale de football (Fi-FA) a donné son feu vert, vendredi 31 mai, pour que la Bolivie puisse disputer à La Paz ses matches à domicile comptant pour les éliminatoires de la Coupe du monde 1998. La commission médicale de la Fi-FA s'y était opposée dans un premier temps en raison des problèmes posés par l'altitude (3 600 m) de la capitale bolivienne. Sept fédérations sud-américaines avaient annoncé, en décembre 1995, leur refus d'aller jouer à La Paz, l'Equateur étant le seul à avoir accepté de s'y rendre. Jacques Chirac avait alors milité activement pour la « cause bolivienne », multipliant les déclarations publiques et les interventions auprès des responsables politiques sud-américains. En visite à La Paz en avril, Michei Barnier, ministre des affaires européennes, avait promis que le gouvernement français utiliserait « tous les moyens en son pouvoir pour convaincre la FIFA ». La FIFA a donné finalement son accord, mais à la condition que les équipes puissent être sur place dix jours avant leur match afin de s'accilmater.

didatures de ne pas réveiller un lange étouffe dans l'œuf toute antagonisme séculaire entre les deux pays (Le Monde du 1º juin)? Dans ce cas, l'analyse diplomatique aurait pu être faite plus tôt.

La décision de la FIFA paraît davantage répondre à un souci de « politique intérieure ». M. Havelange ne souhaitait sans doute pas prendre le risque d'être mis en minorité sur la candidature commune, défendue par Lennart Johansson, le président de l'UEFA,

crise interne prématurée. « Elle préserve la tranquillité du football mondial », a-t-il déclaré.

Ce partenariat inopiné satisfait le président de la fédération coréenne, Chung Mon-Joon, qui salue « une victoire de la démocra-

Il ne décoît pas trop celui de la fédération nippone, Ken Naganuma, même s'il parle de « concession politique. » Cependant, la sipar ailleurs ouvertement candidat tuation nouvellement créée l'optimisme général à la veille de à la succession du Brésilien en précipite les autorités du football

dans l'inconnu en termes d'orga-

La FIFA devra faire face aux « problèmes de logistiques », qu'elle disait naguère « insolubles » pour justifier son refus de la coorganisation. A cet effet, un groupe de travail, dirigé par le Mexicain Guillermo Canedo et l'Italien Antonio Matarrese, viceprésidents de la FIFA, ainsi que par Joseph Blatter, secrétaire général, a été chargé d'étudier les répercussions de cette « cohabitation, sur les plans légal et statutaire. ainsi que sur les plans sportif, économique et politique ». Il devra remettre son rapport au Comité exécutif au plus tard en dé-

Parmi les nombreuses difficultés à résoudre, la commission d'experts devra prévoir la répartition des responsabilités dans la négociation des droits de télévision, du sponsoring ou de marketing. Outre l'harmonisation technique des deux candidatures, il faudra aborder rapidement d'épineuses questions, à forte implication symbolique.

Où, par exemple, aura lieu le match d'ouverture? Quel pays abritera la finale? Les deux pays organisateurs seront-ils qualifiés d'office pour la phase finale? Après avoir justifié la coorganisation de la Coupe du monde de 2002 par « un esprit de paix », il ne s'agirait pas de donner à l'un des deux partenaires contraints et forcés l'impression de perdre la face.

Jean-Jacques Bozonnet (AFP.)

■ FOOTBALL: l'Italie est deveme champion d'Europe espoirs. vendredi 31 mai à Barcelone, en battant l'Espagne par 4 thrs au but à 2. Les deux équipes étaient à égalité (1-1) à la fin du temps réglementaire et de la prolongation. Bien que réduits à neuf par deux expulsions (37° et 105°), les Italiens ont ainsi conquis leur troisième titre européen consécutif. Pour la troisième place, l'équipe de France a battu l'Ecosse (1-0). Les joueurs de Raymond Domenech obtiennent la médaille de bronze qui avait échappé à leurs prédécesseurs, quatrièmes en 1994.

■ Saint-Denis-Saint-Leu Football Chib sera le club résidant du stade de Prance, actuellement en construction pour la Coupe du monde de football 1998. Il est né, vendredi 31 mai, à l'issue d'une assemblée générale extraordinaire du club de Saint-Leu-la-Forêt (Vald'Oise), actuellement en championnat national I. La fusion avait échoué entre Saint-Denis et le club d'Aubervilliers (Le Monde du 8 mai). Elle n'avait pu aboutir avec Noisy-le-Sec ou le Red Star. « Nos deux villes vont à présent travailler, en lien avec l'Etat, à réunir toutes les conditions pour que ce club du nord de la région parisienne devienne le grand club populaire qui jouera au Stade de France », ont déclaré, vendredi 31 mai dans un communiqué, les maires de Saint-Denis et Saint-Leu.

■ HANDBALL: la Prance a terminé septième de l'Euro 96, après sa victoire, vendredi 31 mai à Ciudad Real, sur l'Allemagne (24-21). La finale opposera, dimanche 2 juin, la Russie, victorieuse en demi-finale de la Suède (24-21), à l'Espagne, qui a dominé la Yougoslavie (27-23). L'équipe espagnole a obtenu, par la même occasion, la dernière place qualificative pour les Jeux olympiques d'Atlanta. --

L'été des iris

Rustique et facile à multiplier, cette fleur royale admet, outre le bleu et le violet, toutes les teintes de l'arc-en-ciel

TOUT COMMENCE par un malentendu. La fleur de lys de nos rois est un iris. Poussant sur les berges des petites rivières, l'iris Pseudo Acorus est, sans aucun doute, la plus modeste iridacée poussant en France à l'état sauvage. Mais la piétaille des iris n'est pas la moins belle plante de la famille. Son feuillage vert clair est élancé comme un sabre, ses fleurs jaune citron illuminent le jardin. Bonne fille, sa convivialité et son peu d'exigences permettent de l'installer au soleil comme à mlombre, près d'un bassin comme au milieu d'une plate-bande.

Le lys des rois de France a tendance à se ressemer un peu partout, tout comme l'iris fétide, sans doute encore plus adaptable que lui. Poussant à l'état naturel dans les dunes de sable (les nôtres et ceux de nos voisins sont les descendants d'un pied ramené de l'Île d'Oléron, il y a plus de trente ans), cet iris au feuillage persistant lui-sant et vert foncé accepte l'ombre comme le plein soleil, la sécheresse comme l'humidité.

Ses fleurs sont d'un mauve lavé de striures marron et ses graines

Les rendez-vous du jardin

Un « tableau d'iris » est présenté au Salon l'Art du jardio dans le parc de Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), qui réunit 300 exposants, 25 jardins et est ouvert au public jusqu'au lundi 3 juin de 10 heures à 20 heures (entrée 55 F, gratuit jusqu'à 12 ans). Une collection de 150 variétés d'iris (choisies parmi 700) est mise en scène en arc-en-del par Jean Greller, architecte-paysagiste, qui participe avec d'autres actistes à la rénovation du parc florai de la Source, près d'Oriéans, menée depuis 1994 par Nadia Loury-Guigan dans ce domaine devenu célèbre Il v a treute

ans pour l'organisation des Florailes. Parmi les pombreuses manifestations organisées dans les régions, on peut citer celle organisée à la citadelle de Doullens, à 30 km au nord d'Amiens. 70 exposants participent à ces Journées du jardin d'agrément. samedi 1ª et dimanche 2 juin de 9 heures à 19 heures (entrée 25 F, gratuit jusqu'à 15 ans).

rouge-orangé sont magnifiques lorsqu'éclatent les grosses gousses en forme de gigot qui les abritent (on l'appelle d'ailleurs aussi iris gigot). Sa tendance à se multiplier fait des heureux et compense largement son odeur désagréable. Cela dit, pour le sentir, on doit avoir le nez dessus et comme cet iris culmine à 30 cm de hauteur, il faut le vouloir.

MLANTE RESISTANTE

Les iris sauvages sont hautement adaptés à leur biotope d'origine, mais mis à part quelques espèces buibeuses nécessitant un été sec et un sol pierreux, c'est une plante particulièrement résistante. L'iris des jardins est aussi beau qu'un cattleya (la plus belle des orchidées), mais il pousse partout. Il fleurit abondamment le long des voies ferrées, quand les cantonniers ne l'éradiquent pas à coups de chlorate de soude. Les anclennes variétés sont d'une robustesse à toute épreuve, leurs tiges supportent sans difficulté des fleurs solides, largement épanouies et délicleusement odorantes (la racine de l'iris de Florence est utilisée depuis longtemps en parfumerie).

Certaines variétés modernes sont beaucoup plus fragiles: leurs fleurs énormes nécessitent que l'on tuteure leurs tiges qui s'écroulent la première pluie venue et ieur thizome n'aime guère les sols trop humides. Elles y végètent et y attrapent des maladies qui les font finalement dépérir.

En Normandie, on plantait autrefois l'iris sur le faite des chaumières: une croyance populaire lui accordait le pouvoir d'éloigner la foudre. A tout prendre d'ailleurs, l'iris des jardins préfère les terres pauvres, calcaires et calliouteuses : il y fleurit généreusement, alors que les terres trop riches encouragent les feuilles à se développer au détriment de tiges florales hautes et cassantes.

S'il existe des variétés naines (15 20 cm de hauteur), des moyennes (40 à 50 cm), des hautes (1 bon mètre), les plus belles variétés d'iris sont bleues (du bleu ciel au violet foncé), jaunes et blanches. Nous n'aimons guère les irls roses « poudre de riz » modernes, leurs fleurs énormes



manquent de modestie. Les iris se plantent juste après leur floraison et pendant tout l'été dans une terre préalablement désherbée soigneusement et éventuellement drainée, qu'il est inutile d'enrichic

Multiplier l'iris des jardins est un jeu d'enfant. Après trois ou quatre années de culture, les pieds ont besoin d'être divisés. Soulever délicatement la touffe à la fourchebêche, la secouer de toute sa terre, la fragmenter avec un couteau bien propre, raccourcir les racines et le feuiliage à une dizaine de centimètres et poser les fragments de rizhome comportant une ou deux pousses sur le sol en tassant à la main, faire suivre d'un arrosage et éventuellement d'un second « tassage ». L'ms se développant de façon rectiligne, il faut planter trois éclats, bourgeous vers l'extérieur de la touffe.

Si vous optez pour l'achat de rhizomes, prenez-en trois de chaque variété - cela peut coûter cher: il n'est pas rare que des variétés modernes valent 80 F pièce I - et plantez-les de la même façon que celles qui viennent de vos plates-bandes ou de celles d'un voisin.

Les « iridophiles » le savent, le seul ennemi de cette plante, ce sont les mauvaises herbess?Une fois installées, elles sont difficiles à extraire (celles du liseron, sorte de spaghetti al dente, réussissent parfois à percer les rhizomes!). Dans les cas extrêmes, on peut déterrer ieds d'iris, laver les racines et replanter après nettoyage du ter-

Une touffe d'iris posée à

l'ombre et arrosée de temps à autre peut se maintenir des semaines en l'état et s'enraciner dans le sol, voire y prospérer. Une allée gravillonnée de notre jardin est ainsi « bouchée » par une touffe d'iris violet foncé..., beaucoup plus belle que celles qui ont

Alain Lompech

* Iris en Provence, chemin des Maures, <u>8</u>3400 Hyères, 761.: 94-65-Carcaudière, 45500 Poilly-lez-Gien. Tél.: 38-67-05-08. Minitel 3615 Cayeux. Catalogue contre 10 F. Exitions de début juillet à mi-octobre. Michel Bourdillon et fils. Champagne, Soings-en-Sologne, 41230, Tel.: 54-98-71-06, Fax: 54-98-76-76. Catalogue contre 4 timbres. Expéditions de mi-juillet à fin octobre.

aisées. Des gens qui s'inscrivent pleinement dans la tendance actucije au retour à la cuisine faite à la maison mais qui ont de la Cocotte-Minute le souvenir de l'instrument peu pratique de leur mère. Il fullait donc une vraie innovation pour les convaincre que les emps out changé. »

Mals au fait, que voit-on à travers le hubiot

L'autoroute médiévale

SI LES AUTOROUTES out transformé les paysages, elles ont surtout changé la vision que l'on en 1. Tandis que le voyage en TGV fait trembler la perspective et intègre sa vitesse dans la composition de l'image perçue, la position autoroutière offre souvent un panorama à vol d'oisean. Ce sentiment de détachement est accentué par les limites nettes du domaine autoroutier. Et par le soin que mettent les ingénieurs et les paysagistes, en France particulièrement, à instaurer une neutralité apaisante et homogène entre la courbe des virages, la ligne des ponts et le dessin des bosquets d'arbres.

Un environnement d'où est exclu le déballage publicitaire qui animait les bordures des vieilles nationales. lci, point d'anarchie, et, en dehors des grands bazars de ravitaillement hommes et machines, les aires de repos sont normalisées pour une simple halte. On ne mesure plus la 3 distance en kilomètres, mais en heures : on veut se rendre d'un point à un autre, sans escale, sans distraction.

Si les autoroutes sont le lieu du déplacement, pourquoi ne se permettraient-elles pas, parfois, d'organiser le déplacement d'un lieu? C'est ce que vient de faire la Société des autoroutes du sud de la France (qui gère 1 800 km de ruban asphalté et qui a une certaine expérience de la commande à des artistes contemporains de fontaines et monuments) en inaugurant, jeudi 30 mai, à Lozay (Charente-Maritime), en bordure de l'A 10, entre Niort et Saintes, la première aire de repos « médiévale ».

PORTE DE LA SAINTONGE

L'effet est saisissant. Mieux que blanche sous le soleil neuf, se dresse la façade de Saint-Pierre d'Echebrune, reconstruite pierre à pierre et sculptée sur place par une équipe de quinze artisans menés par un compagnon du tour de France venu d'Avignon, Frédéric Parizat, dit Provençal le pondéré.

Durée du chantier : seize mois. l'appareillage des 2 000 pierres et de leur décor, s'ouvre une page d'encyclopédie en trois dimensions : sur deux hectares, tracé par Didier Moulin, un jardin de sculptures où sont présentés, au long de deux galeries sous auvent de bois, une centaine de moulages sélectionnés dans trente églises, chapelles, couvents de cette région. bienheureuse endormie sous le choc de son rayonnement du XII siècle.

La véritable « porte » de la Saintonge, celle qui frappait les pèlerins en route pour Compostelle, est à quelques kilomètres de là, à Aulnay, dans le caime de son jardin clos. On peut la visiter. Comme on peut décider de quitter l'autoroute des vacances pour des excursions fléchées sur les dépliants mis à la disposition des passants au terme de leur initiation. Figures saintes et scènes bibliques, animaux familiers et monstres fameux sont proposés à hauteur d'homme : il ne leur manque que l'ombre et la fraicheur

des églises, leur cadre naturel. Les fondateurs du Musée des monuments français, au palais de Chaillot, n'agissalent pas autrement quand ils collectaient des exemples d'architecture et de sculpture pour l'étude et la connaissance des œuvres. Ce qui a changé, c'est le public (on prévoit plus d'un million de personnes) pour une initiative qui s'est entourée de garanties scientifiques et du patronage de personnalités averties, et qui a su coopérer avec les élus des communes où reposent les origi-

Une démarche pédagogique et culturelle qui illustre l'état de notre civilisation, mille ans après l'an mil. Rapidité et sûreté du déplacement, d'un côté, recherche des racines de l'autre. Autoroutes de l'information, comme on dit: tout savoir, très vite. Ici, le site vient à la rencontre de son visiteur potentiel. Le patrimoine d'une des plus riches et des plus secrètes réserves d'art roman, la Saintonge, est présenté à la curiosité de la multitude. En direct.

Michèle Champenois

* Aire jardin de la Saintonge mág diévale, Lozay, avant Saint-Jeand'Angély, sur l'autoroute A 10, dans le sens Poitiers-Bordeaux. Entrée gratuite, de 9 heures à

Le secret de la cuisson

Tout gamin, on tournaît autour, dans l'attente du monvent où skillerait cette locomotive lancée sur des rails imaginaires. Perpieze, on se demandait surtout ce qui pouvait bien se passer à l'intérieur de la Cocotte-Minute. Comment ne pas s'interroger sur cette alchimie qui devait être terrifiante tant la vapeur s'échappait avec fougue, lorsque, d'une main ferme, la maîtresse de maison la livérait enfin.

Inventeur de la Cocotte-Minute, SEB (qui en a vendu 50 millions d'exemplaires à travers le monde) offre autourd'hui de percer un secret qui perdure depuls 1953 : autocniseur high-tech, la Sensor Visio est

équipée d'un hubiot tout rond, qui permet d'observer, de surveiller les changements de coloration des aliments à mesure qu'avance la

Réalisée avec le concours de Saint-Gobain, cette pièce transparente de 10 centimètres de diamètre placée sur le dessus du couvercle est le résultat d'une proues technique dûment brevetée. Formée de deux verres trempés et feuilletés de 4 millimètres d'épaisseur que sépare une couche de colle siliconée, elle résiste aux chocs, à la pression et à la corrosion. La transparence de ce bublot est garantie à condition de le frotter avec une chiffonnette citronnée de type rince-doigt

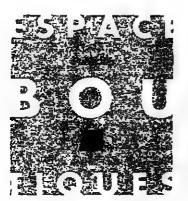
evant chaque utilisation. Il faut tout de infime faire preuve patience avant que se dissipe la buée formée en début de cuisson.

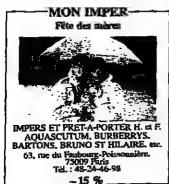
Le Visio Sensor, insiste-t-on chez SEB, n'est ni un gadget ni une innovation gratuite. Après avoir longuement sondé la clientèle, la firme a enregistré une forte demande en faveur de davantage de confort d'utilisation, mais elle a aussi perçu le regret du public de ne pouvoir exercer un contrôle visuel pendant la cuisson. « En outre, souligne Cyrille Prache, nous avons observé que les 17 % de foyers français qui n'utilisent pas d'autocuiseur se recrutent essentiellement parmi les catégories sociales

de la cocotte ? « Quelques bouillormements, tout au plus. La cuisson à la vapeur n'o rien de spectaculaire », témoigne Cytlle Prache. L'enfer de Dante version pot-au-feu n'avait donc rien de si extraordinaire.

Jean-Michel Normand

★ Seb Sensor Visio, prix indicatif: 799 F (4,5 litres), 829 F (6 litres) et 869 F







tisse depuis 1680 les plus belles soieries et étoffes d'ameublement pour les souverains et chefs d'État ainsi que pour les gens de goût et vous invite

à la PREMIERE VENTE EXCEPTIONNELLE A PRIX EXCEPTIONNELS de sa "collection PATRIMOINE" (134) Plus de 800 modèles tissés d'après des dessins des XVII^a, XVIII^a, XIX^a et XX^a siècles

Dimanche 9 juin 1996 (10 h - 18 h) HOTEL DASSAULT

7, rond-point des Champs-Elysées 75008 PARIS Tassinari & Chatel - 26, rue Danielle-Casanova 75002 Paris

HIDITCH & KEY

SHIRTMAKERS GRANDE VENTE SPÉCIALE D'ÉTÉ

À PARTIR DU SAMEDI 1er JUIN Chemises 795 F 495 F Cravates 295 F Cashmere 2 45Q F 1 750 F

Ouverture du lundi au samedi de 9 h. à 19 h. 252, rue de Rivoli (place de la Concorde) - Tál. 42.60.36.09



Tél: 47.42.70.61

Chaque semaine retronvez notre nouvelle rubrique "ESPACE BOUTIQUES"

Pour vos annonces

publicitaires contactez

le 🖀 44.43.76.28

(Fax: 44.43.77.31)

Nuages, averses et fraîcheur

L'ANTICYCLONE des Açores est bien en place, il ne s'étend cependant pas assez vers le nord pour bloquer la circulation des perturbations atlantiques. Une première zone pluvieuse quittera l'est de la France dans la soirée de samedi. L'accalmie sera timide et de courte durée à l'arrière, une nouvelle dépression s'approchera du golfe de Gascogne en fin de nuit prochaine, elle amènera de nouvelles pluies sur la façade



1230

· ·

1212

 $\sim \mathcal{L}_{\mathrm{total}}(z)$

100

100

1.00

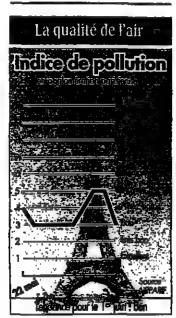
7 obs

-74

1.50

Carrier Contracting

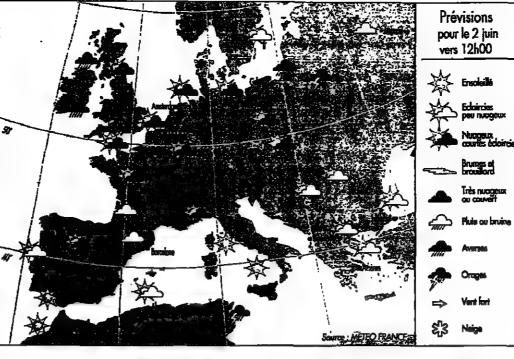
Prévisions pour le 2 juin vers 12h00



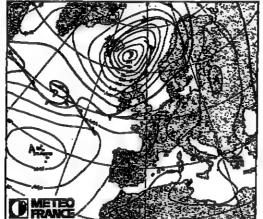
ouest du pays dimanche. Di-manche matin, il pleuvra faiblement mais de façon assez durable le long de la côte atlantique, de la Bretagne à l'Aquitaine. Les précipitations déborderont temporaire ment en Basse-Normandie, Poitou et Limousin. Ces régions verront donc défiler de nombreux mages dans leur ciel. Au fil de la journée, les pluies vont s'estomper en Bretagne et dans les Pays de Loire, mais le ciel restera bien nuageux jusqu'au soir à Quimper ou Angers. Un temps maussade va également s'établir en cours de matinée des Pyrénées au sud du Massif Central. Les muages et ondées arriveront rapidement par l'ouest. Ces pluies se renforceront l'aprèsmidi et se poursuivront souvent jusqu'au soir. Plus an nord, on pourra bénéficier d'un temps un peu plus clément. Le soleil fera de belles apparitions en matinée du Nord-Pas-de-Calais à l'Auvergne et à la Champagne, en passant par l'Ile-de-France et le Nivernais. L'après-midi, les nuages deviendront menacants et donneront des averses qui tendront à se multiplier en fin de journée. Sur la façade est du pays, de l'Alsace aux côtes méditerranéennes en suivant la vallée du Rhône, on connaîtra à peu près le même type de temps. Il ne faudra pas trop se fler aux éclaircies matinales. Dès la mijournée, muages et averses prendront le dessus sur les périodes ensoleillées. Ces averses s'intensifieront au fil de l'après-midi et s'accompagneront parfois d'un coup de tonnerre dans les Alpes.

La fraîcheur se maintiendra sur la quasi-totalité du pays. Les températures maximales resteront nettement en dessous des normales. Il ne fera guère plus de 15 à 18 degrés, au meilleur de la journée sur la plupart des régions, et à peine plus de 20 degrés sur les bords de la Méditerrannée.

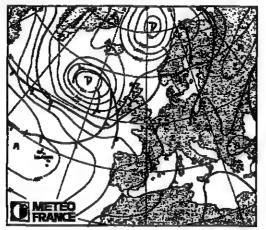
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-







Situation le 1^{er} juin, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 3 juin, à 0 heure, temps universel

IL y a 50 ans dans Le Monde Le problème des réfugiés

LE SORT des réfugiés, ou, selon la terminologie anglo-saxonne, des « personnes déplacées », pose des problèmes d'une ampleur et d'une complexité telles qu'auprès d'eux ceux qu'avait à résoudre le comité Nansen, après la première guerre mondiale, apparaissent dérisoires. C'est par centaines de miliers en effet que doivent être comptés les malheureux qui, ayant dû fuir leur patrie d'origine, vivent des secours d'organisations internationales et attendent de retrouver un foyer.

La principale de ces organisations est le comité intergouvernemental pour les réfugiés, créé lors d'une conférence réunie à Evian, en juillet 1938, sur l'initiative du président Roosevelt. Elle devait faciliter la solution des questions posées par l'émigration, sur une vaste échelle, des personnes contraintes de quitter l'Allemagne ou l'Autriche en raison de leur race, de leur religion ou de leurs opinions politiques.

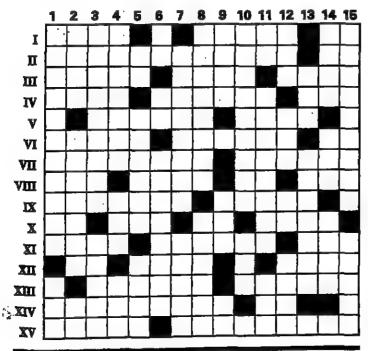
Constitué sous les auspices des Nations unies, un comité vient de tenir à Londres, sous la présidence de M. Hector McNeil, sous-secrétaire d'Etat au Foreign Office, une session de huit semaines - trois de plus qu'il n'était prévu ; il a élaboré un rapport qui sera soumis au conseil économique et social de l'ONU dès sa prochaine session ; ce rapport sera distribué aux membres des Nations unies dans la seconde quinzaine de juillet au pius tard.

M. McNeil a annoncé qu'il demanderait aujourd'hui au comité, dont c'est la séance de clôture, de recommander au conseil économique et social de l'ONU la prise de mesures immédiates à titre provisoire. « Nous ne pouvons en effet, at-il déclaré, laisser les réfugiés passer un nouvel hiver en ne recevant que des secours. »

(2-3 juin 1946.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 6834



LES SERVICES DU

Bulletin à renvoyer ac	compagné de votre i Cª Leciero - 60646 C	règlement à : <i>Le Monde</i> Jaartily Cedex - Tél. : 1:	Service abouncements ((1) 42-17-32-90.
je choisis la dasée saivante	France	Seisse, Belgique, Luxemboutg, Pays-Bas	Anires pays de l'Union coropéénne
∏1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
□ 6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
☐ 3 mois	536 F	572 F	790 F
- 문결 1982 http://doc.io	France, Section Class Public Et : Send address changes t	for \$ 892 per year « Le MONDE: e paid at Chauphalo N.Y. 115, an o 1165 of N-Y Box 1388, Champia ATTOMAL MEDIA SERVICE, Inc. 463-2483 USA Tel.: 810./28.30.88	in N.Y. 12979-1588 1220 Pacific Assume Smite 404
Nom:		Prénom:	
Code postal : _	V		601 MQ 901
Cisine man who	lement de :	FF par chèq	ue bancaire ou
Postal; par Carl	e bancaire	11111111	<u> </u>
Sgusture et date o Changement d'ada e par écrit 10 jours av	resse : raut votre départ.		PP. Paris OTN
• par téléphone 4 jour Renseignements : Pou • Tant antres pays ét	rs. (Merci d'indiquer i rtage à domicle 🍽	voire numéro d'abonné.) Suspension vacances. par prélèvements amouna 17 heures du lundi au ver ABO.	tiques mensuels. adredi.

MORIZONTALEMENT

1. Pousse à la consommation. Montent et descendent en s'accrochant à la rampe. En activité. – IL Où il ne serait pas facile de bien mener sa barque. Il faisait de Ramsès un souverain éclairé. - III. Il prend parfois la piquette. Garantit un acquittement. Ancien État. - IV. Agents de la réaction. Lien solide entre deux poteaux. Pur esprit. -V. Agréable emploi du temps. Fait une mauvalse copie de ce qui est original - VI. Tassal la neige. Résidus d'une calcination. Symbols. - VII. Se dit d'un effet non escomoté. Mène une vraie vie de chien. -VIII. Lettres de dénonciation, Indiens, Mesure. Même le plus pur n'est encore qu'un mélange. - IX. Petits chemins de Croix. Sent le tabac. - X. Article étranger. Devise. Lac. Ne constituent ou'une maiore richesse pour celui qui mange son blé en herbe. -XL N'est pas superflu. Remplit peut-être sa pipe. Partie du visage. - XII. Orientation. Prise par des gens bien décidés à l'emporter. Prête à fondre. -- XIIL Un drôle de pistolet. A l'étranger. - XIV. Avec elle, on n'a que l'embarras du choix, Article. - XV. Epicées. Petite éxoile de la danse du feu.

VEKTICALEMENT

1. Les sœurs du poète. Volcan. - 2. Est dans le pastis, infirmes ou invalides. Préposition. - 3. Le plus souvent, cela ne vaut pas un dou! Mystifie. - 4. Figure mythologique. A

Documentation 3517 rods LMDOC

Index et microfilms: (1) 42-17-29-33

Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/mm)

Se Thombs est édité par la SA Le Monde, so-ciété anonyme avec directoire et conseil de suiveillance.

la reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications per 17 205 2077

Le Monde

CD-ROM:

Tělématique

Monde

42-17-20-00

GO LEMONDE

(1) 44-08-78-30

ISSN: 0395-2037

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gunsbourg, 94852 Ivry-Cedex.

PRINTED IN FRANCE.

Jean-Marie Colomb Directeur général : Gérard Morax Membres du comité de direction :

133, avenue des Champs-Elysées 75409 Paris Cedex 08

Tél.: (1) 44-43-76-00; fax: (1) 44-43-77-30

Dominique Aldur, Gisèle Pavou

3615 code LE MONDE

donc un certain poids (épelé). Rompt un silence sylvestre – 5. Cale. Elle n'est pas aussi désagréable qu'un petit cousin. Mouve-ments à répétition. – 6. Interjection. Sert à traduire bien des sentiments. Diluent. - 7. Il y a des cancres dans leur classe. Retarde une chute. – 8. Peuvent être des carrés d'où sont extraites de nombreuses racines. Fourrure. - 9. Tombe des nues. Tiède. Conjonction. - 10. Très mai « couché ». La voie de Néron. - 11. Article. Blanche, Tombeau IIquide des plus solides espoirs. - 12. Sur la rose des vents. Se montra entreprenant. Abréviation. Ebraniée. - 13. Dans un certain sens, on y pratique un jeu de jambes bien orchestré. Le commencement de la fin. -14. Suit une voie toute tracés. Pince à linge. Son gendre était frondeux - 15. Un bien fait n'est jamais perdu. Le placard du milieu. SOLUTION DU Nº 6833 HORIZONTALEMENT

l. Engelures - II. Arabica. - III. Eglise. Ha 1 --IV. Muon. Bal. - V. Pinède. Né. - VI. Rang. -VII. Api. Ouies. - VIII. Ire. Est. - IX. Rareté. -X. Eden. Miel. – XI. SOS. Juste. VERTICALEMENT

1, Exemplaires. - 2. Gul. Prado. - 3. Galonnières. - 4 Erine. En. - 5 Las. Droit. - 6. Ube. Eau. Emu. - 7. Ri. Nie. Is. -8. Echanges. Et. - 9. Saale. Style.

Guy Brouty

LE CARNET DU VOYAGEUR

FRANCE AOM cessera de desservir, le 10 juin, la ligne Oriy-Pau en raison de sa non-rentabilité. -(AFR)

IAPON. La compagnie américaine Northwest Airlines et la compagnie japonaise Japan Air System ont décidé de coordonner pose de nouveaux services à sa leurs vols sur l'aéroport d'Osaka à clientèle d'affaires et à ses voyacompter du 1" juin pour permettre aux passagers en provenance de Fukuoka, Sapporo, Kochi et Niigata d'avoir des correspondances plus nombreuses avec les vols de

Northwest. - (Bloomberg.)

ILES FIDJI. Air Pacific, compagnie actienne des îles Fidji, ouvrira le 1s novembre une ligne Nadi-Vancouver (Canada) qu'elle desservira une fois par semaine. -

(AFP.) M SUEDE. Le gouvernement suédois vient d'autoriser la compagnie Iran Air à assurer une liaison hebdomadaire aller-retour entre Téhéran et Stockholm jusqu'au 26 octobre. Jusqu'à présent, seuls des vols charters irréguliers avaient lieu entre les deux capitales. - (AFP.)

EKENYA. Après le naufrage d'un ferry tanzanien survenu le 21 mai et qui a fait plusieurs centaines de morts, le Kenya a décidé d'interrompre son trafic maritime sur le lac Victoria pour faire réviser et réparer ses ferries. - (AFR)

TRANSMANCHE. Eurotumel baisse ses prix pour l'été et progeurs fréquents. Les tarifs, en vigueur du 1= juin au 31 août, s'articulent autour de deux tranches horaires (de 6 à 22 heures et de 22 à 6 heures), de deux formules (Chub classe affaires et Loisirs) et de deux types de séjours (plus ou moins de cinq jours). - (AFP, Reu-

■ GRANDE-BRETAGNE. Le plus petit musée du monde, 2 mètres de haut et environ 1 m3 de surface. a été inauguré il v a quekques jours à Londres. Installé dans une cabine téléphonique rouge, ce musée itinérant, qui consacre sa première exposition à l'histoire du gin, ne peut accueillir que deux ou trois visiteurs à la fois. - (AFP.)

Paris en visite

Mardi 4 juin DU PONT-NEUF à l'enceinte de

Philippe Auguste (50 F), 10 h 30, sortie du métro Pont-Neuf côté Samaritaine (Paris autrefois). **ILLE QUARTIER DE LA POMPE** (60 F), 11 heures, sortie du métro Trocadéro côté avenue d'Eylau (Viocent

de Langlade). LE CIMETIÈRE DU PÈRE-LACHAISE (25 F + prix d'entrée),

14 h 30, devant l'entrée côté boulevard de Ménilmontant (Ville de Paris).

■ LE FAUHOURG SAINT-JACQUES et ses couvents (40 F), 14 h 30, devant l'église du Val-de-Grace place Alphonse-Laveran (Sauvegarde du Paris historique).

ILES JARDONS DU MARAIS (35 F). 14 h 30, angle de la place du marché Sainte-Catherine et de la rue Caron (Ville de Paris).

■ MUSÉE BOURDELLE (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 16, rue Antoine-Bourdelle (Musées de la Ville de

■ MUSÉE CARNAVALET : la Re-

Communiquez!

Adresser un E-Mail sur Internet? Envoyer un fax?

C'est possible à partir de votre Minitel!

naissance à Paris (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris).

■ MUSÉE D'ORSAY (36 F+prix d'entrée) : visite par artiste, Carpeaux, 14 h 30; exposition Menzel, 14 h 30 (Musées nationaux).

■ LE QUARTIER DU CHERCHE-MIDI (37 F), 14 h 30, angle de la rue de Babylone et de la rue de Sèvres (Monuments historiques).

LE QUARTIER DE REUILLY (40 F), 14 h 30, sortie du métro Montgallet (Sauvegarde du Paris histo-

M DE SUFFREN À LA BOURDON-NAIS (50 F), 15 heures, sortie du métro Ecole-Militaire côté escalier rou-

lant (Emilie de Langlade). ■ LES ÉGOUTS (25 F), 15 heures, devant l'entrée face au 93, quai d'Orsay

(Ville de Paris). MARAIS: hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du

LE QUARTIER MAUBERT (40 F), 15 heures, sortie du métro Maubert côté avenue rue Lagrange Montaigne

(Approche de l'art). ■ LE QUARTIER DE PASSY (60 F), 15 heures, sortie du métro Passy (Vincent de Langlade).

CULTURE

ART Plus de cinq cents œuvres d'art sont saisies chaque année aux frontières par les services des toire. Ce fut dernièrement le cas, à la frontière franco-belge, de cent quatorze plâtres du scuipteur alsa quatorze plâtres du scuipteur alsa constitute de la cons douanes alors qu'on tente de leur faire quitter illégalement le terri-

cien Hans Arp. • LEUR PROPRIÉ-

de la veuve de ce sculpteur qui traversa les mouvements d'avant-garde. Il destinait ces plâtres à la future fondation dédiée à l'artiste à Rolaneseck, près de Bonn, tentant

de les faire passer pour des œuvres de peu de valeur. Or œux-ci devaient servir de matrice au coulage de bronzes. Des expertises sont en cours. • A CLAMART, l'ancien atelier

d'Arp, décédé en 1966, abrite une autre fondation qui porte son nom. De nombreux artistes ont créé un collectif pour que ces sculptures

Une centaine de sculptures d'Arp objets de discorde entre la France et l'Allemagne

Interceptés par les douaniers français à la frontière belge, cent quatorze plâtres de l'artiste décédé en 1966 attendent de connaître leur sort.

Deux fondations, l'une à Clamart, l'autre près de Bonn, s'en disputent la propriété

C'EST UN ASSEZ joli coup de filet qu'ont réussi, le 22 mai, les douanes françaises : cent quatorze platres de Hans Arp et trente-deux reliefs, qu'un transporteur tentait de faite passer illégalement en Belgique, Arp est en effet un des grands sculpteurs de ce siècle, et ses œuvres se négocient plusieurs millions de centimes. Certains des plâtres saisis, qui, pour la plupart, servent de matrice pour couler des bronzes, sont vieux de plus de cinquante ans et. de par leur valeur. nécessitalent un certificat d'expor-

En bonne logique, ces scuiptures devraient tomber dans l'escarcelle des collections nationales : chaque année, une petite cérémonie réunit le ministre du budget et celui de la culture, le premier remettant solennellement au second la manne saisie par les gabelous. En omettant de déclarer les œuvres voyageuses, propriétaires distraits ou indélicats, contrebandiers et autres passeurs de frontières s'exposent, entre autres ennuis, à la confiscation pure et siraple du corps du

L'ouverture du marché européen ne dispense pas d'obtenir une autorisation administrative pour exporter les biens culturels. En cas de non-respect, les douanlers sévissent, et les musées de France s'enrichissent. On estime les prises à quelque cinq cents œuvres par an. Les collections du (Centre Pompidou) se sont alnsi

accrues, en 1994, d'un plâtre d'Arp et d'un ensemble exceptionnel de quatre-vingt-cinq dessins de sa collection personnelle - Kandinsky, Max Jacob, un très rare Viking Eggeling, Schwitters, Ernst, Richter et de superbes Raoul Haussman.

« L'affaire des Arp » remonte au 5 août 1988 : un camion transporte de la Fondation Arp, à Clamart, vers la Fondation Arp, en Allemagne, plus de cent quatre-vingts platres du sculpteur dûment déclarés comme des études de peu d'intérêt. Les agents sont de braves gens, et laissent passer les œuvres, qui, si elles sont belles, ne ressemblent en effet guère à ce qu'on imagine être de la sculpture lorsqu'on a pour seule référence le monument aux morts de Sarrebruck. Mais la loi est la loi, et trois portefeuilles de dessins, non inscrits dans les listes, seront saisis. A les voir autourd'hui, on a soudain envie d'embrasser un douanier.

Deuxième épisode, en mars 1989. Un objet déclaré comme « ouvrage de plâtre de valeur réduite » repasse la frontière dans l'autre sens, en fait pour être fondu en bronze en France. Il est saisi : c'est le plâtre original de Human Lunar Spectral, désormais conservé par le Centre Georges-Pompidou. Les sculptures interceptées le 22 mai 1996 font partie du même lot. Les douanes avaient exigé et obtenu, en 1992, la réimportation des Arp qui avaient franchi la frontière en 1988. Les scuiptures étaient depuis conser-



Hans Arp

vées dans un entrepôt. Leur détenteur a, semble t-il, de nouveau tenté de les exporter, via la Belgique, en Allemagne. Il s'agit d'un ancien

Johannes Wasmuth. Les œuvres lui ont été données par la veuve de l'artiste, aujourd'hui décédée. Il l'avait aidée à résoudre quelques tracas causés par le fisc français, et cédé non seulement les œuvres d'Arp et de Sophie Taeuber, sa première épouse, mais aussi les droits d'édition et de reproduction les concernant.

Jusqu'à leur première exportation, en 1988, ces cenvres étaient exposées à la Fondation Arp, à Clamart, installée dans l'ancien atelier de l'artiste. Mais Johannes Wasmuth a d'autres ambitions pour elles: il a en effet créé une autre fondation, la Stiftung Hans Arp/Taeuber-Arp, à Rolaneseck, près de Bonn. Un musée doit être construit par l'architecte new-vorkais Richard Meier, que les autorités locales envisagent de subventionner à hauteur d'au moins 50 millions de marks (170 millions de francs environ). Propriétaire des droits, Johannes Wasmuth peut, en outre, effectuer à loisir les tirages en bronze qu'il juge néces-saires : la loi considère que, dans la limite de douze exemplaires, le bronze obtenu à partir d'un modèle en piâtre est une œuvre originaie. On comprend donc l'intérêt pour la fondation allemande d'avoir les plâtres à sa disposition.

Pour les autorités françaises, le problème n'est pas simple : jusqu'à preuve du contraire, Johannes Wasmuth est le propriétaire léginormalement déclarées, rien ne dit que le ministère de la culture n'aurait pas donné son accord à leur

Me Arp, reconnaissante, ful avait départ vers l'Allemagne. C'est la raison pour laquelle les douanes ne les ont pas saisies à proprement parier. Elles font simplement l'obiet d'une consignation. Le parquet de Valenciennes a décidé leur mise en rétention prolongée, le temps pour les experts de faire leur

Car la discussion porte sur la valeur des plattes. Au-dessus de 50 000 écus pièce (340 000 francs environ), l'absence de certificat constitue un délit douanier, et les œuvres intégreront une collection publique française. Au-dessous, elles peuvent continuer leur chemin vers l'Allemagne. Quelle que soit la décision des experts, qui sera étudiée de très près, la valeur devrait cependant excéder les 68 000 francs déclarés par Johannes Wasmith pour la totalité des cent quarante-six plâtres exportés en 1988! A moins que leurs pérégrinations ne les alent irrémédiablement abimés: le plâtre est chose fragile, tous les sculpteurs le savent. Un collectif d'artistes s'est d'ailleurs constitué : François Stahly, Antoine Poncet, Parvine Curie, Roselyne Granet, Charles Le Bars, Agnès Bracquemond et Pol Bury réclament le retour des Arp à Clamart. Il est en effet permis de penser que les œuvres d'Arp ont plus leur place entre des murs conçus par Sophie Taeuber, à Clamart, que dans le musée de Richard

Harry Bellet

Un sculpteur des avant-gardes

Né à Strasbourg en 1886, prénommé Hans par un pêre allemand, Arp doft à sa mère alsacienne sa culture française. L'histoire de ce sculpteur se confond en fait avec celle des avant-gardes : en 1912, il expose avec le Biaue Reiter. En 1916, il est en Suisse, où il participe à la fondation du mouvement dada. En 1919, il réalise avec Hans Richter les décors du Cacatoès noir, un ballet dont la chorégraphie est de Sophie Taeuber, qu'il épousera deux ans plus tard. Dans les années 20, en Allemagne, Il fréquente Kurt Schwitters à Hanovre et El Lissitzky à Berlin. Avec Theo Van Doesburg, le couple Arp collabore à la décoration d'une brasserie de Strasbourg, L'Aubette. Enfin, Arp et Sophie Taeuber décident de construire leur maison-atelier à Clamart (Hauts-de-Seine). Sophie en réalise les plans et l'aménagement intérieur en 1929-1930. C'est dans cette maison, vers 1933, qu'Arp commença à travailler ses sculptures en plâtre.

"GRAND JURY" RTL-Le Monde

EDOUARD

ANIMÉ PAR OLIVIER MAZEROLLE

PATRICK JARREAU (LE MONDE) JEAN-PIERRE DEFRAIN (RTL)

Une mosquée yéménite comme symbole de la tolérance

Financée à 90 % par la France, la restauration de l'édifice est due à une jeune archéologue

AL ABBAS (Yémen)

de notre envoyé spécial Les premiers représentants des tribus sont arrivés dans la nuit. à pied, ou laissant les 4x4 garées de guingois dans la pente. A midi, les cheikhs ont formé une haie où des garçonnets de douze ans tiennent sagement leur kalachnikov dressée. Ils attendent, leurs doléances en main, l'arrivée du vice-premier ministre, le francophile Mohammed El Affar, venu, samedi 25 mai, célébrer la fin des travaux de restauration de la mosquée Al Abbas, à 38 kilomètres au sud-est de Sanaa. L'ambassadeur de France l'accueillera à la porte, car le sauvetage de ce monument essentiel du patrimoine yéménite a été financé à 90 % par Paris.

La modeste silhouette, proche du cube, accrochée à flanc de côteau par son soubassement de pierres blanchies et ses briques ocres, dissimule le trésor d'un plafond de bois à caissons peint d'un entrelacs de motifs stylisés rehaussés à l'or que rend plus vif le blanc des murs. C'est l'ensemble le plus complet qui nous soit parvenu du XIII siècle. Il n'est pas le plus anclen, mais assurément le plus homogène de l'« Arabie heureuse », révélateur d'une « colline inspirée » par l'Histoire.

SANCTUAIRE

A l'intérieur, une frise Indique le nom du fondateur, le sultan Moussa Ben Muhammad. Le texte révèle la date précise des travaux : 519 (l'an 1125 de notre ère). « Les inscriptions scellent l'unité du décor et phiste Solange Ory. Elle s'est livrée à une étude comparative des caractères et a pu déterminer qu'ils étalent d'un style originaire de l'actuel Afghanistan, un coufique typique de la dynastie dominant la aurait réalisés, et dont le nom sur le mirhab, est-il issu de cette région ? Ou s'est-il servi de cartons échangés à La Mecque? L'analyse du décor montre en outre l'influence fatimide, autre élément confortant l'hypothèse d'une mosquée-relais entre l'Inde et l'Egypte

sous égide ismaélienne. L'accumulation de richesses, dont témoigne le piafond, comporte une autre interrogation. Le sultan était-il un seigneur de guerre édifiant son mausolée? Tout donne à penser en effet qu'il s'agit d'une mosquée funéraire. On en saurait plus si l'imam du village voisin n'avait fait jeter au bûcher dans les années 50 le cénotable en bois sculpté sur le-

quel les femmes venaient prier. Les inscriptions à la gloire de la reine de Saba sur les murs de la grande mosquée de Sanaa furent anéanties à la même époque. Ni les reines ni les mosquées funéraires n'ont droit de cité chez les intégristes, qui, en 1995 encore, ont détruit le mirhab et le tomdans la mosquée de Jibla (au sud du pays).

Au village on reste persuadé qu'Al Abbas abritait la sépulture d'un saint. Les femmes stériles faisaient appel à lui en glissant des boucles de cheveux entre les pierres. Sa légende, qui offre d'innombrables variantes, où l'on retrouve une bourse pleine de bijoux et les allers et retours du saint homme vers l'Inde, conforte l'idée de relations intenses avec le monde perso-indien. S'est-elle superposée à l'histoire de l'édifice ou la précède t-elle? D'évidence, l'emplacement abritait un culte antérieur. Tout en déplorant de n'avoir pu interroger le sous-sol, l'archéologue Rémy Audouin se dit

beau de la reine Arwa, enterrée convaincu que la mosquée a pu

Coordonner la recherche

Créé en 1982, le Centre français d'études yéménites coordonne et développe la recherche en sciences sociales et en archéologie au Yémen. Il accueille en résidence chaque année depuis 1991 une quarantaine de chercheurs français et européeus. Ethnolinguistique, études des langues sud-arabiques modernes, ethnomusicologie, anthropologie des villes sont quelques-unes des disciplines abordées... Sous le titre du Yémen dans la péninsule grabique, un programme de recherche franco-allemand prévoit la publication prochaine d'un ouvrage de synthèse sur le pays.

★ Centre français d'études yéménites, Bayt Al Ajami, rue du 26-Septambre, BP 2660, Sanaa, Yémen.





être édifiée sur un temple sud-arabique (II siècle), dont elle aurait réutilisé les colonnes. Sanctuaire la colline d'Al Abbas l'est encore politiquement, puisqu'elle demeure le lieu de rencontre où se règient les litiges entre les deux grandes tribus du Nord : Bakil et Hached (à laquelle appartient le président du Yémen).

C'est en 1984 que les opérations de sauvetage ont commencé, après que le cadi Ismail El Agwa, alors président des Antiquités, eut alerté la France et sollicité son intervention. Le plafond est alors au bord de la ruine. La peinture, pulvérulente, dans l'état ultime permettant encore une restauration. Les bois sont déposés et abrités aux Antiquités, Après de longues années d'attente, la France, sous l'impulsion du centre français d'études yéménites, dégage les moyens de restauration. Le maître d'œuvre en sera une jeune archéologue, Marylène Barret. Peintures, maconnetie, tien n'échappe à sa vigilance. Elle découvre des savoir-faire intacts qui permettent de restituer le toit. La technique du mortier, pilé à la chaux, qui fut utilisée à Pompéi,

est encore vivante dans la région. Maryiène Barret n'a pas seulement restauré. En formant ses assistants (quatre femmes et trois hommes), elle a créé une véritable école de restauration yéménite. Dans un pays où le voile s'impose jusqu'au bout des ongles, la présence de ces femmes et la restauration d'une mosquée par une étrangère apparaît comme une victoire de la tolérance. La réappropriation immédiate de l'édifice par les tribus est une forme de reconnaisance du travall accompli, mais lève des interrogations sur son avenir. En retournant au culte, elle laisse peu de chance aux nonmusulmans d'y pénétrer. Certes, on étudie la possibilité de visites organisées à l'avance. Mais il serait dommage qu'un bâtiment qui témoigne brillamment de la circulation des hommes et des idées il plus de huit siècles dans la péninsule arabique reste tenu hors de leur circulation aujourd'hui.

> Jean-Louis Perrier ₹,

The second second . Wase Sue an in the second second a to be a specific a troy for paginal Commence of which Charles to the Section of 化油油 黃本

--- - O OPPLIANTE, Continue Continue Continue Continue

th ma

10 - No. 1988 an 所 如何宜于 一种电路 多碳 🍍

in the state of th नक्ष अन्तर पुरुष्ट 🌬 to the e 📥 OF FRIENDS 子 网络沙 **نوتور** (چون ۱۳۵۰ د د **水水 二层电路线电**管

ARY CC 45 m. "从来"

1. 化水流温度 一次 かち はませ of an experience of the second

Le recensement des œuvres d'art volées par les nazis va être facilité

La direction des musées annonce des mesures

LE CENTRE de documentation juive contemporaine (CDJC), rue Geoffroy-l'Asnier à Paris, où la direction des musées de France (DMF) organisait, le 30 mai, une réunion d'information, avait dû refuser du monde. Cette rencontre avait pour objet les problèmes des fameux MNR (Musées nationaux récupérations), ces œuvres d'art volées par l'occupant nazi pendant la dernière guerre et qui n'ont toujours pas retrouvé leurs propriétaires (Le Monde du 26 avril). On avait reproché à la DMF de faire de la rétention d'information à propos de ces propriétaires. Soit parce que ces derniers sont morts, soit parce que leurs héritiers, mal informés, n'ont pas fait valoir leurs droits. Ces œuvres, 2 000 pièces environ, sont déposées dans divers musées français. Légalement, elles ne pourront jamais être versées dans les collections nationales et peuvent à tout moment être réclamées par leurs propriétaires ou leurs ayants droit.

Françoise Cachin, directrice de la DMF, a retracé le rôle des musées dans cette affaire depuis un demi-siècle – le répérage des œuvres, effectué dès l'Occupation par Rose Valland, leur récupération en Allemagne et leur restitution. Un énorme travail, inachevé selon Hector Feliciano, dont l'enquête minutieuse, Le Musée disparu (Austral document, 1995), a relancé le débat en soulignant, selon hi, l'attitude frileuse de la DMF dans cette affaire (Le Monde du 15 mai). S'étaient également déplacés, quelques figures du marché de l'art, comme le commis-saire-priseur Guy Loudmer, et des représentants de familles spoAlain Vernay, héritier de la famille Schloss ou l'antiquaire Philippe Kraemer.

Pour pallier une communication jugée insuffisante par beaucoup. Françoise Cachin a annoncé publiquement un certain nombre de mesures qui doivent permettre une meilleure gestion du dossier. C'est ainsi qu'à partir du mois de juillet les fiches des œuvres MNR, avec leurs photos et un historique développé, seront progressivement accessibles sur le réseau internet. Dès l'automne, un colloque international se tiendra à Paris sur ce problème.

Par ailleurs, l'accès aux divers inventaires provisoires déjà dressés par l'administration des musées de Prance sera facilité. D'ici un an, a promis Françoise Cachin, un inventaire complet et définitif de toutes les œuvres classées MNR sera publié par la DMF. En revanche, il n'est toujours rien prévu pour faciliter l'accès aux archives de Rose Valland, actuellement dé-tenues par le ministère des affaires étrangères, et qui comprennent l'ensemble des dossiers des collectionneurs spoliés.

Enfin, une association d'ayants droit qui s'estiment mai informés est en cours de constitution. Déjà, à la suite de la publication du livre d'Hector Feliciano, deux héritiers se seralent manifestés. Ils revendiqueraient deux tableaux - un Léger et un Picasso - conservés au Musée national d'art moderne (Centre Georges-Pompidou). Philippe Kraemer a seulement demandé, en fin de réunion, pourquoi il a fallu attendre la publication du Musée disparu pour qu'un tel débat se tienne, un demisiècle après la fin de la guerre...

L'Arcal réinvente les oratorios romains du dix-huitième siècle

Deux œuvres contemporaines confrontées au « Daniel » de Giacomo Carissimi

Reprenant une idée qu'il avait lancée, il y a dix un flambeau tenu autrefois par les musiciens ro-recherche et de création pour l'art lyrique (Arcal) ans, Christian Gangneron a décidé de confier à mains du dix-huitième siècle. Les « Nouvelles ont ceci d'original qu'elles associent les instru-

teurs vivants le soin de reprendre Histoires sacrées » présentées par son Atelier de

ments baroques à la musique contemporaine,

NOUVELLES HISTOIRES SA-CRÉES: Tobias, d'André Bon; Susanna, de Clandio Ambrosini : Daniel, de Giacomo Carissimi. Avec Catherine Dune, Christine Gerbaud, Laurence Orlowski (sopranos), Christophe Laporte (contre-ténor), Christophe Ein-horn, Hervé Lamy (ténors), Jean-Claude Saragosse, Christian Tréguer (basses), Ensemble intromental, Brian Schembri et Robert Weddie (direction). Christian Gangneron (mise en scène), Thierry Leproust (scénographie), Claude Masson (costumes), Marion Hewlett (Inmières). Eglise Saint-Mathurin à Larchant (77), le 25 mai. Le 7 juin, à l'église Saint-Etienne de Brie-Courte-Robert (77). Tél. : 42-

L'idée est magnifique et hardie : présenter dans des villes souvent privées de spectacles deux histoires sacrées contemporaines, écrites dans l'esprit des oratorios romains du dix-huitième siècle. Christian Gangneron a souhaité donner une suite aux deux productions d'histoire sacrée ancienne (Carissimi, Charpentier) montées par l'Arcal (Atelier de recherche et de création d'art lyrique, spécialisé dans la diffusion et la production hors des grands circuits) en 1986 et 1989, et reprises avec succès depuis. Deux histoires d'aujourd'hui mais fondées sur les Ecritures : André Bon et son librettiste Michel Beretti se sont attelés à un Tobias, tandis que les Italiens Claudio Ambrosini et Sandro Cappelletto ont livré un Susanna. Une contrainte, cependant : des effectifs vocaux réduits et un ensemble d'instruments anmuel de Roux * ciens (violons, viole de gambe,

luth, harpe, comet à bouquin, saqueboutes, clavecin, orgue et percussion), un effectif permettant l'interprétation de l'histoire sacrée Daniel de Carissimi. Sans verser dans ce style néo-médiévo-baroque qui foisonne aujourd'hui. Bon et Ambrosini ont répondu de manière circonstanciée à la commande (d'Etat) qui leur a été

UN RICHE CONTINUO

Malgré une recherche de sonorités assez poussée, Ambrosini s'est enferré dans une musique bavarde avec des ensembles brouillons et une prosodie la plupart du temps incompréhensible. Malgré la vaillance des artistes chantant de leur mieux dans le froid, l'humidité et la terrible acoustique de la belle église de Larchant, on oubliera vite cette musique édifiante - malheureusement pas dans le sens premier du terme, alors que c'était la fonction même des oratorios baroques. André Bon a, en revanche, livré une magnifique partition dont on pourrait simplement dire qu'on a immédiatement envie de la réentendre. Ce n'est pas lui faire injure que de souligner qu'il s'est appuyé sur une prosodie directement héritée de Pelléas et Mélisande de Debussy. Son orchestre, semble-t-il écrit au quart de ton, est d'une constante invention, bruissant comme un riche continuo d'où se détachent des lamentations de violons, des sonorités mélancoliques de cornets à bouquin et la trame sombre des saqueboutes (trombones anciens). Pas la moindre trace d'archaïsme, de clins d'œil, mais des émotions, du sens et de l'oreille.

D'ailleurs, les chanteurs, tous excellents, y semblent très à l'aise. On remarquair Christian Tréguier,

d'une belle gravité, les deux ténors Christophe Einhorn, émouvant et doté d'une diction parfaite, et Hervé Lamy, dont la voix produit des effets de phrasé dont seul un chanteur familier du plain-chant connaît le secret : la splendide fin de Tobias où il apparaît en ange plaintif lui doit beaucoup. Les trois sopranos et le contre-ténor étaient les moins gâtés par l'acoustique dès lors que leur partie les menait dans les aigus.

En seconde partie, hélas quelque peu désertée par des spectateurs probablement échaudés par un Ambrosini qu'ils avaient d'abord pris pour un collègue de Monteverdi, Christian Gangneron avait tenu à représenter une histoire sacrée ancienne, le Daniel de

le flou ne tenaît pas seulement à Facoustique. On remarquait particulièrement le grand récitatif de Jean-Claude Saragosse, barytonbasse, au timbre magnifique et à la voix puissante, dotée d'une clarté et d'un mordant qui le faisait entendre sur une tessiture somme toute assez large. Scénographie minimale (des éléments aux imbrications astucieuses), direction d'acteurs plus ou moins accomplie selon les natures, costumes parfaits (simples pour les histoires sacrées contemporaines, rutilants pour Carissimi): l'Arcal a accompli une fois encore une mis-

Renaud Machart

Mylène Farmer à Bercy en transes technologiques

MYLÈNE FARMER, Yvan Cassar (claviers), Jeff Dahlgren, Brian Ray (guitares), Jerry Watts Jr (basse), Abraham Laboriel Jr (batterie), Susie Davis (claviers et percussions). Palais omnisports de Paris-Bercy, 8, boulevard de Bercy, M' Bercy, 21 heures, les 1" et 28 juin. Tel. : 44-68-44-68. 220 F.

« On appelle passoires du premier ordre, les passoires qui ne laissent passer ni les nouilles, ni l'eau. On appelle passoires du second ordre, les passoires qui laissent passer ET les nouilles, ET l'eau. On appelle passoires du troisième ordre, ou passoires complexes, les passoires qui laissent passer quelques fois l'un ou l'autre et quelques fois pas »: s'il allait, à l'heure de la net addiction (les drogués d'Internet) et des cafés Web, appliquer la logique du professeur Shadoko (les Shadoks, chantante, Mylène Farmer se situerait dans la troisième catégorie.

Laissant parfois passer sa voix. ou pas, filtrant la musique et le sentiment, livrant ses larmes, ses indifférences chroniques et touchantes (* Des améthystes, Mylène s'en fout, l'éclat du chic, Mylène s'en fout », extrait de l'album Anamorphosée). Moitié victime, moitié bourreau, moitié Glbi érotisé, moitié Shadok cyber.

« le suis libertine, je suis une catin, je suis si fragile... »: en 1986, Li-bertine est un immense succès. Le clip, onze minutes oniriques, fonde l'image de Mylène Farmer. Histoires de l'œil, de Georges Bataille, est l'un de ses livres préférés. Et Sade, aussi. Car, du seze, ditelle, elle accepte la violence. Et les doutes, comme exprimé dans Sans contrefaçon (« se suis un garçon », avec costumes psychédéliques facon années 70).

En 1994, Giorgino, long film pho-

bique de Laurent Boutonnat, son mentor (son compositeur, metteur en scène, etc.) où elle tient le rôle principal, est un échec cuisant. Mais l'idée du cinéma n'a pas quitté l'hérome de la génération désabusée (les déçus du socialisme). Il lui faut donc des images, un bombardement d'images vidéo, macro, micro, galactiques, subliminales...

C'est donc sur le ton de la transe technologique mené par des musiciens américains (le batteur est excellent), que Mylène Farmer est revenue au Palais omnisport de Bercy, le vendredi 31 mai après sept ans d'absence.

Virginale, sortie de terre le chignon défait, dans des fumerolles dignes de David Copperfield (le magicien), balançant deux bulles-pièges (à hommes); ou descendant d'une farouche araignée aux pattes démontables, la (fausse) rousse (elle fut châtain quand la mode était à Jeanne le mannequin, taille fine et longues jambes, qu'apprécie en elle un public frissonnant. Le mannequin qui craque : les larmes (filmées en gros-plan sur la chanson L'Autre). la sueur, et les soucis des changements de ses bodys et de l'ajustement éclair des fanfreluches furnristes des danseurs entre chaque

Il lui pardonne tout, ce public : Il danse mieux qu'avec Ophélie Winter, aussi bien que dans une rave party. Elle sourit, il crie d'aise. Elle hil concède un filet de voix une chorégraphie disco, il suit. Une jambe dépliée à l'équerre, il aime. Il n'est même pas effrayé par les reprises d'Anamorphosée, album spaghetti (long et serpentin), paru fin 1995, et assaisonné d'une pièce orchestrée de rock lourd, XXI, qui permet de ne pas jeter la passoire avec l'eau des pâtes.

Véronique Mortaigne

Théâtre en mai, sept ans de réflexion

A Dijon, un rendez-vous international discret mais important

THÉATRE EN MAL La 7º édition des rencontres de théâtre international, à Dijon, du 16 mai au

Créé en 1990, Théâtre en mai est resté jusqu'en 1995 un événement plus qu'un festival. Son fondateur, François Le Pilouer, a voulu que ce soit un lieu d'émergences de jeunes talents et de rencontres de metteurs en scène. Ainsi le Dijonais Dominique Pitoiset a trouvé un terrain propice à ses débuts dans la mise en scène. C'est lui qui, depuis sa nomination à la tête du nouveau Théâtre national de Dijon-Bourgogne (TNDB), en janvier, a succé-dé à François Le Pilouer, devenu directeur du Théâtre national de Bretagne. Le rendez-vous répond maintenant à une autre logique : il s'inscrit dans la saison du TNDB, dont il se veut un point fort, mais il ne change pas d'esprit. « Nous ne sommes pas à la recherche à tout crin du talent de demain », explique Gildas Le Boterf, co-directeur de la manifestation. « Ce qui nous inté-



Trons: Le NEC Plus Ultra des Salons

resse, c'est de mettre au jour de nouvelles formes et de nouvelles idées. » Armé d'un budget de quatre mil-lions de francs, Théâtre en mai a présenté du 16 mai au 1º juin dix spectacles, venus de Chine, de Suisse, d'Afrique du Sud, d'Allemagne, d'Espagne et de France. Certains étaient des créations, comme Ce qui est resté d'un Rembrandt déchiré en petits carrés bien réguliers et foutu aux chiottes. A titre culotté, spectacle culotté. Le jeune Laurent Gutmann, qui a mis en scène ce texte de Jean Genet, a fait des études de philosophie. Il semble en avoir tiré une leçon : la nécessaire ironie d'un décryptage fouillé. Un homme travesti en femme (Michel Fau) et une femme travestie en homme (Laurence Kélépikis) dessinent, dans un endroit sée archéologique -, les lignes de mettre à jour la méthode de

fuite sauvagement morbides et savamment saignantes de cette mise en pièce du regard sur l'art. lis jouent franc jeu, allant jusqu'à se dévêtir et se déhancher sur J'ai encore rêvé d'elle et les draps s'en souviennent - un sommet de la chanson « crade » inséré dans le spectacle. Laurent Gutmann en est à sa troisième mise en scène. On attend is suite.

Comment apprend-on l'art dramatique hors de Prance? Souvent posée, la question a reçu une réponse avec L'Inconnue, d'Aleksandr Blok et Un certain nombre d'entretiens, de Aleksandr Vvedenskij, mis en scène et joués par une promotion de l'école Ernst Buch de Berlin, Certes, les spectacles présentés ne sortaient pas du cadre des exercices, mais ils sionnant – la crypte du mu- avaient l'énorme avantage de

Meyerhold, que les élèves ont travaillée avec un de ses derniers dépositaires, le Russe Genni Boedanov. Ce type de présentation est tout à fait à sa place dans Théâtre en mai, où l'obligation de réussite n'est pas un impératif, et la confrontation une règle productive. Ainsi, les jeunes Berlinois ont pu croiser une troupe aux antipodes de leur histoire et de leur pratique, mais qui pourtant reprenait un texte fondateur de la culture allemande: la Handspring Puppet Company. Venue d'Afrique du Sud, composée de Blancs et de Noirs, cette troupe a donné Faust in Africa, subtil et politique, un spectacle à bien des égard passionnant, dont on reparlera au moment du festival d'Avignon, où il sera

donné les 15, 16 et 17 juillet.

Brigitte Salino





41° SALON DE MONTROUGE 15 MAI - 9 JUIN 1996 ART CONTEMPORAIN

peinture, sculpture, travaux s/papier, photo, etc. 160 artistes

et « MIDI PILE,» NIMES - MARSEILLE. 83 jeunes artistes du Sud

2. av. Emile Boutroux (face Mairie) et 32, rue Gabriel Péri tous les jours 10-19 h. Tél. 46.12.75.63 Métro Pte d'Orléans - Bus 68-126-128



« promenade » du 29 mai au 20 juillet 1996

ESPACE TURQUETIL CENTRE CULTUREL présente FRANCO-JAPONAIS 6/10 Pessage Turquetti 76011 PARIS

ouvert du mardi au samedi de 10h à 13h et de 14h à 18h

usqu'au 7 Juln 1996 Exposition Christian GRISINGER Mobilier contemporain du mardi su samedi de 14 h à 19 h. Le samed 8 luin 1996 : de 10 h à 13 h. Cours de cuisine japonaise. Rens./Res.: 43.48.83.64 le C.C.F.J. recherche cuisinier

français pour séjour 1 an au Japon

MARIE-AGNES BOURGUIGNON

ÎLE DE GROIX istoire d'un lieu qui n'existe plus

LA CLOSERIE DES LILAS 171, Bd du Montparname 75006 PARIS (Mº Part Royal) Exposition du 2 juin au 29 juin 1996

FONDATION TAYLOR 1, rue la Bruyère 75009 PARIS Tél.: (1) 48.74.85.24 PAUL

BRAUDEY

du 23 mai au 15 juin

Chaque semaine retrouvez

"LE RENDEZ-VOUS DES ARTS"

Pour vos annonces publicitaires contactez

le **2** 44.43.76.20 (Fax: 44.43.77.31) صكنا من الاعل

Georg Aerni présente au Musée Carnavalet onze séries de façades de la capitale

VOILA un projet curieux et attractif. Le Suisse Georg Aemi, architecte de formation, a photographie frontalement, sans effet aucun, avec une lumière constante, des façades de maisons parisiennes qui se jouxtent. Il a ensuite relié les images entre elles pour constituer des immenses panoramas de natiments alignés. Défilent sous nos yeux, en noir et blanc, le boulevard de Courcelles, la rue de Rivoli, le boulevard du Montparnasse, le boulevard Brune... Les formats vont de 2,20 mètres à 4,80 mètres. Les effets sont spectaculaires (en contrepoint sont présentées des gravures panoramiques de boulevards parisiens



au XIX siècle). Le visiteur peut repérer les nombreuses verrues qui saignent l'architecture hausmannienne. Il est également confronté à une vérité trompeuse: dans la rue, son œil ne pourrait embrasser autant de facades. C'est ainsi une autre ville, d'autres perspectives, une illusion urbaine que l'on découvre dans un travail qui renouvelle la vue d'architecture.

* Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, 75003 Paris. Tál.: 42-72-21-13. Du mardi au dimanche, de 10 heures à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre, Catalogue (coffret avec dépliants) : Paris Musées,

UNE SOIRÉE À PARIS

Christophe Coin, Pascal Monteilhet

A le voir jouer le Concerta de Schumann, diriger son ensemble baroque de Limoges dans des zarzuelas, on a fini par oublier que Christophe Coin jouait magnifiquement de la viole de gambe. Le meilleur disciple de Jordi Savall, aux côtés de notre meilleur luthiste français, joue ce que le répertoire de viole compte de plus touchant et de plus rare. Marais : Suite à'un gout étranger. Eglise des Billettes, 24, rue des Archives, Paris 4. Mª Hötel-de-Ville. 20 n 30, le i= juin. Tél. : 43-57-08-84. 110 F. John McEnroe

Comme Yannick Noah ou Mats Wilander, John McEnroe, en vacances de tennis, assume ses phantasmes musicaus, Moins habile à la guitare qu'à la raquette, le Nijinsky des cours joue un rock de bûcheron avec une bonne humaur qu'on ne lui connaissait pas.

Chesterfield Caje, 124, rue La Boétie, Paris &. We Saint-Augustin.

23 h 30, les 2 et 3 juin. Tel. : 42-25-

Eric Le Lann Quartet Le trompettiste Eric Le Lann vient d'enregistrer une merveille pour la nuit avec le pianiste Michel Graillier (Trois heures du motin). L'après-midi, il est sur la belle scène du Parc floral (un millier de personnes peuvent s'y rendre) en

quartette, Soleils, Parc floral de Paris, bois de Vincennes, Paris 12. Mº Château-de-Vincennes. 16 heures, le 1º juin. Tel.: 43-43-92-95.

Rétrospective Jean Renoir La Chienne (1931), La Grande Illusion (1937), La Règle du jeu (1939), L'Homme du Sud (1945). Le lournal d'une femme de chambre (1946), Le Fleuve (1930), Le

Carrosse d'or (1952), Le Dejeuner sur l'herbe (1934), soit quelquesuns des filmo les plus représentatifs da l'œuvre de Renoir, sont proposes jusqu'au 11 juin au Grand Action. Grand Action, 5, rue des Ecoles,

Paris 5 . M. Jussieu. Tel.: 43-29-

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

L'ARÈNE DU MEURITRE Film istáellon d'Amos Gital, avec Lea Rabin, textes ricités par Hanna Schy-ລະປະ (1 i: 15). VO : Studio des Ursulines, 5* (43-26-19-

59); L'Entrepôt, 14° (45-43-41-63). Film allemand-jamaicain de Stephan

Paul, avec Jimmy Cliff (1 h 45). VO: Images d'ailleurs, 54 (45-87-18-09). DES LENDEMAINS OUI CHANTENT Film français de Caroline Chomienne avec Julien Gangnet, Pierre Allio, Alphonse Ghanem, Pascal Mathieu, Flodie Mennegan, Delia Routsova (1 h 10).

UGC Ciné-cité les Halles, 1°; Espace Saint-Michel, 5° (44-07-20-49). GIRL 6 (*) Film américain de Spike Lee, avec Theresa Randle, Isaiah Washington, Spike

Lee, Jenifer Lewis, Debi Mazar, Peter Berg (1 h 48). VO: Gaumont les Halles, dolby, 1* (40-39-99-40 : réservation : 40-30-20-10) : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2: (47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; Racine Odéon, 6º (43-26-19-68; réservation: 40-30-20-10): Spint-André-des-Arts 1, 64 (43-26-48-18); Elysées Lincoln, dolby, 8° (43-59-36-14; réservation: 40-30-20-10): Publicis Champs-Elvsées, 8º (47-20-76-23; réservation: 40-30-20-10) : Gaumont Grand Ecran Italie, doiby, 13 (45-80-77-00; reservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 144 (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10) : Sept Parnassiens, dolby, 14° (43-20-

the Wepler, dolby, 18" (reservation: 40-30-20-10). PRINCESSE CARAROO Film américain de Michael Austen, avec Phoebes Cates, Kevin Kline, Jim Broad-

32-20 ; reservation : 40-30-20-10) ; Pa-

bent. Wendy Hugues, John Lithgow, Stephen Rea (1 h 35). VO: 14-Juillet Beaubourg, 3* (42-77-14-55); Gaumont Marignan, 8' (réserva-tion: 40-30-20-10); 14-Juillet Bastille, 11º (43-57-90-81); Gaumont Parnas dolby, 14° (réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14° (43-27-84-50; reservation: 40-30-20-10).

VF: Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13° (47-07-55-88; reservation: 40-Film américain de Michael Cimino, avec

Woody Harrelson, Jon Seda, Anne Bancroft, Alexandra Tydings, Matt Mulhern, Talisa Soto (2 h). VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, YO: UGC Cine-cre is halles, dolby, 6° (46-33-79-38); UGC Montpamasse, dolby, 6°; UGC Odéon, dolby, 6°; Gaumont Champs-Elysèes, dolby, 8° (43-59-04-67; réservation: 40-30-20-10); Max

Linder Panorama, THX, doiby, 9 (48-24-83-88; réservation: 40-30-20-10); La Bastille, dolby, 11* (43-07-48-50); mont Grand Ecran Italie, dolby, 13° (45-80-77-00; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15° (45-75-79-79); Pathé Wepler, dolby, 18°

(reservation: 40-30-20-10). VF: Paramount Opéra, dolby, 9º (47-42-56-31; réservation: 40-30-20-10); UGC Gobelins, dolby, 13°; Gaumont Alésia, dolby, 14° (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, by, 14" (réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15' (reservation: 40-30-20-10); Le Gambetta, THX, dolby, 20° (46-36-10-96; réserva-

tion: 40-30-20-10). LES EXCLUSIVITÉS

L'ÂGE DES POSSIBLES (Fr.): 14-Juillet Beaubourg, 3º (42-77-14-55); Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5º (43-54-15-04); Le Balzac, 8º (45-61-10-60). L'ARMRE DES 12 SINGES (A., v.o.): UGC Forum Orient Express, 1"; Lucemaire, 6* (45-44-57-34); George-V, 8*. LA BALLADE DE NARAYAMA (Jap.,

v.o.): Reflet Médicis, salle Louis-Jouvet, BROOKLYN BOOGIE (A., v.o.) : Epèe de Bols, 5º (43-37-57-47).

LES CAPRICES D'UN FLEUVE (Fr.) : Gaumont les Halles, 1º (40-39-99-40 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 8º (43-59-19-08; rés. 40-30-20-10): Gaumont Opéra Français, 9º (47-70-33-88; nés. 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14º (rés. 40-30-20-10).

CASINO (*) (A., v.o.): UGC Forum Orient Express, 1*; Gaumont Mari-gnan, 8* (rés. 40-30-20-10); v.f.: Les Montparnos, 14" (39-17-10-00; rés. 40-

CHACUN CHERCHE SON CHAT (Fr.): UGC Ciné-cité les Halles, 1°; 14-Juillet Odéon, 6' (43-25-59-83); UGC Rotonde, 6°; Le Balzac, 8° (45-61-10-60); UGC Opéra, 9°; 14-Juillet Bastille, 11° (43-57-90-81); Escurial, 13 (47-07-28-04 : res. 40-30-20-10).

CHAMANE (Fr., v.o.): 14-Juillet Parnasse, 6* (43-26-58-00). LE CŒUR FANTÔME (Fr.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47). LA COMEDIE DE DIEU (Por., v.o.) :

Lucemaire, 6 (45-44-57-34). LE CRI DE LA LAVANDE DANS LE CHAMP DE SAUTERELLES (Fr.-It.-Esp., v.o.) : Latina, 4" (42-78-47-86). CRYING FREEMAN (*) (Fr.-Can., v.o.) : UGC Forum Orient-Express, 1*; George-V, 8*; v.f.: UGC Montparnasse, 6*; Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31; res. 40-30-20-10); UGC Gobelins, 13*. DEAD MAN (A., v.o.): Le Quartier La-tin, 5° (43-26-84-65); Lucernaire, 6° (45-44-57-34). DENISE AU TÉLÉPHONE (A., v.o.): Les Trois Luxembourg, 6° (45-33-97-77; rès. 40-30-20-10).

DIABQUQUE (*) (A., v.o.): UGC Cinécité les Halles, 14; 14-Juillet Odéon, 6 cité les Halles, 1º; 14-Juillet Odéon, 6º (43-25-59-83) ; UGC Rotonde, 6º ; Gaumont Marignan, & (rès. 40-30-20-10); UGC Normandie, &; Gaurnont Opéra Français, 9º (47-70-33-88 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Gobelins, 13º ; 14-Juillet Beaunelle, 15 (45-75-79-79); v.f.: Para-unt Opéra, 9 (47-42-56-31; rés. 40-30-20-10); Les Nation, 12 (43-43-04-67; rés. 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille. 12º : Gaumont Gobelins Rodin. 13º (47-07-55-88; rés. 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14° (rés. 40-30-20-10); Miramar, 14° (39-17-10-00; rés. 40-30-20-10); Mistral, 14° (39-17-10-00; rés. 40-30-20-10); Gaumont Convention, 15° (rés. 40-30-20-10); Pathé Wepler, 18° (rès. 40-30-20-10); Le Gambetta, 20-(46-36-10-96 ; res. 40-30-20-10).

LE FACTEUR (IL, v.o.): Gaurmont les Halles, 1" (40-39-99-40; rés. 40-30-20-10); 14-Juillet Beaubourg, 3" (42-77-14-55): 14-Juillet Odéon, 8" (43-25-59-83); 1537: Application of the control of 9" (47-70-33-88 : nis. 40-30-20-10) : 14-9" (47-70-33-88; res. 40-30-20-10); 14-Juillet Bastille, 11" (43-57-90-81); Les Nation, 12" (43-43-04-67; res. 40-30-20-10); Gaurnont Gobelins Rodin, 13" (47-07-55-88; rés. 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, 15" (45-75-79-79); Blenvenue Montparnasse, 15° (39-17-10-00); rés. 40-30-20-10); Majestic Passy, 16° (44-24-46-24; rés. 40-30-20-10); UGC Maillot, 17°; Pathé Wepler, 18° (rés. 40-30-20-10) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12°; Gaumont Parnasse, 14° (rés. 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14" (43-27-84-50 ; rés. 40-30-20-10). FRISSONS ANGLAIS (Brit., v.o.) : Action Christine, 6º (43-29-11-30).

LES GENS DES BARAQUES (Fr., v.o.) : Le Quartier Latin, 5° (43-26-84-65). GOOD MEN, GOOD WOMEN (Tai., v.o.): Les Trais Luxembourg, 6° (46-33-97-77; rés. 40-30-20-10). GUILTRIP (Ir., v.o.) : Epèe de Bois, 5º (43-

37-57-47). LA HAINE (Fr.): 14-Juillet Beaubourg, 3°

(42-77-14-55). LE HUTTÈME JOUR (Fr.-Bel.) : Gaumont les Halles, 1" (40-39-99-40; rés. 40-30-20-10); Rex, 2" (39-17-10-00); 14-Juillet Beaubourg, 3⁻ (42-77-14-55); 14-Juillet Odéon, 6⁻ (43-25-59-83); 14-Juillet Odéon, 6⁻ (43-25-59-83); UGC Montparnasse, 6°; Gaumont Marignan, 8° (rés. 40-30-20-10); George-V, 8°; Saint-Lazare-Pasquier, 8° (43-87-35-43; rés. 40-30-20-10); Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31; rés. 40-30-20-10); 14-Juillet Bastille, 11° (43-57-90-81); Les Nation, 12* (43-43-04-67; rés. 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12*; UGC Gobelins, 13°; Gaumont Parnasse, 14° (rés. 40-30-20-13); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50 ° ris. 40-30-20-10); 14-Juillet Beau-grenelle, 15° (45-75-79-79); UGC Convention, 15°; UGC Maillot, 17°; Pathe Wepler, 18" (rés. 40-30-20-10); Le Gambetta, 20" (46-36-10-96; rés. 40-30-

LE JOURNAL DU SEDUCTEUR (Fr.): Les Trois Luxeninourg, 6 (46-33-97-77; res. 40-30-20-10). KANSAS CITY (A., v.o.): UGC Ciné-cité les Halles, 1°; Gaumont Opéra Impérial, 2° (47-70-33-88; rés. 40-30-20-10);

UGC Danton, 64: UGC Normandie, 89: La Bastille, 11º (43-07-48-60); Mistral, 14º (39-17-10-00: rés. 40-30-20-10): Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20; rés. 40-30-20-10). LAND AND FREEDOM (Brit., v.o.): Le Quartier Latin, 5" (43-26-84-65).

LEAVING LAS VEGAS (*) (A., v.o.): UGC Forum Orient Express, 1st; Le Quartier Latin, 5 (43-26-84-65). MARY REILLY (*) (Brit., v.o.): UGC Forum Orient Express, 1º; Lucemaire, 6º (45-44-57-34); UGC Triomphe, 8°.

MONDO (Fr.): Lucernaire, 64 (45-44-57-NELLY ET M. ARNAUD (Fr.): Cinoches. 6* (46-33-10-82).

NICO ICON (All., v.o.): 14-Juillet Beaubourg. 3" (42-77-14-55). NOS ANNÉES SAUVAGES (H., v.o.) : Lucernaige, 6º (45-44-57-34).

LES NOUVELLES AVENTURES DE WALLACE ET GROMIT (Brit, v.o.): 14-Juillet Beaubourg, 3° (42-77-14-55); 14-Juillet Parnasse, 6° (43-26-58-00); v.f.: 14-Juillet Parnasse, 6° (43-26-58-00); Ehyses Lincoln, 8° (43-59-36-14; PAR-DELÀ LES NUAGES (IL, v.o.): 14-

llet Parnasse, 6 (43-26-58-00). RAISON ET SENTIMENTS (A., v.o.): Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5º (43-54-51-60) ; George-V, 8° ; Sept Parnassi 14° (43-20-32-20 ; rés. 40-30-20-10). DICULE (Fr.): UGC Ciné-cité les Hailes. 1": Rex. 2" (39-17-10-00): 14-Juillet 1°; Rex. 2° (39-17-10-00); 14-Juillet Beaubourg, 3° (42-77-14-55); Espace Saint-Michel, 5° (44-07-20-49); 14-Juil-let Hautefeuille, 6° (46-33-79-38); Bre-tagne, 6° (39-17-10-00; rés. 40-30-20-10); UGC Damon, 6°; Gaumont Ambassade, 8' (43-59-19-08; rés. 40-30-20-10); Saint-Lazare-Pasquier, 8' (43-87-35-43; rés. 40-30-20-10); UGC Normandie, 8°; Gaumont Opéra Français, 9° (47-70-33-88; rés. 40-30-20-10); Les Nation, 12° (43-43-04-67; rés. 40-30-20-10) : UGC Lyon Bastille, 12*; Gau-mont Gobelins Fauvette, 13* (47-07-55-88; rés. 40-30-20-10); Gaumont Par-nasse, 14º (rés. 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14º (43-27-84-50; rés. 40-30-20-

10); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-

79-79); Gaumont Convention, 15- (res. 40-30-20-10); Gaumont Kinopanora-ma, 15° (rés. 40-30-20-10); Majestic Pasma, 13" (res. 40-30-20-10); Majestic Pas-sy, 16" (44-24-46-24; rés. 40-30-20-10); UGC Maillot, 17"; Pathé Wepler, 18" (rés. 40-30-20-10); Le Gambetta, 20" (46-36-10-96; res. 40-30-20-10). LE ROCHER D'ACAPULCO (**) (Fz.): Espace Saint-Michel, 5* (44-07-20-49). SAFE (A., v.o.): Epée de Bols, 5* (43-37-

LA SECONDE POIS (It., V.D.): Gaumont LA SECONDE POIS (It., v.o.): Gaumont les Halles, 1º (40-39-99-40; rés. 40-30-20-10); L'Arlequin, 6º (45-44-28-80; rés. 40-30-20-10); LGC Rotonde, 6º; Le Balzac, 8º (45-61-10-60); Majestic Bastille, 11º (47-00-02-48; rés. 40-30-20-10); Escurial, 13º (47-07-28-04; rés. 40-30-20-

SH'CHUR (Isr., v.o.): 14-Juillet Parnasse, 6" (43-26-58-00). LE SILENCE DE NETO (guatémahéque, v.o.) : Latina, 4" (42-78-47-86).

SMALL FACES (**) (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5* (43-37-57-47). SMOKE (A., v.o.): Epée de Bois, 5º (43-37-57-47); Elysées Lincoln, 8º (43-59-36-14; rès. 40-30-20-10). LE TEMPS DE L'AMOUR (ira., v.o.) : 14-

Juillet Parnasse, 6" (43-26-58-00).
THE ADDICTION (A., v.o.): Action Christine, 6" (43-29-11-30).
TROIS VIES ET UNE SEULE MORT (Fr.-Esp.): Gaumont les Halles, 1º (40-39-99-40; rés. 40-30-20-10); Gaumont Opéra Impérial, 2º (47-70-33-88; rés. 40-30-20-10): Le Saint-Germain-des Prés, salle G. de Beauregard, 6º (42-22-87-23: rés. 40-30-20-10); Saint-André des-Arts II, 6 (43-26-80-25); Publicis Champs-Elysées, 8º (47-20-76-23; rés. 40-30-20-10); Gaumont Gobelins Fauvette, 13 (47-07-55-88; rés. 40-30-20-

10) ; Bienvenûe Montparnasse, 15° (39-17-10-00 ; rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepier, 18º (rés. 40-30-20-10). UN DIVAN À NEW YORK (Fr.-Bel., v.o.): Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5º (43-54-51-60) ; Sept Parnassiens, 14º (43-20-

32-20 ; rés. 40-30-20-10). UN HEROS TRÈS DISCRET (Fr.) : UGC Cinè-cité les Halles, 1°; UGC Montipar-nasse, 6°; UGC Odéon, 6°; Gaumont Ambassade, 8° (43-59-19-08; rés. 40-30-20-10); UGC Normandie, 8°; UGC Opera, 9°; Majestic Bastille, 11° (47-00-02-48; rés. 40-30-20-10); UGC Gobelins, 13°; Gaumont Parnasse, 14º (rés. 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14º (43-27-84-50; res. 40-30-20-10); 14-Juillet Beau-grenelle, 15' (45-75-79-79); Gaumont Convention, 15' (rés. 40-30-20-10); Ma-jestic Passy, 16' (44-24-46-24; rés. 40-30-20-10); UGC Maillot, 17'; Pathé Wepier, 18" (rès. 40-30-20-10) ; Le Gambet-ta, 20" (46-36-10-96 ; rés. 40-30-20-10). UN VAMPIRE À BROOKLYN (*) (A., v.o.) : UGC Ciné-cité les Halles, 1" ; UGC Danton, 6º: Gaumont Marionan, 8º (rès. 40-30-20-10); George-V, 8*; v.f.: Rex, 2* (39-17-10-00); UGC Montpar-nasse, 6*; Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31; rés. 40-30-20-10); UGC Lyon Bas-tille, 12°; UGC Gobelins, 13°; Miramar, 14" (39-17-10-00 ; rés. 40-30-20-10) ; Mistral, 14° (39-17-10-00 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Convention, 15°; Pathé Wepler, 18' (rés. 40-30-20-10) ; Le Gambetta, 20' (46-36-10-96 ; rés. 40-30-20-10).

USUAL SUSPECTS (A., v.o.): Cinoches, 6" (45-33-10-82). LE VENT DU WYOMING (Fr.-Que., v.o.): Latina, 4* (42-78-47-86); L'Entrepôt, 14* (45-43-41-63).

VISAGE ECRIT (Jap.-Suis, v.o.): Lucernaire, 6" (45-44-57-34). N NIGHT IS FALLING (Can., v.o.): UGC Ciné-cité les Halles, 1°; Saint-An-dré-des-Arts I, 6° (43-25-48-18); Sept Parnassiens, 14t (43-20-32-20; res. 40-30-20-10). WITTGENSTEIN (Brit., v.o.): Lucernaire,

6" (45-44-57-34). LES SÉANCES SPÉCIALES

CHRONIQUE D'ANNA-MAGDALENA BACH (All.): 14-Juillet Beaubourg, 3º (42-77-14-55) dimanche 10 h 25. CONTES IMMORAUX (4+) (Fr.): Accatone. 5º (46-33-86-86), samedi 15 h 20. CROOKLYN (A., v.o.): Images d'ailleurs,

5° (45-87-18-09), dimanche 18 h. LES DAMNÉS (°) (lt.-A., v.o.): Accatone, 5 (46-33-86-86), dimanche 15 h 20. EASY RIDER (A., v.o.): Studio Galande,

5° (43-26-94-08; res. 40-30-20-10), dimanche 18 h 20. FUNNY BONES (A., v.o.) : Reflet Médics II, 9' (43-54-42-34), dimanche 11 h 45. HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.): Accatone, 5° (46-33-86-96), dimanche 18 h. SALO OU LES 120 JOURNÉES

DE SODOME (**) (It., v.o.): Accatone, 5' (46-33-86-86), dimanche 19 h 40. SATYRICON (it., v.o.): Accatone, 5' (46-33-86-86), samedi 19 h.

LES REPRISES

Sortez informés!

(Thèmes, movens d'accès, tarifs, horaires...)

3615 LEMONDE

L'AFFAIRE RUSSICUM (It., v.f.): Paris Ciné II, 10° (47-70-21-71). ASSURANCE SUR LA MORT (A., v.o.): Action Christine, 6" (43-29-11-30). LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.): Denfert, 14° (43-21-41-01); Grand Pa-vois, 19° (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10); Saint-Lambert, 15° (45-32-91-68). LES 101 DALMATIENS (A., v.f.); Denfert, 14° (43-21-41-01); Grand Pavois, 15° (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10); Saint-Lambert, 15' (45-32-91-68). LE DERNIER NABAB (A., v.o.) : Le Quartier Latin, 5' (43-26-84-65).

EATING (A., v.o.): 14-Juillet Beaubourg. 3" (42-77-14-55). LES FRÈRES KARAMAZOV (A., v.o.): Action Christine, 6º (43-29-11-30). GLORY (A., v.f.): Paris Ciné II, 10º (47-LA (ETÉE (Fr.): 14-Juillet Beaubourg, 3º

(42-77-14-55). MADADAYO (Jap., v.o.): 14-Juillet Beaubourg, 3* (42-77-14-55); Saint-Lambert, 15* (45-32-91-68). METROPOLIS (All.): 14-Juillet Beaubourg, 3 (42-77-14-55); Studio Galande, 5 (43-26-94-08; res. 40-30-20-

MANOUK L'ESQUIMAU (A.): Espace Saint-Michel, 5* (44-07-20-49). ORANGE MÉCANQUE (**) (Brit., v.o.) : Studio Galande, 51 (43-26-94-08; rés. 40-30-20-10); Cinoches, 6* (46-33-10-82); Saint-Lambert, 15* (45-32-91-68). 48 HEURES DE PLUS (A., v.f.): Paris Ciné 1, 104 (47-70-21-71). M COURTS-METRAGES

(47-70-08-86). REGARDE LES HOMMES TOMBER (Fr.): Studio des Ursulines, 5º (43-26-19-09). LE ROI ET L'OISEAU (Fr.): Denfert, 14º (43-21-41-01); Grand Pavois, 15' (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10). VILLE HAUTE, VILLE BASSE (A., v.o.): Reflet Médicis II, 5' (43-54-42-34).

(DON'T 17 D'ANIMATION): Brady, 10°

FESTIVALS

ALFRED HITCHCOCK (v.c.), Le Cham-po-Espace Jacques-Tati, 5 (43-54-51-60). Les Enchaînés, sam. 16 h, 18 h, 20 h 10; La Malson du docteur Edwardes, dim. 12 h, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h 10 ; La Corde, km. 12 h, 13 h 30, 15 h, 16 h 30, 18 h 20, 20 h 10 ; Soupcons, mar. 12 h, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h 10. AVANT-PREMIÈRE, Studio 28, 18º (46-06-36-07). Film surprise, lun. 21 h. AVANT-PREMIÈRE (v.o.), Grand Action, 5° (43-29-44-40). Une nuit à Casabiari-

ca, dim. 11 h. AVANT-PREMIÈRE, Studio des Ursu-lines, 5' (43-26-19-09). Middle of the Moment, mar. 21 h 45. BUNUEL ARCHITECTE DU RÉVE. Reflet Médicis II, 5º (43-54-42-34), le Charme discret de la bourgeoisie, mar. 12 h. CINÉ-CLUB CLAUDE-JEAN PHILIPPE,

L'Arlequin, 6º (45-44-28-80). Conte CINÉ-LIBRE: PHILIPPE GARREL (V.O.), Grand Action, 5º (43-29-44-40), J'entends plus la guitare, lun. 12 h, mar.

CINE-U: JEAN RENOIR (v.o.), Grand Action, 5° (43-29-44-40). le Caporal épin-glé, dim. 12 h, lun. 12 h, mar. 12 h. CINÉMA HAUTE TENSION (v.o.), Le Quartier Latin, 5 (43-26-84-65). Le Silence des agneaux, sam. 16 h 15, 18 h 30, 21 h; Blood Simple, dim. 14 h 05, 16 h 05, 18 h 05, 20 h 05, 22 h; Les Tueurs de la lune de miel, lun. 14 h 05, 16 h 05, 18 h 05, 20 h 05, 22 h; Sonatine, mar. 14 h 05, 19 h ; Une balle dans la tête, mar. 16 h 05, 21 h.

CINÉMATHEQUE DE L'IMA (v.o.), Institut du monde arabe, 5° (40-51-39-91). Le Couteau, sam. 17 h; La Cinquiè Citadelle, dim. 14 h 30; Les Péchés, COMÉDIES DE CARY GRANT (V.O.); Ac-

tion Ecoles, 5 (43-25-72-07): L'impossible Mr. Bébé, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Arsenic et Vieilles Dentelles. dim. 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30; La Dame du vendredi, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Mr. Lucky, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

LE COURT EN DIT LONG, Centre Wallonie Bruxelles, 4º (42-71-26-16). Le Bateau, sam. 18 h 30; Les Grandes Dames du strip-tease, sam. 20 h 30 ; L'insoup-connable univers de Josiane, lun. 18 h 30; Ouf !, lun. 20 h 30; Petite Sotte, mar. 18 h 30; Nicky the Stripper,

EXOTICA, L'ATTRACTION DES LOINTAINS, Auditorium du Louvre, 1º (40-20-52-99). Jules Gervais Courtel-lemont : visions d'Orient, lun. 12 h 30, FESTIVAL FRISSONS ANGLAIS (v.o.), Action Christine, 6º (43-29-11-30). Smart Alek, sam. 19 h, 20 h 40, dim. 19 h,

20 h 40, .lun. 19 h, 20 h 40, mar. 19 h, 20 h 40. FESTIVAL MORETTI (v.o.), Reflet Mildicis II, 5º (43-54-42-34). Bianca, Jun. 12 h 05.

FILM ET SPIRITUALITÉ, Centre Sèvres, 6º (45-65-04-97). Marie-Claire: la cage ouverte, sam. 16 h 30,

LUMIÈRES D'ITALIE, ASPECTS DU JEUNE CINÈMA ITALIEN (v.o.), Littlna, 4º (42-78-47-86). Histoires étranges, récits de fin de siècle, dim 14 h : Féaris d'Agosto, sam. 18 h 30, dim. 16 h; L'Eté de Bobby Charlton, sam. 20 h 30; Dia-rio Senza Date, mar. 18 h 30; Senza Pelle, sam. 16 h 30, lun. 18 h 30, mar. 20 h 30; Un héros bourgeois, dim. 18 h, lun. 16 h 30, mar. 14 h 30; Marrakech Express, dim. 20 h, lun. 14 h 30, mar. 16 h 30; Verso Sera, dim. 22 h, lun. 20 h 30

MARIA KOLEVA FILMS, Cinoche Vidéo, 5° (47-00-61-31). isabelle et les 27 vo-leurs, une leçon, sam. 18 h, dim. 17 h, tun. 18 h, mar. 18 h; Annie Vacelet, psy-chogéographe, dim. 12 h; John, le der-nier ouvrier sur terre, dim. 15 h; An-toine Vitez s'armuse avec Claudel et Bredrit, lun. 20 h; Paroles tues ou aimer à Paris en étrangère, sam. 20 h; l'Etat de bonheur permanent, dim. 19 h, MARSEILE, GUÉDIGUIAN, L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63). Dernier Eté, sam. 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Rouge midl, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Ki lo sa?,

lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Dieu vomit les tièdes, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h. LES MARX BROTHERS (v.o.), Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5º (43-54-51-60). Une nuit à l'opéra, sam. 12 h 10 ; La Soupe au canard, dim. 12 h 10; Un jour au cirque, lun. 12 h 10; Plumes de che-

val. mar. 12 h 10. LES MIDIS DU LOUVRE, Auditorium du Louvre, 1º (40-20-52-99). Jules Gervais

NEUF FILMS JAPONAIS À VOIR ET À REVOIR (x.o.), Reflet Médicis I, 5º (43-54-42-34). Rashomon, dim. 13 h 50, 15 h 50, 17 h 50, 19 h 50, 21 h 50; Dode's Caden, sam. 17 h 15, 20 h 40; Barberousse, lun. 13 h 50, 17 h 15, 20 h 40; Le Duei silencieux, mar. 13 h 50, 15 h 50, 17 h 50, 19 h 50.

LA PARADE DES STARS (v.o.). Grand Action, 5" (43-29-44-40), l'Homme à la peau de serpent, sam, 16 h 30, 19 h, 21 h 30; Cléopatre, dim. 14 h 30, 19 h 30; L'Homme qui voulut être roi, lur. 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30; La Maill son des étrangers, mar, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

LA PARADE DES STARS (v.o.), Mac-Mahon, 17 (43-29-79-89). Gilda, sam. 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Mogambo, dim. 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30; Doux Oiseau de jeunesse, lun. 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30.

LE PRINTEMPS CELTE (v.o.), Grande Halle de la Villette, 19º (40-03-75-03). Finis Terrae, sam. 19 h 30; Les Enfants du naufrageur, dim. 17 h 30; Nous étions tous des noms d'arbres, dim. 19 h 30; Hedd Wyn, mar. 19 h 30. RÉTROSPECTIVE TERRY GILLIAM (v.o.), La Champo-Espace Jacques-Tati, 5º (43-54-51-60). Brazil, dim. 22 h 10 ; L'Armée

des 12 singes, sam. 22 h, mar. 22 h; Monty Python, le sens de la vie, lun. ROBERT ALTMAN (v.o.), Action Ecoles, 5- (43-25-72-07). Mash, sam. 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30; Un mariage, dim. 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30; Le Privé, lun. 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30; Brew-ster McCloud, mar. 14 h, 16 h, 18 h,

20 h, 22 h. SCRATCH PROJECTION (v.o.), L'Entrepôt, 14' (45-43-41-63). Field Studies

mar. 20 h. SEMAINE INTERNATIONALE DE LA CRITIQUE CANNES 1996, Espace Saint-Michel, 5º (44-07-20-49), Sous-sol,

sam. 16 h 35. SORÉE COURTS-MÉTRAGES, 14-Juillet Beaubourg, 3º (42-77-14-55). Courts métrages de Cannes, dim. 12 h, mar.

UN CERTAIN REGARD (v.o.), Elysées Lincoln, 8º (43-59-36-14). Bastard out of Carolina, sam. 20 h ; Le Porteur de cercueil, sam, 17 h, 22 h; irma Vep, dim. 14 h 30, 20 h ; Sydney, dim, 17 h, 22 h ; Buenos Aires vice versa, lun. 14 h 30, 20 h ; La Bouche de Jean-Pierre, lun.

17.h, 22 h; Film surprise, mar. 14 h 30, 20 h; Haifa, mar. 17 h, 22 h. WERNER FASSENDER (w.o.), Accatone. 5° (46-33-86-86). L'Amour est plus froid que la mort, lun. 14 h 10; L'Armée des treize lunes, lun. 19 h 20; Les Laimes amères de Petra von Kant, mar. 17 h 20. WIM WENDERS (v.o.), Accatone, 5° (46-33-86-86). Paris, Texas, mar. 21 h 10 ; Jusqu'au bout du monde, sam. 21 h 10; Les Alles du désir, dim. 21 h 40.

LA CINÈMATHÈQUE PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

DIMANCHE Histoire perm

nte du doéma : Le Sorcier du del (1948), de Marcel Blis-tène, 16 h 30; Le Bel Age (1958), de Pierre Kast, 19 h; ils étaient neuf céli-bataires (1939), de Sacha Guitry, 21 h. SALLE RÉPUBLIQUE (47-04-24-24) DIMANCHE

Rencontres et parantés : d'un cinéaste Fautre: Speed (1993, v.o. s. t. f.), de Sont, 17 h; Scarface (1983, v.o. s. t. f.), derBrian de Palma, 19 h.30, CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-28)

Le Cinéma turc : Tu écraseras le serpent. (1981, v.o. s. t. f.), de Turkan Soray, 14 h 30; Le Troupeau (1978, %o. s. t. f.), de Zeki Okten et Yilmaz Guney, .17 h 30; Au nom de l'amour (1994, v.o. s. t. f.), de Tunca Yonder, 20 h 30.

Le Cinéma turc: Le Panier de crabes (1994, v.o. s. t. f.), de Yavus Ozkan, 14 h 30; Dans d'obscures eaux (1994, v.o. s. t. f.), de Kutlug Ataman, 17 h 30; L'Régie (1971, va. s. t. f.), de Yilmaz

VIDEOTHÈQUE DE PARIS 2, grande galerie, porte Saint-Eus-tache, Forum des Halles (40-26-34-30) tache, Forum DIMANCHE

Avoir 20 ans-semaine de la jeune créstion: Méga Cool (1995), : Trop de jeunes tuent le temps, c'est désespérant (1995), ; Mateur amateur (1995), ; Si t'es pas comme eux, cité tu devier dras (1995), ; Séjour (1992), de Catalina Villar; Le Vent fera le resta (1994), : Couloirs (1995),, 14 h 30; Bruno Rudant, 34 ans (1995), de Daniel Buyn; Thibaud (1994), de Catherine Paradis; Avec Nanié (1994), de Carine Lefebyre; Le Cartable (1994), : Rêve d'amous (1993), de Nick Quinn, 16 h 30 ; On estrop beau (1995), ; Edats (1995), de Pascale Thirode; Sagesse de femmes (1994), de Magali Carrère; Fiat Lux (1995), ; Kamei et Cherifa, enfants de Daoud (1995), de Jean-Pierre Desombes, 19 h; Toxicoland (1995),; Système D, fais le bon choix (1995),; La Dernière Question (1995), ; Résidence (1993), d'Henri Forficot et Sylvie Coren ; Répétitions (1995), de Makeda Ketcham, 21 h; Carte blanche à la MGI: Ballade sur la grève (1996), du lycée Louis-Le Grand ; C'est qui la ville (1996), de l'atelier du lycée Paul-Bert; A cha-cun sa ville (1995), du lycée Turgot; La Part de rève (1996), du lycée Turgot; Windows 96 (1996), du lycée Turgot; Windows 96 (1996), du lycée Paul-Bert, 15 h: Un pieze de la cité (1996), du lycée Paul-Bert, 16 h; Une pizza dans la ville (1996), du lycee Buffon; Faut-il almer Marie? (1996), du lycée J.-Decour; Contre-Temps (1996), du lycée Buffon; Les Ju-liettes (1996), du lycée Beaugrenelle; La Ville (1996), du lycée Paul-Valéry, 18 h 30 : Le Naufragé des iles flottantes (1996), du lycée Paul-Valery ; Paseo de Julio (1996), du lycée Verlomme ; La Mante religieuse (1996), du lycée Jean-Lurçat, 20 h 30.

Avoir 20 arts: Cyclo (1995, v.o. s. t. f.). de Tran Anh Hung. 14 h 30; Le Flic (1994), de Xavier Durringer; Vies de toxicos (1995), de Maria Roche, 16 h 30; Les Mardis de la Scam, 19 h; Bande annonce : D'embrasse pas (1991), d'André Téchiné : L'Histoire du garch qui voulait qu'on l'embrasse (1993). Le

**Philippe Harel, 21 h.

(*) Films Interdits aux moins de 12 ans.

(*) Films Interdits aux moins de 16 ans.

13 47 5

Open.

Arte

20.45

SAMEDI 1" JUIN

Les étudiants dressent la statue de la Déesse de la

Prag Documentary Rap; quand les femmes forcent le trait; coup de gueule du sosie de

Marilyn ; portrait d'Ismael Ivo ; cyber-ne

Magazine. World Collection (4/12). Cheb Mami, le môme, d'Eric Sandrin (60 min). 1963772

Un excellent portrait du « prince du rai ».

LES ENFANTS DU DRAGON

Série de Peter Smith [4/4] (50 min).

démocratie sur la place Tianann

21.35 Métropolis. Magazine.

(60 min).

MUSIC PLANET

23.35 Odyssée bidon

Ciné Cinémas

le méconion Téléfim de Richard T. Heffron

cinéastes de l'Europe.

71076802

(1977, 100 min)

22.10 Les Frères Taviani,

20.30 Joe Kennedy

23.05 Coeur de mét Film de Vincent Ward (1993, 105 min) 7

Série Club

20.45 Jim Bergerac. 22.15 Les Têtes brûlées.

Canal Jimmy

21.00 Earth Two.

23.00 La Loi selon Mc Clain.

23.50 Cogne et gagne (50 min).

21.50 Priends. Celui qui a da jus

La Cinquième

Milza, le général Gallois. 18.30 Va savoir.

(1934) ; Kids in the Shoe (1935).

Musique. Œuvre de John Stevens.

Canadian Brass: Home Movies, de Niv

Dessins animés. [10/10] River of Doubt (1927); Piacide au sérail (1930); Along Came a Duck

Separate 1

Fichmann (45 min).

20.30 8 1/2 journal.

AU BÛCHER !

20.15 La Libération de Sisyphe.

SOIRÉE THÉMATIQUE:

et cinématographiques.

21.00 Le Sel et le Soufre.

(175 min).

merveille.

La sorcellerie en Europe. Soirée proposée par Lite Charlssé et Claf Gnunert. 29.46 Les Sorcières, aujourd'hui. Docume

La représentation iconographique de la sorcellerie dans les arts littéraires, musicaux

Téléfilm de Rainer Wolffhardt, avec Michael Roit

19.00 Cartoon Pactory.

22.35

MAMANS,

Firvier... (125 min)...

jeur maman.

Telefilm. Sous is Kelley Cauthen

0.25 Pormule F1.

pôle position. 1.00 Journal, Météo.

Les soirées

20.00 La Grande Cabriole. 21.30 Télécinéma.

des cinq continents. 22.00 Journal (France 2). 22.30 Spécial

fa sì la chanter. (France 3 du 21/5/96)

à la guerre du Golfe. [1/2] L'Orient compliqué, de 1948 à 1957.

0.30 Solr 3 (France 3).

21.30 Les Phis Beaux

12.50 A vital dire. Magaz

12.52 Journal, Météo.

En direct. Grand Prix

d'Espagne à Barcelone

15.45, Le podisan (155 min). 81599227 15.55 Les Dessous

de Palm Beach.

Silence I on use. Série 16.50 Disney Parade.

18.00 Sous le soleil.

14.00; Départ de la course ;

Règlement de compte. Série.

13.20 Fl à la Une.

Zt-55 Météo

Planète

TF 1

20.35 De Suez

ON YOUS AIME.

Divertissement présenté par Isabelle Quenin et Michel Leeb. Avec Christophe Dechavanne, Sooh

Cinq enfants vont souhaiter une fête des mères exceptionnelle à

HOLLYWOOD NIGHT

Une sexologue va aider la police

Grand Prix d'Espagne :

analyse des essais et excretion avec le pilote en

1.10 Izs Render-vous de l'emireprise (rediff.). 1.30 et 205, 3.10, 3.45, 4.20 17F1 mit. 1.40 et 4.30 Intrigues. Série. 2.15 et 3.55, 3.05 Histoires naturelles. 4.35 Histoires.

à piéger un tueur sadique qui Élimine systémotiquement ses

158082

sur le câble et le satellite

- Primite et les Na-Property - OMER · - 147 68

of Pange i deta lau . The decide to the table ag Control of the gr ្រស់ក្រៅ ជ័ម្ម វាធ្វា 2. 3. May $e^{-1}=\left(1,\ldots,n\right)^{\frac{n-1}{2}}$

100

. . .

1 C. 1

. . 2

1.60

2.7

(60 min). **20.00 journal**, 1000 Tiercé, Météo. . . : . 5.5 ELLES MOUBLIENT JAMAIS E iaude Un homme marié se laisse aller à une aventure d'un soir. Sa maîtresse le relance et.

> 22.50 COMMANDO E Film américain de Mark L. Lester avec Arnold Schwarzenegger, Rae Dawn Chong (1985, 88 min). Un commandant d'élite invsché

entreprend de gâcher sa vie.

22.40 Ciné dimanche.

a pris sa retraite. Mois un ennemi enlève sa petite fille pour le forcer à assassiner un résident sud-américain. 0.25 Journal, Météo. 449 Visionze 1994. Concert. 1.30 et 2.10, 2.50, 3.50, 4.25 TF i mit. 1.40 et 3.00, 5.05 Histoires paturelles. 4.35 in-

Paris Première 20.30 Top-Flop. 21.06 Voyageur malgré lui **E** Film de Lawrence Kasdan (1988, v.o., 120 min) 8417005 23.09 Concert: Dizzy Gillespie.
Enrepsité au Festival
International Jazz de Montréal,
an 1981 (60 min). 7969685

France Supervision

20.36 Pale Rider # # Film de Clinz Eastwood (1985, 110 min) 23512840

Orphelines B T 1'amante diabolique Film de Maurice Tourneur (1932, N., 100 min) 21325581 Canal Jimmy

Ciné Cinémas 20.25 Dream On. Envers et contre tous. 20.35 L'Homme qui aimait les fermmes ■ ■ Film de François Truffaut (1977, 115 mm) 3095192 22.10 New York Police Blues. 22.30 Boxing Helena Film de Jennifer Cha Lynch 22.55 Destination séries. (1992, v.o., 100 min) 59720669 23.25 Friends. 23,50 Batman. (50 min).

0.10 Kuffs Film de Bruce A. Evens (1993, v.o., 100 min) 59032661 Eurosport Série Club 20.35 Le Club. 20.45 Cimarron Strip. n) Le rêleuc 4987821 22.00 Les Têtes brûlées. 22.45 La Loi selon Mc Clain.

59003395 23.40 Cogne et gagne. 0.30 Jim Bergerac. L'amante diabolique (90 mln).

19.00 Formule Indy. En direct. Grand Prix de Milwaukse (Wiscorsin) (120 min). 21.00 Tennis. 22.00 Formule 1.

20.30

20.45 AU-DELÀ DU RÉEL, L'AVENTURE CONTINUE Série. Le message (60 min).

M 6

9165994

22.10 Chronique

Eurosport

22.15 Le Guide du parfait petit

14.00 Temnis. En direct. Internationaux de France, à Roland-Garros

emmerdeur. La progr 22.25 T'as pas une idée ? Invité : Dave (60 min).

(210 min). 18
17.30 Basket-ball.
En différé. Finale du championnat de Francs (chquième rencontre):
Pau-Orthez-Villeurbann

20.00 Football. En Grect. 24 Festival internation espoirs. Angieterre-En

(90 min).

22.00 Formule 1.

21.30 Termis.

Au coin de l'œil (55 min).

23.35 Un assassin au-dessus de tout soupçon Téléfilm de Richard Colla, avec Victoria Principal, James Farentino (90 min).

Un juge tue la coll-girl avec laquelle il s'ébattait et blesse son souteneur qui menaçait de le faire chanter. La femme substitut du procureur qui s'occurse de l'affaire est Téléfilm de Don Kent, avec Antoine Duler Une entreprise française de produits chimiques tente, via un transitaire marron, de se débarrasser de produits hautement s'occupe de l'affaire est aussi la maîtresse du 1.05 Cartoon Factory [9/10] Dessins animés (rediff.). 1.35 Not the 9 O'Clock News Serie [4/8] (v.o., rediff., 25 min). 2.00 Le Temps of time pause. Court métrage français de Stephan Mosslowicz (1995, rediff. 2.20 Court-crize. Walking the Line. Court métrage de Justin Chadwick (1993, v.o., rediff., 14 min). Hungreed. Court métrage d'Ira Israèl avec Justine Rossi, Eric Diubos (1994, v.o., rediff., 9 min). Blues in C. Court métrage de Natalie Cash (v.o., rediff., 9 min).

1.05 Best of Dance. Musique. 2.40 Paris top model. Documentairs 3.35 E = M 6. Magazine. 4.30 Tahiti o ses iles de rêve. Documentaire. 5.3 Boulevard des clips. Musique. Canal +

UN ENFANT A TOUT PRIX Téléfilm de D. Attwood, avec John Hurt (92 min). 9 Un couple qui vit à Bangkoi un bébé qu'il a pris sous sa

22.05 Flash d'information. 22.10 **BOXE THATE** KICK BOXING

En direct du Zérvith, commenté par Charles Bietry et Jean-Paul Maillet. Boxe thaile: J. Lebanner (France)-C. Schuster (Etats-Unis), Kick boxing: D. Diafat (France)-P. Cunningham (Canada) (109 min), 8827468 0.00 Le Journal du hard. 0.05 Pornovista Film classé X (1995, 77 min). 1.20 Exotica E

Film d'A. Egoyan (1994, v.o., 99 min). 69195807 3.00 Action mutante ■

Film d'Alex de La Iglesia /1992_90 mln). 6964739

Les films sur les chaînes européennes

23.40 Cop. Film de James B. Harris (1987, 165 min). Avec James Woods, Lesiey Ann Warren. Policier.

Rendez-vous

13.30 Europe 1 Il était une fois Musicorama. Spécial Georges Brassens.

18J0 France-Inter EBA. Emission spéciale Sidaction. Radio

France-Culture 20.45 Fiction:

Nouveau répertoire dramatique. Une Palette rouge sang, de Valeria Moretti. 22.35 Musique : Opus. Carnet de

bal.

0.05 Fiction: Tard dans is nuit.
Contes de terreur, de Robert Bloch:
Une Imagination ferbie et A Chacun
son hobby, 0.55 Chronique du bout
des heures. 1.00 Les Nuits de
France-Culture (Rediff.). Une
Républicaine romantique Marie
d'Agout; 2.30, Les médicaments de
Fime: 3.53, Entretiens avec Pierre
schaeffer (2); 5.15, Louis Brauquier ou
les comptoirs de l'ailleurs; 6.08,
Répliques: Joseph Roth, romancier
auropéen.

France-Musique

21.00 Concert. Carte d'ides carte o identite de l'otresse avec Kent Nagano. Donné le 22 février, à l'Opéra de Lyon, par le Chœur, chef de chœur, Alan Woodbridge, et l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir. Kent Nagano: Œuvres de

Beethoven.

23.05 Concert.

Carse d'identité de l'orchestre avec Jacques Mercier. Donné lé juillet 1994, à la Bassilique de Saint-Denis, par le Chœur Accertus, Laurence Equilibey, chef de chœur, la Mairrise de garçons de Caen, Robert Weddle, chef de maîtrise, et l'Orchestre national d'Ite-de-France, dir. Jacques Mercier: Œsuvres de Kagel.

1.00 Les Nuits de France-Musique

Radio-Classique 20.40 Les compositeurs

Trançais et la guerre.
Walenstein: la mort de
Walenstein: d'indy, par
l'Orchestre philinarmonique
des Pays de Loire, dir.
Dervaux: Le Trombeau de
Couperin, de Ravel, François
plano; Cisures de
Salnt-Saëns: Quam dilecta,
motet op. 148, Guigue,
baryton, Schaer, alto,
Lagrange, sporano, Gourbier, paryoon, Schaes, ano, Lagrange, soprano, Gauti simor; CEuvres de Magna Faunè, Roussel, Stravinsky Debussy, R. Strauss, Schoenberg.

22.35 Da Capo. Symphonie nº 3 Ecossaise, de Mendelssohn, par l'Orchestre symphonique de Londres, dic. Perer Mang; Clavres de Beetho-

DIMANCHE 2 JUIN

11,55 Flash Cinformation.

France 3

Téléfim de Jacques Renard (100 min). 2759062

compétition pour le titre de premier du canton au certificat d'études vue par un drôle de

Shimon Pérès, un combat pour la paix, de Serge Moati (100 min). 6345352 0.15 Journal, Météo. 0.40 Notes de maîtres.

Concert enregistré à la Saile

Gaveau. Sonate nº 2 op. 102 pour violoncelle et piano, de Beethoven ; Suite italienne

pour violoncelle et piano, de Stravinsky ; Sonate op. 40 rcelle et piano, de

pour violoncelle et piano, de Chostakovitch, par Misha

invités : Thomas Fersen, Zazie, Dédé St Prix, Jacques Charles.

Argerich, piano. 1.40Les incomptibles. Série. 2.30 Mu-sique Graffit. Œuvres de Mozart, par Jean-Louis Haguenauer, piano (25 min).

France

Supervision

20.30 Rugby. En direct. Finale du Champion France: Toulouse-E

(120 min).

22.30 Capt'ain Café.

23.30 C'est de l'art. De Pierre Coulibeuf.

0.40 Teonis (120 min).

22.00 Hollywood Forever.

23.00 Le Pays du Damphin vert Film de Victor Saville (1547, N., v.o., 135 min)

Ciné Cinéfil

20.45 i.e Club.

20.55

22.35

► L'ANNÉE

DU CERTIF

Dans les années 30, la

▶ LES DOSSIERS

DE L'HISTOIRE

France 2 France 3

67571081

France 2

En direct. Finale du Championnat de France : Stade Toolousain-CA Brive au Part des Princes (105 min). 537888

Pour la troisième année, « le Stade » est finaliste et défendra son titre face à des Corréziens

détenteurs du trophée Yves du

RUGBY

22.30

LES ENFANTS

LES ENFAN (5)
DE LA TÉLÉ
Magazine présenté par Arthur et
Pierre Tchernia. Les meilleurs
momens (î'm partie), Avec Victoria
Abril, Alain Chabat, Liane Foly, Elle
Sentoun, Daniel Prévost, Christine
Bravo...
(75 min),
1448:

23.45 journal, Côté court, Météo.

0.55 La 25° Heure.

(60 min).

0.05 Troisième mi-temps.

Waco, de Michael Kirk

1.55 Tennis. Internationaux de France à Roland-Garros. Résumé du jour. 2.25 Vive la France. La révolution culturale (45). 4.20 Rio (1000. 4.45 Boulleo de culture (rediff.). 5.35 Dessin animé.

Jardins du monde. [3/12]

Thomme du passage

21.55 Retour en grâces. Ou la dendême affaire de Jacques Fesch. 23.05 500 nations. [7/8].

Paris Première

George Clinton. Enregistré en 1995 (30 min).

20.30 Super stock car.

22.30 Paris dernière.

23.25 Concert : Des Ree. Emegistré en 1994 (25 min). 676 23.50 Top-Flop.(30 min).

22.00 Concert:

23.55 Jean Reverzy,

12.00 Télévision régionale. 12.45 Journal. Kenp. Célébrée à La Salette-Fallavaux (Isère). 11.50 Midi moins 7. 12.05 et 2.50 Polémiques. 13.10 Tennis. 12.50 Loto. 12.58 et 13.15 Météo. 14.55 incidents à Dark River Telefilm de Michael

13.00 Journal. as72289 Arte 13.20 Notre Inliette. Pressman (95 min). Téléfim de François Luciani (93 min). 14.53 Tennis. 16.30 Tiercé. Prix du Jockey Club. 17.05 Magnum. Série. 17.55 Lignes de mire. 359559145

(247 min). 19.00 et 5.15 Stade 2 Football ; Rugby : les mellieurs moments de la finale du championnat de . Interview de Jean-Pierre 18.55 Le 19-20 de Finformation, 19.08,

France ; Championnats d'Europe de GRS ; Cyclis Moteurs : Tennis. 20.05 Benny Hill. 20.35 Tennis. Côté court. 19.59 Journal, Journal des courses, Météo.

DU RIFIFI

22.40

TARATATA

0.00 Journal,

Variésés présentées par Nagul-Lio, les Enfants du Warodé (70 min)

Côté court, Météo.

d'œuvres de Brahms, Rachmaninov,

Joplin, Boccherini, Tchalkovski, Stravinsky

Chostakovitch, Anderson,

Ravel (80 min). 980802

Concert. Vladimir Spivako

violoniste et chef d'orchestre

Avec Mikhail Rudy. Extraits

0.15 Musignes au cceur.

A PANAME

INSPECTEUR DERRICK

iournal régional.

Série. Le canal, de H. Ashley, Film de Denys de La Patellière (1965, 110 min). 828802 Un trafiquant international, aux 21.55 Un cas pour deux. prises à Paris avec une bandi Série. L'occasion fait le rivale, recrute comme garde du corps un Américain qui est en réalité un agent spécial du 23.00 Dimanche soir.

23.45 Journal, Météo. 0.10

GOOD BYE, MISTER CHIPS ME (1939, N., v. o., 110 min). . (1959, N., v. o., 110 mm). 4800018

De la fin du siècle dernier aux années 30, la vie d'un professeur de collège anglais, d'abord timide et maladroit, puis sûr de lui et dévoué pour toujours à ses élèves grâce à celle qu'il a aimée, épousée et perdue.
D'après un best-seller de James Hillon, un très heau mélodrame 23.55 ▶ Au nom de la fustice. Hilton, un très beau mélodrame qui a enchanté toute une

9.45 Métropolis. Prag Documentary Rap; quand les femmes forcent le trait; coup de gueule du sosle de Mari-lyn; portrait d'ismael ho; cyber-news; l'agenda cuburel européen (rediff., 60 min). 1.45 Débandade. Documentaire de David Carr-Brown et Pascal Dupont (rediff., 50 min). qui a encrionue una esta génération.
génération.
2.00 Les intorruptibles. Les frères Stryker. Série. 2.50 Idusique Graffid. Sanctus aon gridate de Nordheim, Benedictus de Kreiger, par le Cheur et
POrchestre philharmonique d'Oslo, dir.
Viadimir Ashkonazy (20 min).

M 6

12.50 Sonny Spoon. 12.00 La Saison des guépards. 13.00 Fenêtre sur court. 13.30 Détours de France. Le tour de France: Bress. 14.00 L'Esprit du sport. 15.00 Teva. 16.00 La Cloche tibétaine. [1/7] Feuilleton. 17.00 Le Sens de l'Histoire. A checun son destin. Invités: Pierre Les diamants sont éternes 13.50 Seule contre la drogue. Téléfilm de Jeremy Kagan, avec Sophia Loren (134 min)

16.15 Préquenstar. Princess Erika, Ménélik, les 17.15 Cancoon, le mont des bisons

Téléfilm de Jean Sagols (95 min). 4947208 19.00 Models Inc. série.

Le fantôme de Teri. 19.50 Génération net. 19.54 Six minutes d'information. 20.00 E = M 6.

20.35 et 1.00 Sport 6. Magazine.

ZONE INTERDITE Magazine de Patrick de Carolis. Reportages : sous le solell exactement : Des bébés aux portes de la vie ; Big business ; Les as de la survie

22.50 et 5.15 Culture pub. Spécial guerre (30 min).

LA BOURGEOISE ET LE PUCEAU

(173 MNU. 1730ESS)
En 1612, un jeune chasseur en quête de travail abrège les souffrances d'une femme, brûlée vive pour sorcellerie. Prenant la fuite, il est embauché dans une mine de sel toute proche où sa connaissance des explosifs fait Film français de Bob W. Sanders avec Jacky Amai (1984, 92 min). 9057208 L'initiation amoureuse du fils nuceau et simplet d'un Documentaire de Rudolf Sporrer et Peter
Prestel (50 min). 331005
La décapitation, en 1775, d'Anna Maria
Schwegelin qui fut, en Bavière, la dernière
victime de cinq siècles de persécution contre ndustriel et une histoire de trésor disparu pendant la querre. Un faux porno d'une bêtise accablante que M 6 avait. déjà diffusé en 1991... 1.15 Best of 100% nouveaux.

2.45 Paris coquin. Documentaire (55 min). 8155531

3.40 Jazz é. Magazine. 4.36 Les Tribus du Lobi. Documentaire. 5.45 Borde-vard des clips. Musique.

Canal +

► En clair jusqu'à 14.05 12.25 Flash d'information. 12.30 Télés dimanche. 13.30 La Semaine des Guignols.

14.05 Le Vent dans les saules. (72 min). 8428378 15.25 ▶ Les Seigneurs

des animaux. (24 min). • En clair jusqu'à 18.00 15.50 Les Superstars

du catch. 16.40 A la recherche de Michel Polnareff (75 m) 18.00 Les Aventures d'Huckleberry Finn ■

Film de 5. Sommers (1993, 104 min). ► En clair iusqu'a 20.30

TUEURS NÉS Film américain d'Oliver Stone avec Woody Harrelson (1994, 114 min). Un couple de jeunes tueurs dont les crimes fascinent les Américains est interviewé en

direct, au pénitencier, par un animateur de reality-show. 22.25 Flash d'information.

L'ÉQUIPE DU DIMANCHE Magazine présenté par Thierry Gilardi (149 min). 1.05 Reality Show Comédie satirique et

Film franco-canadien de Michel Poulette avec Martin Drainville, Agathe de La Fontaine (1993, 85 min). 9417734 parodique sur les limites du respect de la vie privée et la dictature de 2.30 Surprises (30 min).

23.00 Solnée lyrique (Suite). Hercule, ouverture, de Haendel, par The English Baroque Soloists, dir. John Ellor Cardiner; CEuvres de Rossini, Bellini, 0.00 Les Nuits de Radio-Clas-

Les films sur 21.00 Country Bos. 21.25 Absolutely Fabulous. 22.00 La Semaine sur Jimmy. les chaînes européennes

RTL9 20.30 Midnight Run. Film de Martin Brest (1988, 130 mln). Avec Robert De Niro. Comédie policière. 0.35 C'est pas mol, c'est Tautre. Film de Jean Boyer (1962, N., 90 mln). Avec Fernand Raynaud. Comédie. TMC

20.35 Toys. Film de Barry Levinson (1992, 120 min), Avec Robin Williams. Fantastique.

Rendez-vous

Le Chub de la presse. Philippe Douste-Blazy.

Grand Jury RTL-Le Monde. Edouard Balladur.

Radio

France-Culture 20.30 Atelier de création radiophonique. Marches, démarches, par Kaye Mortey.

22.25 Poésie sur parole. Hafez (6). 22.35 Musique : Le Concert. Pour une Fête des Mères. 9.05 Clair de muit. Tenestives premières, par Philippe Claire: Les images virtuelles et leurs dangers; Rub a dub doi; Rémanences: Garsions réduits; Des mots dans le vent; La Durée du oul. 1.90 Les Nuits de Prance-Culture (Rediff.), Les Griots de Paris; 2.21, Un livre des voix: Claude Olière; 3.00, La 2 CV; une Claude Ower; 5.00, to 2 cv; three modeste & mendels du monde; 4.00, Entretiens avec Pierre Schaeffer (3); 5.28, Agora: spécial Aujourd'hui: l'Antiquité; 5.38, Radio archives: Stefan Zweig.

France-Musique

Carte d'identité de l'orchestre avec James Coolon. Donné le 19 avril 1995, à l'Opéra national de Paris, par le Chœur de l'Opéra national de Paris et l'Orchestre du Théêtre national ce l'Opéra de Paris, de Grieg, musique de scène pour le drame d'itsen, Mireille Debursch (Solveig), Delphine Haidan (Antira), Franck Perrari (Peer), Michel Favory (Le ractant), Nathalie Nervai (Ase, la mère de Peer Gymt).

ia mere de Peer Gynt).

22.00 CONCERT.

Carte d'identité de l'orchestre avec Frisdemann Layer, Donné le 2 février, par l'Orchestre philharmonique de Montpellier, dir. Friedemann Layer, Pierce Lane, piano : CEINVES de Jasen,
Moszkowski, Schubert.

0.85 L'Orchestre philharmonique des Pays de Loire. Carte d'Identité de l'orchestre avec Hubert Soudant. Ceuvres de Chausson, Poulenc. 1.90 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique 20.00 Soirée lyrique.
Semele, de Haendel, par le Chosur et The English Chamber Orchestra, dir. Nelson, John Aler (Zeus), Samuel Ramey (Zeus), Samuel Ramey (Zeus), Somus), Michael Chance (Ahtamas), Marylin Horne (Inc., Junon), Neil Mackie (Apollon), Sylvia McNair (Iris).

28.00 Señele bringe (Strite) Haenule

Les programmes complet de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symbols Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ». On peut voir. II II Ne pas manquer. E E Chef-d'œuvre ou dassique. ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

1.35 Tennis. Résumé du jour. 2.00 Se-cret diplomatique. Série. 3.45 Savoir plus samé (rediff.). 4.35 Légendes du monde. [6/10]. 3.45 Dessin animé. Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5 20.00 7 sur 7. 21.00 Temps présent. 21.55 Météo des-cinq continents. 22.00 Journal (France 2).
22.30 Le Feu follet E E (1965, N., 105 min) 73747647 0.15 Nathan

0.30 journal (France 3). Planète . 2435 La Mare au Canard. 22 05 La Volonté de Dieu. 23.00 Les Grands Vigises Simpson Grant et la batalle du désert. 23.50 La Grande Guerre en chansons (60 min).

22.20 (et 22.35)-Cyclisme. 22.50 Concert : Festival de jazz du Mans 23:40 Concert: Madrigali Erotici (50 min).

0.30 Concert: Musique classique Ciné Cinéfil 20.30 Les Forbans de la muit **# #** Flim de jules Dassin (1950, N., vo., 95 min)

491 22.05 Angelito ■ Filin de Ruiz del Castillo (1961, N., v.o., 95 min)

11.00 Tennis. En direct, Internationaux de

16.00 Tennis. En direct.

13.40 Formule 1. En direct. Grand Prix d'Espagne, la course, à Barcelone (140 min). 7790579

80620024

T-,... - I

689173 23.00 Golf (60 min).

18.30 Europe 1

18.30 RTL

4.

40

1

elle equipe

Le Monde

Candidature

par Alain Rollat

LE POSTE est devenu vacant, il faut le pourvoir sans délai. Il convient d'y nommer quelqu'un qui ait la plus haute conscience du service public. L'ampleur de la tâche exige une âme bien trempée qui ait déjà fait ses preuves sur le terrain. Comme il s'agit de faire pièce aux partisans du fric-roi et aux pratiques commerciales développées sous la concurrence d'une chaîne privée assise sur une fortune immobilière, il y faut surtout quelqu'un qui soft rompu aux luttes contre les bétonneurs.

Cette force incorruptible existe. Elle s'incarne dans une femme qui se cache pour l'instant sous le pseudonyme d'«Antigona» et cette référence à la figure emblématique de la révolte de la conscience morale contre la raison d'État et ses basses œuvres suffit à camper le tempérament qui l'habite et se manifeste, dans sa région natale, chaque fois que le patrimoine public se trouve menacé par «le magouillage et le fricouillage », ces deux fléaux devenus, selon son expression, « les deux mamelles de la France. ». Nous pouvons en témoigner: il y a de l'Attila sous cette «Antigona» à la chevelure rousse. Aucun béton ne lui résiste, aucune combine, aucun passe-droit. Cette ancienne enseignante veille sur le respect des lois et des vertus civiques comme une harpie sur ses rejetons.

Malheur aux inconscients qui crolent pouvoir tromper sa vi-gilance! Ce n'est pas un jean-Luc Delarue qui la ridiculiserait devant un tribunal. On ne compte plus ses succès devant la justice administrative.

commune s'est aventuré jusqu'à vendre à un promoteur le pré situé devant sa maison des Pyrénées-Orientales en prétendant qu'il s'agissalt d'un paturage abandonné depuis des lustres, elle a fait constater par huissier, pour démontrer le contraire, la présence, sur place, gros plans photogra-phiques à l'appui, « de nombreux tas d'excréments de brebis (anciens et récents) et de bouses de vache ». Puis elle lui a porté le coup de grâce en se référant tae», une loi catalane du Moyen Age qui rend certains terrains inaliénables et dont la validité reste reconnue par la Cour de cassation.

Nous tenons à la disposition du CSA les coordonnées de cette Monique B... qui pratique l'art de l'animation-production avec une efficacité artisanale qui plairait sûrement à Alain Griotteray. Les menaces que les puissances d'argent font actuellement peser sur cette femme libre nous imposent, en effet, un devoir de discrétion. Ces pressions sont telles que le quotidien de son département vient de lui refuser la publication d'une annonce payante destinée à signaler la parution du livre-programme qu'elle vient d'éditer par ses propres soins sous un titre ironique: « Saint Béton, essai de résistance » (752 pages, 178F. + 35F. de port, en vente à Paris chez un seul libraire, 14 boulevard Saint-Germain). Jean-Pierre Elkabbach, qui s'est dit encoura-gé à relire « tout Balzac » y trouvera matière à nourrir ses réflexions sur la comédie hu-

José Maria Aznar sollicite le soutien de la France dans la lutte contre l'ETA

Le nouveau chef du gouvernement espagnol rencontre Jacques Chirac à l'Elysée

MADRID

de notre correspondant Après le Maroc au début de la semaine, le nouveau chef du gouvernement espagnol, José Maria Aznar, consacre sa deuxième visite internationale à son voisin du Nord : la France. Contrairement au voyage à Rabat de deux jours, le déplacement à Paris, samedi le juin, ne durera que quelques heures, le temps d'un déjeuner à l'Elysée avec acques Chirac et d'une conférence de presse à l'ambassade d'Espagne. Il s'agira de la première prise de contact officielle entre le chef de l'Etat français et le chef de l'exécutif espagnol depuis la victoire de ce dernier aux élections générales du

Au menu de cette rencontre figureront en borme place la construction de l'Europe et la coopération entre les deux pays dans le domaine de la lutte antiterroriste. Madrid souhaite renforcer la collaboration des polices afin d'intensifier le combat contre l'ETA dont Jaime Major Oreja, ministre de l'intérieur, estimait, le 20 mai, que « la direction se trouve en France ». Afin d'amélio-rer cette action commune, une première rencourre a eu lieu le 21 mai, à Madrid, entre Jean-Louis Dehré, ministre français de l'intérieur, et son homologue espagnol. Une autre est prévue, hundi 3 juin, à Paris, au cours de laquelle sera signé un accord sur l'établissement de commissariats communs à la frontière afin de mieux contrôler l'émigration, le trafic de drogue et le terrorisme.

Lors des entretiens de Madrid, les deux ministres avaient insisté sur le fait qu'une « nouvelle étape » s'ouvrait dans les relations policières entre les deux pays. Jaime Mayor Oreja a fait part à son homologue de sa satisfaction après l'arrestation, mercredi 29 mai, à l'aéroport de Roissy, de Maria Nagore Muglia, une terroriste présumée de l'ETA. Les autorités espagnoles souhaitent cependant que la coordination soit intensifiée et que les membres des commandos ne trouvent plus re-

lis en présente la synthèse le 8 juin.

Les militants, peu impliqués jus-

qu'à présent, seront ensuite invités

à se prononcer avant le convention

nationale des 29 et 30 juin, à la

porte de la Villette à Paris.

« Des bandes de mafiosi »

Evoquant la question basque, José Maria Aznar affirme dans un entretien accordé an Figuro du samedi 1" juin qu' « il n'y a rien à négocier ». « L'ETA a choisi le terrain de la violence et le devoir des autorités est de riposter. La seule solution, c'est que l'ETA dépose les armes ». A propos du refuge en France que trouveralent certains militants

A propos du refuge en France que trouveraient certains munants basques, il déclare : « Tout ce que je peux dire, c'est que la coopération policière entre la France et l'Espagne pourrait être encore plus efficace. C'est une question de volonté politique. » « Le Puys basque n'a rien à voir avec la Palestine. L'ETA est constituée de bandes de magiosi qui assassinent, qui enlèvent des gens pour toucher des rançons », affirme encore M. Aznar.

fuge en France une fois commis les attentats de ce côté des Pyrénées. Madrid veut également obtenir l'assurance que les membres de l'ETA amétés en France soient par la suite extradés lorsque des charges pèsent sur eux. José Maria Aznar attend donc de Jacques Chirac un soutien total dans le renforcement de ces lièns sécuritaires.

liens sécuritaires.

Il sera également question d'obtenir un ferme engagement présidentiel en ce qui concerne les attaques que subissent dans le sui de
la France les camionneurs espagnols et le sacrage de leur changement de fruits et légumes.

La France reste le premier fournisseur et le premier client de l'Espagne et, si les investissements français ont balssé de 41,9 % en 1995 par rapport à 1994, la France est le deuxième investisseur étranger derrière les Etats-Unis. De part et d'autre, les relations sont considérées comme excellentes en dehors de difficultés ponctuelles comme par exemple les différends en matière de pêche. Le changement de majorité à Madrid ne devrait pas les affecter même si les affinités entre M. Chirac et M. Gonzalez sont meilleures qu'avec le successeur de ce dernier. Les deux hommes se connaissent peu et ces premiers en-tretiens officiels devraient permettre de tisser des liens plus étroits et de savoir quelle sera la position espagnole dans la construction de l'Europe. La place de l'Espagne dans l'OTAN ainsi que son rôle au sein de l'UEO devraient également être abordés. José Maria Aznar est très intéressé par la suppression du service militaire en France, qu'il a l'intention d'imposer chez hui.

Michel Bôle-Richard

- 5.55,000 37

Le Parti socialiste relance le dialogue avec le mouvement associatif au cours d'assises décentralisées AFIN DE CONSTITUER « une l'est et de la palette syndicale devrait se socialiste organise, samedi l'e juin, socialiste

Les partenaires politiques et so-

ciaux réagiront aux propositions

du PS sur la démocratie, telles

qu'elles ont été arrêtées par la

commission présidée par Jack Lang

le 28 mai, avant l'élaboration du

texte définitif pour le conseil natio-

nal du 8 juin. Les fédérations ont

socialiste organise, samedi la juin, dans le cadre de son débat sur la démocratie, des assises décentralisées dans environ soixante-dix départements avec les autres partis de gauche et le mouvement associatif. Une petite vingtaine de fédérations ont organisé ces « assises citoyennes » les 30 et 31 mai, quelques autres les ayant prévues en début de semaine prochaine. Pour Jean-Christophe Cambadèlis, secrétaire national chargé des relations extérieures et organisateur de ces assises, il s'agit de prolonger à la fois les Assises de la transfor-Rocard en 1994, et les Forums organisés par le Parti communiste, le janvier à mars, qui avalent trouvé leur aboutissement avec les réunions, le 16 mars à la Mutualité et le 2 avril à Bercy, de l'ensemble des

partis de gauche. Pour M. Cambadèlis, il s'agit d'arriver maintenant à « une confrontation tripartite » entre les partis, le mouvement associatif et les citovens (militants de gauche non membres du PS, intellectuels, etc...). Côté partis, tous ont répondu positivement du PCF à Radical, en passant par le Mouvement des citoyens, la Convention pour une alternative progressiste, les Verts et d'autres mouvements écologistes. La Ligue communiste révolutionnaire, qui a demandé en vain une rencontre au PS, n'a pas été invitée. Et les premiers dirigeants de ces partis seront, pour la plupart, absents. Lionel Jospin est au Canada. Robert Hue ne s'y rendra pas. Mais Georges Marchais est annoncé dans le Val-de-Marne, Dominique Voynet dans le Jura.

« DELICIÈME SOUFFLE »

Si la préoccupation de préfigurer le rassemblement de la gauche des élections législatives de 1998 est présente, le PS veut surtout donner «un deuxième souffle » à son dialogue avec le motivement asso-ciatif. « C'est un moyen pour les socialistes de retrouver le chemin de la gauche populaire », souligne M. Cambadèlis, en rappelant que le mouvement associatif se compose de 800 000 associations et rassemble 1,3 million de salariés et bénévoles. « La plupart de ces associations sont ancrées dans les milieux populaires », ajoute M. Cambadèlis. La Lieue des droits de l'homme, la FCPE pour les parents d'élèves, le MRAP, la Confédération paysanne, mais aussi Droit au logement à Paris, ont répondu, parmi d'autres, à l'invitation du PS. Pour ménager leur souci d'indépendance, les confédérations n'out pas été invi-

cí d'indépendance, les confédérations n'out pas été invitées mais elles n'out pas mis de veto aux contacts qui se sont nonés au niveau local. De la CGT à FO, en passant par la CFDT, la FÉN, la

GIORGIO ARMANI

Une vente couplée de « La Stampa » et du « Monde » est proposée aux lecteurs de Milan, Turin et Paris

LA STAMPA et Le Monde sont proposés ensemble aux lecteurs de Paris, Turin et Milan, depuis le 1º juin, et ce jusqu'au 30 juin. Le quotidien de Tutin s'était déjà « marié » à un quotidien français, pendant l'été 1995 : Il s'agissait de Nice-Matin. Le succès obtenu par cette opération sur la Côte d'Azur a incibé les deux titres à la reconduire.

A Paris, la vente couplée de La Stampa et du Monde est proposée par cinquante klosques ou marchands de presse, dont les six Relais H implantés dans les grandes gares de la capitale. Tout acheteur de La Stampa se voit proposer Le Monde, le tout au prix de 12 francs (correspondant au prix de vente en France du journal italien). En outre, dans un nombre limité de klosques, un café Illy sera offert à chaque acheteur, comme c'est la coutume en Italie où les klosques à journaux jouxtent souvent un distributeur d'espresso.

A Milan et à Turin, deux des villes du nord de l'Italie où se concentre l'activité économique et intellectuelle de la péninsule – la seconde étant le fief de La Stampa, contrôlée par Fiat –, les deux journaux sont disponibles au prix de 3 200 lires (environ 11 francs). Soit 1 000 lires de moins que ce que coûte l'achat séparé des deux titres. Le week-end, les deux journaux et leurs suppléments – « Télévision-radio-multimédia »

pour Le Monde et il Specchio pour La Stampa – sont vendus au prix închangé de 12 francs à Paris, de 4 200 lires à Milan et Turin (au lieu de 5 200 lires, s'il fallait acheter d'une part Le Monde, d'autre part La Stampa).

450 points de vente – 200 à Milan, 250 à Turin – participent à cette opération de couplage. Comme à Paris, les acheteurs des deux journaux se voient proposer un café. Cette vente couplée est amonocée par un sogan décliné en français et en italien : « Le Monde et La Stampa ensemble à Poris, Milan et Turn ; la jaçon la plus européenne de regarder le monde. »

Actuellement, le journal turinois

est vendu à quelque 250 exemplaires à Paris. Son mariage avec Le Monde devrait his permettre d'accroître notablement ses ventes dans la capitale française. Les responsables du quotidien turinois espèrent les doubler, voire les tripler. Le Monde, premier quotidien français vendu à l'étranger, atteint en Italie des scores de vente quasiment égaux à ceux de l'International Herald Tribune. Vendu d'habitude à 1 000 exemplaires à Milan et à 300 exemplaires à Turin, il devrait améliorer ces résultats grâce à cette initiative. Celle-ci répond à l'intérêt que portent les lecteurs italiens à la presse française; elle est soutenue par une importante campagne publi-citaire dans la presse et à la télévi-

■ ALGÉRIE: deux cents personnes out assisté, vendredi 31 mai, au 91, quai de la Gare, à Paris, à une lecture de textes dirigée par l'écrivain algérien Nabile Fares. Dédiée au cinéaste Amzerd, qui s'est immolé dans un square du XIII arrondissement de Paris en 1995, cette soirée servait de prologue aux deux journées « portes ouvertes » qui doivent permettre au public de découvrir, samedi 1ª et dimanche 2 juin, vingt-cinq artistes algériens invités par les peintres, sculpteurs, photographes, musiciens, comédiens des ateliers du quai de la Gare. « La plupart d'entre eux vivent en France depuis 1989, et viennent de l'Ecole des beaux-arts d'Alger, qui a été un creuset artistique très important », explique Nabile Fares, à l'origine du projet, avec le peintre Fatma Zamoum.
★ Les ateliers du 91 quai de la Gare (Paris XII-) sont ouverts de 13 heures à 20 heures samedi 1= et dimanche 2 juin.

Tirage du Monde daté samedi 1" juin 1996 : 471 661 exemplaires

UNLI

Vautra VE storit